

156865

DC 222

R3 M6 V1

CONGRES DE RASTATT 1798-1799
MONTARLOT P

Library

St. Joseph's College

City Avenue at 54th Street

Philadelphia, Pennsylvania 19131



Digitized by the Internet Archive
in 2025



Jean De Bry,

LE
CONGRÈS DE RASTATT

(11 juin 1798-28 avril 1799)

CORRESPONDANCE ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

POUR LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PAR

MM. P. MONTARLOT et L. PINGAUD

TOME I^{ER}

AVEC UN PORTRAIT



PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS

LIBRAIRES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Rue Bonaparte, 82

1912



DC
222
R3
M6
vol.1

156865

CHRONIQUE DE BESANÇON

PAR M. J. J. J.

BESANÇON. — IMPRIMERIE JACQUES ET DEMONTROND.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier et choisit les personnes auxquelles il en confiera le soin.

Il nomme pour chaque ouvrage un commissaire responsable, chargé de surveiller la publication.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable, portant que le travail lui a paru digne d'être publié par la Société.

Le commissaire responsable soussigné déclare que l'ouvrage : LE CONGRÈS DE RASTATT lui a paru digne d'être publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

Fait à Paris, le 9 janvier 1912.

Signé : C^{te} BOULAY DE LA MEURTHE.

Certifié :

Le Secrétaire de la Société d'histoire contemporaine,

B. DE LACOMBE.

LE CONGRÈS DE RASTATT

(11 juin 1798-28 avril 1799)

CORRESPONDANCE ET DOCUMENTS

INTRODUCTION

« Avant trois mois, je briserai votre monarchie, comme je brise cette porcelaine, » et, saisissant un cabaret que le comte de Cobenzl avait reçu de Catherine II et dont il était si fier qu'il l'emportait dans ses voyages, Bonaparte le jeta sur le parquet. Le ministre impérial regarda les morceaux et ne souffla mot. Ainsi pouvait se briser la monarchie qu'il représentait, mosaïque mal jointe, agrégat d'éléments hétérogènes à la merci d'un coup de vent. Le geste avait été brutal, mais la leçon avait porté. Trois jours après, le 17 octobre 1797, Cobenzl signait, au château de Passeriano, près d'Udine, le traité qui porte le nom de Campo-Formio et dont une clause essentielle était la tenue d'un congrès à Rastatt « pour la pacification entre l'Empire et la République française. »

L'histoire de ce congrès a fait l'objet de divers travaux dont les plus accrédités sont ceux d'Hermann Hüffer ¹.

1. Ils font partie de son grand ouvrage : *Europa im Zeitalter der französischen Revolution*, dont les tomes II et III (Bonn, 1878-1879) portent comme sous-titre spécial : *Der Rastatter Congress und die zweite Coalition*. L'au-

Exclusivement documentaire, la publication qui suit embrasse onze des seize mois consacrés aux négociations, et consiste surtout à mettre au jour la correspondance des plénipotentiaires français à partir du moment où, la cession de la rive gauche du Rhin à la France ayant été consentie en principe, de nouvelles difficultés, élevées par l'Autriche, sourdement entretenues par la Prusse, entravèrent la conclusion de ces négociations. Au début, le Directoire avait désigné Bonaparte, avec la présidence de la légation, et deux anciens conventionnels, Treilhard ¹, qui, sorti du Conseil des Cinq-Cents, venait d'être nommé ambassadeur à Naples, et Bonnier ², ex-président à

teur a publié depuis un autre ouvrage en deux volumes : *Der Krieg des Jahres 1799 und die zweite Coalition* (Gotha, 1904-1905). — On peut citer encore : de Van Dijk, *Précis des négociations du Congrès de Rastatt*, Utrecht, 1856; de Häusser, *Geschichte der französischen Revolution, 1789 bis 1799*, Berlin, 1867; de Vivenot, *Zur Geschichte des Rastatter Congresses, 1871*; de Bailleu, *Preussen und Frankreich von 1795 bis 1807. Diplomatische Correspondenzen*, Leipzig, 1881; de Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe* (1795-1799), Paris, 1911.

1. TREILHARD (Jean-Baptiste), né le 3 janvier 1742, à Brives, de Jean, avocat, et de Jeanne Lachèze; avocat en 1761, inspecteur général des domaines en 1775; élu député aux États généraux, le 15 mai 1789, par le tiers état de Paris; président, en 1791, du tribunal criminel; élu, le 12 septembre 1792, député de Seine-et-Oise à la Convention, où il vota la mort du roi avec sursis, et le 15 octobre 1795, député aux Cinq-Cents, d'où il sortit en mai 1797; nommé, le 27 octobre suivant, deuxième plénipotentiaire à Rastatt; élu directeur le 15 mai 1798; exclu du Directoire le 17 juin 1799; nommé, le 4 avril 1800, vice-président et, le 1^{er} janvier 1802, président du tribunal d'appel de Paris; conseiller d'État en septembre suivant, comte le 24 avril 1808, ministre d'État le 30 mars 1809; mort le 1^{er} décembre 1810. De son mariage avec Marie-Élisabeth Boudot, fille d'un conseiller au Conseil de Monsieur, il laissa une fille mariée au comte Abrial et un fils dont la descendance existe.

2. BONNIER (Ange-Élisabeth-Louis-Antoine), chevalier, seigneur d'Alco, Malbosc et Valadière, né en 1750, à Montpellier, d'Antoine-Samuel, président à la Cour des comptes, aides et finances, et d'Élisabeth Plantier; pourvu en 1772 de la charge de son père, qu'il conserva jusqu'en 1790; élu député de l'Hérault, le 6 septembre 1791, à l'Assemblée législative, et, le 4 septembre 1792, à la Convention, où il ne prit la parole que pour voter la mort du roi; nommé, le 11 novembre 1795, chef du bureau diplomatique près le Directoire; envoyé à Rastatt le 27 octobre 1797; élu, pendant sa

la Cour des comptes de Montpellier. Novices en diplomatie, ces deux derniers en avaient fait un insuffisant apprentissage aux récentes conférences de Lille, dont l'ultimatum qu'ils étaient chargés de signifier avait précipité le dénouement. Le 18 septembre 1797, deux jours après leur arrivée, ces conférences avaient été rompues, et lord Malmesbury était reparti pour l'Angleterre. Ni l'un ni l'autre n'avaient la souplesse d'esprit, la bonne grâce, les formes extérieures, que réclamait leur mission ¹. Ce furent eux pourtant qui engagèrent les opérations. Bonaparte,

mission, député au Conseil des Anciens, le 13 avril 1798, réélu le 14 avril 1799 et assassiné à la sortie de Rastatt le 28 du même mois. Il avait épousé en 1779 Marie-Jeanne-Victoire Atger, née en 1763 de Jean, négociant, et de Marie-Marguerite Penisson, et en avait eu quatre enfants, dont deux moururent jeunes. Les deux filles qui lui restèrent, Eulalie, née en 1782, et Marie-Joséphine-Antoinette-Raymonde, née en 1784, épousèrent, l'une M. Minguet, l'autre M. Carette, tous deux associés d'une banque à Paris. M^{me} Minguet eut une fille, Eulalie-Jeanne-Louise, qui épousa, le 20 mars 1820, Nicolas-Charles-Victor, marquis Oudinot, plus tard duc de Reggio, fils du maréchal, et dont la descendance est actuellement représentée par les membres de la famille Oudinot. M^{me} Carette eut également une fille, Jeanne-Louise-Délie, qui contracta mariage, le 25 avril 1820, avec Auguste-Jean-Alexandre Law, marquis de Lauriston, dont le père, alors lieutenant général, devint, trois ans après, maréchal de France et ministre de la maison du roi. Deux des trois fils issus de cette dernière union ont laissé des descendants.

1. Lavallette, alors aide de camp de Bonaparte, eut tout le temps de les observer pendant les quatre mois qu'il passa à Rastatt. « Du côté de la France, note-t-il, était M. Treilhard, ancien membre de la Convention et qui avait non seulement voté la mort du roi, mais qui, à cette époque, se vantait d'avoir décidé le duc d'Orléans à prononcer le même vote. C'était un jurisconsulte fort savant, d'un caractère sévère, mais qui, loin d'avoir de l'éloquence, n'avait même pas l'élocution facile. Avec lui était M. Bonnier d'Arco, homme d'un caractère sauvage et d'une humeur souvent farouche. Ces deux plénipotentiaires étaient loin de plaire à cette foule de diplomates couverts d'ordres, et dont les titres les plus pompeux précédaient les anciens noms. Le contraste était piquant; car ces deux plénipotentiaires de la République ne quittaient point le chapeau rond, et leurs souliers étaient fermés avec des cordons. Mais il fallait plier devant la République française, et les plaisanteries contre ces deux messieurs expirèrent à leur arrivée. » (*Souvenirs et mémoires du comte Lavallette*, Paris, 1831, t. I, p. 257, 258).

arrivé à Rastatt le 25 novembre, échangea, le 30, avec Cobenzl les ratifications du traité de Campo-Formio, signa le lendemain, avec deux généraux autrichiens, une convention militaire et repartit dans la nuit même ¹. Sa dévorante activité s'accommodait mal de lentes négociations dont il prévoyait l'échec, et déjà l'idée d'une expédition en Egypte hantait son imagination.

Le traité de Campo-Formio assurait à la France la rive gauche du Rhin depuis Huningue jusqu'à l'embouchure de la Nette, au-dessus d'Andernach, et déterminait ensuite la frontière suivant une ligne formée par le cours de cette rivière et celui de la Roër. Toute une région, dont les centres principaux étaient Bonn, Cologne, Clèves, Crefeld, région déjà conquise et administrée par la France, demeurait à l'Empire. Le Directoire estima que ses succès militaires l'autorisaient à réclamer une part plus copieuse, et il donna mission à ses plénipotentiaires de demander toute la rive gauche jusqu'à Wesel, de manière qu'il ne restât à l'ouest du Rhin aucun État d'Empire.

Le Congrès s'ouvrit le 9 décembre ; mais la fixation des jours et heures des séances, les « légitimations » ou vérifications des pouvoirs remplirent ses quinze premières réunions. Ce fut seulement le 19 janvier 1798 qu'il aborda l'objet de sa convocation. Deux jours auparavant, Treilhارد et Bonnier avaient avisé des nouvelles prétentions de leur gouvernement le commissaire impérial, comte de Metternich. Quand celui-ci, au début de la séance, présenta ses lettres de créance : « Les négociations, dit-il

1. Soit que son départ eût été décidé brusquement et contrairement à ses prévisions, soit qu'il eût voulu donner le change sur ses intentions, « la veille encore il avait fait venir douze chevaux de Strasbourg pour augmenter sa représentation. » OBSER, *Politische Correspondenz Karl-Friedrich von Baden*, Heidelberg, 1893, t. III, p. 29, lettre du baron d'Edelsheim au margrave, 1^{er} décembre 1797.

avec tristesse, commencent sous des auspices très défavorables. En effet, les plénipotentiaires français m'ont déclaré, le 17 janvier, qu'ils exigeaient, pour base principale du traité de paix à conclure avec l'Empire, le cours du Rhin pour limite.... » Et il exprima l'espoir « que les députés ne consentiraient rien, sans une nécessité urgente, qui puisse altérer la constitution et les limites de l'Empire. »

Alors commença un échange de notes qui se prolongea deux mois. Les députés allemands défendaient pied à pied le territoire de l'Empire, cherchaient des moyens dilatoires, offraient de céder la moitié des pays situés sur la rive gauche, consentaient ensuite à abandonner la région comprise entre le Rhin et la Moselle, mais sous dix-huit conditions. La ténacité des ministres français triompha de leurs résistances; le 9 mars, intimidés par un ultimatum, ils déclarèrent accepter la limite du Rhin comme base de la paix à intervenir.

L'application de ce principe entraîna des difficultés de détail qui éternisèrent le débat. Un autre principe, celui des sécularisations, proposé par la France et adopté le 5 avril, prêtait également aux contestations. Entre temps s'ouvrit une seconde négociation. Dans la soirée du 14 avril (25 germinal), un mouvement populaire avait éclaté à Vienne contre l'ambassade de France, dont le titulaire était alors Bernadotte. L'imprudence du général en avait été la cause. Apprenant que les Viennois allaient fêter l'anniversaire de l'armement de leurs volontaires à l'approche de l'armée française, il imagina de donner de son côté une fête le même jour, pour célébrer la série des succès qui avaient conduit Bonaparte à Leoben. Malgré les représentations qui lui furent adressées, il fit arborer à la porte de l'hôtel un grand drapeau tricolore, sur lequel se détachaient les mots : *Liberté, Égalité*. Excitée

par les libations, la populace s'ameuta autour de l'ambassade, réclama l'enlèvement du drapeau, cassa les vitres à coups de pierres, força les portes et brisa les voitures remisées dans la cour. Bernadotte, furieux, quitta Vienne le lendemain et arriva, le 23 avril, à Rastatt, où il attendit la décision du Directoire ¹. Le gouvernement autrichien s'empressa de provoquer une conférence et désigna, pour le représenter, le comte de Cobenzl, qui venait de prendre à Vienne, le 29 avril, l'intérim des affaires étrangères, en remplacement du baron de Thugut, momentanément écarté. Le 26 floréal (15 mai), le Directoire donna le même mandat à François de Neufchâteau ², et la petite ville de Selz ³ fut choisie pour être le lieu de la rencontre.

La rédaction de l'arrêté directorial donna prise à certaines prétentions du ministre autrichien. François de Neufchâteau avait mission « de s'entendre avec le plénipotentiaire de Sa Majesté impériale, tant sur le fait des satisfactions qui sont dues à la République en raison de

1. Cf. Frédéric MASSON, *Les diplomates de la Révolution*, Paris, 1882.

2. FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, né le 17 avril 1750, à Saffais (Meurthe), avocat à Paris de 1770 à 1775; lieutenant général au présidial de Mirecourt; procureur général, de 1782 à 1787, au conseil supérieur du Cap à Saint-Domingue; rentré en 1788; élu, le 12 juin 1790, administrateur des Vosges et, le 3 septembre 1791, député à l'Assemblée législative; emprisonné le 4 septembre 1793, à la suite de la représentation de sa pièce *Paméla*, réputée antirévolutionnaire; élargi un peu avant le 9 thermidor; juge au tribunal de cassation, puis, en 1795, commissaire du Directoire près l'administration centrale des Vosges; nommé ministre de l'intérieur le 16 juillet 1797 et Directeur le 10 septembre. Sorti du Directoire le 9 mai 1798, il fut envoyé à Selz pour conférer avec Cobenzl, et au retour, reprit, le 17 juin, le ministère de l'intérieur, qu'il conserva jusqu'au 22 juin 1799. Le 25 décembre suivant, il fut appelé au Sénat. Il en fut président en 1804 et 1805. Il mourut le 10 janvier 1828, dans un état voisin de la misère. Il avait été élu membre de l'Institut le 13 février 1797 et créé comte le 26 avril 1808.

3. Bourg du Bas-Rhin, actuellement chef-lieu de canton du district de la Basse-Alsace, à six kilomètres ouest de Rastatt. Il avait été plusieurs fois et récemment encore incendié. Les plénipotentiaires eurent quelque peine à s'y loger.

ce qui s'est passé à Vienne, que relativement à Rome, Naples, la Toscane, la Suisse et tous objets autres que ceux formant l'objet des négociations du congrès de Rastatt, qui seraient à régler entre les deux puissances pour assurer la durée de la paix. » Cobenzl excipa de ces termes pour revenir sur les conventions de Campo-Formio. Le 11 prairial (30 mai), avant toute entrevue, François de Neufchâteau exprimait ses doutes sur l'issue de la négociation. « J'ai lieu de craindre, écrivait-il à Talleyrand, que M. de Cobenzl ne veuille donner trop d'extension à l'objet de ma mission et transporter indirectement à Selz une partie des opérations du congrès de Rastatt. » Son pressentiment était fondé ; car le lendemain, au cours de la première conférence, le plénipotentiaire autrichien n'hésita pas à soutenir « que tous les points à discuter au Congrès devraient être auparavant accordés entre l'Autriche et la France ¹. » Entre les deux diplomates, le débat resta néanmoins courtois et toujours sans aigreur. François de Neufchâteau, littérateur alors en renom, était d'un commerce agréable : Cobenzl, offusqué depuis des mois par les brusqueries de Treilhard et de Bonnier, se loua tout de suite de son aménité. « Voilà, écrivait-il, le 2 juin, à Colloredo-Mannsfeld ², voilà la négociation entamée de nouveau avec un homme qui a, du moins, des formes plus honnêtes que ceux à qui nous avons eu affaire jusqu'ici, et qui n'a pas leur rudesse et leur grossièreté ³. »

1. Tous les renseignements concernant ces conférences, et dont la source n'est pas indiquée, sont tirés des archives des affaires étrangères, *Autriche*, vol. 369, et des Archives nationales, AF III, 59.

2. François Gundaccar, prince Colloredo-Mannsfeld, né le 31 mai 1731, vice-chancelier de l'Empire, ministre des conférences, grand chambellan, etc. ; mort le 27 octobre 1807.

3. *Vertrauliche Briefe des Freihern von Thugut*, von Dr Alfred Ritter

Ce que désirait avant tout l'Autriche, c'est qu'une indemnité satisfaisante lui fût assurée pour le cas où la République acquerrait des territoires en Allemagne, et cette indemnité, elle prétendait la trouver en Italie par l'adoption d'un plan qui aurait changé la face politique de la péninsule. En même temps que la France se serait agrandie, un ensemble de territoires enlevés à la République cisalpine aurait constitué le dédommagement de l'Autriche¹. Dès le 16 prairial (4 juin), jour de la troisième entrevue, Cobenzl s'expliqua nettement à ce sujet. Quant à l'incident de Vienne, il affectait de n'y voir que le prétexte de conférences où devaient être discutés des intérêts

von Vivenot, Wien, 1872, t. II, p. 104. Les appréciations de Cobenzl étaient assez justifiées. Un agent de la République batave, Lucius, alors à Francfort, racontait, comme il suit, à son gouvernement l'entrée en relations des ministres français avec le représentant de l'Empereur : « Tous les rapports de Rastatt retentissent de plaintes amères et graves sur la conduite de nos alliés. Treilhard et Bonnier, quoique simples ministres, paraissent attendre la première visite de l'ambassadeur de Vienne. Enfin ils vinrent, mais au moment que toute la députation de l'Empire se trouvait en gala chez Son Excellence. Ils arrivent dans un costume dont je supprime le détail ; ils font à l'ambassadeur les reproches les plus durs sur son retard ; ils parlent haut. Le comte, consterné et embarrassé, s'excuse en balbutiant ; il dit que sa faible santé l'oblige à de longs intervalles de repos ; mais ils répondent qu'ils ont fait bien plus de chemin que lui, et que, malgré cela, ils sont arrivés bien plus tôt. Pour les apaiser, l'ambassadeur, accompagné d'un cortège brillant, alla leur rendre la visite le même jour, à huit heures du soir ; mais ils sont à table ; ils refusent. Il revient le lendemain : encore un refus. Le comte de Cobenzl les pria à dîner : ils refusent. » (Dépêche du 13 décembre 1797, citée par Van Dijk, *Précis des négociations du Congrès de Rastatt*, p. 29).

1. Cf. *Moniteur* du 9 prairial an VII (28 mai 1799). Une correspondance de Berlin y détaille les propositions de Cobenzl. L'Empereur acquerrait le Mantouan, la Vénétie jusqu'à la ligne du Pô et de l'Adda ; la République cisalpine serait indemnisée par le Piémont et une partie de la Toscane, dont le grand-duc recevrait comme dédommagement les légations de Bologne et de Ferrare. Ces propositions ayant été rejetées, Cobenzl réclama pour l'Autriche, au cas où elle renoncerait à toute possession en Souabe, la ville de Mantoue et une partie du haut Palatinat et de la Bavière. « La loyauté française ne pouvant écouter des propositions semblables, François de Neufchâteau eut ordre de ne plus traiter que sur l'affaire de Bernadotte. »

d'un ordre très supérieur au bris de quelques vitres ou à l'enlèvement d'un drapeau. François de Neufchâteau flaira vite l'échec de sa mission. Ainsi qu'il le mandait, le 20 prairial (8 juin), « de longues conférences et de très grands diners aboutissent toujours au point où nous étions. On ne veut point donner de satisfaction publique pour les événements de Vienne. On soutient que la France devrait plutôt désavouer son ambassadeur.... » L'entente se fit pourtant sur un point. « J'ai eu aujourd'hui à dîner, ajoute l'ex-directeur, presque toutes les Excellences du congrès de Rastatt, qui n'ont pas fait difficulté de venir sur la rive gauche (à l'exception cependant du citoyen Bonnier, qui s'en est excusé). Il a été conclu, à la pluralité des voix, que le vin rosat d'Épernay est un des premiers vins de France. Voilà déjà un grand point ! » Ce fut le seul. Le 23 prairial (11 juin), comme François de Neufchâteau insistait avec force pour obtenir une satisfaction, « ce serait, prétendit Cobenzl, la cour de Vienne qui serait fondée à demander raison de l'espèce d'approbation donnée par le Directoire à la conduite diplomatique du général Bernadotte. » Et tout de suite il en revint à ses vues sur l'Italie. Dès le lendemain, le ministre français considérait sa mission comme terminée et sollicitait son rappel ; car il est triste, concluait-il, « de tourner ici dans le même cercle, sans pouvoir convertir M. de Cobenzl à mon système ni me rendre au sien. Nous nous répétons les mêmes choses tous les jours. Il se moque de mes explications et moi de ses prétentions. »

Cependant, les propos de table ne roulaient pas exclusivement sur nos vins. En dînant le 25 chez François de Neufchâteau, Cobenzl résuma la pensée de son gouvernement. De réparations à donner pour l'affaire de Vienne, il ne voulait pas entendre parler, à moins que, de son

côté, la République ne désapprouvât manifestement la conduite de Bernadotte. L'intervention de la France à Rome, en Suisse, en Cisalpine, était aussi l'objet de ses critiques. Il y apercevait « l'essai d'un système destructif de tous les gouvernements » et, dans l'action prépondérante des commissaires français, dans les contributions qu'ils levaient sur ces États réputés indépendants, « quelque chose ressemblant fort à une extension de territoire. » Enfin, il protestait contre le refus du Directoire de traiter à Selz les questions réservées au Congrès, et de consentir à une nouvelle division de l'Italie. A ses yeux et dans de pareilles conditions, aucun arrangement n'était possible ; mais trop avisé pour brusquer une solution, il annonça à son interlocuteur qu'il allait envoyer un courrier à Vienne. Comme le présentait François de Neufchâteau, ce n'était que pour gagner au moins quinze jours et préparer l'entrée de la Russie dans la coalition.

Deux conférences eurent encore lieu les 27 prairial et 7 messidor (15 et 25 juin). Elles ne pouvaient être qu'infructueuses. Cobenzl s'obstinait à réclamer pour l'Autriche un morceau de l'Italie ; car « il faut que tout le monde vive », dit-il, dans un moment d'expansion, à Gallois¹, un des deux secrétaires de la légation française. Ce dernier, membre associé de l'Institut, connaissait ses classiques ; il répliqua simplement :

Seigneur, dans cet aveu dépouillé d'artifice,
J'aime à voir que du moins vous vous rendez justice.

1. GALLOIS (Jean-Antoine Cauvain), né le 17 janvier 1761, commissaire civil en Vendée (1791), associé correspondant de l'Institut dans la classe des sciences morales et politiques (24 février 1796), avait accompagné à Rastatt François de Neufchâteau, dont il était l'ami. Nommé membre du Tribunal le 25 décembre 1799, il en devint président en mai 1802. Lors de la suppression de ce corps en 1807, il passa de plein droit au Corps législatif, où il resta jusqu'au retour de Napoléon en 1815. Il mourut le 6 juillet 1828.

La citation « fit rougir », paraît-il, le ministre autrichien. Il ne se départit pas cependant de son intransigeance. Vainement François de Neufchâteau lui soumit-il la rédaction d'un accord, aux termes duquel il aurait renouvelé, au nom de l'Empereur, « les assurances déjà données de sa résolution invariable d'entretenir l'amitié et la bonne intelligence entre les deux puissances, et du vif déplaisir avec lequel Sa Majesté a appris, dans le temps, les événements qui auraient pu rompre cette heureuse harmonie » : Cobenzl se refusa à prendre aucun engagement. *In petto*, il s'irritait de ne rien obtenir. Comme il le confiait à Colloredo-Mannsfeld le 12 thermidor (30 juin) : « Les affaires ne vont pas du tout bien. La persuasion ne peut rien sur les Français. Il faut voir si la fermeté sera plus efficace. Je cherche à l'employer conjointement avec la modération nécessaire, afin qu'en tout cas on ne puisse jamais nous imputer une rupture, et qu'elle retombe entièrement et uniquement sur les républicains. C'est une cruelle chose que de passer sa vie à disputer sur un drapeau, à recevoir et à dire des injures, et cela sans gagner un pouce de terrain en Italie ¹. » Sans plus d'espoir que François de Neufchâteau, il formulait son découragement presque dans les mêmes termes.

Le 14 messidor (2 juillet), le Directoire prescrivit à son plénipotentiaire, au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction, d'annoncer son départ et le retrait des agents de la République en Autriche. Le 18 (6 juillet), en réponse à une dernière note de François de Neufchâteau, Cobenzl lui exprima ses regrets de voir rompre ainsi les négociations sans que le but spécifié par l'arrêté du Directoire eût été atteint. Le même jour, le ministre français l'informa de

1. VIVENOT, *op. cit.*, t. II, p. 106.

son prochain départ. « Ce n'est pas une rupture ouverte, écrivit-il le lendemain à Talleyrand, c'est un refroidissement marqué. Il ne paraît pas qu'on veuille nous déclarer la guerre ¹. » Telle était aussi l'impression de Cobenzl : « La rupture des négociations s'est passée de la manière la plus douce possible. François de Neufchâteau n'ayant nullement parlé d'une reprise d'hostilités et ayant seulement déclaré qu'autant que nous ne donnerions pas la satisfaction demandée, la France ne pourrait avoir aucun agent dans les états héréditaires de Sa Majesté ². »

Pendant ces inutiles conférences, un changement de personnel s'était produit à Rastatt. Élu directeur le 28 floréal (17 mai), Treilhard avait été remplacé, le 2 prairial (21 mai), par Jean Debry, alors membre du Conseil des Cinq-Cents ³. Celui-ci arriva, le 24 prairial (12 juin),

1. Talleyrand ne s'était jamais fait d'illusions. Dès le 7 floréal (26 avril), il écrivait à Treilhard : « De vous à moi, Bernadotte a mis dans sa conduite un peu de précipitation » (Arch. des aff. étrangères, *Allemagne*, vol. 675, fol. 151). Et le 6 thermidor (24 juillet), à Sicys, alors ministre à Berlin : « Quant à l'affaire de Bernadotte, je ne puis vous taire que tous les renseignements qui nous sont parvenus attestent l'imprudence de sa conduite, et que François de Neufchâteau a vivement éprouvé à Selz combien il était pénible qu'il nous eût mis dans cette position; qu'obligés de demander une réparation, nous avions peu de droits à l'obtenir » (PALLAIN, *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire*, Paris, 1891, p. 351).

2. VIVENOT, *op. cit.*, t. II, p. 108, lettre à Colloredo, du 7 juillet.

3. DEBRY (Jean-Antoine-Joseph), né le 25 novembre 1760, à Vervins, de Jean-Antoine, marchand d'étoffes, et de Marie-Thérèse Le Coint; avocat en 1784; pourvu d'une charge de président au grenier à sel et reçu le 14 février 1787; élu, en avril 1790, administrateur de l'Aisne; le 8 septembre 1791, député à l'Assemblée législative; le 4 septembre 1792, député à la Convention, où il vota la mort du roi, demanda l'impôt progressif, l'établissement d'un tribunal révolutionnaire, etc., reçut une mission qui le conduisit, pendant le premier semestre de 1795, dans les départements de la Drôme, de l'Ardèche, de Vaucluse, entra enfin, le 3 juillet, au Comité de salut public. Passé le 15 octobre aux Cinq-Cents, il fut réélu par son département le 13 avril 1797. Envoyé à Rastatt treize mois après, il se démit de son mandat en juin 1798. Il venait d'être encore élu, le 12 avril 1799, quand la rupture du Congrès le ramena à Paris. Favorable au coup d'État de brumaire, il entra au Tribunal, y resta seize mois et

à Rastatt. Deux jours auparavant, le Directoire avait désigné un troisième plénipotentiaire, Claude Roberjot, qui, après avoir rempli pendant six mois une mission près des villes hanséatiques, venait d'être nommé, le 12 prairial, ministre près la République batave ¹. Roberjot n'avait pas encore quitté Hambourg quand il reçut la nouvelle de sa nomination à Rastatt. Le 23 prairial, Talleyrand l'avisa qu'aussitôt arrivé et accrédité à la Haye, il eût à se rendre au Congrès ; mais des troubles survenus en Hollande modifièrent ses vues, et le 27 il décida que Roberjot resterait provisoirement à la Haye. Quand ce dernier y arriva le 8 messidor (26 juin), le Directoire avait encore changé d'avis. Dans la matinée du 10, Roberjot reçut l'ordre de gagner sur-le-champ Rastatt.

obtint, le 29 avril 1801, la préfecture du Doubs, qu'il occupa jusqu'au 3 mai 1814. Il s'y montra bon administrateur et reçut en 1809 le titre de baron. Au retour de l'île d'Elbe, il accepta, le 22 mars 1815, la préfecture du Bas-Rhin. Démissionnaire après Waterloo et banni le 2 février 1816, il se fixa à Mons. Il rentra en août 1830 et mourut à Paris le 6 janvier 1834. Des deux mariages qu'il avait contractés, il avait eu neuf enfants, dont aucun ne transmet son nom. Voir *Jean De Bry, Le Congrès de Rastatt. Une préfecture sous le premier Empire*, par Léonce PINGAUD, Paris, 1909.

I. ROBERJOT (Claude), né le 2 avril 1752, à Mâcon, de Jean-Baptiste, praticien, puis procureur au bailliage, et d'Anne Garnier ; pourvu en février 1779 de la cure de Saint-Pierre de Mâcon et, six mois après, de celle de Saint-Vérand (même arrondissement) ; élu, le 8 mai 1790, administrateur du district de Mâcon ; le 9 septembre 1792, député suppléant de Saône-et-Loire à la Convention ; le 13 novembre suivant, membre de l'administration départementale, dont il devint président le 8 décembre ; admis, le 16 novembre 1793, à la Convention en remplacement de Carra guillotiné ; chargé, le 24 décembre 1794, d'une mission en Belgique, ayant pour objet l'organisation des pays récemment conquis ; élu, le 27 octobre 1795, député au conseil des Cinq-Cents, d'où il sortit le 20 mai 1797 ; pourvu, en septembre suivant, d'un emploi d'administrateur de la Loterie nationale ; nommé ministre plénipotentiaire, le 20 décembre, à Hambourg, le 31 mai 1798, à la Haye et, le 10 juin, à Rastatt ; assassiné le 28 avril 1799. Il s'était marié et n'avait pas eu d'enfants. Son nom est encore porté par des arrière-neveux. Voir *Les Députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution*, par Paul MONTARLOT, Autun, t. II (1907), p. 263-271 ; et t. III (1911), p. 49-101.

Deux jours après, il était en route, et le 22 messidor (10 juillet), il arrivait à destination.

La République n'avait pas le choix des diplomates. Ayant éliminé tous ceux que leur naissance ou leurs antécédents rattachaient à l'ancien régime, elle prenait un peu au hasard des politiciens dont les aptitudes n'étaient pas démontrées. Une des bévues du Directoire avait été de laisser prendre la direction des affaires extérieures à Reubell. On aurait difficilement trouvé un homme dont le caractère fût en plus complet désaccord avec la fonction. Son extrême raideur, son entêtement à faire prévaloir ses avis, quelque erronés qu'ils fussent, ses formes brutales, son langage toujours âpre et blessant, ne pouvaient que desservir les intérêts du pays dans ses rapports avec l'étranger. Talleyrand n'était que son porte-parole et semble n'avoir pris aucune initiative pendant les négociations de Rastatt. Un article officieux du *Moniteur*, publié treize jours avant sa démission, explique bien le rôle passif auquel les circonstances l'avaient condamné¹ ; il confirme les informations plus précises que le minis-

1. « Dans la position où se trouve la République, on est naturellement porté à accuser le ministre des relations extérieures ; aussi entend-on diriger beaucoup d'insinuations contre lui. Si l'on voulait réfléchir un moment sur ce que peuvent être les relations politiques, sur les causes qui les font varier, et sur l'influence qu'un ministre peut exercer à cet égard, on ne tarderait pas à se convaincre, surtout avec quelques notions de la manière dont le Directoire se conduisait avant l'époque du 29 prairial, que, quelque talent qu'on suppose avec raison au ministre qui a ce département, il lui a été d'une impossibilité absolue de donner une autre direction aux affaires. Qui ne sait que, dans toutes les opérations extérieures qui ont été décisives depuis la paix de Campo-Formio, le ministre a été non seulement instrument passif, mais même entièrement écarté ? Les affaires d'Italie étaient si exclusivement au Directoire que les agents n'y correspondaient même pas avec lui. Celles de Suisse, tout le monde sait comment elles sont venues et comment elles ont été conduites et par quelle influence.... » (*Moniteur* du 12 messidor an VII-30 juin 1799).

tre d'Autriche à Paris, Sandoz-Rollin, envoyait à son gouvernement : « L'existence de Talleyrand, écrivait ce dernier le 25 octobre 1797, est toujours précaire. Ce serait un phénomène d'esprit et de conduite, s'il parvenait à se soutenir. Tout lui est opposé dans le Directoire. Le sieur Barras est le seul qui fasse profession de le protéger hautement ; les autres directeurs, j'en suis instruit, ne lui adressent presque jamais la parole. » Et le 6 novembre, il ajoutait : « Les instructions des plénipotentiaires français pour le congrès de Rastatt sont dressées et rédigées dans le bureau même du Directoire. Talleyrand n'y est pour rien ¹. »

Si l'accaparement de la politique extérieure par Reubell manquait d'à-propos, la désignation de certains des ministres que la France dépêchait au dehors pouvait encourir le même reproche. Bonnier, sans doute, était un bon juriste et un lettré ; mais ses manières étaient hautes et cassantes, son esprit morose, son naturel insupportable. Ses collègues eux-mêmes n'avaient avec lui que des relations strictement officielles. Jamais, et quelle que fût la gravité des questions en jeu, il n'y eut, entre eux et lui, de ces entretiens familiers où chacun expose ses vues avec l'abandon qui naît d'une confiance réciproque. Déjà, Treilhard avait remarqué que Bonnier se tenait, vis-à-vis de lui, « dans une espèce d'observation qui ressemble fort à une embuscade ² ». Jean Debry ne cachait pas davantage à ses amis combien « ces pointilleries, ces sophismes éternels, cette humeur repoussante qui se déverse sur tout », mettaient sa patience à l'épreuve. Les ministres étrangers jugeaient le personnage avec moins de

1. PALLAIN, *op. cit.*, p. 139.

2. Lettre à Talleyrand, du 16 pluviôse an VI-4 février 1798 (*Allemagne*, vol. 674, fol. 200).

faveur encore. « Quintessence de rustre », notait Metternich fils, quand les qualificatifs d'ours blanc et de loup-garou ne venaient pas sous sa plume ¹. « Bourru de première classe », écrivait l'envoyé de la République batave ². Méfiant à l'excès ³, quinteux, jaloux, taciturne, atrabilaire, Bonnier ne rachetait pas ces défauts par sa moralité. Des bruits fâcheux couraient même sur son compte.

La présidence du grenier à sel de Vervins et un passage au comité diplomatique de la Convention n'avaient pas initié davantage Jean Debry à l'art délicat des négociations. Il avait de la culture, de l'imagination, une tendance aux théories abstraites et aux vagues généralisations. Ce qui lui manquait, comme à Bonnier, c'était le savoir-faire et le savoir-vivre. Les assemblées politiques dont ils avaient fait partie l'un et l'autre ne leur avaient appris ni le tact ni la retenue de langage. A la morgue aristocratique des Allemands, ou même à leur simple respect des usages, ils opposaient une rudesse et un sans-façon qu'ils se plaisaient à qualifier de « fierté républicaine ». Ils croyaient affirmer les Droits de l'homme en exhibant des pantalons, alors que les autres étaient en culottes courtes, ou en se tenant obstinément assis au théâtre, quand toute la salle se levait à l'entrée de la reine de Prusse. Faut-il ajouter que leurs votes homicides dans le procès du roi n'ajoutaient rien à leur prestige personnel ?

Roberjot, au moins, n'avait pas cette dernière tache.

1. *Mémoires du prince de Metternich*, 1880, t. I, p. 347, 354.

2. VAN DIJK, *op. cit.*, p. 30.

3. « Bonnier a si peur que l'on n'entre dans sa chambre, qu'il a fait murer toutes les portes qui dégagent son appartement ; il n'en laisse qu'une seule ouverte pour se rendre chez lui, et la ferme quand il est seul » (*Mémoires du prince de Metternich*, t. I, p. 346).

S'il avait manqué à ses engagements de prêtre en répudiant l'exercice du culte et en contractant mariage, il n'avait pris aucune part aux cruels excès de la Terreur. La mission qu'il avait remplie en Belgique avec autant de prudence que de modération le désigna à l'attention de Talleyrand. Nommé ministre plénipotentiaire près les villes hanséatiques, il justifia pleinement, dans ce poste, la confiance du gouvernement. Il avait l'esprit observateur, le coup d'œil juste et pénétrant, le goût du travail, le caractère naturellement bienveillant, une réserve et une courtoisie qui contrastaient avec la brusquerie et le laisser-aller de ses deux collègues. Créé d'emblée diplomate, il apportait ainsi, dans cette carrière nouvelle pour lui, de précieuses qualités que plus d'un professionnel aurait pu lui envier. A Rastatt, l'impression des ministres étrangers, gagnés par son affabilité, lui fut très favorable. Sa réputation, d'ailleurs, l'avait précédé. Elle avait même trompé le ministre d'État du margrave sur l'ancienneté de ses services. « Ayant été déjà employé, sous l'ancien régime, dans la diplomatie, écrivait-il à son prince dès le 18 juin, on pense qu'il apportera plus de connaissance dans cette mission que ses collègues. Il doit avoir particulièrement étudié la partie politique du commerce des différents États de l'Europe, et on le croit, par là, fort propre à établir et épurer les principes relatifs à cet objet ¹. »

1. OBSER, *op. cit.*, t. III, p. 112. Le 3 messidor (21 juin), François de Neufchâteau écrivait au Directoire : « Les membres du Congrès m'ont marqué une grande joie de l'annonce d'un troisième ministre plénipotentiaire à Rastatt. Ils désirent de trouver *à qui parler*, et ils aiment à voir que vous voulez en finir » (Arch. nat., AF III 528, doss. 3449). Les mots soulignés étaient une discrète allusion à l'inaction de Bonnier, à qui les conférences de Selz portaient ombrage et qui, pendant leur durée, se tenait dans une complète abstention. Suivant l'auteur anonyme des *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État* (probablement d'après

Roberjot semblait avoir pressenti le rôle qu'il devait jouer, car, dès le 14 brumaire an VI (4 novembre 1797), fort des observations qu'il avait faites personnellement en traversant le pays rhénan, il communiquait à Reubell les réflexions que lui suggérait l'approche du Congrès, et lui traçait la conduite à tenir par les plénipotentiaires ¹. A son avis, la limite du Rhin était la condition primordiale à imposer. Elle entraînait un règlement épineux d'indemnités. En effet :

Elle ne peut avoir lieu qu'en dépouillant les électeurs de Cologne, Trèves, Mayence, le prince palatin et les évêques de Worms et de Spire. Ce sont ces électeurs qui auront à répéter une plus forte indemnité. On doit bien s'attendre qu'elle ne pourra être réglée sur des cessions et compensations réciproques. Il n'y a qu'un moyen de trouver et d'établir cette indemnité, c'est en leur assignant des bénéfices séculiers ou réguliers, opération qui suppose le principe de sécularisation admis, mesure qui donnera lieu à de grandes contestations et à des réclamations sans nombre. Cependant c'est le seul parti qui convienne dans les circonstances. Il est le plus simple, le plus juste, le plus propre pour conserver l'équilibre entre les électeurs.... Le plénipotentiaire de la République devra donc s'attacher à réfuter les sophismes que fera valoir chaque électeur pour préciser ses droits et établir son refus sur des traités et des actes qui ne sont pas applicables à la circonstance. Sa

Hardenberg) : « Roberjot était particulièrement chargé de tempérer les formes dures et tranchantes du farouche Bonnier, qui, d'ailleurs, ne vivait pas dans une parfaite intelligence avec son collègue Jean Debry. On se flattait à Paris que Bonnier se départirait de la ligne qu'il avait suivie jusqu'alors, par la prépondérance que la présence d'un troisième négociateur, ayant voix comme lui dans les délibérations, mettrait dans la balance » (t. VI, p. 169). - Enfin Roberjot avait été condisciple du plénipotentiaire autrichien, le comte de Lehrbach, dans un collège de Savoie où il avait achevé ses études de 1764 à 1768, et cette circonstance devait faciliter leurs relations diplomatiques.

1. Arch. nat., AF III 278. Ces observations frappèrent Reubell, et il en envoya copie à Bonnier.

conduite sera d'éviter toute discussion et de s'en tenir à cette seule question qui est de supprimer des monastères, des évêchés, des abbayes, pour être donnés en indemnité. Hors de là, son travail serait interminable, et l'instant de conclure la paix s'éloignera d'autant plus qu'il se prêtera avec trop de complaisance à tout entendre et à tout réfuter.... Il devra se tenir en garde contre l'astuce et les pièges qui lui seront tendus. Les électeurs sont au courant des manœuvres diplomatiques ; les agents qu'ils vont nommer réuniront à l'habileté une souplesse et une tactique de déférence et d'égards que l'on trouve rarement chez les agents des autres puissances. Ils seront tous de prolixes discoureurs ; ils sauront manier les éléments de diplomatie et feront valoir les principes de cette science qu'ils ont puisés dans les écoles de droit public, très multipliées en Allemagne....

Quatre jours après, Roberjot revenait sur ce point, et insistait pour qu'aucun territoire ne fût laissé à l'électeur de Cologne, déjà pourvu des évêchés de Münster et d'Osnabrück. Il estimait, de même, que l'électeur de Trèves n'était pas à ménager davantage, et que la France devait, de toute nécessité, « posséder le fort d'Ehrenbreitstein, qui peut inquiéter, tenir en haleine des forces considérables. »

C'est de ce point que le général Clerfayt épiait nos armées, se tenait en force pour profiter du moment où il aurait pu, avec ses troupes, passer le Rhin et ravitailler Luxembourg ¹. L'importance de ce poste est telle qu'elle obligea le général en chef et les représentants du peuple à former un camp entre Andernach et Coblenz. Si l'Empereur ou l'Électeur qui le possède ne voulait consentir à cette cession, il faudrait en demander la démolition ou la destruction, puisqu'il est entière-

1. La place de Luxembourg, bloquée par les Français pendant le premier semestre de 1795, avait dû se rendre le 24 juin.

ment composé de casemates à l'abri de la bombe et des bouches à feu.

Plus tard, suivant de Hambourg les opérations du Congrès, il perceait à jour les moyens dilatoires dont usaient les ministres impériaux :

J'ai annoncé à mon ancien collègue Treilhard, le 24 germinal (13 avril), que l'Angleterre et les ennemis de la République française cherchaient à retarder les opérations du congrès de Rastatt et à éloigner la conclusion de la paix avec le corps germanique; je lui ai dit que les moyens qu'ils employaient étaient de faire prolonger les délibérations en faisant naître à chaque instant des difficultés minutieuses, ou fournir des prétextes pour rendre les réponses de la Députation de l'Empire évasives ou étrangères aux notes communiquées par les ministres plénipotentiaires de la République, pour amener à une rupture. Cette marche, que j'aperçois et que je croyais établie par d'autres rapprochements de faits, n'est plus en doute aujourd'hui, et l'on dit hautement, dans le nord de l'Allemagne, que ce congrès sera interminable s'il n'est pas rompu par les opérations secrètes de ceux qui ont de si grands intérêts à y débattre.

Quoique les trois plénipotentiaires fussent exactement sur le même pied, Jean Debry et Roberjot avaient accepté que Bonnier, comme le plus ancien et aussi le plus âgé, exerçât une sorte de présidence. C'est dans son appartement qu'ils se réunissaient le plus souvent pour délibérer; c'est lui qui rédigeait la minute des notes dont le Directoire avait fourni les éléments; mais l'accord était souvent lent à s'établir entre eux. Bonnier hésitait toujours; et, plus d'une fois, notamment quand il fut question de signifier un ultimatum, ses deux collègues durent lui imposer leur volonté. Ceux-ci étaient excédés de ses perpétuelles tergiversations, ainsi qu'en fait foi la corres-

pondance de Jean Debry. Il semble, d'ailleurs, qu'il était peu pressé d'en finir. A l'époque de sa nomination, il se trouvait à court d'argent. La mission que lui avait value l'amitié de Reubell lui assurait un traitement plantureux, et ce n'est pas sans une secrète satisfaction qu'il l'aurait vue se prolonger.

Les ministres vivaient très isolés. Leur raideur naturelle ou voulue écartait d'eux les sympathies personnelles. Ils fuyaient, en général, les distractions mondaines, bals, spectacles, dîners, concerts, courses en traîneau, etc., qui trompaient le désœuvrement des autres diplomates ¹. Ils étaient tenus, néanmoins, à quelques réceptions dont ils s'acquittaient à contre-cœur. Dès leur arrivée, Treilhard et Bonnier avaient donné, le 24 décembre 1797, un grand dîner aux trois ministres d'Autriche et à ceux de Bade et de Hesse-Darmstadt. Metternich fils en avait gardé un souvenir assez flatteur. « Bon vin et bonne chère, écrivait-il le lendemain à sa jeune femme; on a beaucoup causé et beaucoup mangé ². »

Une lettre de Bonnier à Reubell contient quelques détails intéressants sur la conversation qui suivit un de ces dîners. Elle est datée du 10 ventôse an VI (9 février 1798) ³ :

1. François de Neufchâteau écrivait de Selz, le 4 juillet 1798, à Talleyrand : « J'ai donné aujourd'hui une fête aux dames du Congrès qui ont eu le courage de passer le Rhin. Je leur ai fait de mon mieux les honneurs de la rive gauche. Il paraît qu'elles n'en ont pas été mécontentes. Le citoyen Bonnier ne passe pas le Rhin; il n'était pas de la fête. Le citoyen Jean Debry n'a pas osé s'y rendre, pour ne pas chagriner le citoyen collègue. Il est impossible que nos affaires ne souffrent pas un peu de ces bizarreries » (*Autriche*, vol. 369, fol. 190). Le vrai motif de Bonnier paraît avoir été l'ombrage que lui causaient les conférences de Selz. Jean Debry ne les voyait pas non plus d'un bon œil, et dès son arrivée à Strasbourg, le 11 juin, il écrivait à Treilhard qu'il ne se souciait pas du tout de jouer à Rastatt un rôle analogue à celui des figurants de l'Opéra.

2. *Mémoires*, t. I, p. 355.

3. *Allemagne*, vol. 679.

J'ai, ces jours derniers, magnifiquement traité, sans vanité, MM. les Prussiens, comme j'avais fait des Autrichiens. J'ai profité de cette occasion pour serrer de près M. le comte de Görtz, à qui j'ai fini par dire que si la légation prussienne continuait à se conduire comme elle avait fait jusqu'ici, la République française devrait à tels petits princes d'Allemagne toute la reconnaissance qu'elle avait réservée pour la Prusse. Il a fort bien pris ce que je lui ai dit ; mais cette légation n'en ira pas mieux.... Ce même jour, lorsque la cohue dinante et visitante s'est écoulée, nous sommes restés, mon collègue et moi, MM. de Cobenzl et Lehrbach, réunis pendant près de deux heures. Une conversation si longue et si vive n'est pas susceptible d'être rendue exactement ; mais le résultat le plus clair pour nous en a été que l'Autriche ne voterait point l'entière cession de la rive gauche jusqu'à ce qu'il n'ait été convenu avec elle d'un équivalent, et que, l'Autriche ne votant point, la Députation de l'Empire ne serait entraînée à cette cession que par une mesure extraordinaire ou par le mouvement bien prononcé de la Prusse, qui, de son côté, ne fera rien sans avoir le secret de Campo-Formio, et qui, dans le cas de cette révélation, n'agira que pour traverser les cessions faites à l'Autriche....

Un autre dîner, que Treillard donna le 7 avril 1798, fit encore honneur à la cuisine française ; mais une pièce montée excita les sarcasmes de Metternich. C'était « une pyramide faite en croquants avec d'énormes drapeaux tricolores ». Le futur chancelier perdit l'appétit — au moins, il l'assure à sa femme — « à la vue de ces enseignes exécrables ¹. » Après le départ de Treillard, Bonnier, Debry et Roberjot reçurent successivement à leur table les membres de la Députation et plusieurs des ministres. Un dernier dîner fut donné par Bonnier le 5 ger-

1. *Mémoires*, t. I, p. 363.

minal an VII (25 mars 1799). Le 7, il assistait à un repas qui réunissait toute la Députation. C'était le jour même où la légation française avait appris la défaite de Jourdan à Stockach et sa retraite précipitée par les défilés de la Forêt-Noire. Si l'on en croit Metternich. « Bonnier affecta d'être fort gai ». L'attitude était trop contraire à ses habitudes pour n'être pas remarquée.

A part ces rares occasions, les ministres français se tenaient volontiers à l'écart. Bonnier, seul chez lui, maladif, plongé dans ses livres, ne sortait guère. Jean Debry écrivait beaucoup et jouissait de la vie de famille. Sa femme et les deux filles nées de son premier mariage l'avaient accompagné; en octobre, il avait fait également venir ses deux plus jeunes enfants ¹. Roberjot, lui

1. Il avait épousé, le 10 octobre 1780, à Vervins, Marie-Joseph-Augustine Dupeuty, née en 1755 de Jacques-Philippe-Ferdinand Dupeuty, notaire royal, subdélégué de l'intendant, président juge des traites foraines et du grenier à sel, et de Marie-Augustine Lemaire, et de cette union, il avait eu deux filles : 1^{re} Marie-Anne-Ferdinande-Victoire, née le 23 octobre 1781, mariée le 28 juillet 1799 avec Charles-Joseph-Antoine Ghillenghien, propriétaire à Mons (alors département de Jemmapes); remariée en 1807 avec Marie-André-Firmin Sévelle, capitaine du génie; morte le 22 février 1816, laissant de son premier mariage une fille, Charlotte, qui mourut elle-même en 1819, et de son second mariage Victoire, femme Videt, née en 1809, et Cécilia, femme Rainbeaux, née en 1814; — 2^e Antoinette-Augustine-Éléonore, née le 27 mai 1784, mariée en 1803 avec Stanislas Levavasseur, receveur de l'enregistrement et conservateur des hypothèques à Mons, à qui elle donna un fils, Stanislas, et une fille, Bathilde, femme Dehaye.

Devenu veuf le 8 août 1784, Jean Debry se remaria, le 10 décembre 1795 à Paris, avec Marie-Antoinette-Félicité Artaud, née en 1774, à Vervins, de Jean-Louis, boulanger, et de Marie-Nicole Luridier. Il en eut sept enfants, dont les deux premiers furent légitimés par le mariage, et dont deux autres moururent en bas âge. Les cinq qui lui survécurent furent : 1^{re} Félicité-Cornélie, née en 1793, mariée à N. Lebron, officier hollandais, morte en 1855, laissant une fille née en 1829; 2^e Fleurus-Scævoia, né le 30 juin 1794, officier de cavalerie, puis, après 1830, sous-préfet de Péronne, où il mourut en mai 1837, sans alliance; 3^e Jeanne-Marie-Laure, née en 1798, mariée, comme sa sœur, à un officier hollandais, N. de Jongh, à qui elle donna trois enfants de 1828 à 1830; 4^e Jean-Alexandre-Romain-Fortuné, né le 27 mai 1803, à Besançon, préfet de la Côte-d'Or de 1850 à 1865, mort à Fontaines (Saône-et-Loire), le 9 décembre 1884, sans posté-

aussi, se plaisait dans son intérieur, et la société de sa gracieuse jeune femme ¹, ses goûts studieux, sa correspondance presque quotidienne avec Talleyrand, l'aidaient à oublier les irritantes lenteurs du Congrès.

Les ministres français, qui, tous trois, ignoraient la langue allemande, avaient trouvé un précieux auxiliaire dans la personne du secrétaire général de la légation, Henri-Charles Rosenstiel, originaire d'Alsace et familiarisé par une longue pratique avec les affaires d'outre-Rhin ². C'était un de ces modestes fonctionnaires qui rendent dans les coulisses plus de services que les ministres eux-mêmes sur la scène. Entré en 1776 aux Affaires étrangères, sous le comte de Vergennes, il avait été à l'excellente école d'un autre Alsacien, Chrétien-Frédéric Pfeffel, « jurisconsulte du roi » de 1768 à 1790 et auteur de savants travaux sur l'Allemagne. En 1787, il était un des neuf interprètes du ministère. Son attachement aux anciennes traditions le rendit suspect à Dumouriez, qui, lors de son passage aux Relations extérieures, d'avril à juin 1792, le mit à la réforme. Il ne

rité; 5^e Ferréol-Jeanne-Louise-Victoire-Elisa, née à Besançon le 9 décembre 1810, mariée en mai 1836, à Péronne, avec Théodore Thory, morte en 1874, laissant des descendants.

1. Marguerite-Sophie Cornet, née en 1770 de Jean-Baptiste Cornet et de Louise Léré. Son père, originaire de Metz, exerçait à Vesoul, au début de la Révolution, l'emploi de contrôleur ambulant de la Régie générale. Des persécutions déterminées par ses opinions royalistes l'obligèrent à quitter cette ville, et il vint, en mai 1792, se réfugier à Mâcon. Il y mourut, le 11 janvier 1793, des suites d'une chute de cheval. Sa femme et sa fille, restées sans fortune, allèrent alors s'établir à Paris et sollicitèrent l'appui de Roberjot, à qui l'évêque insérenté de Mâcon, Gabriel Moreau, les avait recommandées. La jeune fille était jolie, aimable, et la recommandation épiscopale aboutit à un mariage, qui fut célébré probablement en 1796. Après la mort de son mari, M^{me} Roberjot resta à Paris. Elle habitait en dernier lieu rue Neuve des Petits-Champs, n^o 38. Elle y mourut le 28 avril 1820 et fut inhumée au Père-Lachaise.

2. Il était né à Miesenheim, village situé à douze kilomètres nord-ouest-ouest d'Haguenau, et appartenant alors au landgrave de Hesse-Darmstadt.

tarda pas cependant à rentrer. En avril 1794, quand le ministère eut fait place à une commission, il était chef de division du premier bureau, où se traitaient les affaires consulaires et commerciales, les questions contentieuses et celles d'économie politique. Chargé de famille, il accepta, le 10 septembre 1795, le consulat qui venait d'être créé à Elbing (Prusse orientale). A peine arrivé au ministère, Talleyrand sut l'y découvrir, et le 26 août 1797, il le rappela dans ses bureaux pour lui confier l'emploi de « publiciste », qui consiste à éclairer, par des recherches et des travaux, les questions controversables de droit public ; mais avant même qu'il n'eût quitté son poste, Rosenstiel fut avisé de se rendre à Rastatt pour y remplir les fonctions de secrétaire de la légation. Nommé le 28 octobre, il y arriva le 12 décembre et, pendant seize mois, il eut souvent l'occasion de donner discrètement aux plénipotentiaires des conseils dont ceux-ci firent leur profit ¹.

Une liste du personnel du Congrès, dressée en juin 1798 ², assigne, en outre, quatre secrétaires à la légation : Perret, Lavallette, Bertolio et Bilger ; mais l'indication n'était plus exacte à cette date. Camille Perret avait été secrétaire de la légation de Clarke, deuxième plénipotentiaire à Udine. C'était, au dire de Metternich fils, « un joli jeune homme qui parle parfaitement l'allemand et a

1. « Comme il est peut-être le seul individu en France aujourd'hui versé dans la connaissance de l'histoire et du droit public de l'Empire, le Directoire l'a envoyé à Rastatt, où son aménité, sa modestie, sa prudence contrastaient avec le dévergondage des agents suprêmes » (*Mercur britannique*, t. III, p. 190). Une phrase précédente indique que l'auteur de l'article exceptait Roberjot de cette dernière et sévère appréciation. Après le Congrès, Rosenstiel rentra au ministère des relations extérieures et y remplit, à partir du 23 septembre 1799, l'emploi de publiciste, qu'il garda jusqu'à sa mort survenue le 4 février 1825.

2. *General Liste des hohen Gesandtschafts-Personals bei dem Reichs-Friedens-Congress zu Rastatt*, Rastatt, Gedruckt den 18 Junii 1798 (Allemagne, vol. 680, fol. 217-224).

étudié à Iéna et à Leipzig. » Il avait acquis rapidement l'expérience des grandes affaires, car Clarke l'avait envoyé, le 26 juillet 1797, à Vienne, pour discuter avec le baron de Thugut les divers points de la négociation qui devait aboutir au traité de Campo-Formio. Perret, d'ailleurs, n'en obtint rien, le ministre autrichien « s'en référant toujours à ce que feraient ou diraient les plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale. » En novembre suivant, il fut adjoint à Bourrienne, secrétaire particulier de Bonaparte, et s'en fut avec le général à Rastatt ¹. Antoine-Marie Chamans-Lavallette, fils d'un petit commerçant parisien, avait servi brillamment aux armées du Rhin et d'Italie. Le vainqueur d'Arcole l'admit au nombre de ses aides de camp, l'emmena plus tard à Rastatt et l'y laissa, ainsi que Perret, pour entretenir l'illusion de son prochain retour. Il leur avait donné mission de suivre attentivement le Congrès et de lui communiquer les observations que leur suggérerait ce « bavardage diplomatique. » Aussi, les plénipotentiaires français les tenaient-ils en défiance. « Ma présence au Congrès, rapporte Lavallette, donnait de l'humeur à MM. Treilhard et Bonnier. » Ceux-ci eurent la satisfaction de voir partir les deux jeunes gens. Le 4 mars 1798, Bonaparte, qui avait reçu le commandement de l'armée d'Angleterre, écrivait à Talleyrand que, son intervention à Rastatt demeurant superflue, il le priait de l'autoriser à faire revenir une partie de la suite qu'il y avait laissée. Le 23 du même mois, Lavallette et Perret reçurent l'ordre d'aller rejoindre le général, qui inspectait les côtes de Bretagne et de Normandie,

1. Il remplit ensuite, dans les quatre derniers mois de 1800, une mission secrète en Allemagne, séjournant à Francfort, à Dresde, à Leipzig, d'où il envoyait directement des renseignements à Talleyrand sous un nom supposé et à une adresse convenue (*Allemagne*, vol. 701, fol. 441 et suiv.).

en vue de la descente projetée sur le territoire anglais ¹.

Quant à Bertolio et à Bilger, ils étaient arrivés, le 17 novembre 1797, avec Treilhard et Bonnier. Le premier seul a quelque notoriété. Qualifié parfois d'abbé, quoiqu'il n'eût jamais été engagé dans les ordres, Antoine-René-Constant Bertolio avait été, en 1789, un des représentants de la commune de Paris, et, en cette qualité, il avait harangué, le 6 juillet, l'Assemblée nationale, un rameau d'olivier à la main. Sa spécialité fut de conduire ou de recevoir d'innombrables députations, de prononcer à tout propos de copieux discours et de faire partie de toutes les commissions. Il se tint coi pendant la Terreur et ne reparut que pour se faire envoyer à Rastatt comme secrétaire de légation. Le 19 messidor an VI (3 juillet 1798), il fut nommé commissaire du Directoire à Rome et l'année suivante ambassadeur ².

À l'arrivée de Jean Debry et de Roberjot, les fonctions de secrétaire de la légation se concentrèrent entre les mains de Rosenstiel. On ne relève autour des plénipotentiaires que la présence de secrétaires particuliers. Jean Debry avait amené un de ses compatriotes de l'Aisne, Louis-Florentin Belin ³. Ce fut un des témoins du drame du 9 floréal et celui qui en transmit la première nouvelle à Paris. Quant à Roberjot, il avait pris avec lui Jean-Claude Reverchon ⁴, fils du représentant de

1. *Souvenirs et mémoires du comte Lavallette*, 1831, t. I, p. 260, 261. Lavallette fut, de 1800 à 1814 et pendant les Cent-Jours, directeur général des postes. Tout le monde connaît l'histoire de sa condamnation à mort et de son évasion de la Conciergerie, le 20 novembre 1815, sous les vêtements de sa femme. Il mourut le 15 février 1830.

2. Nommé en 1802 commissaire de justice à la Guadeloupe, il obtint en 1811 un siège de conseiller à la cour d'Amiens et mourut en exercice le 2 juin 1812.

3. Né en 1771. Il devint receveur de l'enregistrement à Vervins et y mourut le 5 décembre 1839.

4. Il y était encore le 2 pluviôse an VII (21 janvier 1799), date à laquelle

Saône-et-Loire à la Convention et aux Cinq-Cents. Ce jeune homme quitta Rastatt peu de jours avant le départ des plénipotentiaires ¹.

La cession de la rive gauche du Rhin soulevait un certain nombre de questions secondaires. Les trois plénipotentiaires durent lutter avec énergie pour les faire résoudre à l'avantage de la France. Tout n'était pas tranché, parce qu'on avait décidé que le thalweg constituerait désormais la limite. Le cours du Rhin embrasse une foule d'îles, et, à l'origine, nos ministres prétendaient les faire attribuer en totalité à leur pays. Ils finirent par y renoncer, réservant seulement dans leur intégralité l'île Saint-Pierre ou Peters Aue, devant Mayence, et l'île Büderich, en face de Wesel. Ce fut le sujet de longues discussions avec les ministres allemands, qui répugnaient à abandon-

il signa, comme les autres membres de la légation, le serment de haine à la royauté et de fidélité à la Constitution (*Allemagne*, vol. 677, fol. 11). Marié, l'année suivante, avec Christine Dupuy de la Bruyère, il en eut un fils, Jacques-Édouard (1802-1854), qui fut élu, le 23 avril 1848, député de Saône-et-Loire à l'Assemblée constituante.

1. Il semble que Roberjot ait employé en dernier lieu Jean-Gabriel-Maurice Rocques de Montgaillard, un intrigant qui trompait successivement tous les partis et avec lequel il avait eu des relations à Hambourg en vue d'obtenir de lui des pièces compromettantes pour le parti royaliste. Le 22 floréal an VII (11 mai 1799), moins de quinze jours après l'attentat, Rocques de Montgaillard, retiré à Mannheim, sollicitait le Directoire « de lui fixer promptement un domicile qui puisse le garantir des poignards impériaux, attendu les liaisons qu'il a eues avec le citoyen Roberjot et le dévouement qu'il a manifesté pour les intérêts de la République. » Le 18 thermidor (5 août), de Mayence, il exposait au même Directoire « qu'il était employé par le citoyen Roberjot, dont il était le secrétaire rédacteur à Rastatt ; que la mort de ce dernier le laisse sans protecteur auprès du gouvernement pour toucher son traitement qui lui est dû depuis le mois de ventôse dernier, » et à l'appui de sa requête, il envoyait une copie de sa correspondance avec la citoyenne Roberjot (Arch. nat., AF III 102, n° 1136, et 104, n° 939). On peut en induire que Roberjot l'avait pris comme secrétaire intérimaire après le départ de Reverchon et alors qu'il venait d'être expulsé de la Haye. Sur les relations de Roberjot avec Montgaillard, voir *Hambourg*, vol. 112 et 113 ; Arch. nat., F⁷ 6270, doss. 5621.

ner ces points d'une réelle importance stratégique et qui ergotaient sur la situation précise du thalweg. La suppression du péage d'Elsfleth, sur le Weser, donna lieu encore à d'énervantes contestations, auxquelles la Prusse prit part, quoiqu'elle n'y eût aucun intérêt direct.

En débarquant à Rastatt, Debry et Roberjot avaient trouvé en suspens une autre question, récemment engagée, qui les embarrassa fort. Par une note du 14 floréal (3 mai 1798), le Directoire avait demandé : 1^o la cession du fort de Kehl et de son territoire ; 2^o celle du fort de Kastel et de ses dépendances ; 3^o celle de cinquante arpents en face du pont d'Huningue ; 4^o la démolition du fort d'Ehrenbreitstein. Telles qu'elles étaient formulées, ces prétentions étaient en contradiction flagrante avec le traité de Campo-Formio et la décision du Congrès qui, le 19 ventôse (9 mars), avait fixé le Rhin comme limite entre la France et l'Empire. Il était inadmissible que la République, prenant pied sur la rive droite au mépris de ce qui avait été convenu, y conservât plusieurs forts qui auraient été une menace perpétuelle pour l'Allemagne. La démolition des ouvrages fortifiés d'Ehrenbreitstein, de Kehl et de Kastel, acceptée par la Députation, lui donnait une suffisante satisfaction. Le Directoire eût agi plus sagement en s'abstenant d'émettre de pareilles exigences. L'opposition persistante des Allemands l'obligea, en effet, à s'en relâcher successivement. S'il obtint, le 1^{er} thermidor (19 juillet), la démolition d'Ehrenbreitstein, dont l'existence était d'ailleurs inconciliable avec la sûreté de Coblenz, devenue ville française, il dut renoncer à conserver les redoutes de Kehl ; le 29 fructidor (15 septembre), il abandonna définitivement Kehl et Kastel, tout en manifestant la volonté d'en garder les territoires ; enfin, le 12 vendémiaire an VII (3 octobre), il

renonça à ces territoires eux-mêmes, comme il avait déjà renoncé aux cinquante arpents d'Huningue. Mieux eût valu ne pas s'exposer à cette reculade.

Un point vivement débattu fut aussi le règlement des dettes communales. Le gouvernement français voulait transporter aux communes de la rive droite la charge des dettes contractées par celles de la rive gauche. Sur les protestations de l'Empire et à la suite d'un rapport lumineux de Roberjot, il consentit à ce que ces dettes continuassent à grever les pays cédés à la France, sauf celles qui auraient été contractées « à l'occasion et pour les frais de la guerre ».

Une autre question qui fit couler beaucoup d'encre fut celle de savoir si les lois sur l'émigration seraient appliquées aux pays cédés et non encore réunis. Des membres de la Noblesse immédiate étaient nés en France ou y avaient constamment résidé avant la Révolution. Sous prétexte qu'ils ne l'avaient quittée que depuis le 14 juillet 1789, les ministres français prétendaient les ranger dans la même classe que les autres émigrés et les traiter comme tels. La Députation de l'Empire contestait énergiquement ce principe. Elle se refusait aussi à admettre que les mêmes lois fussent applicables aux pays réunis, c'est-à-dire à la Belgique. Une transaction intervint. Les ministres français finirent par déclarer que ces lois ne seraient pas appliquées aux pays cédés, mais non encore réunis. Quant à ceux déjà réunis, notre diplomatie n'acceptait pas de dérogation à la législation en vigueur.

Ce qui agitait surtout les esprits, c'était la fixation des indemnités promises aux princes et États dépossédés de la rive gauche ¹. Avant même la première, séance du Con-

1. Un état sommaire de leurs pertes, dressé par l'archiviste de Baireuth,

grès, les ministres français avaient laissé entendre que ces compensations seraient obtenues par la sécularisation des possessions ecclésiastiques. On s'en doutait, car les diplomates avaient déjà réglé la question sous le manteau de la cheminée. Des conventions secrètes, consécutives à divers traités de paix, avaient prévu le cas. Ainsi la Prusse avait jeté son dévolu sur une partie de l'évêché de Münster ¹ ; Bade, sur l'abbaye de Reichenau, l'évêché de Constance, la prévôté d'Oehningen, un morceau de l'évêché de Spire, le bailliage d'Ettenheim, dépendance de l'évêché de Strasbourg ² ; le Wurtemberg, sur le bailliage d'Oberkirch, autre dépendance du même évêché, l'abbaye de Zwiefalten, la prévôté princière d'Ellwangen ³, etc. Les princes de Hesse et la maison d'Orange devaient être indemnisés par le même procédé. Le terrain préparé, on tomba facilement d'accord. Tous les appétits étaient en éveil, et les princes menacés ou déjà dépossédés se résignaient sans trop de peine à se ranger du côté de la France, qui pouvait seule leur assurer un dédommagement ⁴. C'était, à Paris, comme à Rastatt,

Charles-Henri Lang, qui avait été secrétaire de la légation prussienne, parut au *Moniteur* du 23 pluviôse an VII (11 février 1799). L'évaluation visait trente et un états héréditaires et treize états ecclésiastiques. Parmi les premiers, l'électeur de Bavière et duc de Deux-Ponts perdait 566,000 sujets ; la maison de Brandebourg, 122,147 ; le landgrave de Hesse-Darmstadt, 70,000 ; le duc de Wurtemberg, 50,000 ; le margrave de Bade et le prince de Salm-Salm, chacun 28,000 ; la maison de Linange, 25,000 ; le comte de Metternich, 10,000, etc. Les états ecclésiastiques étaient encore plus éprouvés. Cologne perdait 1,381,000 sujets ; Münster, 350,000 ; Wurzburg, 243,000 ; Salzbourg, 200,000 ; Mayence, 156,000, etc. Au total, les pertes s'élevaient en milles carrés à 1,112 et en hommes à 1,844,650.

1. Convention secrète du 5 août 1796, art. 1.

2. Traité du 22 août 1796, article secret.

3. Convention additionnelle secrète du 7 août 1796.

4. La dépossession des princes ecclésiastiques suggérait à Dumouriez les réflexions suivantes : « Tout le monde a trouvé que cette indemnité était facile en détruisant les souverainetés ecclésiastiques et en parta-

un assaut de sollicitations ¹. Il y avait fort à faire pour donner satisfaction à ces convoitises et attribuer à chacun des ayants droit une part à peu près équivalente à ses pertes. Ce fut Roberjot qui reçut de ses collègues la mission de préparer le tableau des indemnités. Elle était délicate et exigeait une application soutenue, de laborieuses recherches, tout un ensemble de calculs et de considérations dont Bonnier et Jean Debry furent heureux de se dispenser ². Travail inutile, d'ailleurs, car la guerre survint avant même qu'il n'eût été examiné par le Directoire. Il était réservé au Consulat de le faire aboutir.

D'autres points suscitèrent de longues controverses,

geant leurs états entre les princes laïques susceptibles d'indemnité. C'est le dernier coup porté à la religion catholique, et il est porté par la maison d'Autriche ! Comme ce gouvernement de la terre n'est pas de droit divin, il était tout simple que cette théocratie fût anéantie à la fin d'un siècle philosophique qui a porté son audace beaucoup plus loin ; mais il est singulier que pour remédier aux pertes occasionnées par la Révolution française, on imite l'exemple de cette révolution en dépouillant le clergé. » (*Tableau spéculatif de l'Europe*, Hambourg, février 1798, p. 45.)

1. A Rastatt, les envoyés des principautés secondaires multipliaient les démarches auprès des ministres français. Dès le début du Congrès, Lavallette en avait été le témoin. « Ces menées secrètes, raconte-t-il, n'avaient pu m'échapper, puisque, par la disposition de mon appartement dans le château, je rencontrais souvent les secrétaires de légation des petits princes d'Allemagne se glissant chez MM. Treilhard et Bonnier, auprès desquels je logeais. Ces manœuvres secrètes devinrent plus fréquentes lorsque M. Roberjot vint remplacer Treilhard. Celui-là avait rempli plusieurs missions diplomatiques ; ses formes étaient plus polies, plus attrayantes que celles de ses confrères. » (*Souvenirs et mémoires*, t. I, p. 262.)

2. Le 10 octobre 1798, le baron de Reitzenstein, ministre de Bade à Paris, écrivait au baron d'Edelsheim, ministre d'État du margrave : « Je dois remarquer que c'est presque exclusivement à Roberjot que Votre Excellence voudra avoir la grâce de s'adresser de préférence dans tout ce qui aura rapport à notre indemnité, parce que je sais, à n'en pouvoir douter, que c'est lui qui a la confiance du gouvernement en ce qui concerne le travail, et qu'il est plus particulièrement chargé de la besogne des sécularisations et des indemnités. On ne saurait trop le caresser et lui témoigner de la confiance en lui communiquant sans réserve nos plans de dédommagement et les objets que nous convoitons le plus » (*OBSER. op. cit.*, t. III, p. 145).

entre autres le ravitaillement d'Ehrenbreitstein pendant la suspension des hostilités, la liberté de la navigation du Rhin et de ses affluents, l'attribution de ses îles aux États riverains, le maintien de l'indépendance des villes de Brème, Hambourg et Francfort, la renonciation expresse de l'Empire aux droits qu'il prétendait sur certains territoires compris dans les nouvelles républiques, la retraite des troupes françaises cantonnées sur la rive droite, la suppression des contributions imposées aux populations, etc. Toutes ces difficultés avaient été successivement résolues ou étaient en voie d'arrangement, quand finit l'année 1798.

En fait, c'est avec cette année que s'achève l'histoire du Congrès. Il semble alors atteint d'anémie, frappé, pour ainsi dire, du même engourdissement que la nature au milieu d'un hiver exceptionnellement rigoureux. L'Empereur et l'Empire n'ont rendu leurs armes qu'avec la certitude d'en acquérir bientôt de nouvelles. La deuxième coalition s'est formée sans bruit; les armées russes sont en marche. A Paris, on continuait à osciller entre l'espoir de la paix et la crainte de la guerre. Les bulletins de police sont significatifs à cet égard; mais le vrai mot de la situation avait été donné, dès le mois d'octobre, par un journal : « N'attendez rien de Rastatt, c'est une comédie de second rang ¹. »

Ainsi pensait Talleyrand, qui, depuis cette époque, n'accorda aux négociations qu'une attention plus que distraite. Pendant tout l'hiver, les trois ministres — ou plutôt les deux, car Bonnier comptait moins que jamais — amusèrent le tapis comme ils purent, fidèles à leurs instructions qui leur commandaient de ne jamais paraître désespé-

1. *Correspondance des représentants du peuple*, numéro du 6 brumaire an VII (27 octobre 1798).

rer de la paix. Roberjot préparait son plan d'indemnités et remaniait, en tête-à-tête avec lui-même, la carte de l'Allemagne. Debry, ressaisi par ses instincts littéraires, réunissait les matériaux d'une histoire du Congrès. De plus, il redevenait, dans sa correspondance avec Paris, un politicien, un parlementaire attentif aux intrigues des partis autour du Directoire et dans les Conseils. Quelquefois, renonçant par avance à la vie publique, ce futur préfet rêvait de mener à la campagne l'existence d'un « bon paysan » et chargeait ses amis de lui chercher autour de Vervins ou de Laon un « asile modeste », voire même une « chaumière » avec un jardin dont l'air pur lui rendrait la santé ; mais ces velléités de retraite ne devaient pas se réaliser. Les élections de l'an VII le refirent député bien qu'absent, et lui donnèrent les moyens de rentrer dans la mêlée.

L'heure devenait critique. Depuis le passage des Russes en Autriche, depuis l'occupation de la Bavière par les Autrichiens, les ministres sentaient diminuer progressivement la distance qui les séparait de l'ennemi en armes. Ils voient alors leurs collègues à Ratisbonne, à Munich, à Stuttgart, se replier de leur côté, comme des avant-gardes impuissantes. Ils apprennent, d'autre part, que les troupes françaises, par précaution bien entendue, ont franchi le Rhin. Rastatt, ce soi-disant sanctuaire de la paix, est troublé par les images de la guerre que chaque journée rapproche de ses murailles. En mars, les protagonistes de la « comédie », côté allemand, Lehrbach, Metternich, s'évadent discrètement. De fâcheuses nouvelles se succèdent dès la reprise des hostilités. Battue le 22 mars à Ostrach, le 29 à Stockach, l'armée de Jourdan recule jusqu'au Rhin. Celle d'Italie subit un autre revers ; le 5 avril, Schérer perd une bataille à Magnano et se trouve, lui

aussi, dans la nécessité d'opérer un mouvement rétrograde. Bonaparte n'était plus là pour ramener la victoire sous nos drapeaux. En même temps que les amis de l'Autriche laissent éclater leur joie, la hauteur accoutumée des plénipotentiaires français fait place à la consternation. Le cercle se rétrécit autour d'eux avec une inquiétante rapidité. Retenus par leurs instructions, obéissant aussi aux suggestions de l'honneur, ils resteront cependant à Rastatt jusqu'à la dernière heure, et une sommation brutale, appuyée par la force militaire, aura seule raison de leur courageuse obstination.

Le 28 avril, au soir, Bonnier, Jean Debry, Roberjot, leurs familles et leur suite, s'éloignèrent sans escorte dans la direction du Rhin, sur une route déjà infestée par les patrouilles ennemies. A moins de cinq cents mètres du faubourg, dans l'obscurité d'une nuit pluvieuse et glacée, ils furent assaillis, arrachés de leurs voitures et sabrés sans pitié. Bonnier et Roberjot restèrent sur place; Debry, mal tué, « mau tuâ », comme disaient plus tard de leur préfet les paysans franc-comtois, fit le mort et dut à cette circonstance d'échapper au massacre. La « comédie » s'achevait décidément sur une scène de mélodrame, pendant longtemps demeurée mystérieuse et inexpiquée ¹.

*
* *

Il semble nécessaire, pour l'intelligence de la correspondance, de rappeler comment fut constitué le Congrès et quel en était le personnel du côté de l'Empire. La diète de

1. Le 23 avril 1911, une plaque en marbre noir, consacrée « à la mémoire des diplomates, consuls et agents français des Affaires étrangères, tués au mépris du droit des gens », a été posée sous le péristyle des Archives du ministère des affaires étrangères. Douze noms y sont inscrits, entre autres ceux de Bonnier et de Roberjot.

Ratisbonne se divisait en trois collèges : 1^o le collège des électeurs ¹ ; 2^o celui des princes, divisé lui-même en deux bancs, le banc ecclésiastique, qui comprenait trente-cinq membres, et le banc séculier, qui en comprenait cent ; 3^o le collège des villes impériales, également divisé en deux bancs, le banc du Rhin, comprenant quatorze villes (Cologne, Aix-la-Chapelle, les villes hanséatiques, etc.), et le banc de Souabe, en comprenant trente-sept (Ratisbonne, Augsbourg, Heilbronn, etc.). Ce fut naturellement à cette diète qu'échut le soin de nommer une commission dite Députation de l'Empire, pour traiter des conditions de la paix avec les plénipotentiaires français. On se rappela fort à propos que lors de la négociation du traité de Ryswick, en 1697, le nombre exagéré des députés, qui avait été fixé à trente-deux, n'avait servi qu'à ralentir la marche des opérations. La diète estima qu'une commission de dix membres suffirait à la tâche, et elle procéda, le 4 novembre 1797, à la désignation des électeurs, princes, états et villes libres dont les délégués représenteraient l'ensemble de l'Empire.

Le scrutin donna les résultats suivants :

1^o Dans le collège électoral : les électeurs de Mayence et de Saxe ;

2^o Dans le collège des princes, côté catholique : l'archiduc d'Autriche, roi de Bohême et de Hongrie, qui n'était autre que l'Empereur ; le duc de Bavière et le prince-évêque de Wurzburg ; côté protestant : le duc de Brême, c'est-à-dire le roi d'Angleterre, électeur de Brunswick-Lunebourg, le landgrave de Hesse-Darmstadt et le margrave de Bade ;

1. Mayence, Trèves, Cologne, Brandebourg, Saxe, Bavière, Brunswick-Lunebourg, Palatinat.

3^e Dans le collège des villes libres, côté catholique : Augsbourg ; côté protestant : Francfort-sur-le-Mein.

Les princes devaient se faire représenter par des ministres plénipotentiaires et les villes par des subdélégués. Ces divers envoyés arrivèrent à Rastatt dès la fin de novembre. Incendiée par les Français le 24 août 1689, la petite ville avait été rebâtie sur un plan régulier par le célèbre margrave Louis-Guillaume et entourée d'un mur haut de quatre mètres, dans lequel s'ouvriraient cinq portes, dont deux subsistent, les portes de Kehl et de Karlsruhe ¹.

Le château, abandonné depuis le transfert de la capitale à Karlsruhe en 1771, fut désigné pour être le siège du Congrès. En relevant Rastatt, le vainqueur des Turcs avait voulu se créer une résidence à l'imitation de Versailles, ce rêve obsédant de tous les souverains d'alors. Un architecte italien, Mathias de Rossi, réalisa son désir. Rien ne fut épargné pour cette construction, exécutée de 1695 à 1705, car la dépense totale atteignit douze millions de florins, somme équivalente aujourd'hui à soixante-cinq millions de francs. Au premier étage, auquel on accède par un escalier monumental, une salle des fêtes séparait les appartements du margrave de ceux de la margrave. Cette pièce grandiose, qui a douze mètres de hauteur et qu'éclairaient dix fenêtres, fut réservée aux séances de la Députation de l'Empire. Sa décoration, à laquelle avaient concouru des artistes italiens, le peintre Farina, le maître

1. Le 18 mai 1841, la diète germanique décréta l'établissement d'une forteresse fédérale à Rastatt. Les travaux préliminaires commencèrent avec l'année 1843, et la pose de la première pierre eut lieu le 18 octobre 1844. A partir de 1871, la place fut qualifiée forteresse de l'Empire allemand. Elle a été déclassée en 1890, et maintenant chaque année voit disparaître une partie de ses remparts transformés en promenades ou occupés par des constructions.

sculpteur Rollinus, respirait la magnificence. Sous un plafond représentant Jupiter et l'Olympe, des groupes de prisonniers tures semblent soutenir, comme des cariatides, les retombées de la voûte. Quatre autres figures allégoriques marquent les angles de la salle. Entre des pilastres aux chapiteaux dorés, des tapisseries des Gobelins, des tableaux en forme de médaillons couvraient les murs. C'était un ensemble des plus somptueux, rehaussé encore à l'origine par les trophées que Louis-Guillaume avait conquis sur les Tures.

Déjà ce château avait été le théâtre d'une importante négociation. Le 6 mars 1714, le maréchal de Villars et le prince Eugène de Savoie y avaient signé les préliminaires du traité de Baden en Argovie (7 septembre), qui termina la guerre de la succession d'Espagne. Il reste même une trace apparente de leurs conférences. Dans une petite pièce à l'angle nord-ouest, le cabinet des Papiers, on montre encore quelques taches d'encre sur la boiserie. Agacé par les chicanes de son interlocuteur, Villars avait lancé avec colère l'écritoire dans la direction de la cheminée. Le geste impatient de Bonaparte à Udine avait eu ainsi un précédent.

La façade nord-ouest du château donnait sur de beaux jardins à la française : l'autre, sur une vaste cour, dont la clôture est ornée de statues et de balustres. A cette dernière se rattachent deux ailes qui, moins élevées que le corps de logis principal, n'ont qu'un étage. C'est dans cette partie du château que furent logés plusieurs des plénipotentiaires. Les ministres français occupaient l'aile nord, où Villars¹, Bonaparte et Treilhard avaient déjà ré-

1. « Le maréchal de Villars arriva le 26 (novembre 1713), à quatre heures après midi, et le prince de Savoie une demi-heure après. Dès que le maréchal de Villars apprit qu'il arrivait, il alla au-devant de lui, au haut du

sidé¹. L'aile sud fut assignée aux ministres de l'Empereur et à celui de l'électeur de Mayence. Tous les autres plénipotentiaires et envoyés s'établirent dans les hôtels et les maisons particulières de la ville.

Les opérations du Congrès n'avaient aucun rapport avec l'idée que ce mot éveille aujourd'hui dans nos esprits. A la tête de la Députation était le commissaire impérial, dont le choix appartenait à l'Empereur. Entre cette Députation et lui, il y avait un intermédiaire, l'électeur de Mayence, archichancelier de l'Empire, dont le représentant portait le titre de ministre directorial. Ce dernier avait mission de convoquer la Députation, de lui communiquer les notes qui devaient être portées à sa connaissance, et, au terme des délibérations, de recueillir les votes formulés par écrit. Il rédigeait alors les arrêtés ou *conclusum*, et, dans le cas où ces arrêtés impliquaient la sanction de l'Empereur, il les présentait au commissaire impérial, qui, par une résolution écrite, accordait ou refusait la ratification et transmettait ensuite le *conclusum* à la légation française.

Le protocole avait réglé minutieusement la disposition des meubles de la salle des séances. Deux tables se faisaient face ; l'une, au haut bout de la pièce, était occupée par les représentants des électeurs de Mayence et de Saxe ; l'autre, par les subdélégués d'Augsbourg et de

degré, lui faisant des excuses de ce qu'un estropié ne pouvait descendre. Ils s'embrassèrent tous deux.... Le maréchal de Villars mena le prince Eugène dans son appartement.... Le prince désira celui de la droite parce que tout ce qui lui arrivait de l'Empire entraît chez lui, de même que ce qui venait de France entraît chez le maréchal de Villars, sans passer dans les logements l'un de l'autre. Ainsi les Impériaux et Allemands tenaient la droite du château et de la ville, et les Français tenaient toute la gauche » (*Mémoires du maréchal de Villars*, publiés par la Société de l'histoire de France, Paris, 1891, t. IV, p. 3).

1. Ces appartements sont affectés aujourd'hui au logement d'officiers supérieurs de la garnison.

Francfort. Entre elles et à angle droit s'allongeaient, toujours se faisant face, deux tables où prenaient place, d'un côté, les ministres d'Autriche et de Wurzburg, de l'autre, ceux de Bavière, Brême, Hesse-Darmstadt et Bade. Une dernière table était enfin réservée au ministre directorial, entre celle de Mayence et Saxe et celle d'Autriche et Wurzburg. Les places avaient été déterminées par l'ordre des élections, et la parité des sièges, la disposition symétrique des tables, laissant entre elles un rectangle inoccupé, avaient été soigneusement calculées pour assurer l'égalité ¹.

Aucun contact ne se produisait officiellement entre la Députation de l'Empire et la légation française. Tout se traitait par échange de notes, sans que jamais une discussion orale et contradictoire éclairât une question ou en activât la solution. Il était d'usage, en Allemagne, de se servir de la langue latine pour les pièces diplomatiques ; mais les envoyés français refusèrent de se conformer à cette tradition séculaire. Les notes furent rédigées en allemand ou en français. Dès lors, la traduction s'imposait chaque fois et retardait la communication aux intéressés. D'autre part, les ministres impériaux, dépourvus de toute initiative, ne pouvaient rien changer aux instructions du cabinet de Vienne, et la moindre difficulté surgissant au cours des opérations les obligeait à demander de nouvelles instructions, dont l'envoi ne prenait pas moins de quinze jours. Ces interminables procédures s'accordaient avec la lenteur et le formalisme tudesques ; mais elles exaspéraient les plénipotentiaires français, qui

1. *Aktenstücke zur Geschichte des Rastatter Congress, von G. Gley, Bamberg* (janvier 1798). Cet opuscule fait partie d'un recueil en deux volumes conservé à la bibliothèque des Affaires étrangères, n° 5563, 69 C, et relatif au Congrès. On y trouve, figuré, p. 22, un *Schema sessionis*. Les autres opuscules ont trait aux sécularisations et à la frontière du Rhin.

n'avaient pas appris la patience à l'école des chancelleries. Habités à la clarté de notre langue, ils s'irritaient aussi de la rédaction généralement équivoque des *conclusum*, où ils apercevaient la volonté de ne pas s'expliquer nettement et de réserver ainsi les décisions.

S'ils n'avaient point de relations directement orales avec la Députation, l'usage apportait un correctif à cette pratique gênante. Des conférences particulières facilitaient le jeu des négociations. Nos plénipotentiaires s'abouchaient individuellement avec les envoyés allemands et leur communiquaient leurs observations. On se rencontrait un peu partout, en visite, à la promenade, dans les allées rectilignes des jardins du château, ou encore à l'issue d'un repas, quand le départ des invités avait laissé en tête-à-tête seulement quelques ministres. La correspondance des Français atteste la fréquence de ces entretiens. Bonnier semble n'y avoir pris qu'une part insignifiante. Ce neurasthénique, désagréable à tous, n'avait pas le don de la persuasion ; mais Jean Debry et Roberjot, d'humeur plus accommodante, savaient faire valoir les préentions du Directoire, en atténuer au besoin la rigueur et montrer aux députés leur intérêt à marcher d'accord avec la France. C'était surtout du côté de la Prusse qu'ils concentraient leurs efforts. Ses ministres ne faisaient point partie de la Députation ; mais leur influence était considérable, et la pression qu'ils pouvaient exercer sur les représentants des petits États paraissait de nature à contre-balancer l'action de l'Autriche.

En droit, le Congrès se composait d'un nombre très restreint de personnes ; en fait, une foule de ministres se pressaient à Rastatt. Une capitulation impériale de 1790 avait garanti aux États et membres immédiats de l'Empire la faculté d'envoyer au Congrès des représentants

particuliers pour surveiller leurs intérêts. Ces représentants n'avaient pas le droit de voter ni même d'assister aux séances de la Députation, à moins d'y avoir été expressément appelés pour fournir des éclaircissements, auquel cas ils prenaient place derrière les membres de la Députation ; mais ils pouvaient soumettre par écrit leurs demandes ou leurs remontrances. On comprend que presque tous les princes s'étaient fait représenter. L'Empire n'était pas menacé seulement d'une perte de territoire ; son antique constitution, déjà bien vermoulue, paraissait à la veille de s'effondrer, et il n'était pas un de ses membres que n'intéressât l'éventualité de prochaines et inévitables modifications ¹.

A ces indications sommaires sur le mécanisme compliqué du Congrès, il convient de joindre quelques renseignements personnels sur les diplomates que cette tentative de pacification avait groupés à Rastatt et dont les noms reviennent souvent dans la correspondance des ministres français.

Commissaire impérial. — François-Georges-Joseph-Charles, comte de Metternich-Winnebourg-Beylstein, conseiller privé et chambellan de l'Empereur, chancelier de l'ordre de la Toison d'Or, etc. Né le 9 mars 1746 et d'abord chancelier de l'électeur de Cologne, il avait été ministre d'Autriche près le cercle de Westphalie et les trois

1. « Le nombre des ministres plénipotentiaires, conseillers de légation, gentilshommes d'ambassade, chancellistes, actuaire, etc., qui forment les diverses légations, est de 177, savoir : France, 7 ; Autriche, 15 ; Bavière, 14 ; Saxe, 9 ; Prusse, 10 ; Cologne, 8, etc. » (*Moniteur* du 28 nivôse an VI). Ces chiffres étaient très inférieurs à la réalité. En consultant la liste sommaire du personnel dressée lors de l'arrivée de Jean Debry et de Roberjot, on peut relever les chiffres suivants : Ministres et députés de l'Empire, 19 ; accrétaires, conseillers et chancelliers de leurs légations, 60 ; envoyés particuliers, 93 ; leurs conseillers, secrétaires, etc., 69. Au total, 241 personnes, sans compter les copistes et employés subalternes que la liste ne mentionne pas.

cours électorales du Rhin, puis, de 1791 à 1795, près le gouvernement des Pays-Bas. Il fut délégué à Rastatt par décret impérial du 1^{er} novembre 1797. Respectueux des traditions, toujours calme, il ne se départait jamais d'une politesse dont il savait graduer les nuances. Treilhard, moins expert dans cet art, le trouvait « froid, fier, impertinent au besoin, grand formaliste, de peu d'esprit, par conséquent fort têtue ¹. » Ce fut également l'impression de Jean Debry et de Roberjot. « Froid, fort sur l'étiquette, disaient-ils, faible d'esprit et entêté » ; mais leurs appréciations sur Metternich, comme sur d'autres, ne sauraient être acceptées que sous bénéfice d'inventaire ².

Électeur de Mayence. — François-Joseph, baron d'Albini, né en 1748, d'abord conseiller de cour du prince-évêque de Wurzburg, assesseur en 1774 de la Chambre impériale de Wetzlar, référendaire intime de l'Empire en 1787, enfin, en 1791, ministre d'État et chancelier de l'électeur de Mayence, qu'il représenta en 1795 au Congrès de Bâle. Comme la constitution de l'Empire attribuait à son prince la présidence du collège des électeurs, il était de droit ministre directorial au Congrès. Son abord était facile, ses manières courtoises et même empreintes de bonhomie. A Rastatt, il montra souvent de la fermeté contre les prétentions de l'Autriche et de la Prusse. Il n'en était pas moins ennemi de la France, et il le prouva bientôt ³.

1. Lettre à Talleyrand, du 18 décembre 1797.

2. Metternich avait avec lui comme auxiliaires : Schraut, conseiller d'ambassade ; de Bleyl, directeur de sa chancellerie ; de Blum, conseiller impérial ; plus quelques employés subalternes. Créé prince du Saint-Empire le 30 juin 1803, il fut appelé bientôt aux fonctions de ministre d'État et des conférences, qu'il remplit jusqu'à sa mort survenue le 11 août 1808.

3. Il reçut, après la dissolution du Congrès, le commandement du *landsturm* mayençais et réussit à inquiéter les mouvements d'Augereau. Quand le prince de Dalberg, ex-coadjuteur de l'électeur de Mayence, eut été investi en 1806 du grand-duché de Francfort, ce fut lui qui en eut la prési-

Le secrétaire de la légation était le baron Henri Münch de Bellinghausen, conseiller aulique de l'Empereur. Il remplissait en même temps les fonctions de secrétaire du Directoire de la Députation et rédigeait en cette qualité les procès-verbaux des séances. On lui doit un recueil de documents relatifs au Congrès, qu'il publia, de 1798 à 1800, sous ce titre : *Protokoll der Reichs Friedens-Deputation zu Rastatt* ¹.

Electeur de Saxe. — Otto-Ferdinand, comte de Loeben, né le 18 juin 1741, conseiller aux appels en 1764, ministre à Ratisbonne en 1776, envoyé extraordinaire à Vienne en 1779, puis en 1782 ministre des conférences et conseiller intime de l'électeur. La situation de la Saxe et la prudence méticuleuse de son prince lui faisaient un devoir de ménager à la fois l'Autriche et la Prusse, et il y employait sa souplesse naturelle. Rappelé avant la fin du Congrès, il fut remplacé, le 19 février 1799, par le comte Pierre-Frédéric de Hohenthal-Dölkau. Né le 26 août 1735, celui-ci était entré en 1763 au service de l'électeur comme conseiller de cour et justice et membre de la régence de Dresde. Devenu conseiller intime en 1774, il représenta plus tard son souverain à la diète de Ratisbonne.

Archiduc d'Autriche, roi de Bohême et de Hongrie. — A son double titre de chef de l'Empire et de roi de Bohême et de Hongrie, l'Empereur avait deux représentants

dence avec le portefeuille de la justice. En 1813, les alliés lui en confièrent le gouvernement. Appelé enfin à Vienne en 1815, il accepta le poste de ministre d'Autriche près la diète de Francfort ; mais il mourut, en s'y rendant, le 5 janvier 1816. Ce fut, parmi les hommes d'État, conclut la *Biographie générale allemande*, « un type des plus caractéristiques de l'absence de caractère » (*eine der charakteristisch-charakterlosen Gestalten*).

1. Il devint ultérieurement conseiller intime du grand-duc de Hesse-Darmstadt. Remarqué par Clément de Metternich, il fit son chemin dans la diplomatie et fut, à partir de 1823, ministre d'Autriche près la diète de Francfort, dont cet emploi lui attribuait la présidence.

au Congrès, les comtes de Cobenzl et de Lehrbach. Né le 21 novembre 1753, à Bruxelles, Jean-Louis-Joseph de Cobenzl avait été ambassadeur à Saint-Pétersbourg de 1779 à 1795. Envoyé en septembre 1797, comme plénipotentiaire, au quartier général de Bonaparte, il signa le traité de Campo Formio. Il eut encore avec lui quelques conférences à Rastatt en vue de l'exécution de ce traité, et prit part ensuite aux premières négociations, comme ministre du roi de Bohême et de Hongrie. Rentré à Vienne le 19 avril 1798, il reçut, le 29, l'intérim du ministère des affaires étrangères, en remplacement du baron de Thugut, qui s'en démettait pour de prétendues raisons de santé. Il revint, le 2 mai, à Rastatt, pour se rendre de là à Selz et s'y concerter avec François de Neufchâteau, au sujet de l'insulte faite à Bernadotte. Leurs entrevues n'ayant pas abouti, il partit, le 9 juillet, pour Vienne, y arriva le 14, en repartit, le 25, pour Berlin, vit trois fois le roi de Prusse sans en rien obtenir, et regagna son ambassade de Saint-Pétersbourg, où il prépara l'accession de la Russie à la deuxième coalition, tandis que Thugut, dont la retraite n'avait été qu'un faux départ, reprenait la direction des affaires étrangères. Courtisan accompli, diplomate aimable et spirituel, l'élégance de ses manières, le charme de sa conversation faisaient oublier sa laideur et lui assuraient des succès politiques, qu'une certaine absence de scrupules dans le choix des moyens lui avait en même temps préparés ¹.

L'autre plénipotentiaire, Conrad-Louis, comte de Lehrbach, né en 1750, conseiller aulique au tribunal de Vienne

1. Ce fut lui qui signa, le 9 février 1801, le traité de Lunéville. Il reçut ensuite, sous le titre de vice-chancelier de la Cour et de l'État, la direction des affaires étrangères, dont le ministre apparent fut le comte de Trautmannsdorff. Retiré en 1805, il mourut en février 1808.

en 1774, avait rempli des missions à Stockholm (1777), à Munich (1778), à Ratisbonne (1779), et, en 1789, accompagné Metternich aux Pays-Bas. Renvoyé en 1792 à Munich, comme ministre plénipotentiaire, il y déploya beaucoup d'activité pour remuer les petites cours allemandes et les grouper dans une action commune contre la France. A la suite d'autres missions à Berlin et à Bâle, l'Empereur lui confia, en juillet 1796, le gouvernement du Tyrol. Doué d'une parole entraînante, Lehrbach réussit à soulever les populations contre les Français. A Rastatt, où il avait d'abord la qualité de ministre subdélégué de l'archiduc d'Autriche, il remplaça, à partir du 9 juillet 1798, Cobenzl, rappelé à Vienne. Son attitude au Congrès fut calquée sur les instructions du cabinet de Vienne, dont toute la politique consistait à gagner du temps par des lenteurs, en attendant une occasion favorable pour déclarer la guerre. Lehrbach le poussait à cette extrémité : « Malgré toutes les bravades de la légation française, écrivait-il à Thugut, en septembre 1798, on voit percer le sentiment de la peur.... N'allez donc pas vous relâcher au sujet des Grisons; occupez même sans retard ce pays. Ne craignez nullement de provoquer la guerre; je sais positivement qu'on n'est point encore en mesure à Paris. Vite, occupez les Grisons, si vous voulez que l'Autriche reprenne son ascendant à Rastatt, en Allemagne et en Italie ¹. »

Lehrbach n'était pas aimé des autres membres du Congrès. Ses formes anguleuses, sa démarche « semblable à une gigue perpétuelle », sa mince perruque, « aspirant vers le ciel comme un paratonnerre ² », prévenaient peu

1. *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, t. VI, p. 351.

2. *Liebensbilder aus dem Befreiungskriege*, Iéna, 1841, t. I^{er}. Ouvrage non signé du baron de Hormayr, ministre de Bavière à Hambourg.

en sa faveur. Craintif au fond, il avait le ton impérieux et souvent même arrogant. Il était au plus mal, depuis le règlement de la succession de Bavière, avec le premier plénipotentiaire prussien, le comte de Görtz. Jean Debry le trouvait « très grossier, vindicatif, fourbe à l'excès ¹. » Lehrbach quitta Rastatt le 10 mars 1799, sous prétexte de s'aboucher avec l'archiduc Charles, en fait, pour exercer une mission prépondérante auprès des armées ².

Duc de Bavière, électeur palatin. — Au comte Maximilien de Preysing, désigné d'abord et rappelé pour avoir réclamé un peu vivement aux ministres d'Autriche la communication des articles secrets du traité de Campo-Formio, succéda, en février 1798, Jean-Théodore-Henri, comte Topor-Morawitzky, chambellan et conseiller aulique de l'électeur palatin, grand'croix de l'Ordre de Malte, commandeur de Bibourg, etc. Il était né le 22 novembre 1735, avait été nommé en 1777 président de la Chambre aulique et du collège du commerce, et, après un passage à la présidence de la régence suprême de Bavière, s'était retiré, en 1791, dans sa commanderie de Bibourg pour se livrer à l'étude des lettres. Il n'en sortit que le 3 février 1798, avec le titre de ministre plénipotentiaire à Rastatt. Un an après, le nouvel électeur palatin le nomma ministre d'État et des conférences. C'était un homme d'esprit, éclairé, prudent, mais un peu fatigué par l'âge et assez soumis à l'influence autrichienne. Il s'en

1. *Discours préliminaire et historique.*

2. On lui attribua non sans raison l'organisation du guet-apens où deux des ministres français trouvèrent la mort et dont le but, comme on le verra, était d'enlever leurs papiers. Rentré à Vienne, il continua à diriger la politique extérieure; mais après la bataille de Hohenlinden (3 décembre 1800), il fut écarté des affaires, et quand la paix de Lunéville eut été conclue, Bonaparte exigea qu'il quittât l'Autriche. Il mourut subitement le 13 avril 1805.

était dégagé pourtant, en accédant, le 10 décembre 1798, aux propositions de la France, appuyées d'un ultimatum. La cour de Munich et le parti autrichien, qui y dominait, lui en avaient su mauvais gré. Il quitta Rastatt le 4 mars 1799 et y eut pour successeur au Congrès le baron de Rechberg et-Rothenlöwen, qui représentait déjà son prince, alors que celui-ci était duc de Deux-Ponts.

Plusieurs conseillers de régence avaient été spécialement désignés :

1^o Pour l'électorat, Georges-Frédéric, baron de Zentner, né le 27 août 1752, nommé professeur de droit public, le 14 mai 1777, à Heidelberg, et, le 12 septembre 1778, à Ingolstadt. Il avait représenté l'électeur à Francfort, en 1792, lors du couronnement de l'Empereur ¹ ;

2^o Pour la Bavière et la principauté de Neubourg, Jean-Népomucène-Godefroy de Krenner, né le 11 juillet 1759, nommé en 1783 professeur d'histoire du droit allemand à Göttingen, en 1792 procureur fiscal près la cour de justice du vicariat de l'Empire, et en 1793 conseiller de régence dans la Haute Bavière ;

3^o Pour le duché de Juliers et de Berg, Jean-Guillaume, baron de Hompesch-Vollheim, né le 14 septembre 1761, chanoine d'Eichstädt et de Spire, capitulaire du chapitre noble d'Odenheim, frère du dernier grand maître de Malte. Il quitta le Congrès au milieu de l'année 1798 pour entrer au ministère. Alquier, nommé vers la même époque chargé d'affaires à Munich, ne tarda pas à l'apprécier. « Le baron de Hompesch, écrivait-il à Talleyrand, le 22 fructidor an VI (8 septembre 1798), est le seul des minis-

1. Le 24 mars 1799, il fut nommé conseiller référendaire au ministère des affaires étrangères et remplit ensuite d'autres emplois considérables. Appelé, le 22 avril 1827, au ministère de l'intérieur, des finances et de la maison du roi, il se retira des affaires le 30 décembre 1831 et mourut le 20 octobre 1835.

tres à qui l'on puisse faire entendre raison et avec lequel il soit possible de traiter. Je n'ai trouvé que lui qui osât s'élever contre le système autrichien et qui exprimât des idées justes sur les intérêts de son pays ¹. » C'était trop beau pour durer. Le 13 pluviôse an VII (1^{er} février 1799), le même Alquier faisait avec tristesse cette constatation : « M. de Hompesch s'est jeté tout entier dans le parti autrichien ¹; »

4^e Enfin, pour le marquisat de Berg-op-Zoom et autres possessions dans les Pays-Bas, le conseiller de George.

Prince-évêque de Wurzbourg. — Frédéric-Lothaire-François, comte de Stadion-et-Thannhausen, né le 6 avril 1761, chanoine capitulaire de l'archevêché de Mayence en 1791, grand trésorier et conseiller intime du prince-évêque de Wurzbourg en 1795. Avec un esprit pétillant, une humeur enjouée et toujours égale, un caractère s'adaptant facilement aux circonstances, il se trouvait au Congrès dans une position assez embarrassante. Il y soutenait avec zèle les intérêts de son commettant; mais le principe des sécularisations avait été promptement admis comme un correctif aux futures dépossessions, et c'était sans espoir que Stadion défendait les domaines ecclésiastiques. Il semble qu'à ces sécularisations, dont les résultats n'étaient pas douteux, il eût préféré la guerre, où les chances pouvaient se balancer. Un conseiller aulique, Samhaber, et deux cavaliers d'ambassade, les barons de Ritter et de Reichersberg, étaient attachés à la légation.

Duc de Brême ². — François-Louis-Guillaume, baron

1. Arch. des Aff. étrangères, *Bavière*, vol. 10. Le rôle de Hompesch, en Bavière, fut considérable. Il mourut à Munich le 9 décembre 1809, étant ministre des finances.

2. Ce duché, cédé en 1719 à la maison de Brunswick, comprenait avec plusieurs localités le territoire, mais non pas la ville de Brême, libre depuis le x^e siècle.

de Reden, né le 10 octobre 1754, conseiller intime de l'électeur de Brunswick-Lunebourg, roi d'Angleterre. Ce fut seulement en 1792 qu'il entra dans la diplomatie et fut chargé de missions qui le conduisirent successivement à Vienne, à Mayence, à Cologne. En mai 1796, il prit part, comme ministre directorial, au congrès d'Hildesheim, dont l'objet était l'établissement d'une armée d'observation destinée à couvrir le nord de l'Allemagne. Il le quitta, le 12 novembre 1797, pour se rendre à Rastatt. Il était assez liant, et son salon, dont M^{me} de Reden faisait gracieusement les honneurs, devint bientôt le rendez-vous presque journalier des membres du Congrès. On avait cru d'abord qu'il servirait les intérêts de l'Empire plutôt que ceux du cabinet de Saint-James : mais il fallut en rabattre. Les ministres français le regardaient comme un agent de l'Angleterre et se plaignaient de ses violentes déclamations contre la République, de son attitude ouvertement hostile, poussée même, prétendait Jean Debry, « jusqu'à la caricature ¹. »

Le baron de Reden avait eu pour adjoint, jusqu'en novembre 1798, Louis-Charles-Joachim de Schwarzkopf, précédemment ministre résident près le cercle du Haut-Rhin. A la légation était aussi attaché, comme conseiller de chancellerie, le célèbre professeur Guillaume-Frédéric de Martens, dont un *Précis du droit des gens de l'Europe moderne* avait révélé dès 1789 les remarquables aptitudes ².

1. Il reprit son poste à Berlin, puis fut envoyé à Ratisbonne, où il protesta contre l'occupation du Hanovre par les Français en 1803 et par les Prussiens en décembre 1805. On le vit en 1815 au congrès de Vienne, mais sans mission officielle, ensuite, comme ministre plénipotentiaire, à Stuttgart et à Karlsruhe. En 1819, il s'établit à Rome et tenta d'y négocier un concordat. De retour en 1825, il fut envoyé de nouveau à Berlin, où il mourut le 4 mars 1831.

2. Né à Hambourg le 22 février 1756, il avait conquis de bonne heure une

Duc de Wurtemberg. — Ulrich-Leberecht, baron de Mandelsloh, né le 16 février 1760, conseiller de régence, en 1783, chargé en 1796 de traiter avec le général Moreau d'un armistice qui fut signé le 17 juillet, puis, en septembre, ministre plénipotentiaire à Paris, où la paix fut ratifiée ¹. Il était accompagné à Rastatt d'un second plénipotentiaire, le conseiller de régence Weckherlin, qui devint, quelque vingt ans plus tard, ministre des finances.

Les États provinciaux de Wurtemberg, qui avaient des démêlés avec le duc et qui lui reprochaient, non sans motifs, d'empiéter sur leurs prérogatives, s'étaient fait également représenter au Congrès. Chrétien-François Baz, leur député, était naturellement en opposition avec Mandelsloh et se plaignait aux ministres français « de ses menées sourdes pour envahir les droits des représentants du peuple ². »

Landgrave de Hesse-Darmstadt. — Chrétien-Hartmann-Samuel, baron de Gatzert, né le 4 juin 1740, professeur

chaire de droit des gens à Göttingen. En 1800, il publia le *Recueil des principaux traités depuis 1761*, et en 1802, le *Guide diplomatique*. Le roi Jérôme le nomma en 1809 conseiller d'État et ensuite président de la section des finances. Il fut appelé à Vienne, en octobre 1814, pour rédiger les procès-verbaux du Congrès, et en 1816, nommé ministre de Hanovre près la diète de Francfort. Il mourut en cette ville le 21 février 1821.

1. Il fut ensuite ministre des cultes en 1806-1809, ministre des conférences et affaires étrangères en 1815. Envoyé à Vienne en 1819, il prit sa retraite l'année suivante et mourut le 30 avril 1829. Le roi de Wurtemberg l'avait créé comte.

2. Le 8 brumaire an VII (29 octobre 1798), le *Moniteur* signalait cette dualité anormale : « Un phénomène assez singulier qu'offre le Congrès, c'est la double députation de Wurtemberg, l'une agissant au nom de la ville, et l'autre au nom du duc. La première est bien vue de tous les diplomates éclairés ; la seconde cherche à s'insinuer auprès des grandes puissances, afin d'obtenir leur appui pour le prince qu'elle représente. » Après le Congrès, Baz fut député à Vienne par les États. Le 30 novembre 1799, le duc prononça la dissolution de cette assemblée et fit arrêter, comme prévenus de conspiration, plusieurs de ses membres, Baz entre autres, qui subirent une longue détention.

de droit en 1764 à Göttingen et en 1767 à Giessen, conseiller intime du landgrave, président du tribunal suprême de Darmstadt, en 1779, etc. Envoyé en 1797 à la cour de Vienne, il fut bientôt délégué à Rastatt, où il se rapprocha des vues du gouvernement français. Le conseiller de régence Lichtenberg remplissait auprès de lui les fonctions de secrétaire de la légation, à laquelle étaient encore attachés en sous-ordre les conseillers de régence Strecker et Kappler.

Margrave de Bade. — Georges-Louis, baron d'Edelsheim, né en 1740, ministre d'État et conseiller intime. D'abord au service de la Prusse, il avait rempli, en 1760, à Paris, une mission secrète de Frédéric II, qui l'avait conduit ensuite à Londres et à Turin, avec des lettres de créance le qualifiant éventuellement de ministre plénipotentiaire. Nommé chambellan en 1763 et attaché au ministère des affaires étrangères, il remplaça, en 1771, l'envoyé du roi à Vienne. Des raisons de famille le déterminèrent à se retirer en 1773. Trois ans après, il passa au service du margrave de Bade, qui le nomma grand chambellan, conseiller intime et premier plénipotentiaire aux assemblées du cercle de Souabe. Ayant reçu en 1794 le portefeuille des affaires étrangères, il dirigea longtemps, avec prudence et succès, la politique extérieure du margrave.

Un second plénipotentiaire assistait le baron d'Edelsheim ; c'était Emmanuel Meier, né le 17 octobre 1746, successivement avocat (1768), secrétaire du grand bailiage de Karlsruhe (1769), conseiller de régence (1793), enfin conseiller intime du margrave. Le secrétaire de la légation était Jean-Frédéric Posselt, frère aîné du publiciste de ce nom et conseiller de cour. Il remplissait en même temps les fonctions de secrétaire du Congrès. Ce

fut lui qui, après l'assassinat des ministres français, procéda à l'enquête.

Ville d'Augsbourg. — François-Xavier de Pflummern, né le 1^{er} août 1769, assesseur en 1791 au tribunal d'Augsbourg, sénateur et bourgmestre en 1794, conseiller intime de la ville en 1797. Il avait pour adjoint Jean-Conrad Schmidt, né le 15 novembre 1749, avocat à Augsbourg de 1774 à 1786, référendaire au tribunal de la ville en 1788, élu, le 16 février 1797, jurisconsulte du Sénat.

Ville de Francfort. — Frédéric-Maximilien de Gündelrode, né en 1753, d'abord au service du prince de Nassau-Usingen en qualité d'assesseur au tribunal aulique de Wiesbaden. En 1784, il avait accompagné ce prince à Paris, où il résida plusieurs années. Élu à son retour sénateur de Francfort, il représenta ensuite cette ville près le cercle du Haut-Rhin. A la fin de 1792, il fit partie d'une députation envoyée à Paris et s'y vit arrêter sur une dénonciation de Custine. Les quelques mois de prison qu'il subit alors ne furent pas sa seule épreuve. Quand Jourdan eut repris Francfort en juillet 1796, Gündelrode fut enlevé comme otage et transféré à Charlemont, puis à Givet. Subdélégué en novembre 1797 à Rastatt, il obtint en mars 1798 un congé pour affaire de famille et ne revint pas au Congrès.

Le second plénipotentiaire, Frédéric Schweizer, né le 28 octobre 1749, docteur ès lois, avait été conseiller du prince d'Isenbourg en 1770, avocat à Francfort, commissionné en 1774 près le conseil aulique à Vienne, secrétaire du Sénat, sénateur en 1783, bourgmestre en 1791, 1794, 1796, échevin en 1797. Pendant la période des hostilités, il avait rempli plusieurs missions auprès des généraux des diverses armées. Comme Gündelrode, il était inféodé à la Prusse et votait constamment avec le parti qui désirait la guerre.

Telle était, avec les trois ministres français, la composition du Congrès ; mais, comme il a été dit plus haut, presque tous les États de l'Empire avaient envoyé des représentants pour soutenir leurs intérêts ou faire valoir leurs revendications. Plusieurs de ceux-ci, les ministres prussiens notamment, pouvaient exercer indirectement une grande influence sur les votes de la Députation. Leurs noms reviennent fréquemment sous la plume des plénipotentiaires français, et de courtes indications sur leurs antécédents ne seront pas superflues. D'autres envoyés ont joué un rôle plus effacé. Il a paru cependant à propos de donner au moins leurs noms d'après la liste dressée en juin 1798. Le lecteur aura ainsi sous les yeux tout le personnel que le Congrès avait amené à Rastatt et se représentera mieux l'infini morcellement du corps germanique ¹.

1^o PRINCES ECCLÉSIASTIQUES

Électeur archevêque de Cologne, duc de Westphalie, grand maître de l'Ordre teutonique. — Le comte régnant Charles d'Erbach-Schönberg, commandeur de cet ordre, gouverneur de Mergentheim ², et le conseiller intime Godefroy de Ulrich, ministre résident à Vienne. A ces plénipotentiaires étaient adjoints les conseillers de cour et de régence Bigeleben, chargé des intérêts de l'électeur, et Conrad-Joseph Bachem, qui avait pour mission de défendre ceux de l'Ordre teutonique. Ce dernier, nommé, le 5 septembre 1778, commissaire à la cour élec-

1. Ce corps comprenait plus de dix-huit cents états indépendants, dont trois cents environ se faisaient représenter à la diète. La population de l'Allemagne était alors d'à peu près vingt-cinq millions d'âmes.

2. Ville du Wurtemberg, à soixante-quinze kilomètres nord-ouest de Stuttgart, alors chef-lieu du domaine des grands maîtres de l'Ordre teutonique, qui y résidèrent de 1526 à 1809.

torale de justice et des appels, avait accepté, en janvier 1785, concurremment avec cet emploi, celui de conseiller syndic de l'Ordre teutonique au bailliage de Vieux-Jones (Belgique) et pris domicile à Maestricht, où étaient les archives de l'Ordre. La suspension de la cour de justice en 1794 l'ayant privé de sa place de commissaire, l'électeur lui confia les affaires de l'Ordre, et en 1798 l'envoya à Rastatt en qualité de conseiller.

Électeur archevêque de Trèves. — Le chanoine et conseiller intime comte de Kesselstadt; les conseillers de cour Radermacher et Sonntag.

Prince-évêque de Strasbourg. — Le comte Maximilien de Königsegg-Rothenfels, chanoine capitulaire de Strasbourg et de Cologne; Anselme Marschall, abbé de Marmoutier ¹; le conseiller ecclésiastique d'Eggs: tous trois ayant titre de ministres plénipotentiaires et assistés de l'avocat du chapitre Mez, conseiller de la légation, et de l'abbé Joseph Weinum, secrétaire de la même légation. Ces ministres partirent au milieu du Congrès ². En dernier lieu, le cardinal de Rohan était représenté par les abbés Weinum et Zäpfel.

Chapitre de Strasbourg. -- Le comte Joseph de Waldbourg-Zeil-Wurzach, écuyer tranchant héréditaire du Saint-Empire, doyen du chapitre, et le comte de Königsegg-Rothenfels, déjà représentant de l'évêque.

Prince-évêque d'Augsbourg ³. — Le conseiller intime et vice-chancelier d'Epplen.

1. Aujourd'hui Maurmünster (Alsace), chef-lieu de canton à huit kilomètres sud de Saverne, siège, à cette époque, d'une puissante abbaye de Bénédictins.

2. « Le cardinal de Rohan avait ici une légation qui va se retirer. Elle était composée d'émigrés avec lesquels, comme de raison, les plénipotentiaires français n'ont voulu avoir aucune relation » (*Patriote français* du 16 prairial an VI).

3. L'évêché d'Augsbourg, dont la ville de ce nom était indépendante,

Prince-évêque de Spire. — Le baron de Hompesch, qui représentait en même temps l'électeur palatin pour le duché de Juliers, et le conseiller de régence Charles-Joseph Oehl.

Prince-évêque de Bâle ¹. — Le baron Henri de Ligerz, doyen du chapitre ; les conseillers intimes de Billieux et Schumacher.

Prince-évêque de Liège. — Le comte de Méan-Beaurieux, ministre d'État et grand chancelier capitulaire de l'évêque ; M. de Othée, conseiller intime et envoyé près le cercle du Bas Rhin.

Grand chapitre de Thorn. — M. de Denschoor, grand prévôt de la princesse régnante de Thorn ².

Prince-évêque de Korvey ³. — Le baron de Hertwich, conseiller intime et directeur de la chancellerie du comte Clément de Metternich.

Grand chapitre de Trente ⁴. — Le conseiller intime de Zwackh.

Prince-abbé de Kempten ⁵. — Le conseiller de régence baron d'Ow.

occupait une bande de territoire le long du Lech. Le titulaire d'alors était l'électeur archevêque de Cologne.

1. Cet évêché, dont le titulaire résidait à Porrentruy, était un état indépendant, composé de pays relevant de l'Empire et d'une fraction des cantons catholiques suisses. Le 27 novembre 1792, il s'était constitué en république de Rauracie, et le 23 mars 1793, il avait été réuni à la France sous le nom de département du Mont-Terrible. En 1815, son territoire fut cédé au canton de Berne.

2. Marie-Cunégonde-Hedwige, née princesse de Saxe le 10 novembre 1740, créée princesse de Thorn et d'Essen en 1756. Elle était tante de l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste.

3. L'abbé de Korvey (Westphalie), déjà prince de l'Empire, avait obtenu en 1794 la dignité épiscopale.

4. Fief immédiat de l'Empire jusqu'au milieu du xiv^e siècle, cet évêché, englobé dans le Tyrol, avait passé sous la suzeraineté de la maison d'Autriche. Ayant été sécularisé en 1802, il fut cédé à la Bavière et revint en 1815 à l'Autriche.

5. Ce petit état s'étendait au sud de l'évêché d'Augsbourg, sans comprendre la ville basse de Kempten, qui s'était rachetée en 1525.

Prince-abbé de Saint-Blaise ¹. — Le conseiller de cour de Schlichtinsfeld.

Chapitre princier de Stavelot et Malmédy ². — M. de Othée, déjà député par l'évêque de Spire.

Collège des prélats d'Empire en Souabe. — De Scheffer, chancelier de Kaisersheim, et Jean Willibald de Seyfried, grand bailli de l'abbaye de Salmansweiler ³.

État des prélats de l'Autriche antérieure. — Dom Placide, abbé de Schuttern ⁴, conseiller intime de l'Empereur, et N. de Zwanziger, également conseiller intime. L'un et l'autre avaient quitté le Congrès avant l'arrivée de Jean Debry et de Roberjot.

Grand maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem. — Le baron Jean-Baptiste de Pfirt ⁵, précédemment colonel d'un régiment en France, émigré, grand bailli de l'Ordre et commandeur de Hohenheim (Suisse); le baron de Truchsess, grand croix de l'Ordre et commandeur de Halle(Souabe); Albert-Joseph d'Ittner, chancelier du grand prieuré de l'Ordre en Allemagne, dont le siège était à Hei-

1. Sankt-Blasien, bourg du cercle de Waldshut (Bade), à dix-sept kilomètres nord de cette ville. Sa grande abbaye bénédictine, fondée au ix^e siècle, fut supprimée en 1805. Les abbés avaient été élevés, en 1746, au rang de princes de l'Empire.

2. Stavelot, ville de Belgique, à trente-deux kilomètres sud de Verviers; Malmédy, ville de la Prusse rhénane, à dix kilomètres est de Stavelot. Ces deux villes et le territoire avoisinant formaient un état dont les abbés de Stavelot étaient souverains. Le chapitre qui avait succédé à ceux-ci avait, comme eux, le titre de prince de l'Empire. En fait, cet état avait été réuni à la France le 2 mai 1793 et incorporé au département de l'Ourthe.

3. Cette abbaye, dont le nom lui-même a disparu, était située à huit kilomètres est d'Ueberlingen (Wurtemberg) et à quatre kilomètres nord du lac de Constance.

4. Abbaye de Bénédictins fondée en 603, à vingt kilomètres sud-ouest d'Offenbourg (Bade).

5. Pfirt ou Ferrette, bourg à vingt-quatre kilomètres sud d'Altkirch (Alsace). Le baron de Pfirt, dit bailli de Ferrette, représenta à Paris l'Ordre de Malte, comme ministre plénipotentiaire, de 1802 à 1807.

tersheim (Bade). Ces trois plénipotentiaires séjournèrent à Rastatt ; mais, nulle part dans la correspondance des ministres français, on ne trouve trace de leur présence. En fait, l'Ordre était surtout représenté par le conseiller de la légation, le chevalier de Bray, qui appartenait à une famille de Picardie. Né le 27 décembre 1765, à Rouen, de Pierre-Auguste-Camille et d'Anne Le Faon de la Trémis-sinière, François-Gabriel de Bray avait été reçu, en 1782, chevalier de Malte et attaché en 1789, comme secrétaire, à la légation de France à Ratisbonne. Privé de son emploi après le 10 août 1792, déclaré émigré, il resta en Allemagne avec le titre de conseiller de la légation de Malte près la diète. Dans l'été de 1797, il vint en France, chargé par le grand maître de sonder le Directoire au sujet des indemnités pour les pertes que l'Ordre avait subies. Quelques mois après, il fut envoyé à Rastatt. Tout en conférant avec le baron de Pfirt et ses deux collègues, c'était lui qui menait les affaires, engageait les négociations, rédigeait les rapport au grand maître. Instruit, spirituel, affable, sympathique à tous, il se créa vite au Congrès une position de beaucoup supérieure à l'importance de sa mission.

Une lettre de Bonnier à Reubell, du 6 nivôse an VI (26 décembre 1767), précise l'objet de cette mission. « M. de Bray, que j'évite tout directement, m'a accroché hier en maison tierce. Après une assez longue conversation, il a fini par me demander la permission de me remettre de nouveaux développements de son plan de réunion de l'Ordre teutonique à l'Ordre de Malte et de me communiquer les pièces qui constatent les propositions faites à son Ordre pour la cession de son ile, propositions qu'il serait forcé d'accepter après les pertes qu'il a essuyées en France, si notre gouvernement ne vient pas à son se-

cours par de justes indemnités. » Bonnier se tint naturellement sur une extrême réserve ¹.

2° PRINCES ET ÉTATS SÉCULIERS

Électeur de Brandebourg. — Les envoyés de l'électeur roi de Prusse étaient au nombre de trois. Le chef de la légation, Jean-Eustache Görtz, comte de Schlitz, dit le comte de Görtz, avait eu des débuts modestes. Né le 5 avril 1737 et d'abord conseiller de régence à Gotha, il avait été, de 1762 à 1774, précepteur des deux fils de la duchesse régente de Saxe-Weimar. Frédéric II, l'ayant remarqué, fit de lui son agent secret lors de l'affaire de la succession de Bavière en 1778. L'année suivante, il lui confia l'ambassade de Russie. Rappelé en octobre 1785, Görtz fut envoyé, un an après, en Hollande, et en 1788 à la diète de Ratisbonne, où il était encore quand il reçut

1. *Allemagne*, vol. 679, fol. 79. Une autre mission, que le chevalier remplit à Saint-Petersbourg en 1800, attira sur lui l'attention de l'électeur Maximilien-Joseph. Nommé en 1801 ministre de Bavière à Berlin, il passa en 1808 à Saint-Petersbourg, où il se lia avec Joseph de Maistre. C'est lui, « le Chevalier, » l'un des deux interlocuteurs que l'auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg* a mis en scène dans son célèbre dialogue, « jeune Français, écrit-il en juillet 1809, que les orages de la révolution de son pays avaient poussé dans cette capitale ». Enfin de Bray, créé comte en 1813, représenta la Bavière à Paris de 1822 à 1827 et termina en 1831 sa carrière diplomatique à Vienne. Il mourut le 4 septembre 1832. De son mariage avec Sophie-Catherine-Marie de Löwenstern, il avait eu deux filles et un fils, Othon-Camille-Hugues, comte de Bray-Steinbourg (1807-1899), qui était ministre des affaires étrangères de Bavière, lors de la guerre de 1870. La *Biographie générale allemande* remarque, à propos de ce dernier, que « ce fut précisément un ministre de race française qui concourut à parfaire l'unité de l'Allemagne » (t. LV, p. 680). Sous ce titre : *Mémoires du comte de Bray*, le colonel d'état-major Ferdinand de Bray a fait paraître, en 1911, un premier volume contenant la correspondance du chevalier depuis 1789 jusqu'à la fin de 1795. D'après une obligeante communication de l'auteur de cette publication, on trouvera dans les volumes suivants le récit des grands événements qui se déroulèrent de 1795 à 1814, et particulièrement, tracé d'une main alerte, un tableau très complet de la vie politique et mondaine au congrès de Rastatt.

l'ordre de se rendre à Rastatt. Son rôle particulier devait consister à présider à l'ensemble des opérations, en laissant à ses deux collègues la majeure partie du travail. Cérémonieux, mesuré dans ses moindres gestes, sachant plier ses lèvres au sourire officiel qu'apprend une longue pratique de la diplomatie, il ne plut nullement aux ministres français. Ils avaient encore présent à l'esprit le portrait qu'en avait tracé Mirabeau, quand il avait eu, douze ans auparavant, l'occasion de le connaître à Berlin. « Ce M. de Görtz n'est point un homme sans habileté. Il a été envoyé en Russie avec toutes sortes de désavantages ; il est parvenu à bien connaître le pays. Il est froid, sec, disgracieux, mais fin, maître de lui, quoique violent, et bon observateur. Certainement, au reste, il est du parti anglais, féal de Herzberg ¹, et convaincu que l'alliance de la Hollande avec nous, tout à fait contre nature, ne saurait durer longtemps ². » A ces traits, Debry et Roberjot ajoutaient ceux-ci : « Faible, entêté, à petites vues, à petites intrigues, Anglais de manières et de principes, plein de l'orgueil des rangs et frémissant au nom de la République. » Déjà Treilhard l'avait signalé comme « un homme à petites finesses, un semeur de soupçons, un ourdisseur de tracasseries ³. » On ne peut contester cependant que Görtz avait l'expérience des négociations, beaucoup de sang-froid, une certaine élévation de caractère et une moralité irréprochable que Mirabeau put prendre aisément pour de la sécheresse. Debry lui-même reconnaissait

1. HERZBERG (Ewald-Frédéric, comte de), né en 1725, mort en 1795, ministre des affaires étrangères de 1763 à 1790, homme d'État éminent et partisan déclaré de la politique anglaise.

2. Lettre de Mirabeau à l'abbé de Périgord, 29 août 1786, citée par M. H. Welschinger dans *La mission secrète de Mirabeau à Berlin*, Paris, 1900, p. 191.

3. Lettre à Talleyrand, du 8 ventôse an VI.

après le Congrès que tout en se montrant « fier, opiniâtre, attaché aux prérogatives du rang et de la naissance », il était « sensible, humain, généreux et parlant des vertus domestiques comme le ferait un particulier éloigné toute sa vie des intrigues de la cour ¹. »

Le baron Constant-Philippe-Guillaume de Jacobi-Klöst était le deuxième plénipotentiaire. Né en 1745, conseiller de légation le 24 mars 1768, résident près la cour de Vienne le 20 février 1773, il fut envoyé à Ratisbonne lors de l'affaire de la succession de Bavière, en revint en 1779 et continua à représenter son gouvernement à Vienne. Le roi de Prusse l'anoblit le 19 juin 1788. Nommé en mai 1792 ministre plénipotentiaire à Londres, il avait quitté momentanément ce poste pour se rendre à Rastatt, où il arriva avec Görtz le 15 décembre 1797. Il ne payait pas de mine. Lang, alors secrétaire de la légation, le dépeint dans ses Mémoires ² comme « un gros homme trapu, une espèce de rustre, qu'on aurait pris par son apparence extérieure pour un juif de bas étage, dont les mâchoires étaient sans cesse en mouvement, qui avait l'air de mâcher continuellement des boulettes de pain, aux mains couvertes de taches d'encre ». Mais cette enveloppe déplaisante cachait beaucoup de dextérité et de circonspection. Comme Görtz, Jacobi-Klöst estimait que l'intérêt de la Prusse lui commandait une étroite liaison avec l'Angleterre plutôt qu'avec la République. Les difficultés qu'il soulevait irritaient les ministres français, et ceux-ci le considéraient comme « faux, dissimulé, tracassier, engoué d'anglomanie ³. »

1. *Discours préliminaire et historique*, voir ci-dessous. Le comte de Görtz occupa le poste de ministre de Prusse à Ratisbonne jusqu'à la dissolution de la diète en 1806. Il resta dans cette ville et y mourut le 7 août 1821.

2. T. I, p. 303.

3. Il fut un de ceux qui protestèrent le plus vivement contre l'assassi-

Le troisième plénipotentiaire leur était assez sympathique. Né le 11 décembre 1751, Chrétien-Guillaume de Dohm avait été d'abord publiciste, puis en 1776 professeur d'économie politique à Kassel. Un mémoire relatif à la succession de Bavière, en 1779, attira l'attention sur lui et lui valut des missions dont il s'acquitta avec honneur. Sa spécialité à Rastatt fut l'entretien des rapports avec les différents États de l'Europe et la correspondance avec le cabinet de Berlin. Silencieux, concentré, il avait une grande puissance de travail et une étendue d'esprit supérieure à celle de ses deux collègues. Jean Debry appréciait beaucoup aussi la simplicité de sa vie privée ¹.

Trois jeunes conseillers de légation prêtaient leur concours aux ministres. Le comte Chrétien-Günther de Bernstorff était le neveu de l'homme d'État de ce nom, qui avait dirigé longtemps la politique du Danemark et maintenu la stricte neutralité de ce royaume. Görtz l'avait amené avec lui de Ratisbonne. Le comte de Finkenstein était aussi neveu de ministre. Son oncle, Charles-Guillaume Finck, comte de Finkenstein, avait eu l'entière con-

nat de Bonnier et de Roberjot. De retour à Londres, il y demeura jusqu'en 1816, sauf une interruption de 1808 à 1815 pour remplir une mission à Vienne, et une autre en 1814-1815 pour assister au congrès tenu en cette ville. Rappelé le 9 mars 1816, il mourut à Dresde le 10 juillet 1817.

1. « On trouve chez lui l'exemple de ces mœurs sages et douces qui ne sont point encore rares en Allemagne, mais qui le deviennent en France à un point effrayant. Si le système républicain eût été bien entendu, il eût dû nous les rendre : leur disparition totale a toujours été l'un des symptômes de la ruine prochaine des gouvernements » (*Discours préliminaire et historique*). Ce fut Dohm qui rédigea le *Rapport authentique sur l'assassinat de la légation française, lors de son départ du Congrès, dans le voisinage de Rastatt* (*Authentischer Bericht von dem an der französischen Friedens-Gesandtschaft bei ihrer Rückreise von dem Congress in der Nähe von Rastatt verübten Meuchel-Mord*). Il occupa ensuite de hautes situations administratives. Après Iéna, il accepta un poste de conseiller d'État en Westphalie, rentra en 1808 au service de la Prusse comme ministre à Dresde, et se retira définitivement en 1810. Il mourut le 29 mai 1820.

fiance des rois de Prusse et, fait peut-être sans exemple, il put célébrer, six mois avant sa mort (3 janvier 1800), le jubilé de la cinquantième année de son ministère. Le troisième conseiller de légation était Jean-Louis de Jordan, fils d'un conseiller de justice poméranien.

Deux secrétaires, Lang et Bever, prêtaient leur concours aux ministres. Le premier était un érudit. Né le 7 juillet 1764, Charles-Henri, chevalier de Lang, avait débuté en 1787 comme secrétaire de régence dans la principauté d'Oettingen. Deux ans après, il était allé à Vienne, en qualité de secrétaire particulier du ministre de Wurtemberg. En novembre 1795, il fut nommé archiviste privé à Baireuth. Le comte de Hardenberg, dont il avait classé les papiers de famille, le fit envoyer, le 18 décembre 1797, au congrès de Rastatt. De concert avec Schwarzkopf, Lang publia en 1798 un tableau des pertes que ferait l'Empire en superficie, population et revenus. Il quitta le Congrès le 13 novembre de la même année, en même temps que Bever et Schwarzkopf, pour aller occuper, sur sa demande, un emploi de conseiller de guerre et domaines à Ansbach 1.

Un des postes vacants de secrétaire fut attribué à Jordan. Ce jeune homme participa très activement aux démarches qui suivirent le guet-apens du 9 floréal. Quand les survivants quittèrent Rastatt, il les accompagna jusqu'au Rhin, prêt à les défendre en cas d'attaque. « Je suis sûr, rapporte Jean Debry, qu'il se serait fait tuer plutôt que de céder 2. »

1. Divers emplois le conduisirent en 1811 à la direction des archives de la Bavière. Nommé en 1815 directeur du cercle d'Ansbach, il se retira en 1817. Il mourut le 26 mars 1835, laissant de nombreux ouvrages d'histoire et de statistique, et des Mémoires qui furent publiés à Brunswick en 1842.

2. *Narré fidèle du forfait commis à Rastatt*, par Jean Debry; *Moniteur* du 29 floréal an VII.

Duc de Deux-Ponts. — Aloys-Frédéric, baron et ensuite comte de Rechberg-et-Rothenlöwen, né le 18 septembre 1766. Il avait été conseiller de cour de l'électeur palatin en 1787 et conseiller de légation au service de la Prusse en 1789. A partir de 1795, il représenta le duc de Deux-Ponts à la diète de Ratisbonne. Jean Debry, dont les jugements ne péchaient pas d'ordinaire par un excès de bienveillance, lui trouvait « beaucoup de mesure dans les manières, de fermeté dans le caractère, de justesse dans l'esprit, et peut-être plus de libéralité dans les idées qu'on n'en présumerait à un baron d'Empire ¹. » Rechberg ne prit directement part au Congrès que lorsqu'il eut remplacé le comte Topor-Morawitzky, nommé ministre de l'électeur palatin ; mais son rôle y fut nécessairement très effacé, puisqu'il n'y parut que le 11 mars 1799, à la quatre-vingt-douzième séance, et que le Congrès prit fin après la quatre-vingt-dix-septième. Il avait épousé, le 9 février 1797, Marie-Anne Görtz de Schlitz, fille du comte de Görtz, le premier plénipotentiaire prussien ².

Duc d'Oldenbourg. — Frédéric-Albin Koch, né à Bouxviller ³ (Alsace), fils d'un conseiller des finances de Hesse-Darmstadt qui s'était retiré à Strasbourg. C'était le frère du savant professeur de cette ville, dont Jean Debry, son ancien collègue à l'Assemblée législative, eut l'occasion de solliciter les avis. « Quoique depuis vingt-

1. Arch. des aff. étr., *Bavière*, vol. 10.

2. Nommé ministre de Bavière, le 1^{er} juillet 1799, à Saint-Pétersbourg, en 1800 à Berlin, en février 1801 à la diète de Ratisbonne, et la même année de nouveau à Saint-Pétersbourg, il assista en 1815 au congrès de Vienne et reçut en 1817, lors de la retraite de Montgelas, le portefeuille des affaires étrangères, qu'il garda jusqu'à la mort de Maximilien I^{er} (13 octobre 1825). Il mourut le 10 mars 1849.

3. Cette petite ville appartenait depuis 1314 au landgrave de Hesse-Darmstadt.

cinq ans au service d'une puissance étrangère, notait Bacher, alors envoyé de France à la diète de Ratisbonne, il s'est montré, dans plusieurs circonstances, ami de son ancienne patrie, ce qui lui a souvent attiré des altercations depuis le jour de la déclaration de guerre de l'Empire contre la République française ¹. » Sa présence à Rastatt, où il arriva seulement en octobre 1798, avait surtout pour objet le maintien du péage d'Elsfleth, dont la France réclamait la suppression.

Duc de Holstein (roi de Danemark). — Le baron Nicolas de Rosenkrantz, chambellan du roi, ministre plénipotentiaire à Berlin, avait remplacé promptement le baron de Dieden. Son mariage et un séjour de plusieurs années en Russie en avaient fait un ami de cette puissance. Il avait épousé une fille du prince Wiasemsky, ministre de la justice et des finances sous le règne de Catherine II, et se trouvait ainsi le beau-frère du duc de Serra-Capriola, ministre de Naples à Saint-Pétersbourg, ennemi déclaré de la France. Il ne montra pas une moindre hostilité. « Ce furieux fait un mal incroyable, écrivait Roberjot le 24 frimaire (14 décembre 1798) ; il s'attache surtout à menacer de la vengeance des puissances amies du bon ordre et du trône, les membres de cette députation qui sont sans énergie, sans volonté. Il est très probable que cet agent anglo-russe n'a été envoyé ici que pour servir les projets des Anglais. » Dans une lettre à Treilhard, du 30 pluviôse suivant (18 février 1799), Jean Debry s'exprimait de même : « Cet homme a fait le plus grand mal au Congrès, et nous aurions beaucoup gagné s'il eût été rappelé il y a six mois. Un envoyé particulier me disait qu'il avait la *coalitiomanie*. Le mot est exact et le peint trait pour trait ². »

1. *Allemagne*, vol. 682, fol. 298.

2. Après le Congrès, Rosenkrantz fut envoyé à Saint-Pétersbourg.

Le secrétaire de la légation danoise était le baron Frédéric d'Eyben, gentilhomme de la chambre du roi. Ce fut lui qui, après l'assassinat des plénipotentiaires français, fut chargé d'aller remettre à l'archiduc Charles, en son quartier général de Stockach, un double du *Rapport authentique* signé le 1^{er} mai par onze ministres. Le conseiller de la légation, d'Eggers, manifesta aussi sa réprobation. Dès le lendemain de l'attentat, il insista très fortement pour que les ministres demeurés à Rastatt n'en partissent point avant d'avoir fait une enquête approfondie. Il prêta ensuite son concours à Dohm pour la rédaction du rapport, auquel il fit de notables additions ¹.

Duc de Poméranie (roi de Suède). — Une partie de la Poméranie appartenait, depuis le traité de Westphalie, à la Suède, qui la conserva jusqu'en 1815. Le représentant du roi Gustave IV fut d'abord le comte Axel de Fersen, à qui son dévouement chevaleresque à la famille royale de France avait donné une grande notoriété ². Il était alors accrédité près la diète de Ratisbonne.

Quelques plaisanteries sur le compte de Paul I^{er}, qu'il glissa dans une dépêche et qui furent connues par l'indiscrétion d'un secrétaire, faillirent brouiller la Russie avec le Danemark. Le rappel immédiat du ministre conjura le danger. Devenu conseiller intime, Rosenkrantz remplissait une mission à Paris, quand il fut nommé, le 1^{er} mai 1810, ministre d'État. Le département des affaires étrangères lui fut confié, et il le dirigea jusqu'en 1819.

1. Sa correspondance relative à la rupture du Congrès fut publiée à Brunswick, en 1809, sous ce titre : *Briefe über die Auflösung des Rastatter Congresses, des Gesandten-Mord an den Wiederausbruch des Krieges im Jahre 1799.*

2. Né en 1750, colonel en France du régiment Royal-Suédois, un des principaux organisateurs en 1791 de la fuite de Varennes, général en Suède, grand maréchal de la Cour, chancelier de l'Université d'Upsal. Sa fin fut tragique. Le 28 mai 1810, le duc Christian-Auguste de Sönderbourg-Augustenbourg, héritier présomptif de la couronne de Suède, mourut subitement en passant une revue. La populace de Stockholm crut à un empoisonnement, en accusa Fersen, et le jour des funérailles, le 20 juin, elle assaillit son carrosse, l'en tira et le mit en pièces.

Arrivé à Rastatt dans les derniers jours de novembre 1797, il reçut de Bonaparte un accueil si visiblement hostile¹ qu'il dut céder sa mission, dès la fin de janvier 1798, au baron de Bildt, ministre plénipotentiaire également accrédité à Ratisbonne, dont les pouvoirs furent reconnus le 1^{er} février. Il se fixa néanmoins à Karlsruhe pour surveiller les événements et n'en partit que le 12 janvier 1799.

Duc de Mecklembourg-Schwérin. — Le conseiller intime comte Joachim-Adolphe de Bassewitz², ministre plénipotentiaire, assisté du conseiller de légation Chrétien-Gottlieb Gumpelzhaimer.

Duc de Saxe-Weimar. — Le conseiller de légation Weyland, qui se trouvait être beau-frère du secrétaire de la légation française, Rosenstiel.

Duc de Looz-Corswarem. — Le conseiller intime et intendant général Piton. Possessionné dans les Pays-Bas autrichiens (Limbourg belge), le duc Guillaume-Joseph n'avait plus, depuis la réunion de la Belgique, qu'une

1. « On annonce aujourd'hui que lorsque M. de Fersen s'est présenté au général Bonaparte à la tête de la légation suédoise, la première question que le général lui a faite a été de lui demander quel ministre de Suède étaient ce moment à Paris, et que, sur sa réponse embarrassée, Bonaparte a ajouté « qu'en raison des liens qui avaient de tout temps uni les deux nations française et suédoise, et dont la dernière aurait dû mieux que jamais apprécier l'importance, on ne savait comment expliquer la conduite de la cour de Stockholm, qui semblait avoir pris à tâche d'envoyer en toute occasion, soit à Paris, soit auprès des plénipotentiaires français, des agents, ministres ou ambassadeurs dont les personnes sont essentiellement désagréables à tout citoyen français; que le roi de Suède ne verrait point, sans doute, avec indifférence un ministre français qui aurait cherché à soulever le peuple de Stockholm; que, par réciprocité, la République française ne pouvait souffrir que des hommes qui lui sont trop connus par leurs liaisons avec l'ancienne cour de France viennent narguer les ministres du premier peuple de la terre, qui, avant de consulter sa politique, savait conserver le sentiment de sa dignité. » On assure que M. de Fersen s'est retiré un peu confus en disant que Sa Majesté prendrait en considération ce qui lui avait été dit. » (*Moniteur* du 18 frimaire an VI.)

2. Né le 26 septembre 1774, mort le 20 juillet 1838.

souveraineté nominale. La mission de son mandataire consistait surtout à faire annuler les effets d'une déclaration d'émigration. Le duc, sa femme, née comtesse Marie de Bylandt, et ses deux fils, Charles et Arnold, avaient été portés, en effet, sur les listes des départements de la Dyle et de Sambre-et-Meuse. Ayant établi qu'ils s'étaient fixés, avant la Révolution, dans leur terre d'Elnhausen, en Hesse électorale, ils avaient obtenu leur radiation provisoire le 31 octobre 1796; et cependant des forges qu'ils possédaient dans le département des Forêts avaient été mises en location par le gouvernement français. Ce fut l'objet d'un mémoire de Piton, adressé le 6 mars 1798 au Directoire, et d'un autre du 11 au ministre de la police ¹.

Duc d'Arenberg; plusieurs princes et États non dénommés du cercle de Franconie. — Le conseiller intime de Zwanziger, déjà mandataire des prélats de l'Autriche antérieure. C'était lui qui, en sa qualité de plénipotentiaire, avait signé, le 7 août 1796, à Wurzbourg, une suspension d'armes entre le cercle de Franconie et la France. Il quitta le Congrès au milieu de l'année 1798.

Landgrave de Hesse-Cassel. — Frédéric-Sigismond Waitz, baron d'Eschen, né le 19 juin 1745, conseiller de légation en 1773, chargé plus tard de missions à Berlin, à Dresde, à Vienne, signataire, le 28 août 1795, d'un traité de paix entre la République française et le landgrave. Nommé ministre d'État le 25 juin 1796, il fut désigné, l'année suivante, pour le congrès de Rastatt, mais dépêché presque aussitôt à Paris, à l'effet de débattre avec Talleyrand la question des échanges et des dédommagements. Ayant reçu, le 23 mai 1798, l'ordre de se rendre à

1. *Allemagne*, vol. 676, fol. 162-175.

Hanau et, quinze jours après, celui d'aller à Berlin, il fut remplacé à Rastatt, le 3 février 1799, par le baron Christophe-Erdmann de Steube, qui était depuis 1796 ministre de Hesse-Cassel à Paris et qui se rangea complètement du côté de l'Autriche ¹.

Landgrave de Hesse-Darmstadt. — Un des conseillers de la légation, Jean-Louis Strecker, chargé en même temps des intérêts particuliers du landgrave, tomba malade pendant le Congrès et fut remplacé, à la fin de juillet 1798, par le colonel Auguste-Guillaume, baron de Pappenheim, qui remplissait depuis trois mois une mission à Paris. Celui-ci se montra assez indépendant et favorable à la pacification. Debry et Roberjot l'estimaient fort. Il quitta Rastatt le 4 février 1799 et reprit à Paris son poste, qu'il garda jusqu'en 1815.

Landgrave de Hesse-Hombourg. — Le conseiller intime Fresenius.

Prince de Tour-et-Taxis. — Le baron de Vrints-Berberich, gentilhomme de la chambre de l'électeur de Cologne, conseiller intime du prince de Tour-et-Taxis, et directeur général des postes de l'Empire à Francfort. Il avait en dernier lieu, pour secrétaire de légation, l'Alsacien Treitlinger, qui était lui-même inspecteur de la poste à Rastatt. Ce cumul de fonctions n'était pas sans présenter des inconvénients. Des journaux français les signalèrent. « Malgré les démarches des ministres français, lit-on dans l'*Ami des lois* du 23 frimaire an VII, on tolère encore à Rastatt des émigrés employés au Congrès et dans les places les plus importantes. Les secrets de la poste passent par les mains de l'émigré Treitlinger, de Strasbourg, ci-devant notable de cette ville, l'ennemi le plus acharné et

1. Waitz d'Eschen fut ministre des affaires étrangères de Hesse-Cassel, depuis 1801 jusqu'à sa mort en 1807.

le plus implacable de la Révolution française.... » De son côté, le baron de Vrints sortait volontiers du cercle où le confinaient les intérêts particuliers de son prince. Le 29 mars 1799, un mois avant l'assassinat des ministres, il écrivait au comte de Lehrbach de demander à l'archiduc Charles « d'envoyer à Rastatt un petit corps de troupes, afin de dissoudre le Congrès, siège de toutes les intrigues ¹. » Il soupçonnait les plénipotentiaires français, sinon d'espionnage direct, au moins de centraliser les informations qui leur venaient de diverses sources. Étant à Karlsruhe le 1^{er} mai, il quitta la ville à pied et se fit rejoindre par sa voiture pour ne pas signer avec les autres ministres le *Récit authentique* de l'attentat.

Prince de Salm-Salm. — Le conseiller intime et chancelier de Noël. La principauté de Salm supérieur, qui s'étendait sur les frontières de l'Alsace et de la Lorraine, et dont la capitale était depuis 1751 la petite ville de Senones, actuellement chef-lieu de canton des Vosges, avait été réunie à la France le 2 mars 1793. La famille princière s'était retirée dans son domaine d'Anholt (Westphalie). Les administrations départementales des Vosges et des Deux-Nèthes portèrent alors sur leurs listes d'émigrés le prince Constantin et sa famille. Il était absurde de faire grief à une maison souveraine étrangère de ne pas résider en France. Le prince protesta vainement contre cette application des lois sur l'émigration aux pays réunis. A Rastatt, son fondé de pouvoirs présenta, le 17 octobre 1798, un mémoire tendant à la radiation. Déjà, le 18 août précédent, il avait fait valoir à la Députation la fâcheuse situation du prince, qui, privé des sept huitièmes de ses posses-

1. Pièce tirée des Archives impériales de Vienne et citée par le capitaine Oscar Cristé, dans son ouvrage : *Rastatt, l'assassinat des ministres français*, Paris, 1900 (traduction), p. 46.

sions, devait entretenir « sa femme, sa mère, une tante, quatre oncles, trois frères, quatre enfants, outre les personnes à son service ¹. »

Prince de Salm-Kyrbourg ; wildgrave et rhingrave de Salm-Grumbach ; prince d'Anhalt ; comte de Solms ; prince de Hohenlohe-Waldenbourg-Schillingsfürst. — Le conseiller intime de Zwackh.

Prince de Hohenlohe-Waldenbourg-Bartenstein. — Le conseiller intime Drouin du Vasois.

Prince de Wied-Runkel. — Le conseiller de régence Klum.

Prince de Sayn-Wittgenstein-Berlebourg. — Le prince régnant Chrétien-Henri.

Prince de Hohenzollern-Sigmaringen. — Le conseiller de cour Gessler.

Prince de Hohenzollern-Hechingen. — Le conseiller de cour Frank.

Prince de Hesse-Rheinfels-Rothembourg. — Le chancelier de Langen.

Prince de Fürstenberg. — Le conseiller intime Joseph Kleyser de Kleisheim.

Prince de Ligne. — Le conseiller intime Klaus.

Prince de Linange (Leiningen-Dachsbourg-Hardenbourg). — Le prince héritier Emich-Charles, fils du prince régnant Charles-Frédéric-Guillaume, que son âge avait retenu loin du Congrès. Il était assisté du directeur de régence Lang. L'ancienne maison comtale de Linange, érigée en principauté du Saint-Empire le 3 juillet 1779, avait toutes ses possessions sur la rive gauche du Rhin,

1. *Allemagne*, vol. 676, fol. 93, et 680, fol. 308. Le prince de Salm perdit définitivement, en 1801, ses possessions de la rive gauche et reçut, le 25 février 1803, à titre d'indemnité, des domaines en Westphalie, provenant du grand chapitre de Münster.

entre le Bas Palatinat et les évêchés de Spire et de Worms. L'occupation française priva le prince de ses revenus et le réduisit, lui et sa famille, « à un dénuement absolu ». Avant le Congrès, Greuhm, son envoyé à Paris, avait consenti une cession volontaire à la France. Talleyrand s'intéressa au sort de cette maison, et le 9 nivôse an VI (29 décembre 1797), il recommanda aux plénipotentiaires français de faire bon accueil à son représentant. Le temps s'écoula sans résultat appréciable. Le 28 germinal an VII (17 avril 1799), le prince Emich-Charles écrivit au Directoire pour solliciter une indemnité provisoire qui lui fournit « les moyens de subsister modiquement ». Le 30, les plénipotentiaires français appuyèrent cette demande; mais, huit jours après, la rupture du Congrès coupa court aux démarches ¹.

Maison de Nassau. — Charles-Jules-Hermann-Frédéric, baron de Kruse, né le 22 novembre 1737, gentilhomme de la chambre du prince de Nassau-Usingen et, depuis 1769, président de son conseil intime. Il passait pour très expérimenté. Le traité de succession conclu, le 30 juin 1783, entre la ligne Walramienne et la ligne Othonienne de la maison de Nassau, avait été son œuvre. En juin 1779, il avait épousé Philippine-Catherine, créée dame de Bibourg, fille du prince Charles, prédécesseur du prince régnant, et de son épouse morganatique, Madeleine Gross.

La branche de Nassau-Orange, dépossédée du stathouderat, était, en outre, représentée plus spécialement, mais sans aucun caractère officiel, par le conseiller intime de Passavant et le professeur Tollius.

1. *Allemagne*, vol. 677, fol. 245. Ce ne fut qu'en 1803 que le prince reçut des compensations. Emich-Charles épousa, en deuxième noces, le 21 décembre de cette même année, Victoire-Marie-Louise de Saxe-Cobourg-Saalfeld. Il mourut le 4 juillet 1814. Sa veuve se remaria, le 29 mai 1818, avec le duc de Kent et eut une fille qui fut la reine Victoria.

Comte d'Ortenbourg et comtesse douairière de Salm-Grumbach. — Le conseiller aulique Gumpelshaimer, déjà conseiller de la légation de Mecklembourg-Schwérin et accrédité en août 1798.

Maison d'Oettingen. — Les conseillers intimes de Ruösch et de Belli.

Maison de Hesse-Rothembourg. — Le chancelier de Langen. Comme les deux précédents, ce député avait disparu du Congrès avant le mois de juin 1798.

Maison de Stolberg. — Häberlin (Charles-Frédéric), né à Helmstedt (Brunswick), le 5 août 1756, d'abord assesseur de la chambre de justice de Wolfenbüttel, puis professeur de droit public, en 1782, à Erlangen, et, en 1786, à Helmstedt. Nommé en 1798 « publicist » de la maison princière et comtale de Stolberg, il alla la représenter à Rastatt, où il présenta ses pouvoirs le 2 août. Juriste de valeur, il composa un travail intitulé : *Bases de la paix d'Empire à conclure à Rastatt, comprenant les principaux articles de la paix signée à Campo-Formio, qui doivent être en même temps ratifiés à Rastatt par le Congrès.* .. C'était tout un plan de pacification en dix-huit articles, complétés par douze articles sous la rubrique : *Mesures de détail* ¹.

Comte de Leyen-Hohengeroldseck. — Les conseillers Seybert et Brixius.

Comte de Waldbott-Bassenheim. — Le comte régnant Jean-Marie-Rodolphe, conseiller impérial, burgrave de

1. Ce travail fut publié seulement en 1801, à Brunswick (*Staatsarchiv*, t. VI, 23^e cahier). Un avis de l'éditeur rappelle que ces pièces avaient paru pour la première fois dans le *Courrier de Londres* et avaient été ensuite reproduites partie intégralement, partie en abrégé, dans diverses gazettes allemandes. Après le Congrès, Häberlin devint conseiller intime de justice du duc de Brunswick. En 1807, lors de l'établissement du royaume de Westphalie, il fut appelé à faire partie de l'assemblée des États et de la Commission législative. Il mourut le 16 août 1808.

Friedberg, grand prieur de l'Ordre impérial de Saint-Joseph. Il quitta le Congrès dès le 4 février 1799.

Comte de Wartenberg ; comte de Linange-Westerbourg. — Le conseiller intime François-Chrétien Nonné. Ces deux comtes, dont les possessions étaient toutes sur la rive gauche du Rhin, se trouvaient réduits, comme l'expliquait leur mandataire, « à un déplorable dénue-ment ». Le comte Louis de Wartenberg avait été colonel au service de la France. Le 13 mars 1799, il sollicitait le Directoire de lui payer l'arriéré de sa pension depuis 1793 et de lui accorder une indemnité ¹.

Collège des comtes de Souabe. — Le comte régnant François de Sickingen. Il fut un de ceux qui, pendant le Congrès, firent la plus vive opposition à la démolition de la forteresse d'Ehrenbreitstein. Il recevait fréquemment et largement les autres envoyés. Metternich père et fils, entre autres, qui soupaient chez lui trois ou quatre fois par semaine. C'était un des plus tenaces qué-mandeurs d'indemnité. N'ayant pu obtenir l'intervention du roi de Prusse, il réclamait à ce sujet et vainement la protection de l'Empereur ².

Collège des comtes catholiques de Westphalie. — Clément-Wenceslas-Népomucène-Lothaire, comte de Metternich-Winnebourg-Beylstein, né le 16 mai 1773, à Coblenz, fils du commissaire impérial au Congrès et de Marie-Béa-

1. *Allemagne*, vol. 677, fol. 154.

2. Le 24 pluviôse an VII (12 février 1799), le *Propagateur* publiait cette correspondance datée de Rastatt, 17 pluviôse : « Il vient de se faire un grand changement ici parmi nos solliciteurs d'indemnité. Ils avaient écrit à Sa Majesté Prussienne pour appuyer leurs demandes. La réponse fut que Sa Majesté Prussienne ne se mêlait ni d'indemnités ni de sécularisations, et qu'elle leur conseillait de s'adresser ailleurs. Cette réponse les a fait revirer de bord. Ces solliciteurs, et surtout M. de Sickingen, ont fait des mémoires pour justifier leur conduite et pour réclamer humblement la protection de Sa Majesté l'Empereur. Il est à présumer qu'ils seront mal reçus. »

trice-Aloïse de Kagenegg. C'est le fameux diplomate qui dirigea pendant un demi-siècle la politique de l'Autriche. Il avait achevé ses études, de 1788 à 1790, à l'université de Strasbourg. Il y avait été placé, raconte-t-il au début de ses Mémoires, sous la direction d'un précepteur qui devint, en 1793, membre du sanglant tribunal criminel dont l'accusateur public était l'ex-moine allemand Euloge Schneider. L'instruction religieuse lui était donnée par un professeur de droit canon, François-Antoine Brendel, qui devint évêque constitutionnel de Strasbourg et finit par faire un feu de joie de ses insignes épiscopaux. Ce double choix n'avait pas été heureux.

En 1791, le jeune Metternich fut député à Francfort par le collège des comtes catholiques de Westphalie pour les représenter, comme maître des cérémonies, au couronnement de Léopold II. Envoyé plus tard en mission dans les Pays-Bas, il dut se retirer bientôt devant l'invasion française. Le 26 septembre 1795, dans une petite ville de Moravie, dont le nom devait acquérir plus tard une éclatante célébrité, à Austerlitz, il épousa Marie-Éléonore de Kaunitz, fille du prince Ernest-Christophe et de Marie-Léopoldine-Élisabeth, princesse d'Oettingen-Spielberg. Son beau-père étant mort en 1797, ce fut lui qui fut chargé de représenter à Rastatt les comtes de Westphalie ¹.

1. Les journaux français traçaient alors de lui le portrait suivant : « Le comte Clément de Metternich est fort jeune. Il laisse percer des dispositions qui sont le germe du mérite. Il aura peut-être un jour celui de son père ; il l'aurait beaucoup plus tôt s'il était moins infatué des grâces qu'il tient de sa mère, et s'il était plus convaincu que le hasard d'une naissance heureuse ne suppléera plus longtemps en Europe aux connaissances solides que l'on n'acquiert pas en courant les maisons de jeux et des écoles encore plus mauvaises. Quoique marié à une femme aimable, il conserve des goûts qu'on ne tolère plus d'un jeune homme. Il n'est pas rare de le voir ici laisser son épouse à une société étrangère, pour aller faire de petits soupers avec des actrices et des banques de trente-et-un. Il est destiné à la carrière diplomatique et il y est déjà initié. Du reste, à travers

Collège des comtes protestants de Wetteravie ¹, *Westphalie et Franconie*. — Frédéric-Louis-Chrétien, comte régnant de Solms-Laubach, né le 29 août 1769. Il avait été député, comme Clément de Metternich, au couronnement de Léopold II. De concert avec le comte de Sickingen, il cherchait à négocier directement avec le Directoire. Le 14 février 1799, tous deux, par un mémoire collectif, lui firent demander s'il serait disposé, en cas de rupture avec l'Empire, à traiter avec leurs commettants, et si des indemnités seraient assurées à ceux-ci ²; mais le Directoire avait pour principe de ne se prêter à aucun arrangement particulier, et il ne s'en départit pas en cette circonstance.

Noblesse immédiate de l'Empire. — Elle était représentée par le baron Charles-Frédéric-Reinhard de Gemmingen-Bonfeld, conseiller intime de l'Empereur et capitaine de la noblesse de l'Odenwald ³. Il avait été ministre d'État du margrave d'Ansbach-Baireuth avant la cession de cette principauté à la Prusse en 1790. Il était assisté,

des défauts qui peuvent être ceux de son âge, on aperçoit une nature heureuse, de l'esprit et des moyens qui peuvent lui faire jouer un rôle; mais il a besoin de se rappeler quelquefois que la morgue n'est pas de la dignité, et qu'il y a au moins une extrême inconséquence à se plaire, d'une part, avec des gens peu estimés, tandis qu'on reçoit ailleurs, avec hauteur, des personnes fort estimables » (*Publiciste* du 5 vendémiaire an VII).

Sa carrière est trop connue pour qu'il soit utile de la rappeler. Ambassadeur en 1806 à Berlin, puis à Paris, où il résida jusqu'en 1809, ministre des affaires étrangères, chancelier de l'Empire, membre très écouté du Congrès de Vienne, etc., il exerça longtemps une grande influence sur la politique européenne. Il mourut le 11 juin 1859, dans sa quatre-vingt-septième année.

1. L'ancienne province de Wetteravie (*Wetterau*) est comprise aujourd'hui dans la Hesse, le Nassau et les pays environnants.

2. *Allemagne*, vol. 677, fol. 66. Le comte de Solms-Laubach était en excellents rapports avec les ministres français, et il écrivit plusieurs fois à Jean Debry, après l'attentat du 9 floréal. Il mourut le 24 février 1822.

3. Il ne doit pas être confondu avec son cousin le comte Otto de Gemmingen-Hoffenheim, envoyé de Bade à Vienne, qui, sans représenter personne au Congrès, signa la déclaration publique des ministres, le 1^{er} mai 1799, à Karlsruhe, après l'assassinat des plénipotentiaires français.

pour le cercle de Souabe, du syndic général Gronmayer, pour celui de Franconie, du jurisconsulte Dertinger, et pour celui du Rhin, du jurisconsulte Ittner.

Canton de la noblesse du Haut-Rhin. — Jean-Christophe-Ernest, baron de Gagern, né le 25 janvier 1766, conseiller intime du duc de Deux-Ponts et grand maître de sa cour ¹. Il avait quitté le Congrès en juin 1798; mais le comte Vogt d'Hunolstein, qui lui était adjoint, continua de représenter le canton.

Canton de la noblesse du Bas-Rhin. — Le baron de Kerpen, capitaine de cette noblesse.

Canton de la noblesse du Brisgau. — Le comte d'Hennin et le baron d'Andlau; mais ceux-là ne figurent ici que pour mémoire, car, en juin 1798, le premier était mort et le second parti ².

Canton de la noblesse du Neckar, de la Forêt-Noire et de l'Ortenau. — Philippe-Jacques-Reinhard de Berstett, président du conseil directorial de cette noblesse.

Ville de Hambourg. — Le docteur Dormann.

1. Il se mit ensuite au service du prince de Nassau-Weilbourg, le quitta en 1811, et s'attacha à la fortune de Guillaume de Nassau-Dietz, fils du dernier stathouder. Il négocia et signa, le 26 novembre 1813, à Francfort, un traité d'union et de cessions réciproques entre les branches de la maison d'Orange-Nassau. Le 6 décembre suivant, Guillaume prit les rênes du gouvernement des Pays-Bas, devint prince souverain le 30 mars 1814 et roi le 16 mars 1815. Gagern fut son ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne, où, anticipant sur l'avenir, il demanda l'unité de l'Allemagne comme nation, le maintien du nom d'Empire et l'annexion de l'Alsace. Il représenta encore les Pays-Bas, de 1816 à 1818, à la diète de Francfort, se retira des affaires en 1820 et mourut le 22 octobre 1852.

2. Le comte d'Hennin appartenait à une famille badoise qui avait reçu, en 1629, le titre de baron de l'Empire et, en 1726, celui de comte en Lorraine. Né en décembre 1766, Conrad-Charles-Frédéric, baron d'Andlau-Birseck, était conseiller de régence à Fribourg, quand le Brisgau échut en 1806 au grand-duc de Bade. Envoyé extraordinaire à Paris en 1809 et 1810, ministre de l'intérieur en 1811, il fut nommé par les alliés, le 1^{er} février 1814, gouverneur général de la Franche-Comté, des Vosges, etc., alors que Jean Debry, enfermé dans Besançon, était alors, et encore pour trois mois, préfet. Il mourut le 25 décembre 1839.

Ville de Lubeck. — Le sénateur Rodde, qui passa seulement quelques mois au Congrès.

Ville de Brême. — Georges Gröning, né le 23 août 1745, fils d'un sénateur de cette ville et docteur en droit de l'université de Göttingen. Il entra au Sénat à la mort de son père et y passa quatorze ans. Après des missions à Hildesheim en 1796 et 1797, il fut envoyé à Rastatt; mais son séjour y fut interrompu d'avril à août 1798 par une négociation financière à Paris. Comme les deux envoyés qui précèdent, il avait pour mission de faire confirmer à sa ville la qualité d'État d'Empire et l'immédiateté, de lui assurer ainsi, en cas de guerre, une neutralité qui sauvegarderait son commerce.

Ville de Heilbronn. — Le sénateur Schreiber et le jurisconsulte Flaxland.

Ville de Bruxelles. — Charles-Lambert d'Outrepoint, né le 16 septembre 1746, avocat en 1771, membre, en 1794, de l'administration centrale de la Belgique et de la commission chargée de diviser en départements les provinces conquises sur l'Autriche, puis en 1795 commissaire du gouvernement près le tribunal criminel de la Dyle et en 1797 professeur de législation à l'école centrale de Bruxelles. Envoyé au Congrès en qualité de commissaire chargé de poursuivre la liquidation de la dette de la Belgique, il apporta aux plénipotentiaires français, de la part du Directoire, des pouvoirs plus étendus. En avril 1798, il fut élu par son département député au Conseil des Cinq-Cents et quitta Rastatt ¹.

Collège des villes impériales de Souabe. — Les consuls de Prieser, d'Augsbourg, Miller, d'Ulm, et Ill, d'Ueberlingen.

1. Nommé, en 1800, juge au tribunal de cassation, il mourut à Paris le 4 mars 1809.

Université de Fribourg-en-Brisgau ¹. — Le professeur et pro-recteur Mertens, le professeur Petzeck, conseiller d'appel, et le syndic de l'université Leiner. Tous trois, découragés par les lenteurs du Congrès, étaient retournés promptement à leurs chaires.

Cour de Rome. — Le comte Turriozzi. Il quitta le Congrès dès le 20 mars 1798, « sa mission n'ayant plus d'objet depuis le détrônement de son maître », remarque le *Moniteur* du 12 germinal an VI.

Les diverses républiques formées sous le patronage de la France avaient également envoyé des représentants ; mais ceux ci étaient seulement accrédités auprès de la légation française, sous prétexte de lui fournir au besoin des renseignements, en réalité pour guetter l'occasion d'obtenir que l'Empire renouât aux droits de suzeraineté ou autres qu'il pouvait avoir conservés sur les territoires des républiques en question.

République cisalpine. — Le comte François Melzi d'Eril, né le 6 mars 1753, patricien milanais, comte de Magenta, marquis de Torricella, prince napolitain, grand d'Espagne, etc. Il s'était montré favorable à l'action des Français en Italie. C'était même lui qui, le 15 mai 1796, à la tête de la municipalité, avait remis à Bonaparte les clefs de la ville de Milan. Envoyé à Rastatt en décembre 1797, il essaya, lors des conférences de Selz, de faire partager à François de Neufchâteau ses vues sur un remaniement des États italiens ; mais n'ayant pas été écouté, il se fit rappeler, le 7 juin 1798, pour de prétendues raisons de santé, et partit le 4 juillet ². Il fut remplacé par Ferdi-

1. Cette ville appartenait depuis 1368, avec le Brisgau, à l'Autriche. Le traité de Lunéville (1801) la donna au duc détrôné de Modène, et celui de Presbourg (1805), au grand-duc de Bade.

2. Vice-président de la République italienne en 1802 et chancelier garde

nand Marescalchi, que la République cisalpine avait envoyé à Vienne et qui séjourna quelques semaines à Rastatt, pendant que le gouvernement autrichien, refusant de le reconnaître, le condamnait à l'inaction ¹.

République ligurienne. — L'ancienne république de Gênes comprenait, comme on sait, la bande de territoire qui s'étend de Vintimille à Sarzana, entre les Alpes-Maritimes, l'Apennin et la Méditerranée. Beaucoup de ses patriciens y possédaient des fiefs relevant de l'Empire. L'occupation du pays par les Français en 1796 avait abouti à la chute du parti aristocratique et à la proclamation d'une nouvelle république. Celle-ci envoya au Congrès Barthélemi Boccardi, qui, depuis le mois de janvier 1794, était chargé d'affaires de l'État de Gênes à Paris et qui avait été un des plus actifs partisans de l'intervention française. Il demeura à Rastatt jusqu'à la catastrophe finale, dont il fut témoin. Ce fut même lui et son frère Louis, conseiller de sa légation, qui ramenèrent à Paris M^{me} Roberjot.

République batave. — Cet État avait d'abord député un ancien receveur général du comté de Bentheim ², C. L.

des sceaux du royaume d'Italie en 1805, créé par Napoléon duc de Lodi, le 20 décembre 1807, et nommé président du Conseil des titres; mort en 1816.

1. Né à Bologne en 1764 et sénateur de cette ville sous le gouvernement pontifical, il avait soutenu chaudement l'intervention des Français. Élu, en janvier 1797, membre du Directoire de l'éphémère République cispadane, il fut nommé, en avril 1798, ambassadeur de la République cisalpine près la cour de Vienne; mais il ne put s'y faire reconnaître ni sous ce titre ni sous celui de ministre plénipotentiaire. En janvier 1799, il fut élu membre du Directoire de cette république et, peu après, président. De 1802 à 1814, il fut ministre des relations extérieures de la République italienne, puis du royaume d'Italie en résidence à Paris. Créé comte de l'Empire en décembre 1810, il reçut de l'empereur d'Autriche, en juillet 1814 le gouvernement des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla; mais presque aussitôt François II en fit son représentant à Modène. Il y mourut en 1816.

2. Actuellement province de Hanovre, sur les confins de la Hollande.

Buch, de nationalité allemande. A tort ou à raison, les ministres français se plaignaient de lui. « C'est un très mauvais sujet, auquel il ne manque que l'esprit pour faire le mal », affirmait Jean Debry. Comme il n'avait aucun caractère officiel, ses demandes d'extension de territoire au profit de la Hollande paraissaient vouées à l'insuccès. Le 23 juillet 1798, le comité diplomatique de l'Assemblée nationale de la Haye le remplaça par Van Grasveld, à qui il conféra le titre de ministre plénipotentiaire. Déjà ce dernier avait été délégué à Paris, avec un autre membre des États généraux, pour y apporter l'acte de ratification du traité d'alliance offensive et défensive conclu, le 16 mai 1795, entre la République française et les Provinces-Unies. Reconnus comme ambassadeurs extraordinaires par la Convention, ils y avaient été reçus solennellement le 5 juin (17 prairial an III) ¹. Arrivé à Rastatt le 7 août 1798, Van Grasveld conserva provisoirement comme adjoint son prédécesseur ; mais celui-ci fut rappelé le 14 août et quitta le Congrès le 13 septembre. Van Grasveld avait pour instructions « d'agir de concert et sous les auspices de la légation française ». Le principal objet de sa mission était de réclamer pour son pays une lisière de territoire orientée du sud au nord, depuis le cours de la Lippe jusqu'à l'embouchure de l'Ems, et aussi d'intervenir dans le règlement des questions relatives à la navigation du Rhin. Le gouvernement batave, estimant que ses intérêts seraient traités plus utilement à Paris, le rappela en octobre. Van Grasveld partit le 6 novembre. En avril 1799, il alla représenter son pays près de la République cisalpine ².

Confédération suisse. — Henri Pestalozzi, le fameux philosophe et pédagogue, membre du conseil de Zu-

1. *Moniteur* des 12, 19 et 20 prairial an III.

2. Cf. VAN DIJK, *Précis des négociations du Congrès de Rastatt*.

rich ¹, et le professeur de Tscharner, membre du conseil de Berne. L'un et l'autre ne firent qu'une courte apparition à Rastatt. Mengaud, alors chargé d'affaires de la République en Suisse, les avait dénoncés au Directoire comme « les plus enragés des aristocrates, ayant plus de titres que personne à la défaveur de la France ². » L'impuissance à laquelle ils étaient condamnés les détermina à quitter le Congrès, à la veille du jour où la France allait occuper leur pays et transformer l'antique confédération en une république une et indivisible. En septembre 1798, celle-ci délégua le citoyen Stokar, président de l'administration de Schaffhouse, avec mission de négocier la suppression des droits féodaux que certains États de la Souabe possédaient en Suisse. C'était, au dire de Laharpe, alors directeur de la nouvelle république, « un brave républicain, un homme très instruit et surtout digne de confiance par ses qualités morales. »

Canton des Grisons. — Vieli, président de l'administration de ce canton, resté indépendant de la République helvétique, à laquelle il ne fut réuni qu'en 1803.

*
* * *

La contribution des trois plénipotentiaires à la correspondance avec Paris fut assez inégale. De celle de Bonnier, il n'y a presque rien à retenir. Ennemi des promptes décisions, inclinant toujours vers les atermoiements, il préférerait à la solution des questions épineuses soulevées par le Congrès la société de ses auteurs favoris. Jamais il ne correspondait directement, personnellement avec Tal-

1. Né à Zurich le 12 janvier 1746, décrété citoyen français le 26 août 1792, directeur, en décembre 1798, d'une maison d'orphelins à Stanz, puis, en juillet 1799, d'un institut à Berthoud, qu'il transféra en 1805 à Yverdon et qui ferma ses portes en 1825; mort le 17 février 1827.

2. OBSER, *op. cit.*, t. III, p. 34.

leyrand ; mais, comme on l'a vu, c'était presque toujours lui qui rédigeait, après entente, les dépêches signées par les trois plénipotentiaires, dépêches dont les unes ne contiennent que des transmissions de pièces ou des accusés de réception, dont les autres exposent les embarras de la légation, réclament des instructions précises qui lui arrivent rarement et demandent instamment un plan de conduite que le Directoire ne donne pas, parce qu'il n'en a pas. Bonnier échangeait toutefois avec Reubell une correspondance qui paraît avoir été assez fréquente et dont il ne reste aux archives des affaires étrangères que huit lettres, dont quatre sont antérieures à l'arrivée de Jean Debry et de Roberjot ¹.

Les lettres de ceux-ci offrent une variété qui n'est pas le moindre attrait de la publication. Jean Debry néglige souvent le détail des faits pour développer des considérations générales et lâcher la bride à son imagination. Sous sa plume, les prévisions d'avenir priment l'exposé des résultats présents. « Observations conjecturales », « Essai sur l'intérêt comparé de la République française », tels

1. Outre les lettres ci-dessus mentionnées du 6 nivôse an VI, concernant l'ordre de Malte, et du 10 nivôse, rendant compte d'un entretien avec les ministres autrichiens, on relève aux volumes *Allemagne* 676, 679 et 680, les lettres suivantes : Du 10 germinal, sur les difficultés que présente le règlement des indemnités pour les plénipotentiaires, « qui ignorent les dernières instructions du Directoire à l'égard de l'Autriche et de la Prusse ; » — du 2 prairial, où Bonnier se plaint des bruits répandus à Rastatt : « Un de ceux qui ont fait fortune, c'est que le général Bernadotte est destitué, que la légation française à Rastatt va être changée en entier, et qu'en particulier on ne me laissera que pour ne pas donner à un rappel trop prompt la couleur d'une rupture. Je supporte, quoique très sensible, cette mortification, dont je dédaigne de rechercher les motifs et les auteurs ; mais j'ai cru devoir vous en dire un mot ; » — du 8 messidor, sur l'ajournement d'un vote de la Députation ; — du 29 vendémiaire an VII, sur le transport des dettes communales de la rive gauche à la rive droite du Rhin, « seul point qui divise sérieusement les deux puissances ; » — du même jour, sur l'application loyale du principe des indemnités ; — du 18 nivôse, sur l'abus des réquisitions militaires.

sont les titres d'études spéculatives où il entrevoit, comme dans un rêve, une Europe pacifiée, le landgrave de Hesse-Cassel devenu roi, groupant autour de son trône les États voisins et tenant en échec les Hohenzollern, l'Italie affranchie de l'influence autrichienne et fédérée de Turin à Palerme, la Pologne relevée et servant désormais de tampon entre la Russie, l'Autriche et la Turquie, etc. Jeux d'esprit, spécieuses hypothèses dont les événements montrèrent bien vite l'inanité. Peut-être trouvera-t-on plus d'intérêt à feuilleter les lettres que Jean Debry échangeait avec d'autres correspondants, avec Treilhard, avec Merlin, avec Joseph Bonaparte, etc. Ceux-là étaient des amis. Le plénipotentiaire s'épanchait avec eux, ne mesurant pas ses mots et donnant ainsi, dans ces lettres intimes, une idée plus vraie de sa mentalité que dans les dépêches officielles. Il daubait volontiers les ministres allemands et les minuties de leur protocole. Resté jacobin, il ne comprenait rien au respect des traditions. Le formalisme suranné de l'Empire germanique lui causait un perpétuel étonnement, et sa verve caustique s'exerçait sur les diplomates élevés à une autre école que les débats orageux de la Convention. Il riait des « barons faits » et des « hochets monarchiques », sans se douter que, bien peu d'années après, il serait lui-même un de ces barons « faits », et se parerait à son tour d'un de ces hochets monarchiques, la croix de commandant de la Légion d'honneur ¹.

Roberjot était mieux doué sous certains rapports. Es-

1. Créé commandant de la Légion d'honneur lors de la première promotion (14 juin 1804), chevalier de l'Empire par lettres patentes du 27 juillet 1808, baron avec dispense de majorat par autres lettres du 30 mars 1809, il eut des armoiries ainsi composées : *Écartelé : aux 1^{re} et 4^e, d'argent à une rose de pourpre, tigée et feuillée de sinople ; au 2^e, des barons préfets ; au 3^e, de gueules et à la croix d'honneur.*

prit non moins cultivé, mais beaucoup plus perspicace et plus formé par l'étude des sciences à la netteté des conceptions, ce curé déprêtrisé se trouvait par hasard à sa place dans le poste imprévu où les circonstances l'avaient porté. Talleyrand l'appréciait fort et faisait de lui son correspondant habituel. Les dépêches de Roberjot n'attestent pas seulement un jugement droit et une réelle clairvoyance ; elles renferment des informations précises, assurément plus utiles au destinataire que les conjectures de Jean Debry ¹. La rédaction en est toujours limpide, documentée, sans aucune de ces vaines amplifications, de ces développements abstraits qui caractérisent le langage de l'époque. L'auteur ignore les recherches de style : « Vous pardonnerez, écrit-il, le 13 décembre 1798, au ministre des relations extérieures, si mes lettres ne sont pas aussi soignées qu'elles devraient l'être ; vous excuserez par le motif qui me dirige ; je n'ai pas le temps d'apporter une plus grande attention dans la correction du style. » Effectivement, il ne court pas après le mot spirituel, il ne s'égare pas dans de menues anecdotes, il n'évite pas les répétitions, s'il les juge nécessaires à l'expression de sa pensée ; parfois même, il embarrasse sa phrase dans de laborieuses incidentes ; mais la clarté n'y perd rien, et elle supplée à l'absence de trait et de couleur. Écrites au jour le jour, ces lettres retracent avec une attachante fidélité la physionomie mobile du Congrès, ses alternati-

1. C'est aussi l'avis de Hüffer : « Comme diplomate, écrit-il, il (Debry) se plaît surtout à rédiger des mémoires pleins d'une phraséologie verbeuse ; aussi ne me semble-t-il pas qu'à Paris on ait attaché une valeur particulière à ses vues. Le plus modéré, le plus honnête de tous les envoyés français à Rastatt fut certainement Roberjot.... Ses dépêches sont en parfait contraste avec les déclamations de Debry, simples, judicieuses, s'en tenant à la question. Aussi fut-il notoirement l'homme de confiance (*Vertrauensmann*) de Talleyrand.... » (*Der Rastatter Congress und die zweite Coalition*, t. II, p. 173, 174).

ves de confiance et de découragement, ses négociations tour à tour actives et languissantes, ses lenteurs à la fois traditionnelles et calculées. Jusqu'au dernier jour, Roberjot renseigna exactement Talleyrand; et alors que l'insuccès de la mission paraissait à peu près certain, il lui soumettait encore ses vues sur la réorganisation de l'Allemagne impériale. La catastrophe du 9 floréal priva la France de ses services : mais il semble bien que si une mort affreuse ne l'eût prématurément enlevé, il aurait joué un rôle important dans notre diplomatie.

Cette double correspondance éclaire la genèse de la deuxième coalition. L'attitude changeante des puissances représentées au Congrès laisse apercevoir les dessous de leur politique. L'Autriche avait tremblé quand elle avait vu le vainqueur d'Arcole et de Rivoli campé à Leoben et prêt à marcher sur Vienne : mais, se renfermant dans les conventions de Campo-Formio, elle se refusait à tout sacrifice nouveau. Elle comptait aussi sur le temps pour modifier la fortune des armes. La Prusse, tout en proclamant sa neutralité, tout en protestant de ses dispositions amicales, restait incertaine, hésitante, craignant toujours que l'Autriche ne s'agrandît, anxieuse de savoir quelles compensations lui seraient accordées pour ses possessions transrhénanes. Dans leurs relations avec les plénipotentiaires français, ses ministres passaient, selon les événements extérieurs, d'une froideur significative à des empressements trop prononcés pour n'être pas suspects.

L'Angleterre n'avait pas directement voix au Congrès ; mais le Hanovre lui assurait un représentant, et l'Europe était remplie de ses agents qui excitaient partout l'opinion contre la République I.

1. Sur les dessous de la politique anglaise, on consultera avec fruit une

Quant aux princes allemands, leur intérêt personnel était la règle de leur conduite. La perspective des sécularisations allumait leurs convoitises, et la France n'avait d'ennemis avérés parmi eux que les souverains ecclésiastiques dont elle avait résolu la spoliation. Les éléments d'entente ne manquaient pas. De riches dépouilles allaient être offertes en partage, et chacun, sans doute, y aurait trouvé un lot à sa convenance. Ce qui précipita le dénouement, ce fut l'intervention de la Russie, qui, elle, n'avait rien à gagner, et qu'une fantaisie de l'autocrate, stylé par l'Angleterre, jeta dans la mêlée. Le Congrès finit brusquement, et une tache de sang en macula la dernière page.

Cent ans ont passé, et là, comme partout, le temps a

des publications de la *Historical manuscripts Commission*, le *Report on the manuscripts of J. B. Fortescue, esq., preserved at Dropmore, vol. IV. London, 1905*. C'est la correspondance de lord Grenville, secrétaire d'État au département des affaires étrangères, avec Pitt, Wickham, Sidney Smith, Stahremberg, ministre d'Autriche à Londres, de Luc en mission près le duc de Brunswick, etc. Les instructions qu'il donnait à ce dernier, le 14 janvier 1798, précisent ainsi la marche à suivre : « Il s'agit : 1° de maintenir la cour de Berlin dans la résolution qu'elle annonce, de défendre à tout risque le nord de l'Allemagne et les embouchures des fleuves contre toute entreprise hostile des Français; 2° de rassurer le roi de Prusse contre les dangers qu'on n'aura pas manqué de lui faire voir dans cette résolution, et d'appuyer sur l'assurance provisionnelle que j'ai été autorisé de donner, d'un secours pécuniaire au cas que ces mesures amèneraient la guerre avec les Français; 3° de tâcher, par tous les moyens possibles, de faire sentir la nécessité d'un rapprochement sincère et solide avec la cour de Vienne....; 4° un point non moins important, c'est de s'assurer de la coopération de la Russie. Les tentatives du roi pour exciter la cour de Pétersbourg à des mesures plus actives ont été toujours infructueuses. On ne peut plus espérer d'induire cette cour comme premier moteur d'un plan de résistance au progrès des Français et de réunion entre les grandes puissances. Mais une fois assurée de la bonne volonté de la Prusse, il y a lieu de croire qu'elle s'y prêterait sans hésiter, soit par des engagements formels et ostensibles, ou au moins en influant sur le cabinet de Vienne et en garantissant la Prusse contre toute attaque de la part des Autrichiens, crainte que les mouvements actuels des troupes de l'Empereur paraissent autoriser » (p. 56 et s.).

accompli son œuvre de transformation. Si la lumière est faite sur les hommes et les incidents du Congrès, les nécessités de la vie sociale ont modifié l'aspect des lieux. Disparu sous les terrassements d'un bastion, le coin de route marqué par l'arrêt et le pillage des voitures, le meurtre des ministres, la fuite éperdue ou la capture de leur entourage familial et professionnel ¹. C'est à l'ombre de plantations récentes, au bord d'une petite allée dominant le cours canalisé de la Murg, qu'il faut aller chercher le souvenir du drame. En 1896, une société particulière d'utilité publique (*Gemeinnütziger-Verein*) y a fait placer un bloc de granit provenant de la vallée de la Murg. Ce bloc, de forme ovoïde, mesure un mètre soixante-dix centimètres en largeur sur un mètre trente. On y a gravé cette inscription : *Stelle des Gesandten — Ueberfalles — 28 april 1799.*

Ailleurs et de même, le décor extérieur n'a plus rien de commun avec celui qu'entrevoient les plénipotentiaires dans leur marche à la mort. Disparues aussi, la vieille porte de Rheinau et la muraille de la ville, celle le long de laquelle les Szeklers défilèrent le lendemain matin, emmenant subrepticement leur butin au quartier de Barbaczy. Disparues les forêts qui commençaient presque au sortir des faubourgs, rasées par l'administration militaire lors de l'établissement de la forteresse. Jean Debry ne pourrait plus s'y cacher, ni y entendre le rossignol dont les modulations, à l'en croire, remuèrent

1. Déviée lors de la construction de la forteresse, la route suit maintenant, à partir de l'ancien corps de garde de la porte de Rheinau, et pendant cent cinquante mètres, la rue du Rhin où se disséminent des maisons et des jardins; puis, décrivant une courbe, elle rejoint l'ancienne route un peu au-dessous de l'endroit du massacre, à quatre cents mètres du pont que les voitures des ministres devaient franchir pour gagner Plittersdorf et le Rhin.

si profondément, dans l'horreur de la nuit tragique, son âme sentimentale.

Disparues enfin les tombes de Bonnier et de Roberjot, dans le cimetière qui entourait l'église Saint-Bernard ¹. Une partie de ce champ mortuaire sert aujourd'hui de preau à une école. Il ne reste autour de l'édifice qu'une parcelle de terrain, où ont été conservés après déplacement, et rangés contre le mur de clôture, une douzaine de monuments. Les pierres tumulaires des deux ministres n'ont pas laissé de traces ². Quelques personnes se souviennent seulement de les avoir encore vues, vers 1872, près et à droite de la croix élevée au centre du cimetière. Sur l'initiative du maire et de l'archiviste de la ville, M. Hermann Walther, des recherches ont été opérées, en 1901, à l'effet d'en retrouver au moins des vestiges : ces fouilles n'ont donné aucun résultat.

Quant au château, ses vastes façades n'ont rien perdu de leur solennelle grandeur. Le Jupiter tonnant, en cuivre doré, qu'érigea Louis-Guillaume, couronne encore la plate-forme du campanile central, d'où l'œil embrasse, dans l'encadrement mollement ondulé des Vosges et de la Forêt-Noire, toute la vallée du Rhin, depuis la plaine fuyante de Karlsruhe, depuis la vague silhouette du Melibocus et le « Dom » de Spire, jusqu'à la flèche de Strasbourg, jusqu'au promontoire de Sainte-Odile et au donjon de Hohkönigsbourg ³. Mais la vie s'est retirée de la fas-

1. Cette église, fondée au ix^e siècle et reconstruite en 1770, avait été jusqu'en 1764 l'église paroissiale. A partir de 1824, le cimetière fut fermé aux inhumations.

2. L'acte de sépulture en précise ainsi la position : « In sepulcris primis versus finem cœmiterii jacet Bonnier, et in altero immediate sequenti sepulcro versus civitatem jacet Roberjot. »

3. Entre ces points extrêmes de l'horizon, on découvre sur la rive gauche les petites villes de Selz et de Wissembourg, celle de Wörth, qu'on distingue à trente kilomètres et à laquelle s'attache le souvenir de la ba-

tueuse résidence. Jamais la cour de Bade n'est venue rendre à Rastatt un peu de l'animation qu'y fit régner, pendant dix-sept mois, à la veille même de sa mort. L'Allemagne du Saint-Empire, présente par la foule de ses députés officiels ou officieux. Les pas de rares visiteurs troublent seuls le silence de la grande salle des fêtes où se pressaient, chamarrées et compassées, les Excellences germaniques. Ses dorures noircies semblent porter le deuil du passé ; ses tapisseries et ses toiles, détachées de leurs bordures, ont pris le chemin de Karlsruhe ; mais si morne et décoloré qu'en soit l'aspect, ses belles proportions et sa riche ornementation suggèrent encore l'impression de son ancienne splendeur. Enfin les jardins que Sieyès traversa, le 15 juin 1798, pour regagner, sous les regards curieux des diplomates, la voiture qui l'emmenait à Berlin, ont fait place à un terrain nu, à une steppe poussiéreuse, où les recrues badoises apprennent l'exercice à la prussienne.



Le recueil qui suit ne serait pas complet s'il ne renfermait les pièces encore inédites ou peu connues en France sur l'incident tragique qui termina le Congrès. Cet incident fut vraiment une affaire, au sens mystérieux que ce mot a pris depuis cent ans. L'affaire Favras date de la seconde année de la Révolution, l'affaire Maubreuil du premier mois de la Restauration. Entre elles, au point de jonction de deux siècles, se succèdent l'assassinat des plénipotentiaires français en Allemagne, l'enlèvement de Clément de Ris en France (septembre 1800), la mort de Paul I^{er} en Russie (mars 1801). Ces événements, d'importance très

taille du 6 août 1870 ; sur la rive droite, l'entrée de la vallée de la Murg les châteaux ruinés de Windeck, d'Ybourg, d'Ebersteinbourg, de Baden Baden, le mont Mercure et la tour qui pointe au sommet.

inégale, ont exercé à plusieurs reprises la sagacité des chercheurs et la patience des érudits. Aujourd'hui tous, à commencer par celui que rappellent les noms de Bonnier, de Roberjot et de Debry, sont connus dans leurs circonstances essentielles et rendus à leur véritable caractère. Le mystère dont ils ont été entourés demandait, pour être éclairci, environ un siècle, c'est-à-dire le temps de faire disparaître les témoins intéressés à le maintenir, et de rendre inutiles les silences commandés par la raison d'État, les mensonges diplomatiques, les semblants d'enquêtes militaires, judiciaires ou policières, tout ce qui a été mis en œuvre par les gouvernements ou les individus, afin de prescrire les vindictes légales ou retarder les arrêts de l'histoire.

Le guet-apens nocturne du 9 floréal an VII, fait de guerre s'il en fut, partagea dès le premier jour l'opinion entre les deux parties intéressées, en France et en Allemagne. Le *Rapport authentique* de onze membres du Congrès, publié à Karlsruhe dès le lendemain de l'événement, donna le signal des polémiques. Il mettait en cause le « militaire impérial-royal », sans plus préciser. De là à accuser le gouvernement impérial-royal, il n'y avait pas loin ; et c'est ce que fit bruyamment le Directoire, afin de convaincre l'Europe de son bon droit dans la guerre qui venait d'éclater.

Contre cette double attaque qui ne se justifiait qu'à moitié, la cour de Vienne devait protester sans relâche et, suivant le procédé cher aux avocats, plaider le plus pour obtenir le moins. Elle rendit donc la défense aussi générale que l'attaque, la tourna même à l'offensive, en suggérant l'hypothèse d'autres coupables possibles au milieu de ses adversaires ou de ses amis d'occasion. Des brochures parurent des deux côtés du Rhin, traduites de

l'allemand en français et réciproquement, ayant pour but de rejeter sur les compatriotes des victimes, ceux du dehors ou ceux de l'intérieur, la responsabilité du crime ¹. Elles accusèrent les émigrés, notamment l'ex-général Danican, réfugié à Hambourg, à qui du moins il fut possible de présenter un alibi péremptoire. Elles accusèrent non moins vivement les républicains. « Ce ne serait pas la première victime qu'ils auraient fait immoler à leurs desseins pervers. » Beaucoup de ces hommes, meurtriers de leur roi, ont péri frappés par leurs complices. Dans l'espèce, pourquoi Jean Debry, victime échappée, on ne sait comment, au sort de ses collègues, n'eût-il pas été l'organisateur de l'assassinat ? Le paradoxe était inconnu

1. *Lettre d'un habitant de Paris à un ami de Berlin. Paris, 23 floréal an VII.* Factum haineux et violent qui se résume en ceci : « L'opinion de beaucoup de personnes qui connaissent à fond la scélératesse de nos gouvernants est qu'ils ont préparé eux-mêmes cette tragédie en achetant à prix d'argent ses acteurs, en leur faisant même prendre le costume autrichien, en disposant tout enfin pour donner le change sur la cause du meurtre, la rejeter sur l'Autriche, et par là remonter l'esprit public et rétablir leurs finances. » Quant au régicide Jean Debry, qui a échappé, c'est un complice dont le silence est assuré. Une autre brochure également anonyme, *Réflexions sur la catastrophe des ministres de la République française à Rastatt, 1799* (Bibl. nat., Lb⁴³ 100), celle-là mieux écrite et d'un ton plus posé, porte de même l'attentat au compte du Directoire. « Affirmer, — y lit-on, — que le Directoire avait sincèrement désiré la paix et que c'était l'Autriche qui avait voulu la guerre..., ce système de justification ne pouvait pas se soutenir. Bonnier et Roberjot étaient là, et d'un mot, ces irrécusables témoins des négociations de Rastatt pouvaient perdre le Directoire. Ils n'avaient qu'à dire : « Voilà vos intentions et votre but, la marche insidieuse que vous nous avez prescrite, les tortueuses manœuvres dont vous nous avez rendus les instruments. C'est vous qui ne voulez pas la paix. » Que deviennent alors les hypocrites déclamations du Directoire sur l'affligeante nécessité d'une guerre qu'on le force, dit-il, de recommencer. Eh bien ! c'est dans ce cruel embarras qu'un miracle inattendu s'opère en sa faveur ; ces témoins, si formidables pour nos directeurs, sont rendus muets ; le tombeau recèle à jamais le secret de ces instructions mystérieuses dont la divulgation les faisait trembler ! » (p. 25). Cf. d'autres brochures publiées en Allemagne : *Betrachtungen über die Darstellung und die Wirkung des Rastatter Vorfalles in Paris*, et aussi : *Bemerkungen über das Schicksal der französischen Gesandten zu Rastatt* (citées par HELFERT, *Der Rastatter Gesandten-Mord*, p. 137).

jusque-là, et sans doute destiné à demeurer unique. Il fut pourtant lancé et trouva créance. On alla jusqu'à affirmer que Debry, suivant la rumeur publique en France, avait égorgé Roberjot de ses propres mains ¹.

Ce soi-disant instrument du machiavélisme directorial était alors dans son pays, pour quelques jours, un héros républicain, portant sur tout son corps les marques de la haine des rois. Au début, on avait parlé de treize blessures, puis le rapport médical de Strasbourg lui en avait attribué vingt-quatre, et l'administration départementale du Bas-Rhin, dans une proclamation, avait compté quarante coups de sabre assenés sur lui par les assassins. La surprise, profonde à Paris aussi bien qu'à Vienne, s'y traduisit autrement, par une indignation calculée en vue de réveiller le patriotisme guerrier des citoyens. Ce fut alors dans toute la France une série interminable de démonstrations belliqueuses : cérémonies funèbres selon les rites du culte décadaire, messages du Directoire, proclamations des autorités, discours parlementaires, pièces de théâtre, odes imprécatoires contre les tyrans.

Tout étourdi de son aventure et enivré par le genre nouveau de popularité que lui valaient les circonstances, l'« homme aux quarante blessures » s'offrit avec complaisance à l'apothéose. Dans l'espoir d'être appelé à la succession de Talleyrand ou, dès qu'il aurait atteint l'âge légal, au Directoire, il soutint son rôle avec l'étalage de déclamation et de sensiblerie familier aux orateurs de cette époque. Il se crut le principal point de mire des

1. Voir la brochure intitulée : *Auteurs de l'affreux assassinat des ministres de la République française à Rastatt*. C'était la traduction libre, et même interpolée en ce qui concerne Jean Debry, de l'article imprimé à Berlin par Gentz en mai 1799 (HELFERT, *op. cit.*, p. 143 et 326).

haines de la cour de Vienne et, à la tribune des Cinq-Cents, accusa en bloc le gouvernement impérial : « Oui, l'assassinat, l'outrage, le pillage appartiennent à l'Autriche. Il n'y avait ni émigrés, ni prêtres, ni paysans fanatisés. » Ainsi, sous l'influence de ses souvenirs classiques, il se posait en Romain drapé dans sa toge ensanglantée ; il parlait de ses estafilades cicatrisées, comme César eût parlé de ses trente deux blessures, s'il y eût survécu ; ce qui lui valut, à en croire un Allemand présent à la séance, les quolibets et les plaisanteries malséantes de ses collègues.

Ce dernier trait est un indice du revirement d'opinion qui se produisait déjà sous l'influence des opposants politiques et des amis de la paix. Ni les députés, ni Debry lui-même ne l'ignoraient. Dès le quatrième jour de sa rentrée en France, le ministre survivant avait reçu des lettres injurieuses et accusatrices, et le lendemain il se plaignait de l'indifférence du Directoire à son endroit ¹. A Paris, les royalistes, dénoncés au delà du Rhin comme les auteurs probables du meurtre, s'empressèrent d'en rejeter la responsabilité sur leurs adversaires politiques. Les muscadins de la presse tombèrent à l'envi sur l'ancien « tyrannicide », qui cependant venait de disculper les émigrés devant la France. Les chansonniers du parti célébrèrent ironiquement la *Culotte de Jean Debry*, sur l'air du *Chant du départ*. Les plaintes qui, quelques jours auparavant, excitaient la pitié et l'irritation populaires, firent place à des pots-pourris remplis d'allusions insidieuses ou grossières. La veuve de Roberjot, égarée par sa douleur, prêta un moment, sauf à se rétracter bien vite, son appui aux calomniateurs. Bref, on fit payer cher à

1. Voir sa lettre à Merlin, du 13 floréal an VII, n° 319.

l'échappé de Rastatt tant l'honneur d'avoir représenté la République au Congrès que la chance d'avoir échappé au sort de ses collègues.

Pour faire tête à cet assaut de calomnies et d'outrages, Jean Debry fit imprimer deux copieuses brochures, *Pièces officielles* ¹, etc., et *Déclaration individuelle* ², etc. La première, qui fut lue en partie par l'auteur au conseil des Cinq-Cents, se compose de la traduction du *Rapport authentique* de Karlsruhe et du *Narré fidèle* ³, dicté par Debry à Strasbourg. On y a joint dix-huit additions ou notes émanant du conseiller de légation danois d'Eggers. On a, de plus, intercalé entre ces deux documents deux séries de pièces justificatives, lettres ou procès-verbaux au nombre de treize. Dans la seconde brochure, destinée à compléter la précédente, on a inséré le premier récit de l'attentat, envoyé de Strasbourg à Talleyrand. C'est la « déclaration individuelle », qui justifie le titre, mais elle est renforcée par treize autres, recueillies à Strasbourg de la bouche de témoins oculaires, et par un extrait de la longue lettre écrite par le ministre ligurien Boccardi au directeur Treilhard.

L'Allemand Häberlin, professeur à Helmstedt, qui s'était trouvé à Rastatt comme envoyé particulier, vint indirectement en aide au ministre français. Il fit paraître dans

1. *Pièces officielles concernant l'assassinat commis sur les ministres français au congrès de paix à Rastatt, le 9 floréal an VII* (traduit sur l'original allemand). A Paris, messidor an VII.

2. *Déclaration individuelle sur l'assassinat des ministres français à Rastatt, avec le plan topographique de Rastatt et de ses environs exécuté sur la carte allemande*. Paris, Dabin, an VII.

3. *Narré fidèle du forfait commis à Rastatt, d'après les ordres de l'Autriche, par le régiment des hussards autrichiens dit de Szeklers, contre la légation française au congrès de paix, le 9 floréal an VII de la République*. Dicté par Jean Debry, l'un des ministres plénipotentiaires, le 17 floréal an VII. Impr. nat., floréal an VII. L'original de cette pièce est aux Archives nationales, AFIII, 690, doss. 4152, n° 100.

un recueil dirigé par lui, le *Staatsarchiv*, une dissertation anonyme sur ce thème : « La défense de l'Autriche, en ce qui concerne l'assassinat des plénipotentiaires, est-elle utile ? » et concluait à la négative. Cet article était suivi d'un post scriptum où on lisait cette phrase : « C'est également une idée digne des Petites-Maisons que celle qui imputerait au Directoire l'exécution d'un semblable forfait ¹. »

Malheureusement pour l'intéressé, les pièces publiées à Paris parurent au moment où, malgré lui, par le jeu des partis politiques, il passait des rangs des vainqueurs dans ceux des vaincus. Ses amis Merlin et Treilhard, exclus du Directoire à la suite de la crise du 30 prairial, n'étaient plus là pour le défendre ². En butte d'autre part, en Allemagne et en France, aux dénonciations royalistes, il se trouvait isolé à ce point qu'il estima prudent de s'éloigner momentanément de la scène. Il pensa même à se retirer à l'étranger ; il écrivit à un de ses collègues allemands du Congrès, le baron de Gagern, qu'il allait sans doute être obligé de faire appel à son amitié, et de lui demander, avec sa famille, un asile contre la faction dominante à Paris ³.

Toute réflexion faite, il demeura en France et, tandis que ses ennemis le disaient réfugié à Hambourg, il s'en alla successivement prendre les eaux à Saint-Amand (Nord) ⁴ et assister à Mons au mariage de sa fille aînée.

1. HABERLIN, *Staatsarchiv*, t. IV, 14^e cahier. Le même volume (16^e cahier) contient deux documents empruntés aux *Pièces officielles*, ceux qui portent les numéros V et VI.

2. Une dernière fois, à la veille de la chute du Directoire, le conseil des Cinq-Cents s'occupa de l'affaire de Rastatt en attribuant des indemnités aux victimes. Debry reçut pour sa part 30,200 fr. Le *Journal des hommes libres*, qui mentionne ce fait (numéro du 16 brumaire an VIII), ajoute : « Jean Debry n'a pas paru au Conseil depuis longtemps. Cette absence a pu donner lieu au bruit récemment répandu qu'il est allé à Hambourg incognito. »

3. Lehrbach à Thugut, 21 juillet 1799 (pièce citée par Helfert, p. 328).

4. En notant son séjour à Saint-Amand, la *Biographie des hommes vivants*

Rentré à Paris peu de temps avant le 18 brumaire, il se rallia aussitôt au parti en voie de formation qui préparait un nouveau coup d'État. Il apporta à Bonaparte, revenu d'Égypte, son adhésion à la révolution prochaine, c'est-à-dire à un gouvernement dont il attendait à brève échéance la réparation du tort fait à sa réputation. Contre son attente, il ne vit pas, sous le régime consulaire, sa situation s'affermir autant qu'il l'eût souhaité devant l'opinion française et européenne. Le Directoire s'était servi de son nom et de son aventure pour justifier la guerre engagée : Bonaparte, favorisé par la victoire, devait au contraire écarter tout ce qui était de nature à retarder la paix.

Au premier bruit des négociations entamées avec l'Autriche, Jean Debry, s'étant porté publiquement l'accusateur des Autrichiens, ministres ou hussards, s'imagina avoir droit à des explications impliquant l'aveu et la punition des assassins, établissant par là même sa parfaite innocence. Il fut désagréablement détrompé. Lorsque le comte de Saint-Julien, à la faveur d'un armistice, vint à Paris, chargé d'une mission de paix, des bruits fâcheux recommencèrent à courir. « L'opinion, disent les rapports de police de juillet 1800, suggérée par des perturbateurs, est que l'Empereur demande que la véritable cause de l'assassinat de Rastatt soit constatée authentiquement.... Le Directoire est accusé d'avoir dirigé ce crime atroce et chargé Jean Debry de combiner les moyens de l'exécution.... On demande qu'il (Debry) soit envoyé sur les lieux

(Paris, 1817, t. II, p. 326) ajoute cette insinuation : « Le chirurgien qui le visita lui demanda où il avait été blessé, ne voyant même pas l'apparence d'une contusion. On a pensé dans le temps que c'était le gouvernement français qui avait fait assassiner Bonnier et Roberjot pour soulever la nation contre l'Autriche, à qui l'on voulait attribuer cet assassinat. »

pour être confronté avec les témoins du procès et subir un jugement ¹. »

Atterré à cette nouvelle, Debry reprit la plume et se prépara à faire un nouvel appel à l'opinion. De là le *Discours préliminaire* qu'on lira en tête de ce volume, revue à grands traits de l'histoire du Congrès, exposé des souvenirs et des impressions de l'auteur, suivi de trente-trois pièces justificatives, les unes déjà connues, les autres inédites, et consistant presque toutes en lettres de sympathie écrites à Debry après le 9 floréal, soit par les membres du gouvernement directorial, soit par ses amis personnels, soit par des diplomates allemands. En intervenant ainsi dans le débat, il eût contrarié les vues du Premier Consul. On lui fit savoir que la meilleure manière de servir serait de se taire. Il se plaignit, puis s'irrita au point de devenir presque un factieux. Pendant l'hiver de 1800-1801, on le trouve mêlé à certaines menées clandestines en faveur du rétablissement de la Constitution de l'an III; son salon aurait même été le lieu de réunion des conjurés. Il se croyait alors dupe d'un gouvernement dont il avait trop vite escompté l'appui ².

Cependant, les négociations pour la paix définitive se poursuivaient alors à Lunéville entre Cobenzl et Joseph Bonaparte. Il était difficile que l'incident final du Congrès précédent y fût passé sous silence, et en même temps il était impossible qu'il y fût réglé d'une façon satisfaisante,

1. Rapports de police des 24 messidor et 5 thermidor an IX (Arch. nat., F^r 3701).

2. Rapports de la préfecture de police : 20 frimaire an IX (11 décembre 1800) : « Jean Debry et Reubell, intimement liés, se mettent à la tête du parti directorial... » — 21 frimaire (12 décembre) : « Depuis quelque temps, il y a des rassemblements chez Jean Debry; les amis de Reubell, Treilhard, La Revellière, y sont admis. On s'y occupe du ridicule projet de ramener la Constitution de l'an III; on y clabaudé contre le gouvernement comme dans les autres coteries » (Arch. nat., AF IV, 1329).

vu le malentendu qui régnait à ce sujet depuis deux ans entre Vienne et Paris. L'Autriche, pour prévenir toute ouverture à ce sujet, faisait mettre en circulation un apocryphe *Rapport officiel* de Barbaczy à l'archiduc Charles le lendemain de la catastrophe ¹. Le libelliste anonyme y dénonçait de nouveau le prétendu conflit ayant existé pendant les derniers mois du Congrès entre Debry et ses collègues, conflit que le premier, sur l'ordre secret du Directoire, aurait dénoué par une trahison aboutissant à un assassinat. C'était faire savoir indirectement à Bonaparte qu'il n'avait pas à faire valoir la cause d'un gouvernement détruit par ses mains. Presque en même temps, une lettre anonyme de Paris, parvenue à Cobenzl, attribuait à des personnes en place ou à des membres même du gouvernement la mort de Bonnier et de Roberjot ².

Le Premier Consul, en cette circonstance, recourut à une *combinazione* de nature à ménager l'honneur national et à satisfaire, dans la mesure du possible, le ministre survivant. Il savait tout le premier que la scission occulte entre Debry et ses collègues était une fable, qu'aucune trace n'en subsistait dans les archives françaises. Il savait, d'autre part, que Cobenzl, interpellé, attribuerait le meurtre à un malentendu et déclinerait non seulement toute satisfaction, mais toute conversation à ce sujet. Par ses ordres, Joseph Bonaparte rappela une seule fois, vivement mais incidemment, la catastrophe de Rastatt, uniquement pour avoir un prétexte de l'imputer, sans motifs sérieux, à l'Angleterre ³. La paix faite, il écrivit à Debry,

1. *Rapport officiel.... Lettre de M. Barbaczy à S. A. R. l'archiduc Charles.* Metz, janvier 1801.

2. Cobenzl à Colloredo-Mannsfeld, 1^{er} novembre 1800.

3. Cobenzl à Colloredo-Mannsfeld, 27 janvier 1801.

son correspondant d'autrefois, demeuré son ami, une lettre particulière où il lui faisait valoir la réparation indirecte, obtenue par la tenue du nouveau congrès en France, et de nouveau, à mots couverts, inculpa la « perfide Albion ». Rosenstiel, rentré à titre de publiciste au ministère des relations extérieures, déposa aux archives un récit circonstancié, accompagné de pièces justificatives, qui mettait hors de cause le gouvernement français et ses représentants. Häberlin vint encore une fois à la rescousse, en remplissant tout un cahier de son *Staatsarchiv*¹ des pièces que Debry avait fait connaître, avec traduction en allemand. Il y joignit le prétendu rapport du colonel des Szeklers, avec de copieuses remarques qui en démontraient le caractère, mensonger à tous points de vue. Debry ne se sentit satisfait et vengé qu'après sa nomination comme préfet du Doubs; car on lui prouvait ainsi qu'on le tenait personnellement digne d'estime et de confiance. Toutefois l'éloignement où on le laissa pendant toute la durée de l'Empire fait voir qu'on lui savait mauvais gré d'avoir opposé un instant ses intérêts particuliers aux intérêts généraux, et surtout d'avoir cédé à ses rancunes en se mêlant à des menées hostiles contre le gouvernement.

L'affaire parut cette fois classée, et pour toujours, sans que l'opinion publique, prévenue dans un sens ou dans un autre, cessât d'être désorientée. Lorsque Toulangeon fit paraître, en 1806, le tome III de son *Histoire de France depuis 1787*, il se contenta d'en indiquer le caractère mystérieux, en ayant soin toutefois d'imprimer intégralement en note le *Rapport authentique* de Karlsruhe. L'année suivante, le célèbre généalogiste Saint-Allais, qui ne

1. T. VII, 28^e cahier, p. 113-264.

portait alors que son nom patronymique de Viton et se qualifiait d'ancien inspecteur des équipages militaires, reproduisit ce document en l'accompagnant de plusieurs autres, empruntés aux recueils français de l'an VII¹. On ne trouvait à cette époque, pour douter de la culpabilité des hussards autrichiens, que des gens d'ancien régime : ceux-ci continuaient à se dire tout bas, sur le théâtre de l'assassinat, qu'ils avaient sous les yeux les tombes des deux jacobins tués par leurs complices².

Le retour des Bourbons sous la protection des cours étrangères, notamment de celle de Vienne, réveilla les angoisses de la victime échappée aux Szeklers. Prisonnier des Autrichiens pendant le blocus de Besançon en 1814, Debry s'imaginait si bien être désigné à leur vengeance, lorsque la place leur fut ouverte, qu'il fit brûler ses vêtements sanglants du 9 floréal an VII, comme des reliques compromettantes. Réfugié en Belgique après son exil de 1816, il crut, au moindre indice, qu'il comptait parmi les individus spécialement exposés aux représailles de l'Europe victorieuse. Il était resté et restera jusqu'à la fin attaché à sa thèse simpliste, comme on dit aujourd'hui, d'un assassinat conçu et perpétré par un « tyran » contre trois apôtres de la « liberté ». Il n'avait pas démêlé, ce semble, dans les écrits sur Rastatt qui avaient passé sous ses yeux, la distinction faite généralement entre les Szeklers et la cour de Vienne. Il ne paraît pas même avoir accordé d'attention à la page, pourtant si caractéristique, de Jomini, qui paraît aujourd'hui, à dis-

1. *Histoire chronologique, généalogique et politique de la maison de Bade*, Paris, 1807, t. II, p. 10-56.

2. D'ESPINCHAL, *Mémoires*, t. I, p. 310. Comtesse GOLÓVINE, *Souvenirs*, 1910, p. 367 (note) : « Ce crime fut commis par des assassins en costume de hussards ; mais on n'a jamais douté que ce ne fussent des émissaires du Directoire français. »

tance, le point de départ des travaux décisifs sur la question ¹.

A peu près privé de tous moyens de publicité en France, il ne négligea aucune occasion d'affirmer son innocence devant la génération nouvelle. Lors de la publication de la *Biographie nouvelle des contemporains* ², choqué de certaines menues assertions contenues dans les notices de Bonnier et de Roberjot, il envoya aux éditeurs la sienne toute faite. Sous le voile de l'anonyme et par voie de digression, il revint sur son cas dans le *Vrai libéral* de Gand, auquel il collaborait. Enfin, il eut recours à son ancien collègue de la Convention, Dulaure, qui, resté à Paris, y préparait ses *Esquisses sur la Révolution française*. Il lui fit tenir des notes et des pièces destinées à protéger d'avance son nom contre le réveil des polémiques passées, mais il n'obtint de lui qu'une satisfaction incomplète, et ses tentatives pour obtenir une apologie plus explicite dans une seconde édition demeurèrent inutiles.

Une fois pourtant, il se vit directement mis en cause et se sentit atteint au vif, à cause du nom et du passé de son accusateur. La voix qui le dénonçait lui venait d'outre-mer, presque d'outre-tombe. D'après les Mémoires sur Napoléon à Sainte-Hélène, publiés par Montholon et Gourgaud en 1823, l'empereur s'était exprimé au sujet de la catastrophe de Rastatt en des termes qui renouvelaient, bien qu'avec réserve, l'inculpation du faux Barbaczy. Venant d'un homme qui avait couvert Debry, tout en le condamnant au silence, devant les diplomates de Lunéville, et formulée dans un recueil publié par un des derniers compagnons de l'empereur, cette appréciation prenait la

1. JOMINI, *Histoire des guerres de la Révolution*, t. XI (Bruxelles, 1822), p. 142-143.

2. T. V (1822), p. 245.

valeur d'une sentence de revision. L'ancien préfet voulut se défendre publiquement, dans un mémoire détaillé où, sans user d'arguments nouveaux, l'esprit troublé par cette attaque inattendue, il en arriva à cette étrange conclusion : Napoléon, devenu le gendre de l'empereur d'Autriche, a parlé ainsi pour détourner de sa nouvelle famille, et en particulier de son beau-père, des soupçons trop justement mérités. Debry ne réussit pas à faire imprimer cette apologie *in extremis*. Il la conserva pourtant et, dès 1826, il espéra pouvoir en rendre publiques les conclusions par un intermédiaire populaire entre tous.

Thiers venait de faire paraître le dernier volume de son *Histoire de la Révolution française*. Il y avait traité l'épisode final de Rastatt comme toutes les autres parties de son œuvre, en s'appliquant à être clair, par conséquent à éviter les discussions sur les incidents controversés de nature à embarrasser le récit. Au sujet des auteurs de l'assassinat, il ne s'était pas prononcé. C'en fut assez pour que Debry se crût suspect à ses yeux au même titre que les Autrichiens et les émigrés. Il lui fit porter son mémoire. Thiers ne prit même pas la peine de le lire : son siège était fait. Revenir sur ce qu'il avait écrit lui semblait inutile, car il professait cette maxime qu'en histoire il fallait se contenter de l'à peu près.

Ainsi écarté par Thiers, l'ancien ministre de la République se retourna, après sa rentrée en France, vers son collègue de Convention et de préfecture, Thibaudeau. Il lui avait servi de collaborateur en Belgique, au moins en lui prêtant des livres ; il lui demanda en retour de mettre en lumière les faits démonstratifs de sa non-participation au guet-apens de l'an VII. Non seulement il lui fournit des notes, mais il lui suggéra un « fait nouveau », résultant d'une pièce à lui communiquée par le duc de Bassano et

incriminant, selon lui, le plénipotentiaire autrichien Lehrbach. Aujourd'hui, cette pièce, d'ailleurs suspecte par son origine, nous semble bien peu concluante. Lehrbach ne s'y exprime pas en instigateur du crime, mais en homme qui n'y a pas trempé, qui en critique partiellement l'exécution et en somme se réjouit d'avoir vu disparaître deux « scélérats ». Lorsque Thibaudeau publia sa relation dans les *Mémoires de tous*, Debry venait de mourir (6 janvier 1834) ¹.

Depuis lors, le silence se fit quelque temps sur l'affaire de Rastatt jusqu'aux environs de 1870. Alors une assez longue série d'écrits polémiques et critiques a vu le jour, en Autriche et dans toute l'Allemagne. Les archives de Vienne, celles de Cour et d'État, de la guerre, de l'archiduc Charles, se sont ouvertes peu à peu et, tout en trahissant quelques suppressions ou quelques lacunes, comme on voudra, ont livré un à un leurs secrets. Leurs dossiers ont servi de base à des ouvrages d'inspiration différente, mais, en définitive, aboutissant à des conclusions identiques sur les points essentiels. Nous n'avons pas à dire ici comment, Qu'il nous suffise de mentionner les publications de Vivenot, de Sybel et surtout d'Hermann Hüffer ².

1. L'année qui suivit sa mort, Montgaillard (*Histoire de France*, t. V, p. 168-185) disserta encore longuement sur le crime de Rastatt; et bien qu'il ne crût ni à la culpabilité du ministre survivant, ni à celle du Directoire, il prit plaisir à tourner Jean Debry en ridicule, à mettre en relief sa peur, sa soif de popularité et ses exagérations de langage après l'événement. « Certes, le Dorante de Corneille colore avec plus d'art le récit de ses périlleuses aventures dans la ruelle de sa belle. »

2. Voir pour VIVENOT : *Zur Geschichte der Rastatter Congress*, 1871. *Vertrauliche Briefe des Freiherrn von Thugut*, 1872. *Quellen zur Geschichte der deutschen Kaiser-Politik Oesterreichs*, 1873. Pour SYBEL : *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, t. V de la traduction française, ch. v. *Historische Zeitschrift*, t. XXXIX. *Graf Lehrbach und der Rastatter Gesandten-Mord. Urkundliches über der Rastatter Gesandten-Mord (Deutsche Rundschau)*, 1876. Pour HÜFFER : *Der Rastatter Congress und die zweite Coalition*. Bonn, 1878-1879. *Der Rastatter Gesandten-Mord, mit bisher unge-*

La question, serrée d'aussi près que possible, a été élucidée dans son ensemble. Lorsque Vivenot publie, et à trois reprises, cette phrase d'une lettre de Thugut : « Après tout, il paraît que c'est par nos hussards qu'ont été massacrés les députés français », il se rallie à l'opinion émise dès le premier jour par les rédacteurs du *Rapport authentique* de Karlsruhe. Il n'y a plus lieu d'incriminer les compatriotes et le collègue des victimes.

Toutefois, il s'est produit contre Debry, pendant ces dernières années, un retour offensif sur lequel quelques explications sont nécessaires. Un professeur de Karlsruhe, M. Arthur Böhlingk, a soutenu que l'assassinat de Bonnier et de Roberjot a été préparé par le ministre survivant, pour servir les desseins, non plus du Directoire, mais de Bonaparte, désireux de se frayer, au cours d'une guerre européenne, le chemin du pouvoir souverain. Il a exposé ses conjectures dans un livre publié en 1883 et les a renouvelées quelques années après, ce qui l'a obligé de soutenir une controverse très vive contre Hüffer et le Dr Karl Obser, archiviste à Karlsruhe. Son hypothèse trop ingénieuse, appuyée sur des bases fragiles, ne paraît pas avoir résisté aux objections de ses adversaires ¹.

Plus récemment, Jean Debry a été remis sur la sellette et d'une façon non moins inattendue. Sous prétexte de révéler les procès-verbaux restés inédits de la commission d'enquête promise par l'archiduc Charles à Masséna et réunie à Villingen, le capitaine Oskar Cristé a encadré ses

druckten Archivalien, Bonn., 1896. Cf. la dissertation du même en français dans la *Revue historique*, même année, t. LXI, et OBSER, *Politische Correspondenz*, etc. Introduction du t. III, notamment la p. xli.

1. M. Böhlingk a engagé la controverse dans son livre : *Napoléon Bonaparte, seine Jugend und Emporkommen* (1883), puis *Zur Rastatter Gesandten-Mord vor dem Karlsruher Schoffengericht* (Heidelberg, 1893). Il a été combattu avec succès par Obser dans sa brochure *Bonaparte, Debry und der Rastatter Gesandten-Mord*, et par Wegels (*Historische Zeitschrift*, t. XLVI).

textes dans une copieuse dissertation, concluant à l'innocence complète de Barbaczy et de ses subordonnés ¹. Reprenant les *on dit* propagés le lendemain de l'assassinat, il nous montre, d'après la série des témoignages habilement recueillis par les enquêteurs de Villingen, les hussards arrivant sur le champ de carnage pour voir s'évanouir devant eux, dans l'ombre, des individus qu'ils n'ont pu reconnaître. Dès lors, il se trouve amené à rechercher quels pouvaient être ces malfaiteurs mystérieux. Dans des hypothèses fondées sur de subtiles déductions psychologiques, il en revient toujours avec prédilection au ministre survivant. Il relève dans ses déclarations « une effroyable suite de contradictions, d'incertitudes et de mensonges », pour aboutir, en somme, à cette conclusion : « Faute de preuves suffisantes, on ne saurait l'accuser formellement. » Jean Debry n'avait certes pas prévu que, cent ans après son prétendu crime, il serait encore vilipendé par les camarades de ceux qui l'avaient sabré sur la route de Rastatt au Rhin.

Peut-être n'aurait-il pas soupçonné non plus que, dans son propre pays, des versions paradoxales, des conjectures sans fondement ou pour le moins des réticences significatives continueraient à voiler la vérité au profit des assassins. Le chapitre principal de l'ouvrage du capitaine Cristé a été reproduit dans la *Revue de Paris* du 1^{er} juin 1900, sans autre commentaire que trois ou quatre lignes de préambule, affirmant que ces documents établissent

1. *Rastatt. L'assassinat des ministres français le 28 avril 1799, d'après les documents inédits des Archives impériales et royales de Vienne. Traduit de l'allemand par un ancien officier supérieur*. Paris, 1900. Ce livre, dont l'argumentation consiste surtout à éliminer arbitrairement les dépositions des témoins oculaires et désintéressés pour imposer, comme un dogme indiscutable, à la foi des lecteurs les déclarations des Szeklers eux-mêmes, a trouvé chez nous des critiques autorisés, entre autres M. Rodolphe Reuss (*Revue critique* du 6 janvier 1902, p. 43-60).

nettement l'innocence des hussards de Szekler et font plus probable, sans toutefois la démontrer, l'hypothèse qui attribue le crime aux émigrés et peut-être au général Dancican. En même temps, le tome XXII du *Bulletin de la Société académique de Laon* fournissait une analyse dont l'auteur, M. J. Souchon, ancien archiviste de l'Aisne, n'a pas discuté et a même tenu pour indiscutables les raisonnements de Cristé. « Après une argumentation aussi bien établie, écrit-il, on peut désormais considérer comme une légende l'assassinat de Bonnier et de Roberjot par les hussards de Szekler. » Et il s'abstient de conclure, « par respect pour la mémoire de Jean Debry », exposant ainsi de nouveau ce dernier aux soupçons injurieux de ses compatriotes de l'Aisne. Le temps n'a donc pas dissipé toutes les préventions. Contre ses accusateurs, Jean Debry s'était vu interdire successivement la parole par ses protecteurs et ses ennemis, par le Premier Consul et les Bourbons. En la lui rendant, nous espérons lui laisser définitivement le bénéfice du procès presque séculaire intenté à sa mémoire.

Lui-même, un jour, aurait pu le prendre de haut avec les pamphlétaires de l'époque, lorsqu'il apporta au Tribunal, le 29 ventôse an IX (19 mars 1801), en vue de la ratification par le Corps législatif, le traité de Lunéville. Seul survivant de la légation française à Rastatt, il y avait, en particulier, décidé et rédigé l'ultimatum qui avait arraché le consentement de l'Empire à la cession de la rive gauche du Rhin à la France. Cet ultimatum, il le déclarait implicitement accepté par l'Empereur et transformé en acte international, engageant envers son pays les deux grandes puissances du corps germanique. Aussi qualifia-t-il la nouvelle paix d'« acte mémorable, le premier, peut-être, de la diplomatie moderne », parce qu'il y

voyait « les anciennes frontières de la Gaule recouvrées, le prix de la fidélité accordé à nos alliés et la paix garantie par l'interposition de barrières entre l'Autriche et nous ». Avec son imagination prompte à s'exalter, il peignait l'avenir tout en beau, c'est-à-dire caractérisé par la paix à l'extérieur et la République à l'intérieur, l'une et l'autre assurées pour jamais. Depuis, en 1815, il put voir le démenti cruel infligé à ses considérations optimistes, démenti donné derechef, avec aggravation, en 1871. Ce qu'il n'avait pas osé dire ou pas voulu avouer, en cette circonstance, à ses contemporains, ce qui lui reste acquis en définitive, c'est qu'il avait plus que personne, dans le monde nouveau, contribué à consacrer légalement devant l'Europe l'œuvre des plus grands rois de l'ancienne France et de leurs meilleurs conseillers.

*
* *

Vingt-deux volumes, classés aux archives des affaires étrangères sous les cotes *Allemagne*, vol. 674 à 695, renferment les documents de diverse nature relatifs au Congrès. Toutes les lettres adressées à Talleyrand par les plénipotentiaires sont extraites des volumes 675, 676 et 677. Elles ont été transcrites *in extenso*, à l'exception du travail de Roberjot sur les indemnités, de trois dépêches ayant, comme ce travail, un caractère trop spécial et de celles, purement administratives, qui ne contiennent que des envois de pièces ou des accusés de réception. Jean Debry avait d'autres correspondants. Ses lettres à Treilhard, à Merlin, à Noblet, etc., ont été tirées de collections particulières : celles à Joseph Bonaparte proviennent des papiers de celui-ci, dans le fonds *France*, vol. 1808 (Affaires étrangères). Enfin, le *Discours préliminaire et historique*, que le même Debry composa pour répondre

à de certaines attaques, a été publié d'après une copie de la main de Lagrenée, son secrétaire particulier à la préfecture du Doubs.

Il a semblé que la transcription des notes échangées entre les plénipotentiaires français et la Députation de l'Empire éclairerait les dépêches dans lesquelles ces notes sont mentionnées. Leur développement ne permettrait pas d'en donner la copie intégrale ; mais Rosenstiel en avait dressé des sommaires qui figurent au volume *Allemagne*, 678. Reproduits en annotation, ces sommaires permettront d'apprécier l'exacte portée des notes auxquelles les dépêches font allusion. Dix-neuf de ces pièces, sur les soixante-huit qui furent échangées pendant les dix-sept mois du Congrès, étaient antérieures à l'arrivée de Jean Debry et de Roberjot. Les sommaires en ont été transcrits en tête de la correspondance, afin que le lecteur ait sous les yeux le tableau résumé et néanmoins complet des négociations.

PARTIE I

DISCOURS PRÉLIMINAIRE ET HISTORIQUE

(Rédigé par Jean DEBRY et daté du 20 thermidor an VIII — 8 août 1800)

Objet de ce travail : le détail des négociations de Rastatt. — Situation pénible des plénipotentiaires français. — Politique louche du Directoire, absence de plan. — Metternich et la Députation de l'Empire. — Attitude équivoque de la Prusse. — Ses plénipotentiaires : Görtz, Jacobi, Dohm. — Le cérémonial autrichien. — La limite du Rhin. — Les indemnités aux princes dépossédés. — Bonaparte à Rastatt ; motifs de son départ précipité. — Insulte à Bernadotte, ambassadeur à Vienne. — Exigences outrées du Directoire.

Les élections de l'an VI. — Nomination de Jean Debry. — Conférences de Selz. Elles avaient pour but secret de faire trancher les questions déjà soumises au Congrès. — Pusillanimité de la Députation de l'Empire. — Relations de Jean Debry avec les ministres étrangers. — Ultimatum du 16 frimaire. — Abus des réquisitions. — Albini ; sa conduite lors de l'attentat du 9 floréal. — Le château de Bade. — Le margrave. — L'approche des Russes. — Départ successif des membres du Congrès. — Les ministres français reçoivent l'ordre de rester. — Assassinat de Bonnier et de Roberjot. — Jean Debry se défend contre des accusations de complicité.

Quoique la plupart des pièces officielles de la négociation de Rastatt aient paru dans les journaux du temps, j'ai cru utile à mes contemporains et important pour l'histoire de les rassembler toutes et de les joindre à la suite de cet écrit. Mais comme il serait extrêmement difficile, si je les présentais isolées, d'en saisir la liaison et surtout de se faire une opinion juste des causes qui ont influé à diverses époques sur la négociation, il m'a paru nécessaire non seulement d'ajouter toutes les parties de

ma correspondance qui ont trait à cet objet, mais encore de faire précéder le tout d'une notice historique qui fasse connaître au lecteur, si je puis m'exprimer ainsi, la vie privée de ce corps politique. Tel est le but de ce discours.

Sans doute, il s'écoulera encore plusieurs années avant qu'un semblable ouvrage puisse être rendu public sans danger ; il ne servirait, en ce moment, que de prétexte à des troubles et d'aliment à la malignité. Cette seule considération m'eût empêché de l'écrire ; j'aurais gardé dans mon souvenir, dût la connaissance en périr avec moi, ces faits qui y sont si fortement empreints, qu'après deux ans, je les détaille de mémoire et sans aucune note. Mais j'ai pensé qu'enfin l'asile du citoyen était devenu sacré, qu'un gouvernement qui réclamait des égards sait aussi en donner, puisque le respect qu'il avait droit d'attendre des gouvernés trouvait sa mesure dans le respect qu'il portait à ses droits. J'ai donc écrit comme si, dans l'intimité de ma famille ou m'entretenant avec moi-même, je repassais le journal de cette époque, que les annales de la révolution n'oublieront point et qui marquera dans mon existence politique. Je confie en dépôt ces matériaux à mes enfants.

PREMIÈRE PARTIE

Je vais dire ce que je sais de cette assemblée, qui pouvait se couvrir de gloire en consolidant la paix, et qui, par sa faiblesse, son défaut de calcul et son dévouement à l'ambitieuse Autriche, n'a servi qu'à rendre le renouvellement de la guerre plus terrible. Si, jugeant la position où la Révolution française avait placé l'Europe, le Congrès eût voulu agir, il eût plus et mieux opéré qu'à Münster ; il eût rallié ceux dont la nullité le rendit le jouet, et n'eût pas laissé à d'autres l'honneur de rendre

une nouvelle vie au corps germanique. Mais pour que le gouvernement français s'attachât à un pareil plan, il eût fallu s'assurer, avant l'ouverture, qu'il eût été suivi; dans le cas contraire, il n'y avait, pour nous, qu'une marche à tenir; je l'indiquerai plus bas; je parlais ici de ce que l'Allemagne aurait dû faire.

Je n'ignore pas que ceux qui avaient le secret des perfidies prendront en pitié mon ignorance; je ne leur envie point leur coupable supériorité. Je suis encore persuadé qu'il est une morale pour les peuples, comme il en est une pour les individus, et il m'est démontré qu'elle est souvent dans les affaires politiques un plus sûr moyen de succès que ne l'est l'astuce ou la fausseté. Lorsqu'on n'a pas devers soi, pour entraîner les suffrages, l'éclat et la force qui suivent toujours un conquérant, on ne peut compenser cet avantage dans une négociation qu'en établissant une haute opinion de sa probité et de ses vertus. Trop éloigné de toutes vues personnelles pour ne pas dédaigner les futiles jouissances de la vanité, j'oserai dire que c'est peut-être à cette idée que j'avais laissée à Rastatt d'un caractère franc, austère et loyal, que j'ai dû, le lendemain de la catastrophe horrible qui termina le Congrès, les plus touchants témoignages d'intérêt, et surtout cet acte solennel et courageux du corps diplomatique assemblé à Karlsruhe : acte qui sera l'éternel déshonneur des assassins et des infâmes calomniateurs, plus méprisables qu'eux.

Je ne m'attacherai pas à suivre minutieusement l'histoire du Congrès; les pièces officielles et particulières, rangées par ordre de dates, à la suite de cette notice ¹, rempliront à cet égard les désirs du lecteur. Mon objet

1. Celles de ces pièces qui sont encore inédites figureront, suivant l'ordre chronologique, dans le t. III de cette publication.

est plutôt de m'occuper des détails intérieurs, de la filiation des événements, de leurs causes, et des personnages qui y ont donné lieu.

La situation des plénipotentiaires français à Rastatt a toujours été extrêmement pénible. Revêtus en apparence de pleins pouvoirs, ils n'en avaient aucun et, à la moindre difficulté, il fallait qu'ils demandassent une direction au ministre, qui souvent ou éludait ces demandes ou ne répondait absolument rien. La faiblesse du Directoire le rendait jaloux, et sa faiblesse, jointe à sa jalousie, l'empêchait de concevoir ou d'admettre aucun plan suivi. On s'en convaincra par l'examen de quelques instructions qu'il nous donna. Au dehors comme au dedans, il vivait au jour le jour, et il est facile de voir que sa maxime d'État était de tenir constamment la nation dans l'inquiétude, pour qu'à défaut d'estime, elle lui restât attachée par le besoin de sa conservation. C'est ce principe d'égoïsme public qui a fait la règle du Directoire jusqu'à sa chute; c'est sur lui qu'a été fondé le système d'opposer un parti à un autre; c'est lui qui rassembla tous les éléments nécessaires pour rendre une loi du 22 floréal inévitable¹; c'est lui qui renouvela la guerre, parce qu'il recula la paix quand on pouvait la faire; et si, en thermidor an VII, appelant le Directoire au tribunal de l'opinion, au lieu de lui faire des querelles de parti, on eût cité l'effet pour démontrer la cause, je n'eusse pas pu me taire: ses amis mêmes l'eussent couvert du plus grand reproche que puisse essayer un gouvernement: *il avait mal gouverné*.

Il est loin, assurément, de ma pensée de regretter que

1. Loi du 22 floréal an VI (14 mai 1798), annulant les opérations électorales de quatre départements et l'élection de quarante-sept députés, hauts-jurés ou magistrats réputés hostiles au Directoire,

le parti qui voulait le renverser n'ait pas triomphé ; il suffisait qu'il ne fût qu'un parti et qu'il ne présageât aucune garantie aux citoyens épuisés, pour me faire garder le silence. L'exemple de tant de journées, appelées au nom du salut de l'État, et qui ne servirent qu'à faire prévaloir des passions privées, devait me tenir en défiance ; et quoique de fortes présomptions fussent contre ceux qui conduisaient en France la partie diplomatique, leur intérêt personnel, celui de leur sûreté, celui de leur gloire, était si grand à conclure la paix, que je pouvais bien dire : ils ont négligé, mais non pas : ils ont sciemment refusé de la faire. Le lecteur jugera si je me suis trompé, et si, lorsque l'Autriche a cru pouvoir se venger des campagnes de l'an IV et de l'an V et rompre le traité de Campo-Formio, le Directoire, par un affreux calcul, a pensé de son côté que la guerre était indispensable et n'a tout au plus cherché qu'à conserver par devers lui les apparences.

La chancellerie de Vienne et le cabinet autrichien sont deux établissements absolument différents ; dans le premier, l'Empereur est de droit divin le successeur des Césars ; il a la toute-puissance ou tout au moins celle de Charlemagne ; dans le second, c'est un prince souverain, dont les prétentions, comme celles de tant d'autres, se resserrent avec les revers et s'étendent avec les succès. Ces deux rapports se servent ou s'opposent quelquefois dans les négociations de la cour impériale ; quelquefois l'Empereur contrarie le roi de Hongrie, ou bien l'archiduc d'Autriche tient la balance égale. Au commencement du Congrès, le comte Metternich, qui, j'ose l'affirmer, n'avait pas même reçu de sa cour l'entière communication du traité de Campo-Formio, Metternich, qui se croyait l'empereur du Congrès, réclamait le cercle de

Bourgogne ¹, comme si les Allemands étaient campés dans la Lorraine; Lehrbach, représentant de l'Empire à la Députation, intimidait le parti attaché à la République, tandis que le comte de Cobenzl, sans autre qualité que celle de ministre du roi de Bohême et de Hongrie près ce congrès, conduisait réellement toute la négociation.

La Députation d'Empire était composée de dix membres. Elle était à la diète de Ratisbonne, dont elle tenait ses pouvoirs, ce que celle-ci est au corps germanique. On concevra difficilement comment le Directoire français, qui connaissait toute la nullité de cette députation, son défaut de moyens et de volonté, son entière subordination aux cours de Vienne et de Berlin, a pu vouloir qu'à certaines époques la négociation se suivit avec elle seule, malgré l'influence de l'Autriche et de la Prusse. Pour qu'un pareil plan présentât quelques probabilités de succès, il fallait avoir, dans la Souabe, une armée victorieuse qui intimidât l'Allemagne méridionale et pût appuyer les efforts des petits États, à qui l'on aurait suggéré de se liguer comme à Smalkalden ². Mais, ce qui valait mieux que ces opérations empiriques, il fallait s'unir franchement à la Prusse, convenir d'avantages réciproques et profiter de son influence sur le parti protestant pour terminer la guerre malgré l'Autriche, ou enfin exécuter loyalement et sans tergiversations le traité de Campo-Formio. Le comble de l'absurdité était de prétendre inter-

1. Ce cercle dit de Bourgogne, quoique le duché de Bourgogne n'en eût jamais fait partie, comprenait, sous Charles-Quint, la Franche-Comté, l'Artois, le Luxembourg et les Pays-Bas. Il avait été notablement réduit par l'Union d'Utrecht (1579), qui lui enleva les sept Provinces-Unies, et par les traités de Nimègue et des Pyrénées, qui donnèrent l'Artois (1658) et la Franche-Comté (1679) à la France.

2. Ligue conclue, le 31 décembre 1530, entre les États protestants de l'Allemagne, pour s'opposer aux empiètements de Charles-Quint. Elle aboutit, en 1555, à la paix d'Augsbourg.

prêter à son gré deux traités contradictoires entre eux, en se servant, pour atteindre ce but, de l'intervention d'un corps qui n'avait de véritable existence que par la volonté de l'une et de l'autre des deux puissances que ces deux traités concernaient.

La conduite du cabinet de Berlin, depuis le traité de la Haye et la convention de Bâle ¹, a eu pour principe de réparer dans son intérieur les maux que lui avait causés son impolitique alliance avec l'Autriche. Il s'aperçut que cette puissance, tout en cherchant à l'irriter par la crainte de la propagande révolutionnaire, ne travaillait réellement qu'à son propre agrandissement, recevait en son seul nom nos places frontières et cachait le dessein bien formel de ne lui donner que la moindre part possible dans les partages qu'elle méditait. Dès lors, ce cabinet s'occupa de faire sa paix séparée, de se constituer le défenseur de la partie septentrionale de l'Allemagne, en ménageant ses bons offices pour tous les États qu'il retirerait de la coalition, et de profiter ainsi de tous les bénéfices de la neutralité dont il traçait les conditions à la ligue.

Lorsque le traité de Campo-Formio eut changé cet état de choses, la Prusse, qui, par la convention du 28 thermidor an III, nous avait promis ses bons offices pour nous obtenir la ligne du Rhin, mais qui, en même temps, avait stipulé qu'il lui serait assuré une indemnité équivalente tant aux cessions qu'elle nous faisait qu'à ce qui serait accordé à

1. Le traité de la Haye, conclu le 27 floréal an III (16 mai 1795), entre la France et les Provinces-Unies, stipulait une alliance offensive et défensive et rattachait à la France toute la Flandre hollandaise. Celui de Bâle, entre la France et la Prusse, signé le 16 germinal de la même année (5 avril), avait pour clauses principales l'évacuation par les troupes françaises des territoires prussiens de la rive droite du Rhin et la continuation de l'occupation des territoires de la rive gauche jusqu'à la pacification générale.

l'Autriche¹, la Prusse parut à Rastatt avec des prétentions fondées sur un traité et tout à la fois avec les plus vives inquiétudes sur nos engagements avec l'Autriche. Cette considération explique toute sa conduite, très amicale, très franche, quand il fallut nous faire céder la ligne du Rhin; réservée, embarrassée, équivoque, froide, lorsque, passant aux autres parties de sa négociation, elle vit qu'on ne s'expliquait pas avec elle.

Alors, elle soupçonna que les articles secrets du traité de Campo-Formio étaient conçus à son détriment. Il ne lui fut pas difficile de s'en procurer la connaissance, et elle vit que le démembrement de la Bavière y était convenu avec l'Autriche, qu'ainsi l'édifice de la politique du grand Frédéric y était sapé par les fondements, et la paix de Teschen² détruite. Elle y vit de plus que cette puissance impérieuse et jalouse, profitant des circonstances qui rendaient la paix nécessaire à la République, avait fait insérer dans le traité la clause, aussi injurieuse qu'injuste, qu'il ne serait accordé à la Prusse que la moindre indemnité possible.

C'est sur ces données que se dirigèrent les ministres du roi de Prusse au Congrès. Ils étaient trois : M. le comte de Görtz, M. le baron de Jacobi et M. de Dohm, tous trois attachés à l'illustration de la Maison de Brandebourg, aux souvenirs du grand Frédéric et à cette haine nationale

1. Ce n'est pas exact. Il n'y avait pas eu de convention passée le 28 thermidor an III. Debry a voulu faire allusion au traité du 18 thermidor an IV (5 août 1796). Outre le tracé d'une nouvelle ligne de démarcation pour assurer la neutralité du nord de l'Allemagne, ce traité stipulait qu'en cas de cession de la rive gauche du Rhin à la France, la Prusse pourrait recevoir, à titre d'indemnité, une partie de l'évêché de Münster et le pays de Recklinghausen; mais cette puissance ne promettait pas ses bons offices pour obtenir la ligne du Rhin.

2. Ce traité, conclu le 13 mai 1779 entre l'Autriche et la Prusse, mettait fin à la guerre de la succession de Bavière et reconnaissait les droits de la branche palatine.

qui, longtemps encore, rendra monstrueux tout pacte, toute coalition entre Vienne et Berlin. M. de Jacobi était le seul qui, peut-être à tort, passait à Rastatt pour partager son affection politique entre les intérêts des cabinets de Potsdam et de Saint-James. Il n'en est pas de même de M. de Görtz; ce ministre est Prussien dans toute la force du terme et ne veut pas être autre chose. Fier, opiniâtre, attaché aux prérogatives du rang et de la naissance, mais sensible, humain, généreux et parlant des vertus domestiques, comme le ferait un particulier éloigné toute sa vie des intrigues de la cour.

M. de Dohm est un des meilleurs publicistes de l'Allemagne. Le grand Frédéric, qui savait juger les hommes, se servit plus d'une fois de lui pour réfuter les prétentions de la cour de Vienne et pour appuyer les siennes. Quoique ces sortes de manifestes soient toujours subordonnés aux chances des batailles, l'emploi qu'on en fait honore également le prince et l'écrivain, quand c'est un hommage que la force fait à la raison, et non le complément de la violence qui veut usurper jusqu'aux apparences de la justice : différence que l'on sait faire en Allemagne mieux qu'ailleurs.

Les vues de M. de Dohm étaient patriotiques et cependant n'étaient pas bornées à la Prusse seule; il savait les généraliser, n'était étranger à aucune des idées de sage liberté, d'égalité raisonnable, et de ces améliorations que de sages combinaisons politiques, jointes au développement graduel de la raison humaine, peuvent amener chez tous les peuples. Il regardait la France et la Prusse comme deux alliées naturelles, et je suis sûr qu'intérieurement il gémissait du rôle insignifiant et oblique que la légation de Prusse était obligée de jouer au Congrès. Je désire beaucoup que, lors de la reprise des négociations, M. de

Dohm y soit envoyé. Si, comme je l'espère, on y travaille, non sur de misérables arguties, mais sur des bases propres à asseoir d'une manière solide le nouveau système politique de l'Europe, j'ose prédire qu'il y figurera d'une manière distinguée, et qu'autant que le caractère personnel d'un ministre peut influer sur ses instructions, la République n'aura point à craindre de la déloyauté avec lui.

Quant à sa vie privée, j'ai peu connu d'hommes plus simples, plus modestes et plus amis des jouissances de la famille. On trouve chez lui l'exemple de ces mœurs sages et douces qui ne sont point encore rares en Allemagne, mais qui le deviennent en France à un point effrayant. Si le système républicain eût été bien entendu, il eût dû nous les rendre. Leur disparition totale a toujours été l'un des symptômes de la ruine prochaine des gouvernements. J'aurais beaucoup à dire sur M. de Dohm; j'étais son ami, j'ose me flatter de l'être encore. C'est lui qui a rédigé le procès-verbal signé à Karlsruhe par les membres du corps diplomatique, après l'attentat du 9 floréal, pièce irrécusable et vraiment mémorable, écrite par des témoins oculaires aussi respectables qu'impartiaux, et qui fera la honte des infâmes calomniateurs, comme l'éternel désespoir des assassins qui les mettaient en œuvre. M. de Dohm m'a montré depuis que, dans cet exposé, il avait fait taire sa sensibilité, pour que son impartialité ne fût pas même soupçonnée. J'impose aussi silence à mon amitié, et je sens que ce n'est pas dans une notice historique que je dois acquitter ma reconnaissance. Je la dois à tous, mais spécialement à lui. Je n'oublierai point le jeune comte de Bernstorff, conseiller de la chancellerie de la légation, ni M. de Jordan, secrétaire d'ambassade, à qui la légation française a dû les premières démarches tendant à venger sa dignité compromise.

Quoique le sentiment des convenances et surtout la fréquentation des Français depuis la Révolution aient considérablement diminué l'importance du *Punctilio*, il en subsiste encore assez en Allemagne pour que l'on puisse apprécier le ridicule de ces recettes inventées par l'étiquette pour cacher la petitesse de certains hommes qui n'ont de grand que leurs échasses. Je renvoie ceux qui en pourraient douter à la note latine dans laquelle Metternich proposa de régler le cérémonial ; mais ce qui n'y est pas et qui méritait pourtant bien d'y trouver place, c'est l'offre gracieuse qu'il fit aux ministres français de les recevoir assis sous un dais comme un saint ciboire, et à charge de revanche de leur part, s'ils le trouvaient convenable ; comme aussi les stipulations relatives au nombre de pas que l'on devait faire pour se prévenir ou se reconduire, etc., etc. Les ministres de la République négligèrent toutes ces belles choses et répondirent que chacun réglerait son intérieur comme il l'entendrait, sauf à n'y plus retourner quand on serait mécontent. Le dais subsista néanmoins à la légation impériale ; mais le comte Metternich eut la modestie de ne point s'y exposer. Il se contenta d'y mettre en sa place le portrait en pied de son empereur avec un fauteuil renversé, pour que nul ne pût lui tourner le derrière. Et puis, moquons-nous, hommes d'Europe, du cérémonial usité au Pégu ou à la cour du roi de Siam ! Metternich, après la dissolution du Congrès, a, dit-on, été amplement récompensé par la cour impériale.

La première demande faite à la Députation par la légation française fut de convenir que le Rhin servirait de limite entre la France et l'Allemagne, et que tous les pays en deçà appartiendraient à la République. Cette clause du traité futur était véritablement et la principale

et celle qui nous intéressait le plus ; elle fut longtemps contestée, non pas que la Députation eût le pouvoir de s'y refuser, non pas que les jactances du commissaire impérial fussent l'expression de la volonté du cabinet de Vienne, mais parce que, d'un côté, la Prusse voulait être assurée, conformément au traité de Bâle, d'une indemnité proportionnée aux cessions qu'elle nous faisait, et que, de l'autre, aux termes de l'article 9 du traité secret de Campo-Formio, l'Autriche se refusait à toute clause d'agrandissement de la Prusse, à moins d'obtenir de son côté un équivalent à son choix.

Dans les premiers moments de la négociation, lorsque le souvenir encore récent des immortelles campagnes de l'an IV et de l'an V frappait l'Europe de respect et de crainte, les plénipotentiaires français, tranchant d'autorité toute difficulté, pouvaient n'être arrêtés par aucun obstacle ; mais à mesure que cette première impression disparut, les divers intérêts reparurent et se rallièrent ; les oscillations de notre intérieur leur donnèrent de l'énergie et bientôt, serré entre deux traités formels et opposés, dont on réclamait également l'exécution, le Directoire n'eut plus à prescrire à ses ministres qu'une marche tortueuse, aussi peu convenante à la loyauté d'une nation victorieuse que contrastant avec le caractère de hauteur qu'il avait déployé d'abord.

Quoi qu'il en soit, je sais qu'à cette première époque l'Autriche parut être de bonne foi, et que même sur la question de l'équivalent, le comte de Cobenzl, le seul qui eût le secret de sa cour à Rastatt, ne se montra pas éloigné de transiger avec notre gouvernement. Si, comme la Prusse, il ne détermina pas la cession de la limite du Rhin, c'était pour ménager au chef de l'Allemagne le moyen de faire valoir un jour, à l'égard de ses co-états, sa paternelle solli-

citude pour le maintien de l'intégrité de l'Empire. Il est vrai que, par le traité secret de Campo-Formio, il traitait cette Allemagne à peu près comme un de ses fiefs héréditaires, qu'il remettait Mayence, qu'il démembraait la Bavière, etc. Mais telle a toujours été la conduite contradictoire des grands politiques de certains cabinets ; ils veulent avoir tous les profits de la mauvaise foi et tous les honneurs de la probité. Ceci est exact aussi bien dans leur vie privée que dans leur vie publique. Est-ce au peuple à les juger, lui qui ne doit qu'obéir et croire aveuglément ? La Députation d'Empire, en cédant la limite du Rhin, fidèle aux usages diplomatiques, mit à cette cession dix-sept conditions, qu'elle appela *præsuppositiones*, la plupart incompatibles avec notre système politique. Par là, on se réservait d'annuler la chose convenue, si les événements amenaient quelque chance favorable. Le ministre impérial, comme on peut le croire, eut la même attention, et en transmettant à la négociation française le *conclusum* de la Députation, il se garda bien d'y joindre la formule ordinaire d'acceptation : « Le soussigné, uni à la Députation d'Empire, etc. » Quand je marquai de l'étonnement sur l'obliquité de cette marche et sur les longueurs interminables qu'elle devait amener, l'on me répondit : « Ce sont leurs usages, cela ne doit pas nous empêcher d'aller en avant. » Oui, sans doute, en ayant soin d'être toujours les plus forts.

Après les compliments usités faits à la Députation sur son accession à la première base du traité futur, l'on passa à la seconde, je veux dire l'indemnité à fournir aux États dépossédés sur la rive gauche du Rhin par voie de sécularisation sur la rive droite. Cette clause fut beaucoup moins contestée que la première. Chaque État, chaque prince, chaque comte, avaient besoin d'indemnités : tous

assiégeaient les députés et, malgré les pieuses démonstrations des grands États catholiques, il était à peu près décidé *in petto* que le clergé porterait tout ce fardeau. L'on admit donc la base proposée et, si par la suite on se montra lent et répugnant dans l'exécution, ce fut lorsque des troubles suscités dans la France et combinés avec de mauvais plans à l'extérieur donnèrent de nouveau l'espérance aux fauteurs du régime héréditaire d'anéantir le système représentatif. Alors fut ménagé ce clergé que, sans la détresse, on eût sacrifié, parce que l'on sentit qu'en cas de réussite, c'était à la superstition à sceller les succès du despotisme, et qu'un trône est toujours chancelant, s'il n'est appuyé sur l'autel. On a mille fois observé, depuis le commencement de la Révolution, que le ministère qui protège le plus fortement le papisme et ses dogmes d'obéissance passive est le ministère anglais. Cette bizarrerie s'explique ; il ne craint plus le retour des Stuarts, et l'intérêt du trône est d'un bien autre poids à ses yeux que le maintien d'un préjugé qui lui est devenu presque inutile.

La limite du Rhin fut accordée le...¹ et la base des indemnités par voie de sécularisation arrêtée le...². Je conviens que la lenteur des opérations a dû paraître insupportable à beaucoup de gens qui ne se donnent même pas la peine de réfléchir que les Allemands sont obligés de marcher avec leur Constitution et qu'à la moindre difficulté, il faut envoyer des courriers à ses commettants et en attendre la réponse. Il est bon de dire aussi à ceux qui croient que tout se traitait là à nos usages révolutionnaires, qu'il n'y a point de président de congrès, que les ministres français ne vont point dans la salle de Députation faire va-

1. 19 ventôse an VI-9 mars 1798.

2. 16 germinal an VI-5 avril 1798.

loir leurs prétentions, prendre la parole et pérorer comme dans une assemblée nationale française. Tout se traite par notes, et leur objet s'aplanit d'avance dans des conférences particulières avec ceux dont le suffrage peut en entraîner d'autres.

Mettant à part l'importance de la négociation, Rastatt n'offrait presque aucun objet de délassement et de distraction. De grands repas, une sorte d'intimité d'étiquette, qui fut subitement rompue lors de l'affaire de l'ambassadeur Bernadotte, un mauvais spectacle, un casino où les domestiques venaient perdre leurs gages à la banque tenue par leurs maîtres, tel était le cercle d'amusements du Congrès. Bonaparte y parut un moment ¹. Il est à regretter, sous beaucoup de rapports, qu'il n'y ait pas fait un plus long séjour ; la réserve ou, pour mieux dire, la fierté de ses manières eût d'abord mieux servi la République dans l'opinion des Allemands que ne l'a fait, après son départ, le ton brusque et la familiarité de mauvais goût dont on y donna l'exemple ². En général, cette façon d'agir, souvent déplacée, l'est toujours dans une réunion diplomatique, parce qu'il est difficile que les changements qui surviennent dans les relations d'intérêt n'y donnent pas leur couleur aux relations de société, et que, dans cette situation, il n'y a que l'extrême bienséance et une politesse toujours soutenue qui empêchent de remarquer les variations et les nuances.

Mais ce qui rendait l'assistance de Bonaparte au Congrès infiniment utile, c'était son nom, c'était le poids de sa réputation, c'était ce caractère ami des résultats, allant droit au but et qui n'eût laissé diverger dans cette grande

1. Arrivé le 25 novembre 1797, Bonaparte était parti dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre.

2. Allusion aux manières de Treilhard et de Bonnier.

affaire ni le Directoire français ni l'Empire. La paix eût été signée promptement et, si l'Autriche eût voulu la violer, quiconque sait ce qu'est en Allemagne l'opinion publique, affirmera qu'elle ne l'eût pas fait impunément. Pour mon compte, je dois beaucoup gémir de ne l'avoir pas eu pour collègue. Seul, il eût donné, dans tous les cas, une autre fin au Congrès, et je ne gémirais pas maintenant de voir substituer à des témoignages d'intérêt trop mérités, mais que certes je n'avais pas mendiés, les plus atroces et les plus absurdes imputations. Il m'y aurait connu dans l'intimité, et alors je l'aurais aujourd'hui pour défenseur et pour appui. Même, sans les blessures dont j'étais couvert, ma vie privée lui aurait suffi pour prononcer hautement que je suis du nombre de ceux qu'aucun intérêt ne peut pousser au crime, à plus forte raison quand tous étaient réunis pour l'en détourner. Je demande pardon de cette digression ; mais, enveloppé dans les inextricables filets d'une calomnie aussi ardente, aussi constante, placé sous la main meurtrière et invisible d'hommes qui ont juré de m'achever lentement et de ne me laisser que l'opprobre en perspective, il m'est permis peut-être d'oublier un instant que le dernier degré d'humiliation est de leur répondre.

Trois causes ont éloigné le général Bonaparte du Congrès : 1^o Il ne s'est probablement pas contenté des instructions vagues du Directoire, et il a pressenti, ce que moi je n'étais pas en état de faire, que les événements militaires que préparait le gouvernement français seraient la base de ses demandes, qu'ainsi le terme de la négociation était précaire et éventuel ; 2^o Bonaparte n'agit jamais sans plan, cela est vrai, mais ce plan, c'est lui qui le fait, qui le modifie ; ses associés doivent au plus être ses conseils ; or la légation française n'avait pas été constituée dans cette

forme ; 3^o enfin Bonaparte eût préféré mille fois, j'ose l'assurer, l'état du plus obscur citoyen à l'obligation d'être le subordonné de l'homme qui, dans ce Directoire, commandait en despote à la partie diplomatique. Il est à l'écart maintenant ; je ne dirai rien qui concerne particulièrement sa manière d'administrer ; mais je dois observer qu'à mon retour de Rastatt, lorsque mes collègues, les siens, lorsque beaucoup d'autres citoyens, qui ne m'étaient pas connus, s'empressaient de me témoigner tout ce que leur inspirait l'attentat du 9 floréal, Reubell est le seul que je n'ai point vu et dont je n'ai point entendu parler.

Il est infiniment probable qu'après avoir traité avec la République à Campo-Formio, l'Empereur ¹ se sera justifié ou excusé envers l'Angleterre, son alliée, en alléguant ses défaites, sa position critique et son épuisement en hommes et en munitions, mais qu'en même temps il ne lui aura laissé aucune raison de douter de son aversion décidée pour le gouvernement français et de ses dispositions à saisir le premier moment favorable pour reprendre les hostilités. Si ces vues n'étaient pas personnelles à l'Empereur, il est connu qu'elles étaient celles de l'Impératrice ² et du ministre Thugut ³. D'après cela, le ministère

1. FRANÇOIS II, né le 12 février 1768. Il avait succédé à son père Léopold II le 1^{er} mars 1792, comme archiduc d'Autriche, empereur d'Allemagne, roi de Bohême et de Hongrie. Il prit le titre d'empereur d'Autriche le 11 août 1804 et déposa la couronne impériale d'Allemagne le 6 août 1806. Il mourut le 2 mars 1835.

2. MARIE-THÉRÈSE-Caroline-Josèphe, née le 6 juin 1772, fille de Ferdinand I^{er}, roi de Naples, et de Marie-Caroline, née archiduchesse d'Autriche ; petite-fille par conséquent de l'impératrice Marie-Thérèse. Elle avait épousé, le 19 septembre 1790, l'archiduc François, plus tard empereur François II, veuf d'une princesse de Wurtemberg. Elle mourut le 13 avril 1800.

3. THUGUT (François-Marie, baron de), né le 8 mars 1739, nommé en 1771 internonce à Constantinople ; en 1780, ministre à Varsovie, où il resta deux ans ; en 1789, commissaire en Valachie ; en 1793, directeur général des affaires étrangères. Appelé en 1794 à la tête de ce ministère, il devint en

anglais a dû voir ce traité sans grand mécontentement, parce qu'il a prévu qu'en mettant aux prises l'orgueil autrichien et l'amour-propre français, il le ferait rompre quand il voudrait. Assuré d'ailleurs par l'effet d'une corruption qui, malheureusement, ne rencontre guère d'obstacles, d'une foule d'agents et de traîtres disséminés sur tous les points de l'Europe, il n'a pas sûrement négligé, lorsqu'une fausse démarche lui a paru être utile, de la conseiller à ses ennemis pour en profiter. On peut juger jusqu'à quel point cette corruption était portée, lorsqu'on saura qu'il nous est arrivé quelquefois d'apprendre de la bouche des ministres étrangers le texte d'une instruction, vingt-quatre heures avant que la poste nous l'eût apportée. C'est ainsi que M. de Jacobi m'apprit que nous étions autorisés à consentir la remise des forts de Kehl et de Kassel, et nous ne reçûmes le paquet officiel que le lendemain. Je m'en suis plaint tant au ministre qu'au Directoire, sans pour cela que les choses aient changé.

Quoi qu'il en soit, dès que le Directoire eut cédé à la petite vanité d'avoir un ambassadeur près de l'Empereur, l'Angleterre, qui, pour alimenter la guerre, faisait insulter à Rome, à Naples et partout où elle le pouvait, les envoyés français, prévint qu'il lui serait encore plus facile de suivre ce plan à Vienne, où l'intérêt du gouvernement, la crainte des mouvements populaires et les ressentiments de famille nourrissaient avec soin parmi le peuple une haine implacable contre tout ce qui était relatif

1796 premier ministre et sut faire partager à la cour l'hostilité qu'il nourrissait contre la France. On trouvera ci-dessous (dépêche du 7 pluviôse an VII) le portrait que Roberjot a tracé de cet homme d'État renfermé, silencieux, insociable et livré tout entier aux affaires. Après la paix de Lunéville (1801), il se retira à Presbourg, qu'il quitta de 1806 à 1808, pour diriger une partie des affaires étrangères. Revenu plus tard à Vienne, il y mourut le 28 mai 1828.

à la Révolution. Soit que l'idée d'arborer à la porte de son hôtel le drapeau tricolore soit venue naturellement à Bernadotte, militaire loyal, vif et sincèrement attaché à la gloire nationale, soit qu'elle eût été adroitement suggérée par le cabinet britannique, au moyen d'un de ces mille ressorts qu'il fait mouvoir toujours, est-il constant que le tumulte et les insultes qui suivirent cet acte très simple en soi furent l'ouvrage des ministres de Londres et de Pétersbourg, et que Thugut donna scandaleusement les mains à cette violation du droit des gens, dans l'espérance qu'elle servirait à ranimer la guerre. Mais cette influence sur le sort des peuples était réservée à un forfait d'une autre catégorie et, quoique les hostilités fussent reprises avec l'attentat du 9 floréal an VII, il est évident qu'il est parti de la même main qui ordonna la violation du 25 germinal an VI. Celle-ci devait rompre le traité de Campo-Formio ; celui-là devait ôter toute possibilité de la recommencer. Heureusement les calculs de la perversité anglaise se trouveront faux, et le premier magistrat de la République sentira que la paix, ce premier intérêt d'une nation qui se bat depuis dix ans, doit l'emporter sur la juste vengeance d'un affront impossible à réparer.

L'arrivée de Bernadotte à Rastatt y fut le signal du départ du comte de Cobenzl ¹. Il y avait constamment

1. Ce ne fut qu'une coïncidence. Bernadotte et Cobenzl partirent le 15 avril (26 germinal), l'un de Vienne pour Rastatt, où il arriva le 23 avril, l'autre de Rastatt pour Vienne, où il fut le 19. Ils se croisèrent en route, mais feignirent de ne pas se reconnaître. Voici comment Bernadotte raconte l'incident : « A Markel, premier poste bavarois, l'ambassadeur (Bernadotte) rencontra M. le comte de Cobenzl, dont le départ inopiné de Rastatt pouvait surprendre. Le courrier dépêché le 25 germinal à midi par le cabinet de Vienne l'avait rencontré en chemin ; il venait d'interroger un des domestiques français, qui courait en avant ; il était donc instruit. L'ambassadeur fit placer sa voiture à quatre pas de la sienne et vis-à-vis de la porte de l'auberge où M. de Cobenzl était descendu, et il mit la tête à la portière. M. de Cobenzl, après s'être consulté et composé

attendu le général Bonaparte, et je dois dire que les deux ministres français n'avaient cessé de manifester au Directoire combien sa présence y eût servi la République. Mais déjà ses vues se dirigeaient vers une destination de la plus haute importance et, persuadé qu'il était impossible de laisser perdre sur le continent ce que les succès militaires nous avaient gagné, il se préparait à attaquer au cœur la puissance anglaise, en se ménageant, par l'occupation de l'Égypte, la facilité de pénétrer dans ses établissements des Indes orientales. Il n'est pas de mon sujet d'examiner si ce plan était le meilleur que l'on dût suivre, s'il n'était pas plus sûr de protéger la Porte en Europe, de commander avec elle à la Méditerranée, et tout à la fois de menacer l'Autriche à revers. Je me bornerai à dire que ceux-là ont bien mal connu le caractère de ce héros, qui ont fait un crime au Directoire de l'avoir forcé à cette expédition d'Égypte. Ce n'est pas lui qu'on fait agir contre son sentiment ni que l'on pousse à volonté dans telle ou telle route. Il savait trop ce qu'il valait pour consentir à étudier en France la volonté de Reubell, ou à exhaler en plaintes inutiles son indignation contre de petits moyens adaptés à des vues ambitieuses. Sous ce point de vue, l'expédition d'Égypte convenait d'autant mieux à son caractère qu'elle l'éloignait davantage et le rendait maître de diriger à son gré l'entreprise.

L'événement du 25 germinal jeta un refroidissement sensible dans les relations civiles du Congrès; il affaiblit considérablement l'opinion qu'on s'était formée sur la durée du traité de Campo-Formio en Allemagne, et dès

près d'un demi-quart d'heure dans la cour de l'auberge, rabattit son chapeau sur ses yeux, baissa la tête, passa rapidement et monta dans sa voiture sans adresser la moindre parole à l'ambassadeur, qu'il avait connu et choyé à Udine » (Arch. nat., AF III, 59. « Observations recueillies par l'ambassadeur Bernadotte, sur sa route de Vienne à Rastatt. »)

lors chaque puissance songea moins à terminer qu'à se conserver quelques ressources en cas de rupture. Il était bien difficile qu'un pareil esprit de conduite n'ajoutât pas infiniment aux lenteurs de la négociation. Le Directoire crut apparemment l'accélérer en se rendant plus exigeant qu'auparavant. Alors arriva de Paris, presque toute faite, l'étrange note du 14 floréal, dans laquelle on demande à l'Empire la cession de points fortifiés sur la rive droite du Rhin, de ce fleuve que, dès l'ouverture des négociations, on avait présenté comme devant être la barrière naturelle entre les deux États. Certes, ce n'était pas là venger l'affront essuyé par la République à Vienne, et, si l'on dit que la considération de cette injure n'entraînait pour rien dans la composition d'une pareille demande, on sera plus fondé à s'étonner, qu'après avoir soi-même posé un principe, on y ait, trois mois après, renoncé aussi formellement que crûment.

Je ne peux pas laisser ignorer que dans une lettre du général Joubert du...¹, il nous recommande également d'insister pour l'obtention de points sur la rive droite; mais dans la supposition que les raisons qu'il allègue et que l'on jugera sont importantes, il reste toujours à reprocher au gouvernement français qu'il semblait autoriser l'interversion de toutes les conventions, en manquant de cette manière à celle qu'il avait accordée et réglée lui-même. Il lui appartenait de lutter contre la ruse avec la franchise et la probité républicaine, et assurément ce n'était pas choisir le rôle le moins respectable ou le moins utile. Il eût fallu à cette époque remettre à la Députation d'Empire la note que nous lui donnâmes cinq mois après, le 12 vendémiaire, et dans laquelle, récapitulant tous les

1. Reçue à Rastatt le 16 thermidor an VI (3 août 1798).

points de la négociation, cédant sur les uns, insistant sur les autres, nous nous mîmes en situation ou de nous retirer ou de passer à la rédaction des articles. Une semblable note à l'époque du 14 floréal, quand nos troupes victorieuses couvraient encore l'Europe, eût produit la plus vive sensation et amené infailliblement un résultat tellement prompt que le traité définitif eût pu être signé avant l'embarquement de Bonaparte. Cette vengeance, exercée contre Thugut et le ministère anglais, eût mieux valu pour la dignité et l'intérêt de la nation française, que ces ridicules conférences de Selz, qui, après cinq semaines de dîners, de débats, de politesses et de comédie, aboutirent enfin à la demande qu'osa bien former le plénipotentiaire autrichien, « de faire punir exemplairement le ministre français qui avait troublé l'ordre à Vienne !!! »

En vérité, quand je rassemble ainsi par la pensée toutes les divisions de cette affaire que je ne voyais alors que partiellement, et lorsque ses divers points se développent successivement, je regrette de tout mon cœur de n'avoir point été doué, par la nature, de cette sagacité qui n'a besoin que d'une donnée pour prévoir et juger en tout; j'aurais pressenti quelle devait être la fin du Congrès, et je n'eusse point été dupe de ce sentiment qui me faisait tressaillir à l'idée de contribuer à la paix de l'Europe. Si ceux qui liront cet écrit trouvent là plus d'orgueil que de générosité, qu'ils considèrent quel a été, quel est encore, le prix de tous mes efforts et ce que me vaut mon sang répandu pour la paix. J'espère qu'ils regarderont ce sentiment de vanité comme suffisamment expié; je ne crois pas, quant à moi, que j'oublie jamais la leçon.

DEUXIÈME PARTIE

Après le 18 fructidor, plusieurs représentants reconnaissaient la nécessité d'appliquer à la Constitution de l'an III des modifications qui pussent la soustraire à celles que le choc des événements et les manœuvres des partis tenteraient d'y apporter. On s'assembla plusieurs fois à cet effet, soit au pavillon de Flore, soit chez moi. J'avoue que je combattis fortement ce projet : l'idée d'un changement quelconque me paraissait conduire si directement à la royauté, que, sans ma confiance à la loyauté de plusieurs auteurs du projet, je les en aurais formellement accusés. En général, il est peu d'améliorations qui compensent les dangers d'un changement, car les théories les mieux conçues devant être confiées à des hommes, la plus grande partie du succès repose sur la qualité des exécuteurs. Placez dans un Directoire cinq ou trois hommes dont la réputation en impose aux partis, les factions seront réduites au silence, les élections seront bonnes et la Constitution acquerra chaque jour la vénération que le sceau du temps imprime. J'irai plus loin et j'avoue que jusqu'après le 20 juin 1792, je ne désirais aucun changement dans le code que nous avait légué l'Assemblée constituante, non pas assurément qu'à l'essai je le trouvasse parfait, mais parce qu'il m'était démontré qu'avec de la bonne foi il était exécutable, et qu'il nous eût donné en droits civils et politiques une assez forte somme de bonheur pour ôter le désir d'en demander un autre.

On me citera le 18 Brumaire. Certes, le même principe qui m'attachait à la Constitution de l'an III m'attache à celle de l'an VIII. Je ne veux point en changer, parce que nous l'avons, et parce que plusieurs de ses parties

sont combinées de manière à écarter beaucoup de dangers du corps politique ; mais si le Sénat était corrompu, si le choix des premiers fonctionnaires tombait sur des citoyens indignes, ce qu'elle peut avoir de beau en théorie ne serait-il pas éclipsé par le mauvais usage qu'on en aurait fait, et le peuple, qui ne juge les idées que par les résultats, conserverait-il pour elle un respect qu'il ne pourrait accorder à ses agents ?

Ce sont ces motifs qui me firent énoncer mon opinion pour le jugement des élections de l'an VI ¹. Si on eût fait tourner le 18 fructidor au profit de la République, et non à celui de l'autorité directoriale, on n'eût pas été amené à l'inévitable nécessité d'une loi du 22 floréal, et si, usant avec sagesse de l'augmentation de pouvoir qu'il avait prise, le Directoire eût su former une bonne opinion publique, il est évident ou que cette mesure devenait inutile, ou qu'on aurait rendu son exécution moins arbitraire ; mais on avait tellement enflammé la haine d'un parti qu'il fallait contenir ou gagner, que l'on crut éviter le danger en l'éloignant, qu'il fallut opposer la hardiesse à l'audace et faire taire tous les principes devant ce principe du salut de la Constitution. Je ne cherche en disant ceci ni à vanter, ni à excuser cette loi. Je dis ce qui m'a déterminé, sans redouter le blâme et sans désir de l'approbation.

Après avoir parlé dans le sens que je viens d'exposer, je connus que mon existence au Conseil ne pouvait qu'être

1. Au cours d'un débat sur le rapport de Bailleul tendant à l'annulation partielle des élections, « Jean Debry avoue qu'il a longtemps balancé à émettre une opinion en faveur du projet ; il a même pensé que l'on exagérât les craintes d'un nouveau bouleversement et qu'il fallait s'en tenir uniquement aux principes ordinaires ; mais les faits l'ont éclairé et il appuie la mesure proposée par la Commission. » (Séance du 18 floréal an VI-7 mai 1798, *Moniteur* du 21.)

désagréable et difficile, puisque j'aurais été constamment en opposition à des hommes avec lesquels j'avais combattu jusqu'alors et dont le républicanisme ne m'était pas plus douteux que le mien. D'ailleurs, placé depuis la Révolution dans les affaires publiques, loin de m'y être enrichi, j'avais consommé, ce que je consummais chaque jour pour subvenir à l'insuffisance de mon traitement, un patrimoine trop négligé et aux soins duquel j'aurais dû donner une partie de ceux que je sacrifiais en entier aux devoirs de ma place.

Assurément, je ne manque pas d'ennemis, je ne crois pas qu'aucun conteste ce que j'avance ici. J'espérais trouver dans la carrière diplomatique le moyen, sans manquer à la probité, de faire quelques économies et par là d'acquitter quelques dettes, et d'avoir pour moi et les miens de quoi vivre six mois ou un an au sortir des fonctions publiques. Je n'ignore pas combien un semblable motif d'action paraîtra misérable à plusieurs ; mais j'ose penser que ceux qui n'admettent pour ressources que des voies honnêtes en jugeront différemment.

Lorsqu'en l'an III j'avais été membre du comité de Salut public ¹, j'avais été chargé, dans la section des relations extérieures, de la direction des affaires qui concernaient Constantinople et les Échelles du Levant. Je demandai au Directoire la mission de Constantinople. On y trouva quelques difficultés ; moi-même, je fis réflexion que l'acceptation d'une pareille place me nuirait à juste titre dans l'esprit de mes commettants. J'allais retirer ma demande, quand on me proposa de remplacer Treilhard à

1. Il avait été élu membre du comité de Salut public le 25 mars 1793, lors de la création de ce comité. Réélu le 7 avril suivant, il donna aussitôt sa démission, alléguant l'altération de sa santé. Il fut rappelé au comité le 14 messidor an III (2 juillet 1795) et y fit partie de la section diplomatique

Rastatt. L'idée de faire la paix, de la donner à l'Europe, de la conclure, de la signer, ne me permit pas de balancer. Ce n'était point en quelque façon quitter le poste de représentant, c'était représenter au dehors la nation dans son vœu le plus cher, le plus général, dans son intérêt le plus universellement senti. Je partis avec ma famille, excepté mes deux plus petits enfants, que j'envoyai à Mons et que le beau-frère de ma femme nous ramena au mois de vendémiaire suivant. Nous arrivâmes à Rastatt, ma femme, mes deux filles et moi, le 24 prairial an VI. Au risque d'encourir le reproche de me mettre trop souvent en scène, j'ai cru devoir consigner ici les raisons de ma conduite. Quand on a été aussi outrageusement diffamé que je l'ai été, il y a beaucoup plus d'amertume et d'humiliation que de vanité dans le sentiment qui vous dicte de pareilles précautions. Je reprends la suite des négociations.

J'emportais avec moi de Paris le n° 48 de la correspondance ministérielle. Ou s'y relâchait des prétentions annoncées dans la note du 14 floréal, mais non pas assez pour amener la Députation d'Empire, et surtout le cabinet impérial, à un sincère et prompt rapprochement. Mais, en outre, un motif puissant fit qu'on ne donna qu'une attention secondaire à la première note que je remis avec Bonnier le 4 messidor : ce motif était la présence de François de Neufchâteau à Selz. Le comte de Cobenzl y avait sa maison. Les gens éclairés savaient parfaitement que, si l'affaire de Bernadotte n'était pas un simple prétexte pour cette négociation, il était très probable qu'elle y donnerait lieu à des ouvertures plus importantes, et que, tandis qu'on amuserait les États d'Empire par l'échange des notes et contre-notes au Congrès, ce serait véritablement à Selz que les intérêts des parties contendantes se

traiteraient, et j'ose affirmer que le ministre Cobenzl ne s'y était rendu que dans cette vue. La légation prussienne en avait conçu de vives inquiétudes. Mon collègue Bonnier, qui l'avait deviné, en était outré au point qu'il refusa de voir François pendant tout le cours de la mission de Selz. Quoique très peu au fait de ces intrigues, mon amour-propre se révoltait à l'idée d'être le ministre figurant, revêtu d'un caractère sans mission réelle. J'en écrivis à Treilhard; il me répondit en termes formels pour m'en dissuader, et bientôt, les conférences de Selz venant à se rompre, il n'en fut plus question.

Leur but n'est plus maintenant un mystère pour moi ni pour personne. Si on eût pu y aplanir les difficultés relatives à la paix d'Empire, il est évident qu'on l'eût fait et qu'ensuite le docile Congrès eût enregistré toutes les résolutions, même malgré la Prusse. Je ne fais aucune réflexion sur cette double marche du Directoire; une paix honorable est d'un trop haut prix pour qu'on ne prenne pas tous les moyens de l'obtenir, quand l'honneur et l'intérêt national ne les réprouvent pas. Mais j'observe qu'annoncer à Selz l'intention de terminer tous les différends, échouer dans cette combinaison, voir les conférences rompues, les négociateurs se retirer, celui de l'Empereur quitter même Rastatt, et cependant faire continuer dans le Congrès des discussions que la puissance qui influait le plus sur ce Congrès avait refusé de terminer à Selz, c'était lui découvrir le secret de son embarras et de sa faiblesse, et donner dans le piège qu'elle avait tendu au gouvernement français, en l'occupant par des débats qu'elle prolongerait à volonté jusqu'à ce que ses moyens d'attaque et de rupture fussent prêts. Dès que l'on avait parlé en vain, à Selz, de la paix d'Empire, il fallait ou s'allier franchement à la Prusse pour finir à l'aide de son inter-

vention, ou remettre son ultimatum et se préparer à la guerre. Loin de là, on fit les deux fautes les plus graves; on s'amusa avec un corps sans indépendance ni volonté, et si, du moins, la voix publique est vraie à cet égard, l'on désorganisa en Italie ses moyens de défense.

Je sais fort bien que ces réflexions accusent le Directeur d'une intolérable impéritie; mais, outre que l'histoire en ferait peut-être de plus sévères, si je me taisais, son intérêt était tellement de faire la paix que, quand même il eût calculé toutes ses démarches pour recommencer la guerre, dans l'espérance d'accroître encore son pouvoir, l'animadversion méritée par une conduite aussi coupable devait retomber en entier sur les conseillers pervers qui la lui ont dictée. D'ailleurs ma correspondance privée, tant avec quelques directeurs qu'avec le ministre, fera foi que souvent je leur ai présenté des considérations de cette nature sur l'objet et la forme de la négociation dont j'étais chargé¹; j'y revenais sans cesse, et si je me suis abstenu de leur donner un caractère plus prononcé, c'est que je présumais que, tenant tous les fils de la politique, ils devaient mieux connaître que moi ce qu'il importait de faire, et que souvent ils voyaient une perte là où je n'apercevais qu'un avantage. On se convaincra par l'insignifiance de leurs réponses que, si mes idées étaient erronées, ils ne me mettaient pas dans la voie de les rectifier, et qu'il fallait que je fusse bien épris de l'objet de ma mission pour n'être pas rebuté.

Le 18 messidor², nous apprîmes la nouvelle de la prise

1. Il est connu que le ministre des relations extérieures n'avait aucune espèce d'influence sur les déterminations diplomatiques; tout venait de Reubell, dont l'opiniâtreté s'était exclusivement arrogé cette partie. (Note de Jean Debry.)

2. Plus exactement le 14 ou le 15, car le directeur de la correspondance télégraphique à Strasbourg leur avait annoncé la nouvelle par lettre du

de Malte. Ce succès parut déranger beaucoup les plans des cours de Vienne et de Londres, s'il faut en juger par les signes de mécontentement et de jalousie qu'en donnèrent leurs agents. Malgré toute sa dissimulation, je sus que le comte de Cobenzl s'était exprimé à cet égard avec amertume et menaces ; je le mandai à Paris. Peut-être était-ce une occasion de parler d'une manière positive à la cour de Vienne et à la Députation d'Empire ; on la laissa échapper et l'on continua de marchander telle ou telle concession, sur lesquelles il fallut se relâcher quand il n'était plus temps de le faire avec avantage.

Nous donnâmes, le 1^{er} thermidor, une note détaillée et motivée qui produisit une vive sensation au Congrès. C'est la première qui fut signée des trois ministres. Je cite cette circonstance, indifférente en elle-même, parce qu'elle démontre jusqu'à quel point de démence la méchanceté peut se porter. On a imprimé en France que la négociation, conduite par Bonnier et Roberjot, allait nous donner la paix, lorsque mon arrivée à Rastatt fit tout changer, et le fait est que Roberjot ne fut nommé et n'arriva qu'un mois après moi. Mais il est mort jeune, et je vis ; c'est donc moi qu'il faut calomnier ; rien de plus naturel.

Depuis thermidor jusqu'à la fin de fructidor, tout se passa en échange de notes, en conférences oiseuses, relatives soit aux dettes, soit à l'île de Büderich ¹, soit à Ehrenbreitstein ². Un fait particulier, quant à ce dernier objet, fait voir quel cas l'Empereur fait de l'Empire ; je

13. François de Neufchâteau avait reçu la même communication à Selz, le 14, à dix heures du matin.

1. Île du Rhin, en face de Wesel.

2. Fort situé vis-à-vis de Coblenz, sur la rive droite et à 123 mètres au-dessus du Rhin. Les Français en avaient commencé le blocus en mars 1798.

veux parler de la soustraction que se permit le ministre Metternich, quant à la partie du *conclusum* où la démolition de cette forteresse est consentie. Cet acte, en bon français, n'est autre chose qu'un faux matériel. Il parut tout simple aux partisans de la prérogative impériale, et l'on regarda comme factieuse et rebelle l'insistance de la Députation pour la réintégration de son *conclusum*. Nous espérions que les représentants du corps germanique saisiraient cette occasion pour recouvrer leurs droits et leur indépendance ; mais elle ne servit qu'à nous convaincre plus fortement de l'entière nullité des petits États, de leur pusillanime circonspection et de la fausseté des calculs faits au Directoire, lorsque l'on pensait qu'il était possible d'amener la négociation à son but, sans le concours de la Prusse et malgré l'opposition de l'Autriche. Ce n'est pas, au reste, que plusieurs des députés allemands ne sentissent parfaitement tout ce que leur situation avait d'humiliant ; quelques-uns même l'ont manifesté avec courage ; mais il fallait une politique moins vacillante que celle du gouvernement français pour tirer de ces dispositions un résultat de quelque poids. Là où la franchise et la fermeté en eussent imposé à nos ennemis, on descendait à leur rôle par l'emploi de chicanes misérables et de procédés obliques et tortueux. D'un autre côté, tandis que le sentiment de sa propre dignité aurait dû nous tenir en réserve, on affectait de montrer une déférence verbale et une générosité de paroles, que jamais l'orgueil autrichien n'a manqué de prendre pour de la faiblesse.

Il fallait, j'ose le dire, la tenue républicaine des ministres français et la décente conduite de leurs familles pour balancer un peu la mauvaise opinion que tout ceci devait donner de la France au Congrès. Ce que je dis là s'applique particulièrement aux journaux du temps : il semblait que

leurs auteurs se fussent donné le mot pour renchérir à qui mieux mieux sur les éloges les plus plats, prodigués sans choix ni mesure à quiconque se distinguait un peu par sa partialité contre la France, depuis Metternich, dont on faisait un aigle en diplomatie, jusqu'à l'abbé de Stadion, à qui, malgré tout son esprit, sa loyauté, son savoir-vivre, sa haine pour la paix avait mérité le nom de Maury du Congrès.

Après cette observation, j'en dois placer une ici d'un autre genre, c'est que, parmi les ministres étrangers ou les membres des petits États d'Allemagne, j'ai connu des hommes faits pour marquer avec distinction sous tel gouvernement qu'ils eussent vécu, appréciant dans la Révolution les individus et les choses avec justesse et une impartialité que j'ai rarement remarquées en France, et parlant de liberté, d'instruction, de lumières, de droits des nations, comme en ont parlé de tout temps les vrais philosophes, les sincères amis de l'humanité. Les lettres de quelques-uns d'eux et le souvenir de ces conversations exemptes des anciens et des nouveaux préjugés, et d'où surtout était exclue rigoureusement cette manie despotique de n'envisager les objets que sous les rapports les plus absolus, ces souvenirs, dis-je, font ma consolation aujourd'hui, et c'est d'hommes semblables à ceux dont je parle que mon imagination peuple ma république. La véritable liberté n'est autre chose que la vertu prise dans son sens le plus vaste. Si jamais elle paraissait sur la terre, tous les hommes tomberaient à ses genoux, et c'est à elle que peut s'appliquer ce vers de Perse :

Virtutem videant, intabescantque relictæ.

C'est à cette liberté enfin que tant d'hommes de bien ont consacré leurs talents, leurs veilles et leur existence.

Qu'ai-je dit ? Leurs talents ! Il n'en est point, surtout en matière de politique, de morale, d'économie publique et de droits des peuples, s'ils ne l'ont pour but. Je n'admire point la vipère ou le Polpoch, dont le « talent » fait tomber un homme en sphacèle ¹, et quand j'entends déclamer contre les éternelles vérités de la nature en phrases sonores, spirituelles si on veut, quand je vois ces vérités attaquées par des actes qui n'ont d'étonnant que leur audace, quand j'entends invoquer une contre-révolution qu'on ne pourrait atteindre qu'en remontant une mer de sang humain et dont le résultat serait la honte et la décimation de la génération actuelle, l'asservissement de celles qui doivent suivre, l'anéantissement des lumières, le retour de l'esclavage, de la misère, de l'ignorance, de l'abrutissement de l'espèce humaine. je me dis : Si ce sont là des preuves de talents, elles sont telles que le génie du mal personnifié serait jaloux d'en donner de semblables.

Je faisais ces réflexions, même à Rastatt, à l'occasion d'une fausse nouvelle qui y fut transmise par la *Gazette d'Augsbourg*, et que les maîtres de poste allemands eurent grand soin de faire circuler par leurs courriers. On avait répandu que la flotte partie de Toulon avait été rencontrée à la hauteur de l'île de Candie, complètement battue, brûlée ou coulée à fond par la flotte anglaise, que ceux des généraux ou soldats français échappés, y compris Bonaparte, avaient été impitoyablement massacrés par les peuplades à demi barbares qui bordent la côte orientale de l'Adriatique ². Non, quand les sauvages de

1. Debry a voulu dire, sans doute, Bothrops, serpent très venimeux, de la famille des crotalidés. Quant au sphacèle, c'est une espèce de gangrène sèche qui se produit à la suite d'asphyxie ou d'ischémie.

2. « *De Rastatt, 5 fructidor (22 août)*. La fausse nouvelle du combat de Bonaparte et de Nelson a fait ici une vive sensation pendant plusieurs jours et avait commencé à relever quelques espérances. Il est à présent

la Gaule et de la Germanie sacrifiaient à leurs dieux de fer des victimes humaines, quand les hurlements de leur ivresse étouffaient les cris des enfants qu'ils immolaient, ils ne manifestaient pas une joie plus atroce que celle qui fut témoignée presque sous les yeux de la légation française, lorsqu'on se fut assuré que quarante mille Français, l'élite de la nation, n'étaient plus. Nobles, prêtres et domestiques, tout était mêlé : c'était une confusion, une liesse générales. On se félicitait comme si on reprenait une nouvelle vie. Il semblait que, touché par les demandes des lévites du Seigneur, l'enfer eût enfin exaucé leurs exécrables vœux. Et c'était dans ce lieu du Congrès que paraissait cette indécente saturnale ! Quel présage pour la paix future ! Et l'on vantait l'aménité, les connaissances même de quelques personnes qui y figurèrent ! Ces grands mots de justice, d'humanité, de respect pour les vertus et les lumières, ne sont-ils donc que des termes de convention dont la cruauté, l'orgueil et la bassesse se couvrent ?

Cette prétendue nouvelle ne tarda pas à se démentir. Malheureusement elle fut bientôt suivie de l'annonce plus réelle que la possession de l'Égypte nous avait coûté notre flotte à Aboukir. Infortuné Casabianca, et toi, digne enfant, qui ne voulais pas survivre à ton généreux père, recevez ici le tribut de regrets que l'amitié paie à votre mémoire ¹ ! Je reçus de lui une lettre datée de Malte,

évident, pour les plus crédules, qu'elle n'était qu'une imposture grossière inventée par certains novellistes italiens pour égarer ceux de leurs compatriotes qu'ils croient disposés à l'insurrection » (*Clef du cabinet des souverains*, 11 fructidor an VI).

1. CASABIANCA (Luce de), né à Bastia le 7 février 1762, officier de marine, élu, le 18 septembre 1792, député de la Corse à la Convention, où il vota la détention du roi. Il passa, le 15 octobre 1795, aux Cinq-Cents, en sortit le 20 mai 1798 et rentra au service. Le 1^{er} août, il commandait le vaisseau-amiral *l'Orient* à la bataille d'Aboukir. Il venait d'être blessé mortelle-

presque en même temps que des lettres de Paris m'apprirent cet épouvantable désastre. Le mécontentement que j'avais hautement exprimé, lors de la scène que j'ai décrite plus haut, fit mettre plus de modération et de circonspection dans la joie que causa notre défaite à Aboukir et, soit que l'on eût déjà son plan arrêté pour la reprise des hostilités, soit que les résultats de l'expédition d'Égypte absorbassent toute l'attention et toutes les conjectures, ce malheureux événement ne parut pas influencer beaucoup sur la négociation.

Enfin, le moment arrivait où il n'était plus possible de reculer et où l'intrigue anglaise qui régissait le Congrès devait avoir son dénouement. Après trois mois de lenteurs et de tergiversations sur l'application d'un principe convenu, la légation française récapitula, sur sa note du 12 vendémiaire an VII, tous les points arrêtés, les sépara de ceux en litige, offrit, quant à ces derniers, les concessions qu'elle pouvait offrir, soit sur la navigation du Rhin, le partage des îles, soit sur les distinctions à faire dans le nombre des dettes dont étaient grevés les pays cédés. Un seul point pouvait offrir encore des difficultés, celui qui concernait les émigrés des départements réunis. Dans les notes subséquentes on laissa entrevoir tous les adoucissements conciliables avec le texte formel de la Constitution et, définitivement convaincus qu'il fallait obliger la Députation à nous répondre catégoriquement, que chacune de nos concessions était pour elle le prétexte

ment, quand le feu prit au bâtiment : « Ce fut alors, rapporte le *Moniteur* du 19 vendémiaire an VII, que le jeune Casabianca, enfant de dix ans, qui, depuis le commencement du combat, faisait des prodiges de valeur, refusa de se sauver dans une chaloupe pour ne pas abandonner son père blessé. Il était parvenu à le placer sur un mât jeté à la mer, où il était lui-même, ainsi que l'intendant de l'escadre, lorsque l'*Orient* sauta en l'air avec un fracas horrible et engloutit les trois malheureux. »

d'une nouvelle demande, nos instances obtinrent du Directoire ce que je lui avais demandé et ce qu'il aurait dû nous prescrire trois mois plus tôt, la liberté de donner notre ultimatum et de fixer un délai passé lequel, à défaut d'acceptation pure et simple, la négociation était rompue et nous nous retirions en France. La crainte d'être accusés du renouvellement de la guerre, si l'ultimatum était rejeté, fit déclarer verbalement à Bonnier que c'était contre son sentiment que nous le remettions. Roberjot et moi, nous préférâmes encourir les reproches du machiavélisme et de la mauvaise foi. Le 16 frimaire, l'ultimatum fut remis avec six jours de délai. Ce moment, le seul peut-être où nous parlâmes en plénipotentiaires d'une république, eut pour moi des charmes indicibles. Sûr de n'avoir voulu que le bien et la paix, je sentais un contentement inexprimable en voyant le terme de tant d'anxiétés et de détours, comme un voyageur égaré dans une forêt immense aperçoit, avec ravissement, le sentier qui le conduit à la sortie.

Nous n'avions pas manqué de faire passer aux ministres et aux généraux les états de situation des armées impériales que nous adressaient Alquier ¹ et Bacher ²,

1. ALQUIER (Charles-Jean-Marie), né le 13 octobre 1752, avocat du roi au présidial de la Rochelle et procureur du roi au bureau des trésoriers de France, maire de cette ville le 25 avril 1788; élu, le 26 mars 1789, député de l'Aunis aux États généraux; président du tribunal criminel de Seine-et-Oise en 1791; élu par ce département, le 8 septembre 1792, député à la Convention, où il vota la mort du roi, puis, le 17 octobre 1795, au conseil des Anciens, d'où il sortit en mai 1798. Le 14 juin suivant, il fut nommé chargé d'affaires à Munich. Il y resta jusqu'au 10 mars 1799 et correspondit souvent avec les plénipotentiaires de Rastatt. Au lendemain du 18 brumaire, il fut nommé ambassadeur en Espagne, puis remplit les mêmes fonctions à Naples, en Suède et en Danemark jusqu'en 1814. Banni en 1816, il se retira en Belgique, rentra en 1818 et mourut le 3 février 1826. Avec un esprit fin et cultivé, du tact, de la dextérité, il avait une faiblesse de caractère qui l'entraîna, pendant la Révolution, à flatter tous les partis.

2. BACHER (Théobald), né le 17 juin 1748, attaché en 1769 aux Affaires

résidant l'un à Munich, l'autre à Ratisbonne. Ainsi que nous devions le penser, le Directoire s'était mis en mesure de soutenir une nouvelle guerre. Cependant, l'état de l'intérieur de la République nous inquiétait ; les germes de division et la lutte existant entre les deux premières autorités ne nous permettaient pas d'espérer cet accord de volonté sans lequel tous les autres moyens sont presque insuffisants ; mais, renfermés dans l'objet de notre mission, nous concentrâmes toute notre action ; nous employâmes l'intervalle accordé à la Députation pour se décider, en conférences particulières, avec les députés. M. le comte de Morawitzky, subdélégué de l'Électeur bavaro-palatin, montra, dans cette occasion délicate, une loyauté et un courage dignes d'éloges. Je dis un courage, car il était notoire que toute la Bavière était occupée par les troupes impériales à cette époque. Le 20 frimaire, l'ultimatum fut accepté sans restriction, et le 21 le ministre impérial nous remit le *conclusum* d'acceptation, avec la formule ordinaire de son adhésion.

Ce résultat donna le change à bien des conjectures tant en Allemagne qu'en France et, comme si la fortune eût voulu mettre dans les mains du gouvernement français un dernier moyen de faire échouer les intrigues de l'Angleterre et de lier solidement l'Autriche au traité futur, à peu près dans le même temps, Joubert renversait le trône de Sardaigne et Championnet celui de Naples. Or, la République trouvait dans ces deux événements, et spé-

étrangères, puis en 1777 à la légation française en Suisse, où il remplit, à partir de 1781, les fonctions de secrétaire. Nommé chargé d'affaires en 1797, il passa de là, en 1798, à Ratisbonne, qu'il dut quitter en mars 1799. De retour à Paris, il reçut une mission à Naples, puis à Florence. Envoyé de nouveau à Ratisbonne en 1801, il en revint en 1805 et resta attaché aux Relations extérieures. Étant en Allemagne en 1813, il dut fuir à l'approche des armées ennemies et mourut de fatigue sur la route.

cialement dans le dernier, tous les termes d'arrangement et de compensation qui pouvaient : 1^o amener à ses vues une puissance auprès de laquelle les intérêts de famille sont de première considération, et 2^o lui faciliter les moyens de conserver nos conquêtes, de ravitailler Malte, et de faire passer des renforts en Égypte. On aurait pu, à cet effet, en remplaçant Ferdinand à Naples, stipuler la mise en dépôt, jusqu'à la paix, de plusieurs ports de Sicile. Je ne doute nullement que ces conditions eussent été acceptées, et que même on n'en eût stipulé de plus avantageuses à la France, à Naples même et à l'humanité, que ne l'ont été les épouvantables résultats de cette conquête éphémère. On verra dans mes lettres que, séduit moi-même par l'idée de replanter la liberté sur son sol originaire, j'écrivis à l'un des directeurs pour applaudir à la création de la République napolitaine ¹. Mais déjà cette République était créée, et certes je ne pouvais présumer qu'un gouvernement puissant se fût déterminé à ce parti sans en avoir et calculé et assuré les chances. Sans doute, c'était un grand et vaste projet que de rendre la liberté à l'Italie entière, et de donner à la France une ceinture de Républiques alliées, et de remettre, après deux mille ans, le système représentatif au premier rang et le système héréditaire au second rang de l'échelle politique. Mais, pour atteindre ce but, il fallait unité et force; il fallait nourrir à son foyer le feu de la liberté, si l'on voulait qu'il pût s'étendre; il fallait surtout éviter qu'elle ne se présentât au dehors devancée par les pillages, les rapines, les exactions et le mépris des droits des peuples.

J'étais, comme je l'ai déjà dit, arrivé à Rastatt le

1. Voir ci-dessous la lettre à Merlin, du 26 pluviôse an VII, n^o 217.

24 prairial. Dès le 9 messidor, j'adressai au gouvernement français un mémoire de statistique politique, appuyé sur ces principes ¹. Le ministre Talleyrand le goûta, le mit sous les yeux du Directoire, m'en écrivit ; mais les vexations de toute espèce n'en allèrent pas moins leur train et, vers la fin de la négociation, elles furent portées si loin dans le landgraviat de Hesse-Darmstadt, le haut margraviat de Bade, la principauté de Nassau, le comté de Solms et généralement dans toute la Souabe, que je suis encore à concevoir comment elles n'ont pas porté les paysans à tous les excès du désespoir. C'était à la légation que les plaintes se portaient. Nous étions si sincèrement pénétrés de cette conduite atroce et impolitique, notre contentement était si naturel quand nous pouvions promettre quelque soulagement à des malheureux à qui l'on imposait l'obligation de fournir, à l'heure dite, fourrages, bottes, selles, vin, pain, viandes fraîches ou salées et poissons de telle dimension fixée, que, sans cette opinion bien établie de nos sentiments, je ne doute pas que nous n'eussions été les victimes du juste ressentiment des habitants. C'est sur ce motif que s'appuya le baron d'Albini, quand il fit insurger les paysans de l'enclave mayençaise ; il voulait que son exemple fût suivi par le margrave de Bade et le landgrave de Hesse-Darmstadt, qui s'y refusèrent formellement. Puisque j'en suis sur ce baron d'Albini, que l'on a vu ensuite figurer comme un chef presque redoutable, je dirai ce que j'en sais, et j'avoue que j'ai beaucoup plus ri aux détails de son importance militaire qu'aux exagérations de sa réputation diplomatique.

D'Albini, sous un extérieur de bonhomie, était rusé

1. *Essai sur l'intérêt comparé de la République française.* Voir ci-dessous, à sa date.

comme le sont les faibles ; il aimait à se vanter de sa prépondérance auprès de son électeur. Il servit d'abord assez franchement la France ; mais, observé par l'Autriche et s'apercevant que cette puissance renouait de fortes intrigues, il se ménagea un retour de faveur auprès d'elle en faisant insurger ses paysans. L'abandon, je dirai presque le cynisme de ses manières, surprit absolument la confiance de Bonnier, qui ne la prodiguait pas, au point que, dans la dernière séance de la Députation, lorsque d'Albini rompit à la lettre le Congrès, en déclarant qu'il avait ordre de se retirer, Bonnier oublia que, deux jours auparavant, d'Albini nous avait dit qu'il était lui-même le rédacteur de ses propres pouvoirs, et tandis que sa retraite volontaire opérait la dissolution tant souhaitée par Thugut et par le cabinet de Saint-James, notre pauvre collègue, abusé jusqu'à la fin, ne voulait voir aucune apparence de duplicité dans la conduite du ministre mayençais. Le 9 floréal au soir, arrêtés à la sortie de la Rhéinau, nous fûmes chez d'Albini nous plaindre de cette violation du droit des gens, et déjà sa porte était fermée ; ce ne fut qu'avec peine qu'elle nous fut ouverte. Il se montra avec humanité et courage dans les premiers instants de l'attentat : mais bientôt, retombant dans ses craintes à l'égard de l'Autriche, il partit dès huit heures du matin, ne signa point le procès-verbal et, le premier, osa mentir à sa conviction en désignant nos meurtriers sous le titre d'« individus couverts de l'uniforme impérial ». D'Albini, les hommes qui faillirent vous fouler aux pieds, quand vous tirâtes des voitures qu'ils appelaient leur butin le reste de leurs victimes ¹, ces hommes étaient des

1. « Les carrosses arrêtaient devant le château. Chacun s'empressait d'approcher les infortunés qui y étaient, de leur porter des secours, mais on écarta tout le monde, même les plus considérés des ministres, parce que,

Szeklers ; nos dépouilles furent portées chez Burkhard ¹, leur chef à Rastatt ; vous le savez, et vous sacrifiez à Thugut et la vérité et l'acte qui vous honore !! Mais que sont les contemporains pour des pensionnés de la cour de Vienne ? et quelle est la postérité pour ceux qui d'avance comptent sur son oubli ?

Quoique la nature de cet écrit puisse comporter beaucoup de détails qu'une histoire en forme rejetterait, je ne crois pas cependant devoir y insérer même les aperçus de ces intrigalleries, de ces rapprochements simulés, des propos, des commérages, des fêtes sans plaisir, des dîners d'étiquette, etc., qui remplissaient la vie de Rastatt. L'objet du Congrès était grand, sans doute, mais les moyens étaient si misérables que j'ai honte de le dire : rien ne ressemblait plus au caquetage d'une petite ville que son intérieur.

Nous avions quelquefois les visites des officiers français de Strasbourg ; Sieyès ² et Alquier passèrent à Ras-

nul officier n'étant présent, il fallait auparavant attendre des ordres » (*Rapport authentique de l'attentat*).

1. BURKHARD (Louis), né en 1748 à Kitzingen (alors évêché de Wurzburg, actuellement Bavière), engagé en 1767, lieutenant en 1769, capitaine en 1787. Que ses instructions aient été bien ou mal comprises par la patrouille envoyée sur la route de Plittersdorf, on ne saurait admettre qu'un autre que lui ait donné l'ordre d'arrêter les ministres français. Au mois d'octobre suivant, on le fit partir pour la Transylvanie. Mis à la retraite le 23 mai 1801, avec le grade et la pension de major, il se retira à Presbourg et y mourut le 15 février 1820.

2. SIEYÈS (Emmanuel-Joseph), né le 3 mai 1738, chanoine de Tréguier (1775), vicaire général à Chartres, conseiller commissaire à la Chambre du clergé de France (1787), auteur, en janvier 1789, de la célèbre brochure : *Qu'est-ce que le tiers état ?* élu, le 19 mai suivant, député aux États généraux, où il provoqua la réunion des trois ordres ; administrateur du département de Paris en février 1791 ; élu, le 8 septembre 1792, député à la Convention, où il vota la mort du roi et fit partie, en 1795, du comité de Salut public ; élu, le 15 octobre suivant, député aux Cinq-Cents, par dix-neuf départements ; réélu le 11 avril 1798 ; nommé, le 10 mai suivant, ambassadeur à Berlin, où il arriva le 20 juin. Son choix déplut au roi qui ne voulut pas le reconnaître sous ce titre. Sieyès prit alors la qualité de

tatt; Quinette ¹ y resta quelques jours. Des courses sur les montagnes ou sur les bords du Rhin, quelques réunions sans morgue variaient un peu la monotonie de nos journées. Nos plus grandes excursions, à ma famille et à moi, se bornèrent à un voyage à Bade et un autre à Karlsruhe, d'où nous revînmes le même jour. La première de ces villes est dans un site infiniment pittoresque; l'œil peut y embrasser à la fois, dans le plus petit espace, et les traits fortement prononcés d'une nature austère et ceux d'une nature gracieuse et embellie. Nous descendîmes dans les souterrains du château ². L'auteur d'une *Histoire*

ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire. Il occupa ce poste un an et ensuite, à partir du 16 mai 1799, celui de directeur. Ayant concerté avec Bonaparte le coup d'État du 18 brumaire, il fut nommé sénateur le 13 décembre 1799 et président du Sénat le 2 octobre 1803; créé comte le 3 juin 1808, pair de l'Empire le 2 juin 1815. En décembre suivant, il se retira à Bruxelles et y resta jusqu'à ce que la révolution de 1830 lui permit de rentrer. Il mourut le 28 juin 1836.

1. QUINETTE (Nicolas-Marie), né le 16 septembre 1762, procureur à Soissons, administrateur de l'Aisne, élu, le 8 septembre 1791, député à l'Assemblée législative et, le 4 septembre 1792, député à la Convention, où il vota la mort du roi. Nommé membre du comité de Salut public, il fut chargé, le 26 mars 1793, de se rendre à l'armée de Dumouriez, et fut un des quatre commissaires que celui-ci livra, le 1^{er} avril, au prince de Cobourg. Échangé avec ses collègues, le 25 décembre 1795, contre Madame Royale, il entra, le 2 janvier 1796, au conseil des Cinq-Cents, où il avait été élu, le 16 octobre, par deux départements. Il en sortit en mai 1797 et, poussé par le parti démagogique, fut nommé, le 20 juin 1798, ministre de l'intérieur. Après le 18 brumaire, il accepta la préfecture de la Somme et s'y montra bon administrateur pendant ses dix ans d'exercice. Le jacobin qui, le 9 février 1792, avait demandé le premier à l'Assemblée législative le séquestre des biens des émigrés, se laissa faire chevalier de l'Empire et baron de Rochemont (27 juillet et 19 septembre 1810). Il fut ensuite conseiller d'État et directeur général de la comptabilité des communes et hospices (5 octobre 1810), commissaire extraordinaire dans les départements du nord-ouest au retour de l'île d'Elbe, pair (2 juin 1815), membre de la commission provisoire de gouvernement (28 juin). Banni en 1816, comme régicide, il s'embarqua le 8 février pour New-York, puis, en mai 1818, revint en Europe et se fixa à Bruxelles, où il mourut subitement le 14 juin 1821.

2. Le nouveau château de Bade avait remplacé, au XVIII^e siècle, un ancien château bâti en 1479 sur des substructions romaines et brûlé par les

du *Tribunal secret* ¹ prétend que ces souterrains étaient les cachots des victimes et tout à la fois les chambres des délibérations des assassins que l'on appelait juges. Les portes sont de pierre ; une forte barre de fer qui traverse le mur latéral sert à les fermer d'un seul coup ; des crochets de fer sont encore autour de la voûte, dans le cachot des tortures. Il est impossible de ne pas frissonner d'horreur à cette vue. Ce sont des monuments bien dignes de ce règne féodal qu'on voudrait nous rendre, aussi bien que l'emblème qui se trouve à la grande porte d'entrée du château de Bade et qui indique d'une manière énergique *le droit et le fait* ; c'est la sculpture sur pierre d'une forte hache qui coupe un poignet.

Je suis bien éloigné d'appliquer aucune des réflexions que ceci peut faire naître au gouvernement du margrave actuel ² ; il n'en est point de plus paternel. Le prince ré-

Français en 1689. L'imagination de Jean Debry paraît s'être exaltée plus que de raison à l'aspect des souterrains. On a cru assez légèrement qu'au moyen âge ils servirent de lieu de réunion à un tribunal de la Sainte-Vehme : c'est là une simple conjecture qu'aucun document ne justifie. Ces tribunaux mystérieux ne tenaient guère leurs séances dans des châteaux fermés et jamais dans les résidences mêmes des princes, qui les voyaient généralement d'un fort mauvais œil. Il est probable que ces souterrains furent affectés à des bains sous la domination romaine et servirent plus tard de refuge aux populations menacées par les invasions barbares.

1. *Histoire du tribunal secret d'après les loix et les constitutions de l'Empire germanique*, par le baron de Bock, chevalier de l'Ordre impérial et équestre de Souabe, etc., 1799. Un exemplaire de cet ouvrage avait été offert, le 1^{er} mars 1799 (11 ventôse an VII), à Jean Debry, par le chevalier de Bray, conseiller de la légation de l'Ordre de Malte. Il fait aujourd'hui partie de la bibliothèque de M. Hanotaux, de l'Académie française. Sur le premier feuillet et après la dédicace, le donateur avait inscrit ces deux vers de Virgile, tirés de l'épique X :

Atque utinam ex vobis unus, vestrique fuisset

Aut custos gregis, aut maturæ vinitor uvæ !

(Que n'ai-je été un des vôtres, gardien de votre troupeau ou vendangeur de vos raisins mûrs !)

2. CHARLES-FRÉDÉRIC, né le 22 novembre 1738, avait succédé : 1^o à son grand-père Charles-Guillaume, margrave de Bade-Durlach, le 12 mai 1738 ; 2^o à son oncle Auguste Georges, margrave de Bade-Bade, le 21 octobre

gnant, vieillard de soixante-seize ans, est un patriarche sur le trône. La petite ville de Karlsruhe, où il fait sa résidence, est ornée, bien bâtie, ses alentours bien plantés, une culture soignée. Les jardins du château surtout, où jamais l'utile n'est sacrifié à l'agréable, attestent le goût et les connaissances du maître, grand partisan de la pratique des économistes. Il a établi une Chambre d'agriculture, à laquelle il subordonne la direction d'une ferme où se font en grand les essais et les expériences. Je n'oublierai jamais qu'allant un soir me promener à la Favorite, petite maison de campagne près Rastatt ¹, je vis dans un appartement une table préparée et deux couverts ; je demandai quelles étaient les personnes attendues : « C'est, me répondit le concierge, Mgr le margrave et son ingénieur. Il vient souper et coucher ici, pour assister demain de grand matin à l'arpentage de ses prés. » Je crus être chez le roi Alcinoüs.

Je reviens aux négociations. Lorsque l'ultimatum du gouvernement français fut accepté, si les puissances prépondérantes de l'Allemagne eussent été sincèrement pénétrées du désir de la paix, il est évident qu'elles eussent pressé la rédaction des articles du traité futur et que la Députation, stimulée par elles, nous eût déclaré qu'elle entendait régler les indemnités des États d'Empire par voie de sécularisation, ainsi qu'elle en était convenue, mais sans notre concours immédiat. Cette opinion au moins pouvait se soutenir avec avantage, puisque, dès le principe, il avait été question au Directoire de restreindre la négociation aux intérêts directs de la France et de

1771. Électeur le 1^{er} mai 1802, il prit le titre de grand-duc le 13 août 1806. Il mourut le 10 juin 1811.

1. Château dans le style italien, bâti en 1725, par la margrave Sibylle-Auguste, à cinq kilomètres sud-est de Rastatt.

n'intervenir qu'à titre officieux dans ceux des États germaniques lésés par la guerre. Mais ni l'Autriche ni la Prusse ne prirent cette détermination, l'une parce que déjà elle était rentrée dans la coalition nouvelle, et l'autre parce que, profitant seule de tous les bénéfices de la neutralité, elle trouvait de plus son avantage dans l'affaiblissement réciproque des deux puissances belligérantes. La première était son ennemie naturelle, l'objet de la haine nationale des Prussiens ; la seconde l'inquiétait par son ambition ; elle ajoutait : par la propagation des principes révolutionnaires.

Mais c'était précisément parce que ces motifs de l'éloignement de la paix devaient être connus du Directoire, il devait, l'ultimatum accepté, comme nous lui avons demandé, comme je l'ai spécialement demandé et à deux de ses membres et au ministre, nous prescrire de remettre sur-le-champ ou le plan de sécularisation ou les articles de la première base, ou tous les deux simultanément par nouvel ultimatum avec fixation de délai. J'avais les articles rédigés ; je consultai même à cet égard le citoyen Koch, de Strasbourg¹ ; Roberjot avait dressé le plan des sécularisations ; en moins d'un mois, tout pouvait être adopté, tout l'aurait été, et certes la position de l'Autriche, placée entre le traité de Campo-Formio et celui que nous

1. KOCH (Chrétien-Guillaume), né le 9 mars 1737 à Bouxwiller (Alsace), frère du représentant du duc d'Oldenbourg au Congrès. Légiste distingué, il avait obtenu la chaire de droit public à l'Université de Strasbourg. Élu, en 1791, député du Bas-Rhin à l'Assemblée législative, il y fut président du comité diplomatique. Lors des conférences de Selz, en juin 1798, François de Neufchâteau se fit assister de ses conseils. Koch retrouva là un de ses anciens élèves à qui son enseignement avait profité, le comte de Cobenzl, qui, au sortir du collège d'Harcourt, était venu à Strasbourg étudier la science diplomatique. Nommé, le 27 mars 1802, membre du Tribunal, il se retira de la vie publique en 1807 et mourut le 15 octobre 1813. Il fut inhumé à Strasbourg, dans l'église Saint-Thomas, où un monument funéraire lui a été érigé.

aurions signé avec l'Empire, eût été bien plus embarrassante pour elle qu'elle ne le fut lors de notre déclaration de guerre le 11 ventôse. Malgré l'or de l'Angleterre et l'impudente audace de Thugut, il est douteux que l'Empereur eût voulu violer des engagements aussi authentiques presque en les contractant, et enfin, s'il l'eût fait, le gouvernement français aurait été couvert et par l'opinion de la République et par celle de l'Allemagne, qui soupirait après la paix, et par celle même de l'Europe. Ce moyen était peut-être le plus puissant ressort de la Révolution que l'on pût employer ; il était puisé dans l'intérêt immédiat et dans la bonne foi des peuples. Mais on avait perdu tant d'occasions ! Il était écrit que l'on perdrait encore celle-là. Je tiens du ministre même des relations extérieures Talleyrand, à qui, à mon retour, je témoignai mon étonnement de la conduite que le Directoire tint alors, qu'il lui proposa de presser les coups, de terminer, qu'il présenta même à l'approbation la lettre qui nous traçait notre marche. Reubell répondit : « Rien ne presse !!! »

L'arrivée des Russes sur le bord du Rhin ne pouvait être prochaine, surtout au fort de l'hiver rigoureux qui interceptait toutes les communications. Cependant, on préféra de suspendre toute négociation ultérieure pour ne s'occuper que de cet objet et, le 12 nivôse an VII, nous remîmes à la Députation une note dans laquelle nous lui marquions que, jusqu'à ce que la diète eût donné à la République une réponse satisfaisante relative à l'entrée des Russes sur le territoire germanique, tout débat diplomatique demeurerait en suspens. Nous déclarâmes en même temps que le gouvernement français regarderait comme une rupture de la paix le passage accordé à ces troupes par les États de l'Empereur.

J'observe que l'on fit encore une faute en s'adressant à

la diète par l'intermédiaire de la Députation. Il fallait saisir de cette question, puisqu'on l'élevait, la Députation seule. Nous y avions une influence que nous n'aurions pas laissé perdre, et peut-être aurions-nous vu la même majorité qui accéda à l'ultimatum, pénétrée des vrais intérêts de l'Allemagne, liée par ce premier pas, stimulée par la Prusse, nous donner une réponse convenable, tandis qu'à Ratisbonne, il était notoire que l'Autriche dirigerait absolument le vœu des deux premiers collègues, comme elle le fit effectivement. Mais, dira-t-on, cette marche insolite était contraire à la Constitution germanique. Je réponds qu'on en avait un exemple dans la manière dont avait été entamée la question sur la limite du Rhin, et que les mêmes délégués qui avaient prononcé la cession d'une grande partie du territoire pouvaient bien également se servir de leur caractère pour en empêcher la violation, et surtout dans un moment où cet acte opérerait par le fait de la rupture de l'armistice et la cessation de leurs pouvoirs comme ministres de paix. Au reste, la situation était telle qu'il fallait brusquer les formes et tout tenter.

Le silence de la cour de Vienne nous engagea à remettre une seconde note au ministre Lehrbach, dans le sens de la première, mais en y ajoutant la fixation d'un délai de quinze jours pour avoir une réponse catégorique. Ces incidents, qui faisaient présager la rupture du Congrès, nous conduisirent jusqu'au 11 ventôse, jour auquel l'armée française passa le Rhin, et la légation en fit la notification à la Députation de l'Empire, en lui remettant copie des proclamations du Directoire et du général Jourdan. L'Autriche avait gardé un silence absolu sur nos deux notes, et la diète, subordonnée à son influence, nous avait fait une de ces réponses entortillées que dicte tou-

jours la peur quand elle est inspirée des deux côtés.

Il n'est pas de mon sujet de parler des événements de cette campagne; j'observerai seulement que, tant qu'il put y avoir de doute sur les premiers succès, le parti autrichien était d'une circonspection que je pourrais caractériser autrement. Le comte Lehrbach partit vers le milieu de germinal (comme j'écris de mémoire, je n'ai pas cette date très précise)¹; il se rendait à Augsbourg en qualité de commissaire général près de l'armée de l'archiduc. Cette circonstance n'est point indifférente, quand on la rapproche de la catastrophe du 9 floréal, car, si M. de Lehrbach n'a trempé pour rien dans le complot de notre assassinat, quoiqu'il reçût immédiatement la direction de Thugut, au moins paraîtra-t-il inculpable d'une cruelle négligence, lui de qui émanaient les ordres et qui n'en donna aucun pour faire respecter et le lieu et les ministres du Congrès, lui surtout qui, dans la crainte que les avant-postes français qu'il devait traverser en se rendant à Augsbourg ne méconnaissent son caractère, reçut, avec toutes les apparences de la gratitude, les vingt-cinq passeports que je lui offris et que je lui fis délivrer pour lui et sa suite. Je le répète, il passa dans Rastatt pour avoir organisé l'attentat. Était-ce le sentiment de la vérité qu'à cet égard l'horreur du crime faisait sortir? Était-ce l'effet de la haine générale que je lui ai vu porter par tous les membres du Congrès? Je ne saurais le dire: je sais seulement que cet homme, très grossier d'ailleurs, vindicatif, méchant, fourbe à l'excès, irrité de l'accueil hospitalier que les ministres français avaient reçu du margrave, dit, en sortant du château, que s'il y rentrait avec l'armée autrichienne, il n'y laisserait pas une table, pas un meuble entier. Je témoi-

1. Le départ de Lehrbach eut lieu le 10 mars 1799 (20 ventôse an VII).

gnai mon étonnement qu'une insolence aussi brutale ne reçût pas quelquefois la correction qui lui était due; on me répondit que l'Autriche était en possession de parler ainsi aux faibles et de les traiter dans l'occasion d'après ses menaces.

Metternich partit dans la dernière décade de germinal ¹. Comme à cette époque l'archiduc avait eu des succès, le ministre impérial se crut dispensé de politesse; en conséquence, il ne fit point à la légation la visite d'usage en pareil cas. M. le comte de Görtz, à qui je montrai plus de mépris que d'indignation pour un pareil procédé, lui en parla, et la veille au soir, le père de l'Étiquette nous fit passer une carte pour prendre congé.

Le subdélégué de Wurzbourg, comte Stadion, avait quitté le Congrès ²; celui de Saxe annonçait son rappel, et bientôt la Députation, qui, aux termes de ses pouvoirs, devait être plus des deux tiers pour délibérer valablement, allait se trouver dissoute par le fait. Nous le mandâmes au Directoire: nous lui observâmes qu'un plus long séjour à Rastatt, sans moyens et sans possibilité d'agir, compromettait la dignité de la nation; que l'Empire, si timide, si réservé, lors même que nous étions en paix avec l'Autriche, craindrait bien plus en ce moment de porter ombrage à cette puissance, dont les intentions étaient clairement manifestées par la retraite de ses ministres; que nous ne pouvions rien attendre de la Prusse, qui nous verrait aussi peu volontiers modifier la Constitution germanique en nous passant du concours de l'Empereur, qu'elle avait vu avec inquiétude l'agrandissement promis à l'Autriche par le traité de Campo-Formio. Le Directoire, arrêté constamment à l'idée que nous pouvions

1. Le 24 germinal (13 avril).

2. Il partit le 4 floréal (24 avril).

traiter séparément avec l'Empire, nous manda que tout avait été prévu, et nous ordonna de rester et, dans le cas où la violence nous forcerait à quitter le Congrès, il nous prescrivit de faire la déclaration formelle que nous continuerions à Strasbourg les négociations avec les États qui y seraient disposés.

Le gouvernement espérait-il qu'il en serait de ce Congrès comme de celui de Westphalie, où la paix se traitait pendant la continuation des hostilités ? Mais lorsque, depuis près d'un mois, il savait que les troupes autrichiennes circulaient et dans les environs et dans le lieu même du Congrès ; lorsque de ces ministres, celui de Wurzburg et le baron de Jacobi furent arrêtés par les Szeklers presque au sortir du château ¹, obligés de remettre leurs papiers à un caporal et ramenés dans Rastatt, il me semble qu'il était assez notoire qu'on n'aurait aucun égard pour le caractère des ministres français. Et puis, qu'entendait-on par les « cas de violence ? » Était-ce, à la lettre, des coups de sabre ? A moins de cela, je ne vois ce que l'on voulait que nous attendions de plus, puisque, confinés dans le jardin du château, nous n'avions pour perspective que l'arrestation, le pillage et toutes les avanies, si nous nous hasardions d'en sortir un instant. On nous avait prescrit de faire une déclaration, et l'on n'avait pas prévu le cas où la Députation d'Empire, réduite à moins des deux tiers de ses membres, était sans caractère pour la recevoir, cette déclaration. C'est la considération qui déterminait notre note du 6 floréal, que j'avais rédigée dès le 4 ; car, disions nous, il était impossible que le Directoire cherchât à se disculper aux dépens de ses ministres ; il nous reprocherait avec bien plus de fondement d'avoir trop

1. Le 19 avril (30 germinal).

tardé cette déclaration importante que d'en avoir précipité le moment. Mais enfin, et ceci ne souffre aucune réplique, il n'y avait dans notre fait nulle précipitation, puisque cette note ne fut remise qu'après que la Députation eut déclaré qu'il n'y avait plus pour elle ni liberté ni sûreté à Rastatt, qu'après que d'Albini, ministre directorial, eut annoncé sa retraite, retraite que nous le priâmes de suspendre, pour que le Congrès ne fût pas dissous de fait, et que nous puissions remettre notre dernière note.

Fatigué de ces contrariétés et surtout du rôle insignifiant que nous jouions depuis la reprise des hostilités, j'avais annoncé à Merlin ¹ que, nommé représentant par mon département, je voulais me retirer et jouir d'un mois de vacances avant la rentrée du Corps législatif; mais quand je vis qu'au lieu de laisser expirer le Congrès agonisant, l'Autriche en voulait hâter la fin par la violence, je déclarai dans une seconde lettre que je resterais jusqu'au bout. Je trouvai à Selz, le 10 floréal, la réponse à ma première. Le Directoire me refusait ma demande, parce que, « dans la circonstance, mon départ eût annoncé des craintes; si les baïonnettes autrichiennes nous forçaient à quitter Rastatt, alors comme alors ². »

1. MERLIN (Philippe-Antoine), dit Merlin de Douai, né le 30 octobre 1754, avocat (1775), élu, le 4 avril 1789, député du bailliage de Douai aux États généraux; président du tribunal criminel du Nord le 4 septembre 1791; député, le 18 septembre 1792, à la Convention, où il vota la mort du roi, fit porter, le 17 septembre 1793, la loi des suspects, et entra, en septembre 1795, au comité de Salut public; élu, le 15 octobre, député aux Anciens, par vingt-neuf départements; ministre de la justice du 3 novembre suivant au 4 janvier 1796, puis du 3 avril de la même année au 18 septembre 1797. Élu alors directeur, il fut contraint de se démettre le 18 juin 1799 (30 prairial an VII). Sous le Consulat, il fut nommé, le 9 avril 1800, substitut, et en 1801, procureur général près le tribunal de cassation. Créé comte le 14 avril 1810, destitué en 1814, rappelé en 1815 et élu député le 10 mai, il fut banni le 24 juillet suivant, résida en Hollande jusqu'en 1830, et mourut à Paris le 21 décembre 1838.

2. C'était une lettre de Merlin, datée du 4 floréal et ainsi conçue : « Le

Je ne ferai qu'une réflexion bien simple : si, dans la circonstance, mon départ eût annoncé des craintes, il y avait donc du danger ; pourquoi nous y laisser exposés ? Était-ce dans la vue d'irriter la nation française et de faire profit pour l'autorité directoriale des insultes que nous aurions essuyées ? « Si ces baïonnettes vous en chassent, alors comme alors. » Ce ne fut point, certes, « alors comme alors », lorsque deux ministres eurent été hachés et le troisième couvert de plaies, sauvé comme par prodige. Ah ! est-ce ainsi qu'on honore ses agents ? Ou plutôt, est-ce ainsi qu'on en dispose comme de vils instruments qui vous appartiennent ? Et devions-nous compter ou sur une si funeste imprévoyance ou sur des calculs aussi atroces ? *Alors comme alors !*

Il me reste peu de chose à dire. Tous les détails de l'attentat du 9 floréal sont connus ; heureusement ils ont un degré d'authenticité que je défie la calomnie d'altérer. Reubell, parlant de cette catastrophe au tribun Curée¹, osa lui dire : « Mais pourquoi partaient-ils ? Pourquoi n'ont-ils pas exigé d'escorte ? » Si Reubell eût daigné lire, il aurait vu que, nous étant fixé un délai, nous ne vou-

Directoire pense que tu ferais fort mal de quitter Rastatt avant le 23 ou le 24 de ce mois : 1^o parce que tes deux collègues étant appelés comme toi au corps législatif, il n'y aurait pas de raisons plausibles à donner pour justifier ton départ anticipé plutôt que le leur ; 2^o parce que ce départ, dans le moment actuel, serait certainement imputé à peur et faiblesse, tant de la part du Directoire que de la tienne. Il est possible, sans doute, qu'avant l'époque dont je viens de parler, les baïonnettes autrichiennes te forcent de repasser le Rhin ; mais alors comme alors. »

1. CURÉE (Jean-François), né le 21 décembre 1756, élu député de l'Hérault, le 6 septembre 1791, à l'Assemblée législative ; le 4 septembre 1792, à la Convention, où il vota la détention du roi ; le 13 avril 1798, aux Cinq-Cents. Ce fut lui qui, après le drame de Rastatt, demanda que les noms des victimes fussent maintenus sur la liste des députés et appelés au début de chaque séance. Nommé, le 24 décembre 1799, membre du Tribunal, il passa au Sénat le 14 août 1807 et fut créé, le 15 juin 1808, comte de la Bédissière. Il mourut le 11 avril 1835.

lions pas le prolonger ; il aurait vu que nous avions reçu l'ordre de quitter Rastatt dans les vingt-quatre heures ; il aurait vu que nous avions demandé l'escorte, et qu'elle nous fut refusée. S'il eût daigné lire, il lui eût été démontré, clair comme le jour, que le meurtre avait été ordonné, et qu'ainsi, de jour ou de nuit, le lendemain ou la veille, il eût été exécuté ; car l'Angleterre en avait besoin pour rendre impossible le retour de la paix entre l'Autriche et la République ¹.

Placés à Rastatt sans autre pouvoir que celui de rédiger et de signer les notes que l'on nous prescrivait de remettre, obligés de demander une direction aussi bien pour l'île Büderich comme pour la démolition des forteresses de la rive droite, et, malgré tant d'entraves, ayant pu opérer quelque bien, ayant entrevu ce terme d'une paix honorable et solide, l'objet de tous nos vœux et le plus précieux héritage que nous dussions laisser à nos familles, il est un peu dur que l'on vienne encore examiner avec l'œil de la censure une démarche où nous avons plus consulté l'intérêt de l'honneur national que celui de notre sûreté personnelle. Tranquille au Luxembourg en lisant d'un air distrait les pièces relatives à ce mémorable événement, il est aisé de prononcer ainsi : « Je me serais conduit ainsi et j'aurais réussi. » Eh bien ! moi, j'ose avancer qu'aux yeux de tout homme juste, il était impossible de prendre un parti plus prudent et tout à la fois plus conforme à la dignité du caractère dont nous étions revêtus, que celui

1. Plus tard, Jean Debry se serait exprimé moins vivement. En envoyant à Thibaudeau, le 8 février 1827, un volume qui contenait, avec les pièces imprimées concernant l'attentat, le *Discours historique* en manuscrit, il ajoutait : « Plusieurs pages de l'Introduction, composée dans les premiers instants qui suivirent l'événement, se sentent de l'humeur qu'il m'a naturellement occasionnée. Telles sont, entre autres, quelques réflexions beaucoup trop amères sur une lettre de Merlin et mon opinion peut être outrée sur Reubell.... »

que nous avons pris alors. Je ne demande, pour démontrer cette vérité, qu'une seule chose : qu'on lise les pièces et qu'on prononce, mais qu'on lise. Ce serait trop, certes, d'avoir à lutter à la fois contre la méchanceté, l'insouciance, la mauvaise volonté et cette inconcevable légèreté qui nous caractérise ¹.

I. I. *Note de Jean Debry.* — Il est dit dans un journal du temps : « On remarque une chose, c'est que, chez les Français, l'assassinat de Rastatt paraît entièrement oublié, et qu'en Allemagne on en parle toujours. »

J'ai été réduit, en effet, à désirer qu'on l'oublîât entièrement, plutôt que de s'en souvenir uniquement pour m'abreuver d'humiliations, d'outrages et d'atroces calomnies. Quatre jours après mon retour à Strasbourg, où la ville entière me vit sanglant et mutilé, l'esprit partagé entre l'horreur de cet exécrable forfait et la reconnaissance pour les hommes généreux qui m'avaient sauvé la vie à moi et à ma famille, quatre jours après, je recevais déjà des lettres d'injures, où, tout à la fois, tant la rage est absurde, j'étais peint comme l'auteur du crime et comme justement puni par le sabre des Szeklers de mes forfaits révolutionnaires. Depuis, les libelles et les imputations se sont succédé avec fureur et sans interruption. Ma femme, mes deux filles, mon secrétaire, nos domestiques et moi, nous sommes une troupe de monstres qui, tout à coup, sans motif, sous les yeux mêmes de nos victimes, de tout Rastatt, de tout le Congrès, avons assassiné les malheureux Bonnier et Roberjot. Que dis-je sous les yeux ? Tous sont complices, puisque tous ont signalé les Autrichiens comme étant meurtriers. Ainsi M^{me} Roberjot, le citoyen Boccardi, le secrétaire de la légation, le corps diplomatique, étaient de connivence avec moi pour l'exécution d'un crime horrible, sans but, et dont je me suis sauvé couvert de plaies que probablement je me suis faites.

Si, dans ce bois où j'ai passé la plus affreuse des nuits, voyant à chaque minute mes collègues égorgés, ma femme, mes filles en proie à des barbares, perdant le sang de toutes parts et attendant la mort avec le jour ; si j'eusse pu penser que, deux mois après, je serais souillé de pareils soupçons, et qu'au lieu de porter dans mon cœur déchiré quelques consolations, l'on me ferait désirer l'entier oubli de ce qui m'honore ; si j'eusse cru que des misérables me traîneraient, encore sanglant, devant un tribunal d'opinion, où j'ai pour témoins, pour accusateurs et pour juges les valets de l'Autriche, et m'obligeraient à prouver mes plaies ouvertes ; s'il m'eût paru probable que, sans soulever d'indignation tous les cœurs honnêtes, on pourrait arracher du front de ses auteurs le masque du crime pour l'appliquer sur le front de la victime, et imputer froidement à un père de famille connu, j'ose le dire, par la douceur de ses mœurs, par son attachement aux vertus domestiques, un forfait tel que, sans preuves palpables, on ne l'imputerait pas à un bandit détenu à Bicêtre depuis trente ans ; oh ! oui, si de tels pensers avaient pu me saisir, je serais expiré sur-le-champ. Je l'ai dit parce qu'il est vrai, révolté de cette perversité humaine qui, pour

Le procès-verbal rédigé et signé à Karlsruhe par les membres du corps diplomatique sur l'assassinat du 9 floréal fut le dernier acte du Congrès ; c'est, sans nulle comparaison, celui qui honore le plus leur courage et leur noble humanité, et quand je considère combien cette déclaration irrécusable a été utile à la mémoire de mes malheureux collègues et particulièrement à moi, je n'ai pas de termes pour exprimer ma reconnaissance à ces hommes généreux qui, mettant à part toute différence d'opinion, n'ont plus vu que les intérêts de l'humanité et du droit des gens.

J'ai écrit cette notice historique de mémoire et sans aucuns matériaux ; mais je suis sûr de n'être inexact sur aucun fait, et ceci peut prouver que je m'étais attaché à l'objet de ma mission. Si quelque jour il est possible de rendre cet écrit public, mon projet est d'y joindre, avec le recueil des pièces officielles de la légation, celles imprimées sur l'événement du 9 floréal et toutes les

prix de mes efforts pour la paix, violant les droits les plus sacrés, m'avait fait tailler à coups de sabre, si le bois où j'étais réfugié eût pu me dérober aux regards, je n'aurais jamais voulu en sortir. La vie sauvage, avec toutes ses horreurs, m'eût paru une existence délicieuse au prix de cette civilisation où je voyais ainsi renverser toutes les relations du juste et de l'injuste. Eh ! n'est-ce donc pas le comble de l'ignominie que je sois forcé de faire mon apologie, de dire à l'auteur infâme d'une prétendue lettre de Barbaczy, que je n'ai pu venir troubler l'accord qui existait entre mes deux collègues et le Congrès, puisque Roberjot n'est arrivé à Rastatt qu'un mois après moi, de demander comment un homme met six habits sur son corps, comment, le lendemain, ces envoyés, devant qui l'on panse ses blessures, au lieu de le vouer à l'exécration, la portent tout entière sur ses assassins et lui prodiguent les marques de la plus affectueuse compassion ? Mon sang s'allume et ma tête se trouble, quand je me vois forcé de repousser ces atroces extravagances : je ne suis pas mort, voilà mon tort. Ah ! si je consigne ici ces lignes, certes, ce n'est aucun sentiment d'amour pour la vie ; mais je ne veux pas que mes enfants héritent d'une mémoire entachée et, dût-on blâmer l'excès de ma sensibilité, je veux qu'en lisant cette note écrite le 6 nivôse an VIII, ils se convainquent, par mon exemple et par cette leçon, que tous les fléaux réunis de la nature ne révoltent pas le cœur humain comme l'injure de l'homme.

parties de ma correspondance, ainsi que les lettres particulières que j'ai reçues des différents ministres du Congrès.

A cette notice, Jean Debry a ultérieurement ajouté :

Parcourant de nouveau cet écrit, je crains de paraître ramener trop souvent et l'attentat qui termina le Congrès et les affreuses imputations qu'il a fait peser sur moi ; cependant, je prie qu'on examine ce que j'étais et dans quelle position on a voulu me placer ; je pense qu'on trouvera mon indignation aussi naturelle que légitime. Que les choses aient changé depuis dans la République, nous n'en étions pas moins ses ministres, et nous avons été assassinés ! Depuis dix ans d'existence publique, jamais on n'a fait un reproche ni à ma conduite ni à mes mœurs privées.... et c'est moi que la calomnie veut flétrir du soupçon d'un crime horrible !

Quelques personnes ont pensé que j'aurais dû repousser ces injures atroces et multipliées. Je n'ai point partagé cette opinion. En effet, que pouvais-je dire de plus que ce que j'en ai mandé aussitôt après l'événement, et quelle pièce plus authentique pouvais-je opposer à des écrivains sciemment imposteurs que le procès-verbal des membres du corps diplomatique ? Vouloir détruire des absurdités palpables entassées à dessein, n'était-ce pas m'engager dans une lutte interminable, et devais-je m'abaisser jusqu'à entrer dans une pareille lice ? On peut éclaircir des doutes quand une question en est susceptible, mais ici quels doutes pouvait avoir un homme de bonne foi qui aurait lu, et, si l'on n'a pas lu ce qui a été publié, eût-on donné plus d'attention à ce que j'aurais dit pour ma défense ? Non, non, la vérité dans cette affaire est assez claire pour ceux qui veulent la voir ; quant à ceux qui.

d'avance, ont pris le parti de fermer les yeux à la lumière, j'accumulerais en vain les preuves et les raisonnements; tout mon travail serait sans fruit pour moi, et, les encourageant à me harceler de nouveau, il ne me resterait que le regret et la honte de m'être un instant mesuré avec eux. Cependant, puisque des personnes pour lesquelles je professe respect et considération insistent à cet égard, je relèverai rapidement, et pour la première et dernière fois, celles de ces impostures qu'on a le plus répandues.

L'on a dit : 1^o que les assassins étaient des hommes aux gages du Directoire et déguisés en Szeklers.

Comment se fait-il que leur chef commandait publiquement, le lendemain, à Rastatt, qu'il eut des conférences avec les ministres pour mon retour, des correspondances avec Barbaczy ¹, colonel de Szeklers, qu'il fut détenteur de mes effets, que mes deux voitures furent en sa possession et qu'il ne les remit que sur les instances réitérées des ministres, alléguant qu'elles étaient son butin ? A-t-on jamais pensé à nier que l'ordre n'ait été donné à un détachement de Szeklers d'entrer, le 9 floréal, à Rastatt, qu'il n'y soit effectivement entré ? et comment aurait-il pu se faire que, le lendemain, ces Szeklers, au lieu de se laver d'un crime horrible, eussent reconnu pour leur chef l'étranger qui l'avait commis en se couvrant de leur uniforme ?

2^o Que j'étais si bien instruit du complot que, pour me garantir, j'avais mis *huit habits*, ce qui s'inférait de ma

1. BARBACZY (Joseph), né en 1750 à Debreczin (Hongrie), entré au service en 1768, était, en 1799, colonel du régiment des hussards de Szekler. Quatre mois après l'assassinat des ministres français, il fut envoyé en Transylvanie et reçut le commandement d'un district. Un décret du 23 mai 1801 le mit à la retraite avec le titre de général major et une pension de 1,500 florins. Retiré à Presbourg, il y mourut le 17 juin 1825.

lettre même, où j'annonçais qu'un des coups de sabre que j'avais reçus avait coupé huit doubles de drap.

Je portais un habit et une redingote suivant mon usage journalier. Le montant de tout collet d'habits et le revers ont chacun deux morceaux de drap; il en est de même de la redingote, ce qui fait bien huit.... Mais il fallait un mensonge, et l'on sait bien qu'on n'est pas plus difficile pour les recevoir que scrupuleux pour les trouver.

3° Que j'avais envoyé à l'avance mes enfants à Strasbourg.

J'annonce effectivement dans ma lettre du 12 que j'ai fait partir, dès le 3, mes deux jeunes enfants; mais, comme encore sur ce point il fallait une imposture, on a seulement passé sous silence que mes deux filles aînées (du premier lit) étaient avec moi, ainsi que ma femme enceinte de six mois. J'avais donc voulu sauver les uns et sacrifier les autres : ou peut-être ces deux enfants, l'une de seize, l'autre de dix-sept ans, et leur belle-mère étaient mes complices !!

4° Que pour me défaire d'un témoin incommode, j'avais fait jeter à l'eau mon valet de chambre.

Le citoyen Desmonts, mon valet de chambre, fut effectivement jeté dans le canal de la Murg, par les monstres qui nous assassinaient; mais heureusement le canal n'était pas profond en cet endroit et, comme je l'ai fait imprimer dans le temps, il parvint à se sauver en le remontant l'espace d'environ cinquante pas. Je le trouvai, le 10, chez le comte de Görtz; il est resté à mon service jusqu'au printemps de l'an VIII et demeure encore à Paris aujourd'hui.

5° Que je refusai de me faire panser à Rastatt.

Il est constaté, dans le Narré que j'ai fait imprimer, que, le 10 au matin, je fus pansé à Rastatt chez M. le comte de

Görtz, en sa présence et devant tous les ministres, par M. le docteur Häug; mes habits furent coupés sur mon corps. J'ai encore et je conserve, comme de précieux gages d'hospitalité et d'humanité, les vêtements que MM. de Görtz, de Dohm et Rechberg me donnèrent pour remplacer les miens.

En voilà assez sur ce pénible sujet. Le morceau que je viens d'écrire, on le croira facilement, est de tout ce qui tient à cette aventure odieuse, celui qui a le plus coûté à ma sensibilité et à mon orgueil; je n'y reviendrai plus.

PARTIE II

CORRESPONDANCE DES MINISTRES FRANÇAIS

LA LIMITE DU RHIN

SOMMAIRE DES NOTES ÉCHANGÉES DU 19 JANVIER AU 22 JUIN 1798. — Arrivée de Jean Debry. — Politique aveugle de la Prusse. — L. de Cobenzl. — Conversation avec Dohm. — Jean Debry se démet de son mandat législatif. — Görtz. — Bonnier. — Stadion. — Reprise des négociations. — Note du 4 messidor contenant quelques modifications à la note précédente de la légation française. — Entretien avec Jacobi. — « Essai sur l'intérêt comparé de la République française. » — Malveillance visible de l'Autriche; ses avances à la Prusse. — Décrépidité du corps germanique. — Bade et les souterrains de son château. — Lehrbach remplace Cobenzl. — Relations tendues entre Jean Debry et Bonnier.

Arrivée de Roberjot. — L'affaire Le Grand. — La Députation adopte en principe le milieu du Rhin comme limite entre les deux États. — Lehrbach et Thugut, ennemis déclarés de la République française. — Jean Debry félicite Laharpe de son élection au Directoire helvétique. — La légation française, en admettant le thalweg pour partage du Rhin, prétend réserver pour la République plusieurs îles; elle réclame les forts de Kastel, la démolition d'Ehrenbreitstein et la cession du Frickthal. — Demande d'instructions au Directoire. — Ambition de l'Autriche; indécision de la Prusse. — Conférence de Roberjot avec Jacobi; les intentions du roi de Prusse; son vif désir de sauvegarder le corps germanique. — Projets de traité auxquels la légation française refuse d'accéder; sa conférence avec Albini. — Intrigues et menées pour remettre en discussion les points admis.

Avant l'arrivée de Jean Debry, les plénipotentiaires réunis au Congrès avaient échangé dix-neuf notes, que Rosenstiel a analysées comme il suit :

Discours du comte de Metternich, ministre plénipotentiaire de l'Empereur, dans la séance de la Députation de l'Empire du 19 janvier 1798

(30 nivôse an VI). Le plénipotentiaire remet ses pouvoirs et ses lettres de créance au ministre directorial de Mayence; il fait part à la Députation de la déclaration verbale que les ministres français lui ont faite au sujet de la limite du Rhin, et communique ses propositions sur les délibérations de la Députation.

1^{re} note de la Députation de l'Empire (27 janvier-2 pluviôse) : La Députation combat la proposition des ministres français relative à la limite du Rhin et leur demande une autre base de conciliation; elle fait, de son côté, plusieurs propositions à l'égard des pays occupés par les troupes françaises.

1^{re} note de la légation française (9 pluviôse-28 janvier) : La légation française réfute les objections que la Députation de l'Empire a produites contre la limite du Rhin; elle persiste dans sa première demande.

2^e note de la Députation de l'Empire (2 février-14 pluviôse) : La Députation cherche à prouver que l'Empire a été attaqué par la France; elle combat de nouveau la base de la limite du Rhin et persiste dans sa demande énoncée dans sa première note.

2^e note de la légation française (15 pluviôse-3 février) : La légation française combat l'assertion de la Députation que l'Empire ait été attaqué, insiste sur l'adoption de la base qu'elle a proposée, et indique le placement à la rive droite du Rhin des pertes qui seront éprouvées à la rive gauche de ce fleuve.

3^e note de la Députation de l'Empire (10 février-22 pluviôse) : La Députation demande à connaître toute l'étendue du sacrifice que l'Empire doit faire pour arriver à la paix, et elle renouvelle ses instances pour la retraite des troupes françaises de la rive droite et pour l'observation de l'armistice.

3^e note de la légation française (22 pluviôse-10 février) : La légation française combat comme évasive la proposition de la Députation sur le développement du sacrifice de l'Empire, et persiste dans sa première demande de l'adoption pure et simple de la limite du Rhin.

4^e note de la Députation de l'Empire (19 février-1^{re} ventôse) : La Députation est disposée à faire la cession de la moitié des pays de l'Empire situés à la rive gauche du Rhin, et elle propose de convenir, sous ce point de vue, d'une limite militaire au sujet de l'armistice et de la retraite des troupes françaises sur la rive droite du Rhin.

4^e note de la légation française (2 ventôse-20 février) : La légation française combat la proposition d'une cession partielle des pays de la rive gauche du Rhin et persiste dans l'intégrité de sa première proposition de limite.

5^e note de la Députation de l'Empire (3 mars-13 ventôse) : La Députation refuse de donner son assentiment à toute l'étendue de la base de limite proposée par la légation française, et propose pour limite future le Rhin et la Moselle, savoir : les pays de l'Empire situés à la rive gauche du Rhin et à la rive droite de la Moselle, ou bien ceux qui sont situés à la rive gauche du Rhin et à la rive gauche de la Moselle, et en convenant d'une ligne militaire dans ce sens. Cette nouvelle proposition est accompagnée de dix-huit articles préliminaires et conditionnels.

5^e note de la légation française (14 ventôse-4 mars) : La légation

française insiste sur l'adoption de la base de limite qu'elle a proposée.

6^e note de la *Députation de l'Empire ou conclusum transmis par le ministre impérial* (11 mars-21 ventôse) : La Députation seule, sans l'accession du plénipotentiaire impérial, accède à la base de limite proposée par la légation française, mais sous trois conditions préalables, et en donnant à connaître qu'elle verrait avec plaisir que le gouvernement français excepterait de la cession demandée les pays sur le bas Rhin, depuis les sources de la Roër jusqu'à son embouchure dans la Meuse, et depuis la source de la Nette jusqu'à son embouchure dans le Rhin.

6^e note de la *légation française* (25 ventôse-15 mars) : La légation française accepte sans restriction l'accession de la Députation à la première base de paix relative aux limites, et propose pour seconde base le principe des sécularisations comme moyen d'indemniser les États perdant sur la rive gauche du Rhin.

7^e note de la *Députation de l'Empire ou conclusum transmis par le ministre impérial* (22 mars-2 germinal) : La Députation seule, sans l'accession du ministre impérial, déclare que les conditions préalables qu'elle avait posées étaient essentiellement liées à son admission de base de limite proposée par la légation française ; elle demande une déclaration catégorique sur ces conditions et reproduit la proposition d'excepter de la base proposée pour limite une certaine étendue de pays sur la rive gauche du Rhin.

7^e note de la *légation française* (7 germinal-27 mars) : La légation française décline de répondre sur les conditions préalables de la Députation, rejette la proposition de laisser à l'empire d'Allemagne une certaine étendue de pays à la rive gauche du Rhin et demande une explication sur le mode d'indemnités.

8^e note de la *Députation de l'Empire ou conclusum transmis par le ministre impérial* (5 avril-16 germinal) : La Députation seule, sans l'accession du plénipotentiaire impérial, déclare d'admettre des indemnités pour les pertes sur la rive gauche du Rhin par le moyen des sécularisations, en ajoutant de prendre à ce sujet toutes les précautions restrictives et essentiellement nécessaires à la conservation de la Constitution de l'Empire ; elle reproduit sa seconde condition préalable et les dix-huit articles joints à la note du 13 mars, et demande la retraite des troupes françaises de la rive droite du Rhin.

8^e note de la *légation française* (19 germinal-8 avril) : La légation française répond, au sujet de la retraite des troupes françaises sur la rive droite du Rhin, qu'elle sera la suite de la pacification effectuée ; à l'égard de la seconde condition préalable, elle déclare que dans le cours des discussions, elle n'écartera rien de ce qui sera juste et concordant avec l'intérêt commun des deux nations. Quant aux articles joints à la note du 3 mars, elle témoigne à la Députation son étonnement de ce qu'on a pu élever des doutes sur les uns et se résoudre à demander les autres.

9^e note de la *Députation de l'Empire* (21 avril-9 floréal) : Le plénipotentiaire impérial adhère aux propositions de la Députation renfermées dans les notes des 14 et 27 mars et du 5 avril, et la Députation, de concert avec lui, persiste à demander l'acquiescement de la légation fran-

caise à ses propositions relatives à la seconde condition préalable et aux articles joints à la note du 3 mars; elle demande, en conséquence, une réponse adhésive et une explication sur chacun de ces articles; elle exige de nouveau la retraite des troupes françaises de la rive droite du Rhin.

9^e note de la légation française (14 floréal-3 mai) : La légation française donne le détail de ses demandes qui sont : 1^o la communauté pour les deux nations de la navigation du Rhin; 2^o l'entretien commun des chemins de halage; 3^o le transit libre sur ces chemins; 4^o la suppression des droits de péage; 5^o la cession de toutes les îles du Rhin à la République; 6^o la cession du fort de Kehl et de son territoire; 7^o la démolition d'Ehrenbreitstein; 8^o la cession du fort de Kastel et de ses dépendances comme parties intégrantes de Mayence; 9^o le rétablissement du pont commercial entre les deux Brisach et la cession d'un terrain de 50 arpents en face de l'ancien pont de Huningue; 10^o la liberté de la navigation, pour les deux nations, des rivières qui aboutissent au Rhin et celle des grands fleuves d'Allemagne. Elle indique les possessions de la rive gauche du Rhin qui seront remplacées sur la droite, savoir celles des princes, États de l'Empire et nobles immédiats. Elle demande de plus que les dettes sur la rive gauche du Rhin seront transportées sur les objets de remplacement; que l'Empire renonce à toute prétention sur les objets cédés et que cette renonciation s'étende aux territoires des républiques alliées de la république française.

10^e note de la Députation de l'Empire (18 mai-29 floréal) : La Députation, en rappelant à la légation française qu'elle n'a consenti à la limite du cours du Rhin comme base de pacification qu'autant qu'on s'entendrait sur les dix-huit articles de la note du 3 mars et qu'on admettrait les deux autres conditions préalables, combat la demande de toutes les îles du Rhin et offre de céder à la France les îles placées dans la moitié du Rhin qui lui sera abandonnée. Quant au haut Rhin, elle propose le thalweg ou la passe du fleuve et une ligne frontière idéale. D'après le même principe de la communauté du Rhin, elle refuse de consentir à la cession des forts de Kehl et de Kastel et de 50 arpents de terrain vis-à-vis du vieux pont d'Huningue, au rétablissement du pont entre les deux Brisach et à la démolition d'Ehrenbreitstein, et propose comme principe que le Rhin fera la limite future entre les deux États, et que ni l'un ni l'autre ne pourra étendre sa souveraineté à la rive opposée. Elle admet la proposition d'un chemin de halage et celle qui est relative aux ouvrages riverains, ainsi que la liberté de la navigation du Rhin pour les deux nations. Elle présente des objections contre la suppression des péages sans la rejeter cependant, et propose enfin l'ajournement de tout ce qui est relatif à la navigation du Rhin, au chemin de halage, aux ouvrages riverains, aux droits de péage et de douane et au commerce en général, jusqu'à la conclusion d'une convention particulière de commerce et de navigation. Elle combat la proposition d'indemniser aussi à la rive droite du Rhin les nobles immédiats possessionnés à la rive gauche, ainsi que celle relative au transport des dettes. Enfin elle déclare qu'elle ne fera aucune difficulté de faire les renonciations demandées, à condition que la France fasse une semblable renonciation en faveur de l'Empire et qu'elle accède à l'article 3 de la pièce jointe à la note du

3 mars, et renouvelle sa demande pour une réponse catégorique à tous les articles de cette pièce.

I. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Strasbourg, 23 prairial an VI (11 juin 1798).

Je suis arrivé ici, mon cher Treilhard, hier soir, ayant couru depuis le 18, sauf quelques heures de nuit et un demi-jour de retard à Nancy pour mes fonds. Si les mauvais chemins t'ont paru insupportables, je t'assure que la violente chaleur que j'ai essuyée ne l'est pas moins. Je suis rôti comme saint Laurent. J'ai fait partir ce matin une ordonnance pour Rastatt, où je me rendrai demain. Ma chaise brisée dans les chemins de Phalsbourg me retiendra cette après-dinée.

J'ai su à mon arrivée, et c'est pour cela spécialement que je t'écris, que M. de Cobenzl avait fixé sa maison à Selz. J'avais déjà vu dans le *Moniteur* que l'on disait que la négociation de Rastatt y serait transférée¹; je ne pense pas que ce puisse être l'intention du Directoire; or, si ce n'est pas son intention, il est impossible que ce changement ait lieu. Assurément Selz ou Rastatt me sont parfaitement égaux, et je ne fais aucune comparaison entre la société de François et celle de ton collègue; mais ce qui me paraîtrait aussi dur qu'opposé aux sentiments des membres du Directoire, ce serait que le ministre à Ras-

1. « On attend avec une impatience plus vive que jamais l'issue des négociations de Rastatt et de celles qui sont ouvertes à Selz. On croit qu'on n'y traitera pas seulement de la satisfaction pour l'insulte faite à notre ambassadeur à Vienne; il paraît qu'on y conviendrait en même temps de tous les points importants sur lesquels on n'est pas encore d'accord et qui ont retardé jusqu'ici la conclusion de la paix avec l'Empire germanique. C'est à cet effet qu'un des ministres prussiens qui se trouvent à Rastatt s'y rendra prochainement » (*Moniteur* du 19 prairial an VI).

tatt y représentât à peu près comme les figurants dans les chœurs de l'Opéra. Peut-être toutes ces réflexions sont-elles sans fondement; alors prends-les pour ce qu'elles valent; demain j'en saurai davantage. J'ai aussi fait part de mon arrivée à François. Comme en t'écrivant c'est plutôt à mon ami qu'au directeur que je m'adresse, et que d'ailleurs cette lettre n'est pas précisément une lettre d'affaires, je crois que tu trouveras naturel que je conserve avec toi le ton de l'amitié plutôt que le style de l'étiquette; excepté les circonstances « officielles », dans tout autre cas, je me croirais brouillé et je ne veux jamais l'être.

Ma femme et mes filles te présentent, ainsi qu'à M^{me} Treilhard, leurs civilités; j'en fais de même. Elles ont fort bien supporté la fatigue et la chaleur.

Tout à toi, ton ami pour la vie.

2. — JEAN DEBRY A FRANÇOIS DE NEUCHATEAU

Rastatt, 25 prairial (13 juin).

Il faut, mon cher collègue, que vous m'excusiez encore si je ne me rends pas aujourd'hui à votre invitation; mais outre la fatigue d'une longue route qui me retient, je voudrais subir sur-le-champ tout le détail de l'emménagement ¹, afin de n'avoir plus à m'occuper que de mon affaire. J'en ai causé hier un moment avec mon collègue, et je sens tout le besoin d'en conférer avec vous. Ce besoin, je l'éprouve comme ministre et comme citoyen. Croyez qu'à ce titre la première sortie que je ferai sera pour me rendre

1. Les appartements assignés à Jean Debry étaient meublés. Ayant reçu, au départ, 10,000 fr. pour frais de premier établissement, il put, comme ses collègues, s'installer assez confortablement. Il acheta « une fort belle voiture et deux bons chevaux. » Il eut, en outre, quatre autres chevaux à sa disposition. Rosenstiel lui avait assuré les services du cuisinier de Treilhard, Ribail, qui fut un des témoins de l'attentat.

à Selz ; l'on ne m'a rien dit à Strasbourg, sans cela j'eusse été directement.

Mille amitiés, je vous embrasse et vous réitère les assurances du plus sincère attachement.

3. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 25 prairial (13 juin).

Citoyen ministre,

Je suis arrivé hier à Rastatt, et je m'empresse de vous en donner avis ; c'est à quoi quant à présent doit se borner ma lettre. J'ai vu mon collègue Bonnier et j'ai conféré un moment avec lui et le citoyen Rosenstiel ; je lui ai remis les dépêches dont j'étais porteur. Aussitôt les premiers embarras passés, nous entamerons notre affaire ; je me ferai un devoir de vous faire part exactement de la discussion et de son résultat.

Je dois ajouter que, dans la courte conversation que nous avons eue, mon collègue s'est plaint de ce que, malgré plusieurs insinuations pressantes faites à M. d'Albini contre l'existence accréditée de *huit* ministres du cardinal de Rohan ¹, la Députation n'avait rien prononcé à cet égard ; je pense comme lui qu'il est de la dernière inconvenance que la légation de la République soit exposée à se trouver avec les agents d'un homme qui n'est pour

1. ROHAN-SOUBISE (Louis-René-Édouard, cardinal de), né le 25 septembre 1734, coadjuteur de l'évêque de Strasbourg le 24 mars 1760, grand aumônier de France, membre de l'Académie française en 1761, créé cardinal le 1^{er} juin 1778, prince-évêque de Strasbourg et landgrave d'Alsace le 11 mars 1779. Il est inutile de rappeler son rôle dans l'affaire du Collier, qui éclata en août 1785. Député aux États généraux de 1789 par le bailliage de Haguenau, il se démit en août 1790. Ayant été dénoncé comme suscitant des troubles en Alsace et favorisant les émigrés, il se réfugia à Ettenheim, dans la partie transrhénane de sa principauté. Il chercha néanmoins, en 1798, à réclamer une indemnité comme prince dépossédé ; mais ses envoyés échouèrent absolument. Il mourut le 16 février 1803.

nous qu'un émigré, et que, s'il est nécessaire de s'en expliquer formellement pour les faire renvoyer, nous le devons à la dignité de la nation française.

Je compte voir sous quelques jours mon collègue François.

Salut et respect.

4. — JEAN DEBRY A PAGANEL ¹

Rastatt, 28 prairial (16 juin).

Je t'écris, mon cher Paganel, seulement pour te donner signe d'existence, car nous n'avons encore rien fait que lire les dépêches dont j'étais porteur. D'ailleurs, quand la fatigue occasionnée par l'extrême chaleur et les premiers arrangements indispensables de mon établissement ne m'auraient pas consommé deux jours, il n'y aurait ici personne. M. de Cobenzl n'est pas encore revenu de Selz, où je vais aujourd'hui. M. de Metternich n'est arrivé qu'avant-hier; j'ai été hier, non pas le voir, mais lui remettre, ainsi qu'au ministre directorial, copie certifiée de mes pouvoirs. On appelle cela « se légitimer »; j'en suis ravi, me voilà « légitime ». L'importante affaire du *punctilio* ou étiquette exige aussi, tu n'en doutes pas, une attention sérieuse; j'y suis si neuf que je n'ai pas même le bon sens d'admirer tout cela. Mon collègue me paraît très valétudinaire; je ferai cependant en sorte, lorsque

1. PAGANEL (Pierre), né le 31 juillet 1745, curé de Bajols (Lot-et-Garonne) en 1789, procureur syndic de Villeneuve-d'Agen en 1790, élu député le 3 septembre 1791 à l'Assemblée législative et, le 5 septembre 1792, à la Convention, où il vota la mort du roi avec sursis. Il remplit ensuite plusieurs missions dans les départements du sud-ouest. Nommé, après la session, chef du contentieux au ministère des relations extérieures et, en 1797, secrétaire général de ce ministère, il devint en 1803 chef de division à la grande chancellerie de la Légion d'honneur. Réformé en 1814, banni en 1816, il se retira à Bruxelles et y mourut le 20 mars 1826.

j'aurai vu François, de nous mettre demain à la besogne.

Voilà bien des détails misérables ; aussi me gardé-je bien d'en écrire une ligne au ministre. Je te prie seulement de me rappeler à son souvenir. Sieyès est passé ici le 26, à trois heures ; il a dîné chez moi et est reparti de suite. Tu ne te fais pas idée de l'empressement qu'on mit à le voir, lorsque de chez moi il se rendit à sa voiture ; plusieurs Excellences, se pressant sur ses pas, en oubliaient leur gravité, ce qui m'a beaucoup amusé ¹.

Quoique maintenant notre principale affaire, entre personnes qui iraient directement au but, puisse se terminer en moins de quinze jours, je n'espère pas assurément qu'elle ira aussi vite. Il est des gens qui se complaisent dans les formalités. Peut-être aussi voudrait-on se persuader que le désir de la paix est pour nous le résultat du plus urgent besoin. Je pense toujours que, si ceci se prolonge, il sera infiniment utile de compléter la légation. Ce n'est pas seulement dans cette idée mon avantage personnel que j'envisage, mais le bien de la chose et l'accélération de ses progrès.

Je te salue et t'embrasse de tout mon cœur.

5. — JEAN DEBRY A MERLIN ²

Rastatt, 30 prairial (18 juin).

Après avoir, mon cher ami, dévoré les formalités, les étiquettes et les cérémonies de mon installation ici, j'espère

1. Le 14 juin, le baron d'Edelsheim, ministre d'État du margrave de Bade, écrivait à ce dernier : « Le citoyen Sieyès vient de passer ici en allant à Berlin. Il n'a fait que dîner chez Jean Debry, a traversé ensuite le jardin à pied, où j'ai été faire le badaud avec le ministre électoral comte de Loeben, pour voir passer cet homme marquant dans toute la Révolution » (ORSER, *Politische Correspondenz*, t. III, p. 112).

2. La correspondance de Jean Debry avec Merlin fut, comme on le verra, très fréquente pendant le Congrès. Des cinq directeurs, Merlin était le seul qui donnât aux affaires tout son temps et une attention soutenue. Un

enfin que la négociation va reprendre son activité. Nous nous occupons à dresser la réponse à la dernière note de la Députation; si, comme nous aurons l'attention de l'exprimer fortement, elle voit dans la condescendance du gouvernement français le seul désir d'accélérer le traité définitif, je ne fais aucun doute que notre proposition sera accueillie; elle doit l'être avec reconnaissance. Je ne peux encore juger de la mauvaise volonté de l'Autriche et de la peur du cabinet prussien que par ce qui s'est passé antérieurement; mais il me paraît que ces deux sentiments ne sont que trop réels. Il n'est sorte de bruits absurdes que l'on ne fasse courir; tantôt c'est la translation des négociations à Selz, tantôt la détermination des deux grandes puissances germaniques de refuser toute indemnité, de laisser sans application le principe des sécularisations et d'établir l'Empire en état de neutralité armée sous la protection de la Prusse.

L'esprit du grand Frédéric paraît avoir entièrement quitté cette dernière monarchie, qui, influencée par la Russie, se suicide de gaieté de cœur. Lorsque notre note sera remise, il faudra bien que ces messieurs s'expliquent; alors, nous les verrons venir. J'ai déjà, dans une

rapport secret au comte de Provence, tiré des papiers de lord Grenville, lui rendait cette justice, en décembre 1797, et dépeignait ses collègues en quelques touches assez piquantes : « Merlin travaille quatorze heures par jour; il s'occupe de tout ce qui est de détail, d'exécution des lois, de gouvernement effectif. Les quatre autres, très satisfaits de son assiduité, signent avec complaisance tous les produits de ce labeur et se livrent à des exercices différents. Reubell agiote, boit, s'enivre souvent, prend intérêt dans tous les marchés....; François fait des vers. La Revellière herborise au Jardin du Roi, dit des Plantes. La fille du jardinier s'est emparée de son cœur et a au moins autant de pouvoir sur lui que la théophilanthropie. Barras consacre peu de moments au cabinet; s'il y passe quelques heures, ses jambes s'enflent; il se croit mort. Le lendemain, une partie de chasse et une dinée nombreuse dissipent sa mélancolie » (*Historical manuscripts Commission. Report on the manuscripts of J. B. Fortescue, esq., preserved at Dromore*, vol. IV (1905), p. 38).

première visite, saisi l'occasion de dire à MM. de Görtz et de Cobenzl que la modération du Directoire devait être pour eux le gage de son désir de faire la paix, mais qu'à tort ils prendraient ce sentiment pour le besoin de la nécessité ; qu'un procédé évasif ou rénitent de la part des deux légations autrichienne et prussienne aurait dans la circonstance présente un double résultat sur lequel je les invitais à réfléchir sérieusement : le premier, de les rendre aux yeux de l'Europe les auteurs immédiats du renouvellement des hostilités ; le second, de décupler pour les pousser avec vigueur les forces du gouvernement français en éveillant de nouveau l'indignation d'une nation puissante et victorieuse, qui, assurée que son gouvernement veut la paix, verrait en même temps rejeter ses offres, mépriser ses sacrifices et sa générosité, comme si elle eût été vaincue ; qu'au surplus, ils pouvaient, par l'exemple de ce qui se passait en France, à l'égard de l'Angleterre, se convaincre qu'on ne heurte pas impunément l'amour-propre et la dignité d'une République de trente-trois millions d'hommes.

Quoique ceci ait été dit par forme de conversation et à diverses reprises dans les visites que j'ai reçues, j'ai été bien aise de leur faire connaître, dès l'abord, sur quel terrain je prétendais marcher et de fixer ainsi à peu près la base des récriminations que la légation française aurait à faire contre la marche déloyale et tortueuse des Autrichiens et des Prussiens. Ces messieurs m'ont répliqué par beaucoup de saluts et de protestations insignifiantes. Je crois cependant que mon observation n'a pas été perdue. Görtz, avec lequel je me suis trouvé seul, m'a beaucoup répété que la Prusse était l'alliée naturelle de la République. Ce sera à Sieyès à donner à cette phrase sa véritable valeur.

Je ne sais si l'annonce qui a été faite dans les papiers français, de l'arrivée de Roberjot comme troisième négociateur, a rendu mon collègue moins humoriste. Quoi qu'il en soit, je l'ai trouvé très liant dans la conférence que nous avons eue pour notre prochaine réponse; il s'est chargé d'en minuter la rédaction; s'il est toujours le même, je vivrai fort bien, *diplomatiquement*, avec lui.

Je ne peux, en ce moment, rien te dire de plus positif que ce qui est porté dans cette lettre. Quel est donc le cuistre qui a placé dans un numéro de la *Clef des cabinets* trois pages d'éloges personnels pour MM. de Metternich et de Cobenzl¹? Un capucin qui ferait le

1. Voici les traits principaux de ces articles élogieux qui irritaient Jean Debry et qui furent reproduits, avec de légères variantes, par plusieurs journaux, le *Moniteur* entre autres :

« Le comte de Cobenzl est un seigneur brillant pour son esprit, son ton et ses manières. Il passe pour courtisan délié et négociateur habile. Le plus grand travail est pour lui un jeu. Ses ennemis ou ses envieux disent qu'on pourrait désirer plus de profondeur dans ses plans et de lenteur dans sa marche; ils lui reprochent aujourd'hui de n'avoir pas donné assez de précision et de clarté aux articles du traité de Campo-Formio et d'avoir ainsi laissé une porte ouverte à plus d'un genre de difficultés. Au reste, sa manière de négocier est, dit-on, facile et grande.... Il est riche et aime à représenter avec pompe. Il a brillé à Pétersbourg par sa magnificence comme par ses talents diplomatiques et ses connaissances politiques. Le genre sérieux de ses occupations n'altère pas sa gaieté naturelle, et il recherche la compagnie qui entretient cette gaieté » (*Clef du cabinet des souverains*, numéro du 24 prairial an VI).

Les quarante lignes consacrées à Cobenzl sont suivies de soixante autres lignes où Metternich est également présenté sous le jour le plus flatteur : « Il passe pour un des hommes de l'Allemagne les plus profondément instruits du droit public de ce pays. Il y joint la connaissance des rapports politiques de toutes les puissances de l'Europe.... Il est recommandable par les qualités qui constatent l'homme privé et l'homme public. Bon époux, bon père, bon ami, ministre habile, calme et froid, il est pour tout le monde d'un accès facile et possède le rare mérite de contenter même ceux qu'il est forcé d'affliger par des refus. Quand la Belgique était encore le théâtre de la guerre, il employait toute son autorité à tempérer la rigueur du militaire contre les Français prisonniers, et on cite de lui plusieurs traits de sévérité contre des émigrés qui avaient eu la bassesse d'insulter quelques-uns de ces malheureux. »

D'autres notices concernant les principaux ministres, et rédigées dans

panégyrique de saint François de Sales ne parlerait pas autrement. Ce mot de capucin me vient fort à propos ; j'en ai habituellement une escouade sous mes fenêtres, puis des livrées, des cloches, des orgues, des processions. Joins à cela l'étiquette, qui, bien qu'adoucie, est encore lourde, et juge si j'ai pu écrire à Merlin directeur, et non pas à Merlin mon ami. Il faut bien se dépiquer un peu d'un rôle ennuyeux. Je souhaite que cette longue lettre ne t'ennuie pas par continuation et, comme je me sens assez de vocation pour la carrière où j'entre, je te rappelle ta promesse de m'attacher à une république. Les oiseaux ne vivent point sous l'eau.

Je te salue et t'embrasse de tout mon cœur. Veuille me rappeler au souvenir de nos amis et spécialement de Treilhard, dont chacun me parle ici comme je désire qu'on m'en parle et à qui j'écirai l'un des prochains courriers.

Mille civilités à ta famille, de la part de la mienne.

Joie, courage et santé.

6. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 1^{er} messidor (19 juin).

Nous allons remettre la note de la légation française en réponse à celle de la Députation de l'empire ; mais, en attendant son résultat, les conférences particulières ne me paraissent pas reprendre une grande activité. M. de Cobenzl est le plus souvent à Selz ; il m'a même dit, en plaisantant, qu'il s'en regardait comme habitant. Je lui ai répondu que nous espérions bien le recouvrer à Rastatt

le même esprit, parurent dans cette feuille. On retrouvera au *Moniteur* celles de Lehrbach (29 prairial), Görtz (1^{er} messidor), Jacobi (4), Dohm (9), Morawitzky (17), Loeben (19), Reden (1^{er} thermidor), Stadion (6).

avant peu. Il est probable que la première cause de cette inertie vient de l'espérance que l'on avait conçue de transférer toutes les négociations à Selz et de se passer de l'Empire, dont la condescendance ne convient pas au cabinet autrichien ; mais je crois de plus qu'on est bien aise par là de connaître si nous sommes pressés de terminer à *tout prix*, et de nous attendre à la discussion des intérêts contradictoires de l'Autriche et de la Prusse, résultant des deux traités secrets faits avec ces puissances. Ce qui me confirme dans cette opinion, ce qui me persuade que la cour de Vienne, pour avoir meilleure composition de nous, veut encore faire montre de sa puissance, c'est le nouvel emprunt qu'elle vient d'ouvrir et dans lequel elle tente à toute force de faire entrer ses anciens créanciers. L'on m'assure de plus qu'elle exige l'acquittement des contributions arriérées de la Souabe, et que les États sont disposés à accéder à cette demande. Il serait bien singulier que l'on vit un prince ami pressurer un pays qu'il doit protéger et y réussir, tandis que nous, qui sommes encore ennemis, nous avons renvoyé à une discussion ultérieure les répétitions légitimes que nous avons à faire pour un objet semblable.

J'ai vu ce matin M. de Dohm, celui de la légation prussienne qui me paraît avoir les vues les moins éloignées du véritable intérêt de son gouvernement. Il m'a confirmé ce que vous aurez sûrement appris par Bacher et d'autres agents, que la Prusse avait refusé de contracter l'alliance proposée par la Russie, comme aussi qu'elle voulait maintenir l'état de ses relations antérieures avec la République française, sans y changer, et qu'elle était décidée à renoncer à toute indemnité pour la cession de ses provinces transrhénanes, ne voulant pas porter la main à l'édifice décrépit de la Constitution germanique

(je me sers de ses termes). Il ne m'a point dissimulé que sur les deux derniers points il ne partageait pas l'avis de sa cour ; qu'il regrettait que l'on sentit aussi peu l'intérêt évident d'une alliance intime avec la France, et surtout que, par le refus d'indemnité sur la rive droite, on réduisit à très peu de chose l'application du principe des sécularisations. Comme je n'ignorais pas que ce refus d'indemnité cachait une arrière-pensée et que lorsqu'on viendrait au fait, la Prusse ferait valoir ses réserves, je cherchais à quoi pouvait tendre une espèce de confiance qui, au reste, ne m'apprenait rien qui ne fût bientôt public, et qui n'offrait à la légation aucune ouverture dont elle pût profiter ; je le vis bientôt. M. de Dohm me proposa de conférer avec moi sur un projet d'acte de cession des États prussiens situés à la rive gauche, acte qui réglerait le mode d'exécution et les dispositions applicables aux individus. Je lui demandai s'il en avait déjà parlé à la légation ; il me dit que oui, que d'abord on l'avait écouté, mais qu'ensuite il n'en avait plus été question. Je lui observai alors que tout ce qui était relatif à l'Empire devait se traiter avec l'Empire collectivement et non avec chaque État partiellement ; sans cela, en effet, l'existence du Congrès reste sans objet, et ses opérations antécédentes deviendraient à peu près illusoires. Au surplus, je l'entendrai et j'espère qu'il ne prendra, même en conversation, aucun avantage.

Je lis à l'instant, dans le numéro 170 de la *Gazette des Deux-Ponts*, un projet d'articles organiques de cession des États prussiens situés à la rive gauche ; je ne sais s'ils viennent des envoyés de Berlin ; mais il est impossible d'imaginer quelque chose de plus complètement absurde et ridicule.

J'attendrai, citoyen ministre, le départ du courrier de

demain pour fermer ma lettre , dans le cas où j'aurais quelque chose à vous mander qui en valût la peine. La plupart des envoyés sont aujourd'hui à Selz.

Salut et respect.

7. — JEAN DEBRY A JOSEPH BONAPARTE ¹

Rastatt, 1^{er} messidor (19 juin).

Vous m'avez, mon cher Bonaparte, permis de vous écrire et promis de m'écrire; j'use de la permission en attendant que vous teniez votre promesse. Je n'ai pourtant rien de bien intéressant à vous mander. Je retrouve ici tout ce qu'on ne voit plus en France, des livrées, des hommes à cordons, des cloches et des capucins. La société y est nulle, et ce n'est pas ce qui m'en déplaît, le site très romantique, environné de montagnes couvertes de bois : peu de bonne culture; la nature a fait ici beaucoup pour l'homme, mais l'homme ne fait rien; il va à la messe et s'en rapporte aux saints de pierre qui bordent les chemins, comme des pierres milliaires, pour assainir un terrain marécageux qui lui donne la fièvre la moitié de l'année.

La négociation va reprendre; c'est à qui ne paraîtra pas pressé de conclure, dans la crainte que cet empressement ne fasse exiger des sacrifices. Sieyès est passé ici il y a quatre jours : ce sera lui qui accélérera le plus le traité définitif. Il s'agit de faire pencher la balance ou de la mettre en état de pouvoir pencher. A-t-on des nouvelles de la flotte? Si j'en crois M. Boccardi, qui est ici, elle est tantôt ici, tantôt là; puis le roi de Sardaigne ² est entré en

1. Joseph Bonaparte était alors député du Liamone au conseil des Cinq-Cents.

2. CHARLES-EMMANUEL IV, duc de Savoie, prince de Piémont, roi de Sardaigne, né le 24 mars 1751, avait succédé, le 16 octobre 1796, à son

Ligurie, et il faut que la France intervienne, etc. Cet homme-là ne me paraît avoir de long que le nez.

J'ai su que l'on voulait, par motion d'ordre, me demander ma démission ; j'étais sûrement bien résolu à ne point rentrer dans le corps législatif sans nomination nouvelle, je vous l'avais dit. J'aurais pu mettre, de mon côté, de l'opiniâtreté et embarrasser le motionnaire, puisqu'il faut une loi ; mais je ne veux point être inculpé de calcul personnel, et j'ai envoyé à Villers ¹ cette démission formelle pour qu'il la remette au Conseil ². J'ai besoin que l'on n'atténue d'aucune manière le peu de considération que je puis avoir, et cette considération doit l'emporter sur toute autre. Je ne peux sûrement pas, comme MM. de Metternich et de Cobenzl, prétendre à quatre pages de fade éloge dans les journaux français. Bon, si j'avais un cordon et surtout si j'étais Autrichien ! Quelle honte ! Au reste, je ne sais si l'on ne doit pas se réjouir de voir ces journalistes avilir de plus en plus un métier qui leur a tant servi à nuire à la République. Cette arme, trempée dans la boue, ne blessera plus.

J'ai vu un moment le citoyen Melzi ³, que j'ai prié de me rappeler à votre souvenir. Je vous fais la même prière

père Victor-Amédée III. Attaqué par la France en 1792, puis en 1796, ce dernier n'avait obtenu la paix qu'en abandonnant la Savoie et les comtés de Nice, de Tende et de Beuil.

1. VILLERS (François-Toussaint), né le 25 janvier 1749, curé de Saint-Philbert-de-Grandlieu, élu le 7 septembre 1792 député de la Loire-Inférieure à la Convention, où il vota la mort du roi et fit partie de divers comités. Passé aux Cinq-Cents, il soutint avec ardeur le Directoire, et fut le rapporteur des mesures de proscription qui suivirent le 18 fructidor. Réélu le 22 mars 1799, il entra, le 25 décembre suivant, au nouveau Corps législatif et en sortit en 1802. Il fut alors nommé directeur des douanes à Nantes, où il mourut le 15 novembre 1807.

2. Cette démission, datée du 1^{er} messidor (19 juin), fut lue au conseil des Cinq-Cents le 7 (*Moniteur* du 8).

3. Melzi, député de la République cisalpine, venait d'être rappelé. Il quitta Rastatt le 4 juillet.

à son égard ; le peu que j'en ai vu me le fait infiniment regretter, surtout dans un pays où il n'est pas facile de trouver des suppléments.

Je vous embrasse de tout mon cœur. Je vous prie de me conserver un peu de cette amitié si douce dans toutes les circonstances et dans toutes les places, parce qu'elle survit. Comptez sur une entière réciprocité de ma part.

P.-S. — Je présente mes respects à M^{me} Bonaparte ¹.

8. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 3 messidor (21 juin).

Je te donnerai, mon ami, peu de nouvelles de la politique extérieure ; tu dois les connaître infiniment mieux que moi. Seulement, il me paraît clair que la Prusse, influencée par la crainte de la Russie, contre laquelle elle n'a point de frontières, est complètement la dupe de l'Autriche, et qu'au lieu de consentir à se rendre par notre moyen l'arbitre de l'Allemagne, elle se ravale à n'être que l'instrument des deux cours impériales qui veulent en partager les dépouilles. La considération faisait la principale force de cet État ; elle déchoit chaque jour. Je n'ai point caché à M. de Dohm qu'il me semblait que son cabinet conduisait par la voie la plus courte le roi de Prusse à n'être plus que marquis de Brandebourg. Je lui ai fait sentir, du reste, ainsi qu'à M. de Görtz, que la France était en position de prendre sa détermination de la manière la plus indépendante des calculs ou des réticences d'autrui. A propos de ce M. de Görtz, je le trouve assez bien peint par Mirabeau. Il est, dit-il, « froid, sec, disgracieux, mal-

1. Marie-Julie CLARY, née le 16 décembre 1777, à Marseille, de François, négociant, et de Françoise-Rose Sonis ; mariée, le 1^{er} août 1794, à Joseph Bonaparte ; morte le 7 avril 1845.

tre de lui, quoique violent ¹ ». S'il l'eût vu ici, il aurait beaucoup ajouté à ce portrait. Si cette légation n'a pas reçu des ordres positifs, sa conduite n'est qu'un long crime d'État.

Mon collègue doit aujourd'hui présenter à notre commune discussion la réponse de la légation française, laquelle pourtant n'était qu'une rédaction, car tout était mâché dans la dépêche du ministre ; mais tu connais ses lenteurs. Il voit d'une manière très juste l'état de l'opinion du Congrès, les insinuations autrichiennes qu'il ne se fera plus rien ici, etc., et, cependant, il tarde de donner une autre direction aux calculs des uns et aux espérances des autres. Enfin, je ne me plaindrai pas si notre réponse voit le jour, comme il me l'a promis hier. Je lui parlai en termes très positifs ; s'il eût atermoyé, je lui aurais dit que je la ferais ; mais tu sens qu'il est impossible que je n'aie pas au moins la déférence d'usage. Mon Dieu, combien je vous remercie tous de m'avoir envoyé un troisième ! Nous ne serons plus paralysés, et je suis sûr que lui, Bonnier, en ira mieux. Ces longueurs m'assomment ; elles laissent aux autres le temps de semer et de recueillir.

Cet imbroglio d'intrigues, de caquetages et d'espérances qui compose la vie politique de Rastatt tient aussi à l'attente où l'on est toujours de quelque secousse que le gouvernement peut recevoir. Remarquez que depuis l'affaire de Vienne, tout, malgré les apparences, est demeuré *in statu quo*. Je suis assuré que l'on fonde beaucoup de

1. On peut rapprocher de cette appréciation le portrait fort différent qui parut au *Moniteur* du 1^{er} messidor : « ... Le comte de Görtz réunit toutes les connaissances qui constituent le véritable politique.... Prudent et mesuré dans sa marche, il cache beaucoup de finesse et d'adresse sous un extérieur simple. Il est d'un sang-froid inaltérable et d'une impénétrable discrétion. Au reste, honnête homme, d'un accès et d'un abord facile et gracieux, il représente son maître avec dignité, mais à la manière de la plupart des ministres prussiens, sans faste et sans ostentation. »

projets sur les mouvements de l'intérieur, de même que l'on se flatte de les voir s'accroître, ces mouvements, pour le retard ou la rupture des négociations, et c'est en quoi se trompent lourdement des gens que je crois bien intentionnés, mais à qui sept ans d'expérience n'ont pas appris qu'il faut des faits et non des paroles pour être républicain. Faut-il en croire les journaux sur le rapport de la loi du 22 floréal ? Est-il un homme attaché à son pays dans les Conseils qui puisse donner là dedans ? Comment peut-on dicter la paix au dehors si la guerre est au dedans ?

Le chevalier d'Aguirre ¹, secrétaire de l'ambassade espagnole à Vienne, est passé ici avant-hier ; il a voulu voir Bonnier, qui, je crois, n'y était pas. Il a dit ici avoir rencontré M. de Cobenzl à deux postes de Vienne. On n'y parle que de guerre, et il a ajouté : « La Russie et l'Angleterre s'épuisent en efforts pour y déterminer l'Empereur ; l'impératrice ne la veut pas. J'avais cru Lehrbach dans le parti Thugut, je me suis trompé. On le dit attaché à l'idée de faire la paix. » Cette donnée peut nous servir, mais, encore une fois, il faut que nous puissions parler clairement, que, d'une part, l'on soit d'accord sur ce que l'on doit donner et que, de l'autre, on convienne de ce qu'on a droit de prétendre. Selon moi, c'est de Berlin que l'on rompra la glace ; au reste, nous en sommes au point où ceci ne peut durer longtemps. Si la réponse à notre note est dilatoire, il sera nécessaire que le gouvernement nous donne une direction qui force l'explication.

Il n'y a aucune partie ou réunion même d'estomacs à Rastatt ; tout cela est transféré à Selz. Chacun vit ici bourgeoisement depuis ton départ et, sans les visites, je ne me

1. Don Alfonso de Aguirre y Vallejo, d'abord secrétaire d'ambassade à Paris, puis accrédité, en septembre 1796, comme chargé d'affaires.

serais pas douté que le Congrès y existât. Beaucoup m'ont parlé de toi comme je désire qu'on en parle. Les petits États sont dans des transes mortelles, je les rassure de mon mieux. — « Mais, citoyen ministre, êtes-vous sûr que les conférences reprendront? — Monsieur, j'en suis tellement persuadé que, pour être tout entier à ma mission, j'ai abdiqué le titre de représentant du peuple. » C'est effectivement ce que j'ai dû faire, Quinette m'ayant mandé que mon silence était très mal interprété, que l'on se disposait à motionner, etc. Ma foi, pour éviter toute criaillerie, je leur ai dit bonjour; j'ai prié Villers de remettre l'épître au conseil.

Il y a ici un comte Stadion, abbé, manteau court, rabat fin et le teton gauche crachardé. C'est, dit-on, le courtier de la ligue autrichienne, lequel va débitant que, l'affaire de la France arrangée, ce qui concerne l'Empire n'aura lieu qu'entre les parties intéressées du corps germanique, et qu'alors, loin de séculariser, on cléricularisera au profit de ceux qui auront montré leur attachement à l'Autriche. Tout cela, sans doute, est des plus absurdes, mais c'est ce qu'on croit le plus volontiers. Au surplus, ces détails ne seront pas perdus, et j'espère que nous saurons apprécier de la part du cabinet de Vienne cette étrange manière de nous donner « ses bons offices ». Oh! si nous voulions les laisser arrondir en Italie, nous serions les meilleurs amis du monde! Je crois que l'Italie est un point que nous ne saurions trop surveiller. On y a fait beaucoup de fautes, mais on peut en réparer la plus grande partie, et l'exemple de la dernière guerre a prouvé de quelle utilité cette contrée pourra être à la France dans ses guerres avec les puissances du Nord, lorsqu'elle (l'Italie) aura une véritable organisation intérieure et indépendante.

Nous avons encore ici à ton service M. Boccardi, que

je ne vois jamais sans me rappeler sa scène avec Carletti ¹. Il ne cesse de m'étourdir de la nécessité de donner le Piémont à la République ligurienne, qui, dit-il, vient à merveille et promet beaucoup. Nous connaissons la fable de Bertrand et de Raton, et je crois qu'il est bien temps de ne plus tirer pour d'autres les marrons du feu.

M^{me} Gaudin ² n'a pas encore paru ici; elle est du pays d'Hélène, comme tant d'autres, à ce que ta lettre m'apprend. Sans cela que deviendrait le commerce?

J'espère, mon cher directeur, que voilà une lettre de taille; il faut bien que tu partages un peu de l'ennui qui m'obsède; je ne le sens plus en m'entretenant avec toi.

1. CARLETTI (François-Xavier, comte), né vers 1730, chambellan du grand-duc de Toscane. Il affichait des idées assez démocratiques pour qu'un jour, en 1794, le ministre anglais Windham le traitât de « sacré jacobin ». Un duel s'ensuivit qui fit quelque bruit. Quand le grand-duc voulut faire la paix avec la République, il envoya Carletti, et celui-ci négocia le traité qui fut signé le 9 février 1795. Il se rendit néanmoins suspect. Le 29 novembre suivant, alors que la fille de Louis XVI allait être échangée contre Beurnonville et autres, il s'autorisa de ce qu'elle était cousine de son prince pour demander à la voir. « Je crois, écrivit-il au ministre de l'intérieur, que si je ne cherchais par des voies directes à faire une visite de compliment à la prisonnière illustre en présence de tous ceux qu'on jugerait à propos, je m'exposerais à des reproches et à des tracasseries, d'autant plus qu'on pourrait supposer que mes opinions politiques m'ont suggéré de me dispenser de cet acte de devoir. » Le Directoire lui répondit le surlendemain par un arrêté portant que « toute communication officielle cesserait entre M. Carletti et le gouvernement français. » Carletti fut aussitôt rappelé. Il mourut à Florence le 11 août 1803.

2. C'était une Grecque qu'Émile Gaudin, envoyé en 1795 à Constantinople, comme secrétaire de légation, y avait épousée. Il était secrétaire d'ambassade à Vienne, quand l'incident du 25 germinal (14 avril) motiva le brusque départ de Bernadotte. Le 13 mai, Talleyrand lui prescrivit de se rendre à Strasbourg et d'y attendre ses ordres. Thugut se défiait de lui. Le 30 mars 1799, il écrivait à Colloredo : « Gaudin a cherché de faire ici partout des connaissances, et il est très probable que, peut-être même dès son premier voyage à Vienne, il a été en liaison avec les coryphées de nos francs-maçons » (VIVENOT, *op. cit.*, t. II, p. 155). Élu, le 14 avril 1799, député de la Loire aux Cinq-Cents, Gaudin fut un de ceux qui accueillirent avec le plus de faveur la révolution de brumaire. Il entra le 25 décembre suivant au Tribunat, en sortit en 1804 et remplit jusqu'en 1813 un emploi d'inspecteur du cadastre.

Mille amitiés à ta famille de la part de la mienne. Si tu vois Villetard ¹, rappelle-moi à son souvenir. Donne-moi de tes nouvelles, songe que j'ai besoin de retremper ma pauvre existence dans les nouvelles françaises. Je n'entends que des cloches et des orgues, je ne vois que des capucins, des livrées, des cordons ou des Christs de pierre. Au demeurant, le pays me plaît beaucoup; c'est dommage qu'il y pleut sans relâche.

Je t'embrasse. Tout à toi. Ton ami.

Mille choses à Merlin.

9. — LES MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A TALLEYRAND

Rastatt, 6 messidor (24 juin).

Nous vous adressons copie de la note que nous avons passée, le 4 du courant, à la Députation de l'Empire ².

1. VILLETARD (Alexandre-Edme-Pierre), né le 28 mars 1755, élu le 7 septembre 1792 premier suppléant de l'Yonne à la Convention, où il fut appelé le 25 janvier 1793. Envoyé le 15 octobre 1795, par le Puy-de-Dôme, aux Cinq-Cents, il y représenta, comme à la Convention, le parti jacobin. Quand il eut été élu de nouveau par l'Yonne, le 13 avril 1798, il se retourna prestement contre ce parti. Ce fut même lui qui, le lendemain du coup d'État de brumaire, présenta, au nom d'une commission, le décret qui excluait du corps législatif soixante et un de ses membres. Le gouvernement consulaire reconnut cette attitude en lui offrant un siège au Sénat, le 25 décembre suivant. Écarté en 1814, Villetard mourut le 2 mars 1824. Il avait été fait comte le 26 avril 1808.

2. 10^e note de la légation française (4 messidor-22 juin) : « La légation française propose des modifications à quelques articles de sa dernière note, savoir qu'il ne sera élevé sur le terrain de Kehl ni ville ni fort régulier, et qu'on ne conservera que la tête de pont et les redoutes nécessaires à sa protection; qu'elle renonce à l'acquisition de 50 arpents de terrain en face de l'ancien pont d'Huningue, sauf la faculté pour les riverains de construire un pont commercial; que les nobles immédiats qui ne sont pas en même temps comtes, princes, états d'Empire, seront considérés comme de simples particuliers et traités comme tels, à condition qu'ils ne pourront faire aucune réclamation pour suppression de droits féodaux, pour défaut de jouissance ou pour cause de dégradation de leurs biens; enfin, que les dépendances sur la rive gauche d'établissements ecclésiastiques

Nous y avons présenté avec toute l'exactitude possible une partie des modifications que nous étions chargés d'apporter à divers articles de la note précédente, mais avec l'attention néanmoins de nous ménager les moyens de nous relâcher de quelque chose encore, si cette complaisance devenait nécessaire et de nous faire un mérite utile de ce nouveau sacrifice.

Quant aux articles sur lesquels nous devons insister, nous nous sommes bornés à le déclarer, sans entrer pour le moment dans d'autres détails qui eussent provoqué une nouvelle discussion. Les plénipotentiaires impériaux aiment à discuter et à discuter longuement. Si nous en faisons autant de notre côté, les notes respectives dégèneraient bientôt en écrits polémiques, et la négociation n'aurait point de terme.

Vous remarquerez sûrement qu'il n'est point question dans notre note de la cession du Frickthal ¹. Comme cet objet n'a pas été encore traité par la légation française, il nous a paru qu'une demande si neuve pour la Députation serait peut-être mal placée dans une note consacrée à offrir des adoucissements aux demandes déjà faites. Nous

sur la rive droite du Rhin devant rester à la France, les dépendances sur la rive droite d'établissements ecclésiastiques situés sur la rive gauche resteront à l'Empire. »

1. Le Frickthal était un petit pays de la Souabe, s'étendant sur la rive gauche du Rhin et compris aujourd'hui dans le canton d'Argovie, où il forme les districts de Laufenbourg et de Rheinfelden. Il avait appartenu à la Maison d'Autriche, mais elle s'était engagée à le céder à la France par le traité secret de Campo-Formio, dont l'article 6 portait : « Sa Majesté Impériale et Royale cédera, à la paix, à la République française, la souveraineté et propriété du Frickthal et de tout ce qui appartient à la Maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle, moyennant qu'à la paix, Sa Majesté obtienne une compensation proportionnée en Allemagne ». Lehrbach ne pouvait ignorer cette clause. Ses efforts n'en tendirent pas moins à faire ajourner la question et ensuite rejeter la demande. L'Autriche posséda ce territoire jusqu'à la paix de Lunéville (9 février 1801).

l'avons donc réservée pour un autre temps, et avec d'autant plus de raison qu'il pourrait convenir d'en conférer préalablement avec les ministres autrichiens.

Nous désirons que vous approuviez nos motifs, bien persuadés que vous rendrez justice à notre zèle constant pour les intérêts de la République et pour le succès des vues du Directoire exécutif.

Salut et respect.

BONNIER. JEAN DEBRY.

10. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 6 messidor (24 juin).

Citoyen ministre,

Enfin nous avons remis notre note ; la copie doit vous en être envoyée aujourd'hui. A une autre époque, j'aurais peut-être désiré qu'on en adoucît quelques expressions ; mais, aux termes où nous en étions, et vu tous les bruits absurdes que l'on ne cessait de répandre ici sur la faiblesse du gouvernement, je crois qu'il était convenable que la note de la légation française, qu'on supposait ne plus exister qu'en apparence, n'annonçât rien ni dans la forme ni au fond qui accréditât cette idée.

Au reste, voilà la négociation reprise, et nous attendrons maintenant que la Députation s'explique pour nous relâcher de certains points sur lesquels votre dépêche nous commandait d'insister préalablement.

Je suis très charmé en mon particulier que le gouvernement se soit déterminé à nous envoyer un troisième. Vous savez quels étaient mes désirs à cet égard : ils sont au moins remplis en principe. Il eût été à souhaiter, pour la tranquillité des petits États, que l'on alarme sous les moindres prétextes, que les journaux français se fussent abstenus d'ajouter à la nouvelle du complètement de la

légation que le citoyen Roberjot apporterait de nouvelles instructions. Il suffit, à la distance où nous sommes, d'une phrase banale de cette espèce, qui n'est pas démentie le lendemain, pour relever et abattre beaucoup d'espérances. C'est précisément pour ne pas tomber dans le même inconvénient que je m'abstiens d'aller à Selz aussi souvent que mon inclination m'y porterait; on ne manquerait pas d'en conclure que tout y est transféré, et c'est ce que François cherche à éviter autant que moi.

Il nous arrive de temps à autre des Français anciennement établis à Vienne et que l'on en chasse. Nous n'avons aucun pouvoir d'adoucir à leur égard la rigueur des lois de la République. Il serait cependant juste, ce me semble, que le gouvernement prît quelque détermination au moyen de laquelle ces infortunés pussent exister quelque part.

Salut et respect.

J'oubliais de vous marquer qu'il nous est souvent parlé de la manière arbitraire et vexatoire avec laquelle se conduisent les employés de la République dans les nouveaux départements du Rhin. Il me paraît que c'est agir directement contre nos intérêts que faire conclure à nos nouveaux concitoyens que leur sort est pire sous le gouvernement qui les reçoit qu'il n'était sous celui qu'ils quittent ¹.

II. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 12 messidor (30 juin).

Citoyen ministre,

En comparant ce qui s'est passé à Selz avec ce qui se passe ici, vous vous convaincrez de plus en plus que tous les genres d'intrigue sont employés pour entraver le suc-

1. Cette observation reviendra plus d'une fois dans la correspondance des plénipotentiaires.

cès de la négociation. A l'air triomphant de ceux qui naguère redoutaient les effets de la sécularisation, on serait tenté de croire que tous les plans contraires à l'intérêt de la France sont combinés, arrêtés et vont éclore. J'ai peine à me persuader cependant que l'Autriche, malgré sa morgue, son orgueil et la résistance presque ouverte qu'elle apporte à tout ce qui émane de la République, songe sérieusement à recommencer la guerre. Quand même une convention secrète suppléerait au défaut de ses moyens de finance, elle doit trop bien sentir les avantages du traité de Campo-Formio pour se résoudre à les risquer, ne les possédant encore pas précisément. Quoi qu'il en soit, loin de provoquer une conférence explicative sur notre dernière note, M. de Lehrbach, dans une pré-délibération qui eut lieu à cet égard, il y a cinq jours environ, engagea la Députation à réfléchir mûrement sur cette note, qui, dit-il, ne répondait nullement à ce que l'Empire avait droit d'attendre et dont le résultat pouvait être funeste, non seulement à l'Allemagne, mais « aux États qui l'avoisinaient ». Ceci regardait spécialement la Suède et le Danemark. Quant à la Prusse, il m'est démontré qu'on continue à l'aveugler, soit en la berçant d'espérances illusoires et qu'assurément l'Autriche ne réalisera jamais, soit en lui plaçant devant les yeux la crainte chimérique d'une révolution. Je dois dire que, sous ce double rapport, les inconvenances des journaux français servent merveilleusement ces messieurs ; ils forment le texte le plus fécond pour seconder la malveillance des uns et grossir la peur des autres.

J'ai cependant eu deux conversations assez suivies avec M. de Jacobi ; je lui ai fait sentir assez nettement dans la première, qui se tint chez moi, que, si la Prusse, influencée par l'Autriche et la Russie, continuait à séparer son

intérêt de celui de la France, la République, à son tour, saurait agir et traiter pour elle seule ; que l'esprit de justice et de modération du gouvernement français le portait seul à se taire en ce moment sur les misérables chicanes que l'on substituait, contre la teneur des traités, aux « bons offices » qui nous étaient promis, mais que cependant nous savions les apprécier. M. de Jacobi, en réponse, me fit beaucoup valoir le refus de la Prusse d'entrer dans une nouvelle coalition contre nous. « C'est sans doute fort bien, lui répondis-je, mais ce n'est encore qu'ouvrir un œil sur ce qui vous regarde. »

La seconde conversation eut lieu, après dîner, chez M. de Görtz. Ce fut M. de Jacobi qui me prit à part ; nous reparlâmes de nouveau d'intérêts réciproques et d'alliance ; il se plaignit que la France se fût refusée de donner à la Prusse, sur des objets de peu d'importance, des témoignages de cette bonne volonté que les ministres français annonçaient. Je lui dis qu'entre États comme entre individus, les actes d'amis devaient suivre et non précéder l'amitié établie ; que, lorsque nous aurions une défensive commune.... » — « Ah ! pour une défensive, interrompit M. de Jacobi, c'est autre chose, mais notre gouvernement est trop sage, trop paternel, pour vouloir de nouveau courir des chances hostiles. » — « Vous sentez, repris-je, qu'il serait absurde de stipuler une réciprocité de défensive entre nations si, dans les circonstances où l'un ou l'autre des intérêts serait compromis, l'on ne s'engageait à se soutenir offensivement. » Après beaucoup d'autres discussions entrecoupées et de civilités de sa part que je pris à leur taux, nous nous séparâmes.

Je ne sais si ce ministre prussien commence à voir que les cajoleries de l'Autriche n'ont d'autre but que de l'endormir, ou s'il a simplement voulu connaître quelle était

ma manière d'envisager l'affaire. J'ai tâché qu'il ne me trouvât pas beaucoup d'« anses » et, quant au prétendu acte de cession inséré dans la *Gazette de Deux-Ponts*, en lui réitérant ma déclaration, faite à M. de Dohm, que toutes nos stipulations n'avaient lieu qu'avec l'Empire, je m'en suis moqué à un point qu'il n'a osé l'avouer et s'est contenté de dire qu'il s'y rencontrait des clauses assez justes.

Je suis bien fâché, citoyen ministre, de n'avoir à vous rapporter que des détails aussi peu positifs et qui semblent être moins de mon ressort que de celui d'un observateur non avoué. Mais, à mon arrivée, tout n'était ici qu'en commérages et en *a parte*; ce n'est point encore changé. J'ai reçu et rendu les honnêtetés d'usage; je ne peux aller plus loin, parce que, dans la situation actuelle, on prendrait le surplus pour des déférences, et vous savez que ce n'est point en raison de sa justesse qu'on ménage l'opinion. Ce qui me paraît de plus clair en tout ceci, c'est que l'Autriche veut ou que nous l'agrandissions en Italie, ce qui ne doit jamais être, ou que dans le cas de guerre l'Empire y soit de nouveau entraîné avec elle, mais que dans toutes les suppositions nous soyons insensiblement écartés des arrangements intérieurs de l'Allemagne.

Je joins à cette lettre une esquisse incorrecte, brochée rapidement dans un de mes moments de loisir. Veuillez y perdre un des vôtres. La seule idée qui la fonde et qui me paraît démontrée, c'est qu'en ce moment où notre politique doit marcher de niveau avec notre force, il faut pour l'action de la première *un plan*, comme nous en avons pour la conduite de la seconde.

Salut et respect.

C'est aujourd'hui que la Députation doit s'assembler pour répondre à notre note.

A cette dépêche était joint un mémoire intitulé *Essai sur l'état comparé de la République française* (9 messidor-27 juin).

L'auteur part de ce fait que les puissances à craindre pour la France sont l'Autriche, l'ennemie et la rivale héréditaire, appuyée sur la Russie, et l'Angleterre, maîtresse des mers. Il préconise contre elles un système à la fois continental et maritime, où entreraient la Turquie, la Suède, le Danemark, la République batave, l'Espagne, qu'on peut déjà diriger, la Prusse, l'Empire germanique, l'Italie, la Suisse, la Pologne, qu'il s'agirait de gagner.

Suit l'exposé d'un plan propre à amener l'adhésion graduelle de ces divers pays à l'alliance française. « Faites pour une des puissances secondaires [de l'Allemagne] ce que la maison de Brandebourg avait fait pour elle-même. Élevez à son niveau le landgrave de Hesse-Cassel, ralliez autour de lui le Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, et délivrez les villes libres et hanséatiques du joug de la maison d'Autriche.... Le landgrave, à son tour, peut devenir roi-électeur, et peut-être.... la couronne impériale quitter une famille qui la regarde comme son apanage héréditaire.... Une alliance offensive et défensive faite sous la protection de la France entre les Républiques ligurienne, cisalpine et romaine.... préparerait à la fédération future de l'Italie entière.... La Suisse n'est pas entièrement à nous, mais il faut qu'elle y soit, si nous ne voulons pas qu'elle soit entièrement contre nous.... [Relativer la Pologne], ce sera menacer la Russie, qui nous menace.... ramener la Prusse, s'il est possible, éveiller la Turquie et lui conserver un rempart protecteur, dérouter

l'Autriche et resserrer son ambition, placer à l'autre extrémité de l'Europe un foyer de liberté.... C'est la puissance commerciale qu'il faut réciproquement étendre; la puissance militaire suivra. » On doit « nationaliser les alliances » et n'invoquer « les principes révolutionnaires que dans les pays ennemis ».... « Brûlez ce plan s'il ne vaut rien, refondez-le, complétez-le, mais ayez-en un. »

Talleyrand ne répondit pas. Treilhard, collègue et écho de Reubell au Directoire, écrivit (29 messidor-13 juillet) à Jean Debry ces deux mots, où l'éloge était suivi de la leçon : « J'ai lu ton Essai politique; pour tes coups d'essai tu fais des coups de maître. Il ne te manque plus que de faire la paix. »

12. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 12 messidor (30 juin).

Il faut, mon cher ami, que je trompe mon impatience en t'écrivant; tu verras, par l'essai ci-joint, que je fais entrer jusqu'aux illusions dans mes délassements. Si tu crois que ceci vaille quelque chose, fais-en usage, montre-le à Merlin. La correspondance de François et de Rosenstiel te convaincra de plus en plus de la malveillance de l'Autriche. Ses « bons offices » sont d'un singulier genre; ils consistent jusqu'ici à tout entraver et à peindre le gouvernement sous les plus fausses couleurs. Il ne se commet pas une faute par un agent subalterne qui ne soit colportée et envenimée, et à cette occasion M. de Cobenzl nous cite en témoignage nos propres journaux. Des honnêtetés d'usage, des politesses froides, voilà ce que j'ai reçu et *rendu*. J'ai pour principe que lorsqu'en politique les choses prennent un ton d'aigreur, c'est à la force même des choses à en changer le ton, et que toute tentative des personnes à cet

égard passe pour faiblesse. J'ai vu plusieurs fois M. de Cobenzl. Il a été très français, aux affaires près dont il m'a peu parlé; je l'ai payé en même monnaie, force compliments. Il est sûr que la durée de la négociation de Selz tient ici en panne et en peur ceux qui ne peuvent s'ôter de la tête qu'on y traite de ce qui les concerne sans les consulter.

C'est une chose qui t'amuserait et qui t'indignerait à la fois que de voir les cajoleries de l'Autriche pour la Prusse et la bonté que les Prussiens mettent en recevant leurs flagorneries. Il m'a cependant paru que, soit conviction, soit pour me tâter, Jacobi s'effarouchait un peu de tant de caresses, et que s'il mettait à part ce fantôme révolutionnaire qu'il a toujours devant les yeux, il envisagerait la chose sous son vrai point de vue. Au reste, quand je m'épuiserais et que je fatiguerais par toutes les conjectures résultantes de l'insipide bulletin de Rastatt, ce qu'il y a de clair, c'est que l'allure n'est pas franche, et il faut qu'elle le soit pour que l'affaire acquière des progrès d'un certain intérêt. J'aimerais bien que Roberjot arrive, car je n'aimerais pas me trouver dans l'alternative ou d'avoir des déférences trop fortes, ou de laisser voir que la légation est divisée, sinon de principes, au moins d'esprit de conduite. Au reste, ma crainte à cet égard n'est point encore réalisée, je l'avoue avec plaisir; je me console avec Rosenstiel, qui est un bon diable. Le spectacle fait pauvre figure, mais les acteurs ne perdent point courage, car ils ont donné, il y a deux jours, *Œdipe à Colone* ¹. C'est avoir de la vigueur. L'abbé Stadion, abbé comte s'il en fut, disait dernièrement, à la Favorite ², avec le rire sardonique de l'Église qui triomphe : « Jamais je ne me suis

1. Opéra du célèbre compositeur Sacchini (1735-1786).

2. Une des résidences du margrave de Bade.

mieux porté. Il est bien vrai qu'il y a quelque temps *notre* santé menaçait ruine, mais maintenant cela va bien et ira encore mieux. »

Si l'on t'avait mandé à Paris, comme on l'a débité ici, que le général Hatry ¹ et sa famille s'étaient noyés dans le Rhin, tu peux démentir la nouvelle. Je reçois en ce moment une lettre de lui; il n'a jamais été question en fait d'un semblable accident. A revoir, mon cher Treilhard, je t'embrasse de tout mon cœur. Aie la santé dont se vante l'abbé Stadion, et qu'elle soit mieux assise. Mes respects et ceux de ma famille à M^{me} Treilhard.

Ton ami.

13. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 16 messidor (4 juillet).

Citoyen ministre,

« Prenez ce qu'on vous accorde et ajournez ce qu'on vous demande, » telle me paraît être la direction que l'Autriche donne à la Députation. On s'est assemblé deux fois pour nous répondre; mais, à la demande de quelques-uns, on a laissé le protocole ouvert, et l'on doit le fermer après-demain. Je ne sais pas positivement le contenu des votes reçus, mais je sais qu'ils portent en substance beaucoup de gratitude pour ce qui leur est accordé et une instance formelle sur les autres points de la note impériale du 19 mai. Quelles que soient, au reste, leurs réticences et leurs prétentions, je pense qu'il faut que nous nous met-

1. HATRY (Jacques-Maurice), né le 13 février 1742, capitaine au régiment de La Marck avant la Révolution, général de division en 1794; nommé en juillet 1796 commandant de la 17^e division militaire à Paris; démissionnaire en mai 1797. Il reçut ensuite le commandement de l'armée de Mayence et occupa cette ville le 29 décembre suivant. En juin 1798, il alla remplacer Jourdan à l'armée de Hollande. Nommé sénateur le 25 décembre 1799, il mourut subitement le 30 novembre 1802.

tions sur-le-champ sur le terrain que nous ne devons plus quitter, et que nous répliquions à la Députation par une note basée sur l'entière instruction dont j'ai été porteur.

Annoncer que l'on persistera et reculer graduellement offre une allure contradictoire qui fait douter, avec raison, de votre volonté et même de votre force. On ne se fait pas d'idée de l'habileté astucieuse avec laquelle l'Autriche et la Prusse, qui n'est plus que le satellite de cette grosse planète, profitent de tout ce qui peut entretenir un fol espoir ou nourrir des craintes chimériques. Si l'Empire était un corps politique vivant, il aurait une action à lui, et toutes les petites intrigues seraient sans effet; mais, dans sa situation actuelle, il a tous les défauts de la vieillesse. Les plus ridicules caquetages ont un poids auprès de certains membres du Congrès bien supérieur aux faits les moins contestables. Un mot, un rien, une visite, un voyage à Selz, un retour retardé ou précipité, tout cela fomenté, interprété par l'Autriche, suffit pour renverser les raisonnements les mieux établis. Nous ne pourrions rendre la vie à ce corps décrépît que par une opération tranchante ou par l'intervention de la Prusse et, quant à ce dernier point, l'impulsion doit partir de Berlin, car la légation prussienne à Rastatt n'a pas l'ombre de volonté et d'indépendance.

Vous voyez, citoyen ministre, quelle est la véritable cause des lenteurs de la négociation, lenteurs tellement affectées que l'on est quinze jours à nous remettre un *conclusum* insignifiant. Pendant ce temps-là, l'on intrigue, on tapisse en dedans et l'on se flatte que quelque événement de la guerre fera hâter la conclusion au prix de tous les sacrifices. La nouvelle de l'occupation de l'île de Malte par Buonaparte dérange un peu ces calculs; l'arrêt relatif aux troubles du Piémont et surtout celui qui

concerne la Suisse sont de nature à nous être ici très utiles ; nous en profiterons. A propos de Malte, l'on m'a rapporté que M. de Cobenzl avait traité d'absurde la nouvelle de sa prise ¹, en ajoutant qu'il faudrait pourtant se résoudre à mettre un terme à ces « usurpations ». Je doute qu'il se fût servi de cette expression si les Anglais ou les Russes y eussent été admis. Beaucoup de figures sont sensiblement allongées depuis cette affaire, et leur air soucieux dément leur prétendue incrédulité. M. de Görtz, avec qui je me suis trouvé hier, ne m'en a pas dit un mot.

Quoi qu'il en soit, je persiste à croire à la paix. L'Autriche sent trop qu'elle risquerait pour jamais les avantages qu'elle apprécie bien du traité de Campo-Formio. Dès que le *conclusum* nous sera remis, il vous sera adressé et, s'il est tel qu'on nous l'annonce, je tâcherai de déterminer mon collègue à y répondre avec moi sans délai d'une manière décisive.

Nous ne savons que par des journaux très en retard et très peu sûrs les nouvelles d'Irlande. S'il en est que le gouvernement puisse nous transmettre, elles pourraient ne pas nous être inutiles ici, ne fût-ce que comme contre-poids. Sieyès avait à cet égard une excellente idée qu'il vous a communiquée et dont chaque jour je suis à même de sentir le besoin. C'est ce qui m'a fait vous la rappeler.

Salut et respect.

Je viens de voir les votes de la Saxe et de l'Autriche.

1. Le 13 messidor (1^{er} juillet), Chappe, l'inventeur du télégraphe aérien, alors directeur de la correspondance télégraphique à Strasbourg, avait écrit aux plénipotentiaires : « Je reçois à l'instant, par le télégraphe, l'ordre d'annoncer officiellement la prise de l'île de Malte par le général Bonaparte. Salut et respect. » Cette lettre, ramassée avec d'autres sur la route de Plittersdorf, après l'assassinat des plénipotentiaires, et déposée à Karlsruhe, fut renvoyée plus tard par le margrave de Bade (*Allemagne*, vol. 680, fol. 255).

Je me suis beaucoup trompé en croyant qu'ils nous savaient le moindre gré de nos concessions, ce qui me confirme dans l'opinion qu'il faut que nous nous expliquions sur-le-champ en entier, afin qu'ensuite un acte de condescendance ne donne pas l'espérance d'en obtenir de nouveaux.

14. — DEBRY « AU CITOYEN DELAVault ¹ CHEZ LE
CITOYEN GHILLENGHIEN, A MONS »

Rastatt, 22 messidor (10 juillet).

Mille remerciements à la famille des amis de leurs attentions pour nous et pour nos chers enfants. Nous sentons vivement leur absence à tous ; la lenteur de mon opération ici y ajoute encore. La fête du huit messidor a été improvisée avec un sentiment que nous partageons. Je désire que mon bon Lulus s'en souvienne ². Leurs petits barbouillages sont conservés avec soin ; ce sont les prémices de leur amitié.

Je vous rends grâces, mon cher Lavault ; hormis les couteaux et les porcelaines, je n'ai plus besoin de rien. J'ai à moi une fort belle voiture et deux bons chevaux, plus quatre dont je puis disposer. J'ai acheté à Bouvier pour douze cents francs d'argenterie, et je lui ai mandé que, dans le cas où vous lui écririez conformément à ma dernière, il ait à suspendre tout envoi ; ainsi voilà qui est réglé, à la reconnaissance près que nous vous porterons nous-mêmes. Comme il fait de temps en temps assez beau pour goûter le plaisir de la promenade, nous le préférons

1. Delavault était le mari d'une sœur de Jean Debry et habitait Mons. La lettre qui suit, et dont l'original appartient à M. Charles Vellay, a été publiée dans la *Revue historique de la Révolution française*, année 1910, n° 2.

2. Fête anniversaire de la victoire de Fleurus (26 juin 1794-8 messidor an II). Lulus (forme enfantine de Fleurus), fils aîné de Jean Debry, était né quatre jours après.

à celui d'un mauvais spectacle, dont l'abonnement n'est pas moins que de 35 louis par mois, Nous nous sommes très peu livrés à la société, et cette conduite fait qu'on recherche la nôtre. Ma femme souffre toujours un peu de sa fausse couche; cependant elle se tranquillise tout le jour. Victoire est ici comme si elle était à Paris; Éléonore trouve quelquefois le temps long.

Nous avons été dernièrement à une petite ville que l'on nomme Bade. C'est un endroit dont les sites sont de la plus grande beauté. Il est un endroit qui l'avoisine, d'où l'on découvre à l'œil nu tout le cours du Rhin, Strasbourg, les vastes plaines qui sont derrière et les montagnes des Vosges. Ce tableau acquiert bien plus de prix quand on le voit, comme nous, après s'être enfoncé dans les affreux souterrains où la féodalité torturait ses victimes. Je vous réponds que l'imagination des plus sombres romans est ici au-dessous du vrai; de longs corridors absolument inéclairés, des portes de fer, puis des descentes obscures, des passages étroits et humides, le puits par où l'on descendait dans un panier le malheureux. Mais ce qu'il y a de plus horrible, ce sont trois portes épaisses d'un pied et demi et faites chacune d'une énorme pierre; des barres de fer placées dans les murs épais ferment ces portes sur les tombeaux qu'elles dérobent à la vue; l'ancre du conseil infernal et celui de la torture, où l'on voit encore des crampons de fer, sont cachés par elles; enfin le gouffre recouvert d'une pierre en bascule où l'on achevait de délivrer les victimes de tant d'horreurs en les précipitant sur des roues armées de faux tranchantes, voilà ce que nous avons vu. Nous frémissions à chaque pas. Les scélérats, auteurs de ces atroces inventions, devaient bien regretter qu'on ne pût ôter la vie qu'une fois! Je vous réponds que nous nous en souviendrons longtemps. Quoique le con-

traste eût été piquant, il n'a pu me venir à l'idée d'entonner l'hymne de la Liberté sous ces voûtes exécrables. Nous nous hâtâmes d'aller respirer l'air champêtre. Comme il nous parut doux et qu'il devait être cruel de se rappeler les bords romantiques du Rhin, lorsqu'on était plongé dans ces tombeaux ! Voilà ce que l'humanité de certaines gens voudrait nous rendre ¹.

A revoir, mon ami, nous vous embrassons de tout notre cœur, vous, votre chère femme, votre Adèle, notre ami commun Ghillenghien ². Bonjour, mon Lulus, m'aimes-tu bien ? Penses-tu à papa, à maman, à mes sœurs ? Nous te rapporterons beaucoup de belles choses ; viendras-tu nous voir ? Bonjour, ma Laure ³, es-tu bien gentille ? Es-tu une belle fille ? Quand viendras-tu me souhaiter le bonjour ? Dis-tu encore : *Eh ! non ?* Ne soyez point méchants. Aimez bien votre cousine, votre tante, votre oncle et le citoyen Ghillenghien. A l'occasion, mon ami, rappelez-nous au souvenir de la bonne maman Artaud ⁴.

Tout à vous. Je vous embrasse mille et mille fois.

JEAN DEBRY.

Je vois ici, vous vous en doutez bien, beaucoup de monde. Je me flatte qu'ils trouvent le *tyrannicide* ⁵ aussi poli et aussi bien élevé qu'eux, quoiqu'assurément ils le

1. On retrouve, un peu moins développée, cette description des souterrains, dans le *Discours préliminaire et historique*, p. 152-153.

2. Ghillenghien (Charles-Joseph-Antoine), né à Messin (Belgique), le 17 septembre 1754. Il épousa Victoire Debry le 10 thermidor an VII (28 juillet 1799).

3. Jeanne-Marie-Laure, alors au berceau, troisième enfant du mariage de Jean Debry avec Félicité Artaud.

4. Née Nicole Lurinier, belle-mère de Jean Debry.

5. Allusion à la proposition qu'il avait faite, le 26 août 1793, à l'Assemblée législative, et qui avait pour objet la formation d'un corps de « tyrannicides » destiné à combattre corps à corps les rois en guerre contre la France et les généraux qui commandaient leurs armées.

soient beaucoup. J'écris à Hourier ¹ pour votre affaire par ce courrier.

Le secrétaire ² se rappelle au souvenir du citoyen Lavault. Il le prie de parler de lui à Laure et à Fleurus, il les embrasse un million de fois, il prie votre femme d'agréer ses civilités.

15. — JEAN DEBRY A MERLIN

Rastatt, 22 messidor (10 juillet).

Si, comme je m'en doute bien, mon cher Merlin, tu n'as guère le temps d'écrire, au moins peux-tu lire quelquefois. Tu liras donc à tes moments de loisir ce qui occupe très heureusement pour moi les longues heures de mes journées.

Je ne sais si M. de Cobenzl a cru que nous serions transigeants sur l'objet des conférences de Selz et qu'au moment de leur cessation nous nous montrerions plus conciliants, ou si tout simplement sa tortueuse résistance n'a eu pour but que d'écarter de Vienne tout agent français. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il affecte de dire assez publiquement que ceci n'est point une rupture, que cette affaire est transférée à Rastatt avec les autres et que M. de Lehibach est définitivement chargé de la part de l'empereur de traiter et de s'entendre sur tous les points en litige. J'en avais vu l'assurance écrite de sa part chez François (de Neufchâteau) à Selz; il me la réitéra, le 20, dans une visite que je lui fis à l'occasion de son prochain départ de

1. Hourier-Éloy (Claude-Antoine), né le 10 juin 1753, élu, le 9 septembre 1792, député de la Somme à la Convention, où il vota la mort du roi, et le 26 octobre 1795 aux Cinq-Cents, d'où il sortit en 1798 pour occuper un des six emplois d'administrateur de l'enregistrement. Il fut nommé ensuite administrateur du Prytanée français (collège Louis-le-Grand). Il mourut en 1849.

2. Belin.

Rastatt, visite où je le trouvai très affectueux, très jaloux (en paroles) d'écarter tout ce qui pourrait altérer la bonne intelligence entre les deux nations, et qu'il me rendit le même jour avec M. de Lehrbach, qui me confirma toutes ses protestations. Il doit (M. de Cobenzl) partir ce soir ou demain; l'on est venu me dire qu'il se rendait à Stuttgart. Tenterait-il, après avoir mis la Prusse dans la dépendance autrichienne, d'éloigner de leurs rapprochements naturels avec la République les puissances secondaires de l'Allemagne? C'est ce que nous verrons d'une manière plus claire lors de la réponse de la Députation à la réplique que nous opposerons à son dernier *conclusum*.

A ce sujet, je dois t'observer, ainsi qu'à Treilhard, que je te prie de faire participant de cette lettre pour ne pas multiplier les mêmes lettres sans nécessité, je dois vous observer, dis-je, que le ministre des relations extérieures nous a mandé que nous aurions dû offrir le partage des îles du Rhin, ce qui aurait rendu la Députation plus accommodante sur les autres points. Cela est bon, mais sans doute on avait oublié dans ses bureaux que la dernière instruction portait d'insister d'abord sur la totalité des îles. Or, comment simultanément demander le tout et offrir le partage? C'est maintenant ce que nous allons faire, puisqu'elle refuse le tout, comme aussi nous parlerons alors du Frickthal et de tous les autres points; mais vous verrez qu'ils ne manqueront pas de saisir le prétexte pour entraver et trainer de nouveau. Quant à l'observation qui nous est faite dans la lettre du ministre, que nous aurions dû ne pas nous servir dans notre note des phrases même de l'instruction, il me semble que, lorsqu'une phrase rend bien l'idée, c'est celle qu'il faut prendre sans en chercher d'autres.

Je te parle de ceci, parce qu'il m'a paru que Bonnier,

qui, en sa qualité d'ancien, avait rédigé la note, en était affecté. Nous n'avons pas cru devoir en écrire au ministre, puisque la chose était faite. Je cherche et je m'étudie à ce qu'on n'aperçoive ici pas même l'ombre de mésaccord entre nous deux; je sens même qu'il ne conviendrait nullement en cette circonstance de le rappeler; mais, je vous en prie, pressez le troisième d'arriver; le retour de François est un motif suffisant à cet égard. Je vois très peu Bonnier, parce qu'il ne me voit pas du tout; mais, je te l'avoue, mon ami, s'il eût été plus sociable, moi je me serais tenu à l'écart. L'infâme réputation de mœurs qui pèse ici publiquement sur lui, et dont tu m'avais prévenu avant mon départ, m'eût empêché de me lier. Je ne parle de cela qu'à toi; il n'est pas dans mon caractère d'accuser personne. Je veux seulement établir la nécessité de l'arrivée d'un troisième.

En général, je crois que le gouvernement ne se fait pas une juste idée de notre position avec les Autrichiens, et même qu'il peut très difficilement se la faire, puisque cette position change de temps à autre. Lorsque Treilhard était à Rastatt, ils allaient tant bien que mal; depuis les conférences de Selz, à peine s'ils conservaient ici les apparences. C'est de leur part je ne sais quel mélange de morgue, de perfidies, d'intrigues et de haines invétérées, qui perce au milieu de leurs plus profondes honnêtetés. L'affaire de Malte leur tourne la tête de dépit et de rage. D'abord on feignait de ne pas y croire, puis les Anglais l'avaient reprise, puis il fallait mettre un terme aux *usurpations* du gouvernement français. Leurs prêtres, Maurys du Congrès, vont, viennent, circulent, font peur à chacun de la révolution, comme jadis ils faisaient peur du diable aux vieilles femmes, et la Députation, vieille femme s'il en fut, croit que sa seule ressource est l'Autriche. Il en est

cependant qui ne sont pas dupes de ce manège et qui ne se laisseront pas facilement rengager dans des hostilités. La France seule, ils le sentent, peut assurer des indemnités aux séculiers ; sans elle, tout serait pour les fidèles et pieux appuis du Saint Empire. Quant à la Prusse, elle est damnée avant sa mort, soit qu'elle compte sur les succès de sa conduite inexplicable à Rastatt, soit qu'elle ait donné les mains à une nouvelle coalition. Elle a déjà toute l'attitude d'une puissance subordonnée à l'Autriche et à la Russie. Je désire que Sieyès parvienne à lui ouvrir les yeux. Au reste, il paraît que l'Autriche, dans son orgueil, ne manque pas d'adresse, car c'est, dit-on, chez un des agents prussiens, M. de Jacobi, que les *intimes* conférences ont lieu. Ceci me rappelle les finesses dont Auguste et Antoine usaient envers Lépide, et les déférences qu'ils lui prodiguaient pour avoir ses légions. Un homme assez instruit, que Treilhard doit connaître et qui vit avec eux, le comte Sickingen, m'a assuré que les ministres prussiens n'avaient point d'instructions ; ceci expliquerait l'obliquité de leur allure.

Le *conclusum* de l'Empire a été remis hier ; dès qu'il sera traduit, nous le ferons passer au ministre, et nous nous occuperons d'y répondre promptement.

Le comte de Fersen, que Buonaparte reçut *si bien*, était hier ici ; j'ai donné l'ordre positif qu'on le refusât s'il osait se présenter chez moi. Je te dis ceci pour te faire voir au milieu de quelles intrigalleries il nous faut vivre ; je ne désespère pas cependant d'amener l'Empire à demander à l'Autriche une explication catégorique, et alors il faudra que la Prusse montre son jeu.

Mais voilà assez et trop de bavardage pour une fois. Quand j'aurai des faits à vous mander, je serai beaucoup plus court. Je t'embrasse de tout mon cœur et me recom-

mande à ton amitié, ainsi qu'à celle de Treilhard. Tout à toi.

16. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 24 messidor (12 juillet).

Citoyen ministre,

Je m'empresse de vous annoncer que je suis arrivé à Rastatt avant-hier. Je vais aujourd'hui me faire reconnaître et légitimer, et je me livrerai ensuite aux opérations qu'exige le poste éminent auquel le Directoire exécutif a bien voulu m'élever.

En me rendant à Rastatt, j'ai suivi le cours du Rhin, pour observer le placement des îles, le site de quelques élévations qui peuvent servir à nuire à la navigation de ce fleuve, et j'ai examiné d'assez près le fort d'Ehrenbreitstein ¹.

Si l'on se relâche de la demande qui a été faite des îles en totalité, il ne faut pas rester indifférent sur celles qui pourraient être dévolues à la République. Leur rapprochement de telle ou telle rive, la hauteur du sol qui, par là même, est moins sujet aux inondations, leur étendue, leur produit même, sont des articles assez importants pour donner lieu à un choix. Je communiquerai mes observations à mes collègues, lorsqu'il en sera temps. Je vais m'occuper de tout ce qui a été fait jusqu'à présent,

1. Ce fort appartenait à l'électeur de Trèves, dont Coblenz était la résidence depuis 1786. Il avait été vainement assiégé par les Français en 1688, 1795 et 1796. L'article 13 de la convention secrète annexée au traité de Campo-Formio stipulait que vingt jours après la ratification de ce traité, les troupes de l'Empereur évacueraient Ehrenbreitstein et six autres places fortes. Provisoirement et en vertu d'une convention passée, le 24 avril 1797, entre le général Hoche et le lieutenant général autrichien Werneck, la garnison pouvait être ravitaillée de huit en huit jours. Le fort ne fut pas évacué à la date convenue, et les troupes françaises en continuèrent le blocus sans permettre le ravitaillement.

me pénétrer des instructions que le Directoire exécutif a données aux ministres plénipotentiaires, et me mettre, en un mot, au courant de tout ce qui a rapport à cette importante négociation.

Le Directoire exécutif est, sans doute, informé de l'infâme trahison d'un nommé Le Grand, capitaine, qui s'est laissé corrompre pour laisser parvenir des subsistances à la garnison d'Ehrenbreitstein. Voici les détails que j'ai eus sur cet événement, à mon passage à Coblenz :

Un nommé Cronn, de Chapelle ¹, hameau du village qui est à l'embouchure de la Lahn, qui se trouve à la rive gauche du Rhin, s'était chargé de ravitailler cette place. Il ne pouvait réussir qu'en corrompant par l'or l'officier du poste chargé de surveiller le Rhin. Il a gagné Le Grand avec quarante louis, et les bateaux, dont on ignore le nombre et ce qu'ils contenaient, sont arrivés au village qui est à la rive droite du Rhin, au pied du rocher de la forteresse. On conjecture que les provisions n'ont pas été considérables, et l'on croit que ce n'était qu'un essai.

La garnison a beaucoup de malades; elle diminue chaque jour par la désertion. Elle n'est nourrie que de viandes salées qui ont occasionné le scorbut. Elle est privée de médicaments. Quant aux farines, elle passe pour en avoir pour quatre à cinq mois.

Ce malheureux événement peut retarder la reddition de la place, surtout s'il s'est trouvé des médicaments et de la viande fraîche dans les objets qu'on lui a fait passer. Il désole les amis de la paix, qui la voyaient s'effectuer au moment où les Français auraient occupé Ehrenbreitstein. Les habitants mêmes des villages de la rive droite en sont

1. Kapellen, village au-dessous du château de Stolzenfels, à sept kilomètres sud de Coblenz.

affectés, parce qu'ils craignent que leur pays ne soit encore le théâtre de la guerre.

Le Grand s'est évadé et s'est jeté dans un puits. Il est mort trois jours après à l'hôpital. On croit qu'il a été le seul coupable ¹.

Salut et respect.

17. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 24 messidor (12 juillet).

Citoyen ministre,

Mon collègue Roberjot est arrivé le 22 au soir ; ainsi voilà la légation française au complet. De son côté, M. de Cobenzl est parti le 21, dans la nuit, après avoir réitéré à mon collègue Bonnier et à moi ce qu'il avait marqué officiellement à François de Neufchâteau dans sa dernière réponse, savoir que la cessation des conférences de Selz n'altérerait point, dans le sens de sa cour, la bonne intelligence entre les deux nations, que seulement la discussion de tous les objets en litige était transférée à Rastatt, où M. de Lehrbach le remplacerait.

Nous nous sommes concertés hier pour la réponse à faire au dernier *conclusum* de la Députation ². Vous aurez

1. Ce ne fut pas l'avis du Directoire. Le général Merlin, frère de Merlin de Thionville, et plusieurs autres officiers furent arrêtés, à la fin de messidor, comme s'étant rendus complices d'une conspiration tendant à l'approvisionnement de la forteresse. Traduits devant un conseil de guerre constitué à Bingen, ils furent acquittés le 25 thermidor (12 août). Le conseil ne retint qu'un nommé Diehl, qui fut condamné à mort ; mais l'arrêt fut cassé, le mois suivant, par le conseil de revision établi à Mayence, et l'affaire fut renvoyée devant un autre conseil de guerre. Le 5 vendémiaire (26 septembre), Diehl, qui avait été transféré à Mayence pour être jugé à nouveau, s'évada de sa prison (*Moniteur* des 6 et 27 thermidor ; 3 et 26 fructidor an VI ; *Gazette de France* du 16 vendémiaire an VII). « On croit cette évasion forcée », ajoute cette dernière feuille, « et l'on soupçonne un nouveau crime pour ensevelir les secrets dont Diehl était dépositaire. »

2. 11^e note de la Députation de l'Empire (9 juillet-21 messidor) : « La

sûrement remarqué dans cette pièce embrouillée et obscure l'obstination de l'Autriche à ne vouloir rien accorder et la prétention de la Prusse à vouloir tout régler. Tout ce qui a trait à la navigation et aux péages du Rhin est presque littéralement extrait de la note que la légation prussienne a remise à la Députation. Cette importance laissée aux Prussiens n'est autre chose qu'une flagornerie autrichienne. Au reste, si ce que l'on m'a dit est vrai, savoir qu'ils n'ont point d'instruction positive et que le roi personnellement penche à la guerre contre la France, ceci expliquerait leur conduite. Je crois cependant que si l'on en venait à ce point, il y aurait une résistance réelle de la part des États d'Empire méridionaux, qui sentent bien qu'après s'être battus à leurs frais, on finirait de plus par s'arranger à leurs dépens.

Conformément à la dernière instruction, nous avons insisté sur la totalité des îles du Rhin. Ce point nous étant refusé, nous ferons la proposition subsidiaire, et nous demanderons le partage par le thalweg. Nous avons pensé que, sans laisser enchevêtrer la négociation en donnant des explications, tantôt sur un objet, tantôt sur l'autre, et permettant ainsi à l'Autriche de fixer ou de changer les points de discussion, il nous convenait d'établir notre

Députation rejette la modification relative à Kehl comme incompatible avec le principe adopté du milieu du Rhin comme limite entre les deux États, et en général toutes les propositions qui lui seraient contraires. Elle reproduit sa proposition de remettre à l'époque de la conclusion d'un traité de commerce tout ce qui est relatif à la navigation du Rhin, et consent que les principes soient consacrés dans le traité de pacification. Elle refuse son consentement à l'établissement de nouveaux ponts commerciaux. Elle demande pour tous les propriétaires quelconques des biens de noblesse immédiate les mêmes avantages que la légation française a accordés aux seuls nobles immédiats, et exige dès à présent leur mise en possession et des indemnités pour les pertes. Enfin, avant de s'expliquer sur les dépendances ecclésiastiques, elle demande des explications sur cet objet. »

série de propositions en les appuyant des raisons claires ou plausibles qu'elles peuvent comporter. C'est le parti auquel nous nous sommes arrêtés, d'autant plus que sur deux articles, celui des nobles immédiats et celui des établissements ecclésiastiques, il est indispensable que nous vous consultations.

Vous avez vu qu'à ce dernier égard le *conclusum* présente plusieurs questions qu'il faut déterminer, ce mot « appartenances ecclésiastiques » pouvant recevoir plus ou moins de latitude. Par exemple, y comprend-on les fondations pieuses? Et, d'un autre côté, quelle sera la destination des appartenances, sur la rive droite, d'établissements ecclésiastiques situés sur la rive gauche? Faut-il les faire servir aux indemnités des États? Je le pense, mais nous ne devons répondre à ces questions qu'en y étant autorisés et après avoir reçu du gouvernement la solution qu'il entend lui donner.

Vous verrez aussi que ce que vous avez deviné dans le rapport joint à la dernière instruction relativement aux nobles immédiats est arrivé, et qu'après avoir réclamé pour ceux qui ne sont point États d'Empire et qui n'ont à la diète ni voix virile ni voix curiale, on a voulu étendre la concession tout ainsi que vous l'aviez prévu. Si quelque chose peut prouver l'envie d'allonger et d'accumuler difficultés sur difficultés, c'est assurément une pareille conduite. Mais, cette réflexion mise à part, on ne peut s'empêcher d'observer que, dans le sens de la Députation, l'avantage serait double pour les États et seigneurs ayant voix, lesquels, outre la remise de leurs biens sis à la gauche, seraient, en outre, indemnisés sur la droite pour la perte des droits féodaux que ces mêmes biens supportaient; comme aussi l'on remarque que, dans le sens du gouvernement français, les immédiats, loin d'obtenir une faveur,

sont véritablement maltraités, puisqu'ils ne recouvrent que des biens dégradés et qu'ils ne peuvent plus posséder par eux-mêmes, tandis que si ces biens eussent été incorporés au domaine de la République, ils en eussent été indemnisés en entier à la droite.

Ces diverses prétentions décident à augmenter la masse des réclamations en indemnité, en même temps que l'on s'oppose à tout moyen d'y pourvoir. Peut-être trouvera-t-on convenable, pour trancher toute difficulté, d'envisager la possession et non le possesseur, et de n'accorder la stricte indemnité que pour la terre titrée, sauf à exiger la vente des autres terres dans un délai fixé. Nous nous proposons de vous présenter ces considérations plus développées; mais une décision à cet égard ne doit point suspendre celle que nous sollicitons pour d'autres objets.

L'affaire de Malte irrite beaucoup ceux qui auraient voulu la voir remettre aux Anglais. Le cabinet impérial sent bien que nous voulons tenir d'une manière indépendante la clef du commerce du Levant; je sais que ses agents ici ne parlent de ce succès qu'avec amertume et colère. L'on m'a assuré que M. de Cobenzl n'allait pas directement à Vienne, mais qu'il devait s'arrêter à Stuttgart. Qu'ils aient envie de se subordonner totalement les puissances secondaires, comme ils ont fait de la Prusse, c'est ce dont je ne doute pas; mais qu'ils y réussissent, j'ai peine à le croire.

J'ai vu, ces jours passés, M^{me} la princesse de Hohenzollern¹; je lui ai réitéré les assurances de bienveillance qu'elle avait reçues du gouvernement et que nous nous

1. Amélie-Zéphyrine, née le 6 mars 1760, fille de Philippe-Joseph, prince de Salm-Kyrbourg, mariée, le 12 août 1782, à Antoine, prince régnant de Hohenzollern-Sigmaringen; morte le 17 octobre 1841; aïeule du prince Léopold, proposé en juillet 1870 pour la couronne d'Espagne, et de Charles, actuellement roi de Roumanie.

ferons un devoir de réaliser lors de l'application du principe de sécularisation.

Salut et respect.

P.-S. — M. de Metternich a envoyé hier son secrétaire chez nous, pour engager la légation française à reprendre les conférences particulières que le départ de Treilhard avait interrompues. J'ai témoigné que j'y étais infiniment disposé; mais en même temps je crois qu'il faut presser notre réponse au *conclusum*, afin que ces conférences soient relatives aux demandes transmises plutôt qu'à celles à transmettre. Forcés de s'expliquer, les Autrichiens nous découvriront cette malveillance qui perce au milieu de toutes leurs démonstrations et dont peut-être l'explosion n'est arrêtée que parce qu'ils ne sont pas aussi prêts qu'ils s'en vantent.

18. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 24 messidor (12 juillet).

M. de Cobenzl est parti, mon cher directeur, le 21, après m'avoir chargé de le rappeler à ton souvenir et m'avoir protesté qu'il ne désirait rien tant que le maintien de la paix entre les deux nations. J'en crois ce que bon me semble, mais je ne puis m'empêcher de le regretter, surtout quand je vois qu'il nous laisse aux prises avec M. de Lehrbach, que je regarde comme tout entier au parti Thugut. Il est hors de doute que tous ces hommes sont coalisés d'intention avec l'Angleterre, la Prusse, Naples et la Russie contre la République, qu'ils considèrent comme le dissolvant de leurs puissances. S'ils pouvaient éclater avec quelque probabilité de succès, ils le feraient demain; c'est là-dessus qu'il faut se régler. L'affaire de Malte les met en fureur, et je suis assuré par tout ce que

j'entends et que je vois, que s'ils avaient des fonds, laissant là et traités faits et traités à faire, ils renouvelleraient la croisade contre nous; au moins, c'est ce qu'on peut inférer des jactances de quelques intrigants de ce pays. S'il en est encore temps, que Sieyès fasse changer le cabinet de Berlin; alors tout sera sur un autre pied, et l'Empire qui dort se réveillera. Si cela n'est pas possible, il faut nous mettre à même de faire prononcer l'Autriche pour nous, ou vous mettre en mesure de lui refuser tout ce qu'elle demandera, car elle n'oubliera pas les articles secrets du traité de Campo-Formio, et déjà Metternich m'a fait demander de reprendre les conférences que ton départ avait interrompues. Tu as senti toi-même combien cette position entre l'Autriche et la Prusse était gênante et devait retarder les progrès de nos affaires.

Nous allons remettre notre réponse au *conclusum*; elle sera basée et sur votre note du 14 floréal et sur la dernière instruction, et c'est là qu'on nous interpellera pour avoir des explications catégoriques, tant relativement aux indemnités pour le Frickthal qu'à celles prétendues pour notre prolongement de limites. C'est aussi là que la Prusse viendra nous entretenir de son traité de thermidor et, sans avoir rien fait, exiger de nous. Il nous faudra nécessairement une direction de conduite.

Roberjot est arrivé avant-hier soir, j'en suis très satisfait, non pas que j'eusse personnellement à me plaindre de Bonnier, qui même entend bien l'affaire et connaît les personnes; mais tu sens sous combien d'autres rapports il peut m'être agréable d'avoir un troisième, et spécialement Roberjot, que je connais, qui est un bon diable, avec lequel j'ai toujours été lié.

A te revoir, mon ami. L'air marécageux de ce pays et l'excessive chaleur me tiennent sous le poids d'un mal de

gorge que je souhaite à tous les ennemis de la République. Ma famille t'assure de ses civilités et amitiés, et présente, ainsi que moi, ses respects à M^{me} Treilhard.

Tout à toi. Ton ami pour la vie.

19. — JEAN DEBRY A LAHARPE ¹

Rastatt, 25 messidor (13 juillet).

Citoyen directeur,

Je partage avec tous ceux qui connaissent vos écrits, mais plus encore avec ceux qui vous connaissent personnellement, la joie que doit leur inspirer votre promotion au Directoire helvétique. J'en ai formé le vœu souvent, et je croyais compléter par là l'intérêt que j'ai pris dès l'origine au succès de votre régénération. Camille et Pélopi-das étaient aussi proscrits; ils sauvèrent Rome et Thèbes. Vous sauverez l'Helvétie, vous la conserverez à la grande famille des hommes libres, et cette haute perspective vous consolera de l'ajournement que vous allez faire des dou-cœurs de la retraite.

Vous avez, citoyen directeur, une connaissance trop juste des hommes et des choses pour ne pas sentir que la vie se partage, sous un double rapport, les actions qui

1. LAHARPE (Frédéric-César), né en 1754, à Rolle (Suisse), avocat, puis, à partir de 1782, précepteur, à Saint-Pétersbourg, des grands-ducs Alexandre et Constantin, avait quitté la Russie avec un brevet de colonel et s'était fixé à Genève. Chargé, en 1797, par Reubell et Merlin, de propager en Suisse les principes révolutionnaires, il concourut, l'année suivante, à la formation de la République helvétique, dont il fut élu directeur au commencement de juillet et président du Directoire en octobre. A la suite de dissentiments avec le Sénat suisse, il songea à faire aussi son dix-huit brumaire; mais son projet de dissolution fut éventé, et ce fut le Directoire qui fut dissous en 1800. Il vécut dès lors dans la retraite, revint, en 1814, son ancien élève devenu le tsar Alexandre I^{er}, et alla défendre avec succès au congrès de Vienne les intérêts du canton de Vaud, soumis jusqu'alors à la domination de Berne. Il mourut en 1838.

passent et celles qui restent. Dans la première catégorie, je range tous ces actes ténébreux de subalternes achetés ou trompés, sur lesquels tôt ou tard un gouvernement ferme prononce ; dans la seconde, sont ces grandes déterminations qui brisent ou qui rivent les fers d'une nation. Un peu de temps suffit pour réparer le mal des premières, et le cours des siècles ramène difficilement l'occasion de fonder son indépendance et son meilleur-être, quand, cédant même au plus juste ressentiment, on l'a laissée échapper.

Tout m'assure que ce piège où nos ennemis communs désiraient nous voir tomber sera évité ; votre nomination, votre acceptation m'en sont les garants les plus certains. Des tyrans ne viendront point adultérer l'alliance helvétique pour perdre la Suisse et condamner la mémoire de Guillaume Tell. Je n'ajouterai rien, citoyen directeur, aux sentiments qu'à cet égard l'amour de l'humanité et l'intérêt de ma patrie m'ont fait vouer à la vôtre ; mais ce sera au citoyen Laharpe, mon ami, que je ferai connaître confidentiellement ce que dès mon arrivée ici, le 9 messidor, j'écrivais au gouvernement français :

« La Suisse — je dirai franchement qu'il me semble que l'on a mal connu le caractère helvétique ; on a eu tort de blesser l'amour-propre d'un peuple fier et orgueilleux, car ce qui est le plus insupportable pour les États comme pour les individus, c'est le mépris, ou son apparence. Le gouvernement peut encore se faire bénir par le peuple suisse ; qu'il suive à son égard une marche plus douce, qu'il le surveille et le défende, mais qu'il mélange à propos de considérations et d'amitié ce que sa protection semble avoir de dur et de personnel. Tout ceci peut ou se placer dans un traité d'alliance entre les deux nations ou se témoigner graduellement par un ministre français qui

connaîtrait ces formes, lesquelles ne changent rien à rien et qui font tout supporter. »

Tels étaient mes désirs, tels ils sont encore ; je les vois avec la plus vive satisfaction près de se réaliser. Si je peux y concourir, je compterai cet acte au nombre de ceux que l'on lègue à sa famille. Il me sera bien doux de vous voir au milieu de celle que la justice porte enfin à vous rendre d'une manière éclatante vos droits d'hérédité. Je joindrai, puisque vous me le permettez, l'expression de mon amitié à celle de leur reconnaissance. J'irai ensuite admirer avec vous cette terre antique qu'a dessinée le pinceau de la nature, et que je désire tant connaître. Ce n'est point là, citoyen directeur, un château en Espagne ; c'est bâtir une chaumière patriarcale. Ma femme et mes filles sont de moitié dans cette entreprise ; sensibles à votre obligeant souvenir, elles vous prient d'agréer l'assurance de leurs civilités ; elles les offrent de même, ainsi que toutes les expressions de l'amitié de Paris, à M^{me} Laharpe, à qui je présente mon respect.

Vous m'offrez de me donner de vos nouvelles, c'est une demande que je voulais vous faire et une promesse que je réclame. Je vous réitère tous mes sentiments d'attachement, et je vous prie d'agréer, comme directeur, l'hommage de mon respect.

20. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 3 thermidor (21 juillet).

Tu dois maintenant, mon ami, avoir sous les yeux la réponse de la légation française au dernier *conclusum* ¹.

1. 11^e note de la légation française (1^{er} thermidor an VI-19 juillet) : « La légation française persiste dans sa demande de l'abolition des péages sur le Rhin et de l'insertion au traité de paix des articles relatifs à la navigation du Rhin ; elle consent que cette navigation soit absolument libre

Elle est basée exactement sur la dernière instruction. Peut-être aurait-on pu donner un développement plus clair au moyen qui nous fait exiger sur la rive droite des points de défense pour la garantie de la limite naturelle, et faire voir à l'Empire que par là on le place dans l'heureuse impossibilité d'être entraîné dans de nouvelles guerres ; mais tout ce qui est vrai n'est pas bon à dire, et au point où nous en sommes avec les grandes puissances d'Allemagne, il ne faut pas leur fournir des prétextes pour se cabrer.

Notre note fait ici une sensation marquée ; on s'inquiète de ce que nous ne nous sommes pas relâchés des forts et de ce que nous avons demandé la cession spéciale du Frickthal. Je me doutais bien que la malveillance de ces messieurs s'attacherait à ce point pour insinuer que la République ne s'arrêtait pas dans ses prétentions. Je crois même te l'avoir mandé ; mais ce qu'il y a de piquant, c'est que la

pour les riverains, que les droits d'étape soient abolis, ainsi que les corporations des bateliers. Elle recommande de nouveau l'affranchissement des fleuves intérieurs de l'Allemagne ou du moins des rivières qui se jettent dans le Rhin. Elle se désiste de sa demande de la totalité des îles du Rhin, admet le thalweg pour le partage du fleuve, mais réserve pour la République l'île de Saint-Pierre et les îles au delà du cours du grand Rhin déjà dépendantes de la France, en ajoutant que dans le cas où le cours du fleuve changerait, les îles demeureront sous la souveraineté à laquelle elles auront été ajoutées par le traité. Elle persiste dans sa demande des forts de Kastel, de Mars et de leurs territoires et de la démolition d'Ehrenbreitstein. Quant à Kehl, elle renonce aux redoutes. Elle se borne, relativement aux deux ponts commerciaux, à demander une déclaration qu'il n'y aura point de difficulté à les laisser établir. Elle rejette de donner l'extension demandée pour les biens de noblesse immédiate et persiste dans sa déclaration du 4 messidor an VI. Elle insiste de nouveau sur tout ce qu'elle a déclaré au sujet des dettes à transporter sur la rive droite du Rhin, et renouvelle sa demande pour les renonciations et notamment qu'on stipule dans le traité l'abandon des droits de l'Empire sur toutes les parties du territoire italien qui pourraient en relever et qui appartiennent aujourd'hui aux républiques établies dans cette contrée. Enfin, elle demande aussi la stipulation expresse de la cession du Frickthal et l'abandon à la République de tous les droits que l'Empire pourrait prétendre sur ce territoire. »

réflexion est venue de la part de l'Autriche, et que Lehrbach a dit qu'il était nécessaire de conférer avec nous sur ce point. A propos de conférences, celles qu'on avait proposées ont échoué. M. de Metternich voulait y mettre une telle solennité que c'eût été un véritable congrès dont il eût été le régulateur, où l'on aurait *jugé* nos observations et qu'il aurait absolument dirigé à son gré.

La Prusse ressemble au joueur; quand elle est en froid avec l'Autriche, elle est toute à la République. Je trouvais, il y a quatre jours, M. de Görtz beaucoup plus accommodant, d'où je conclus que ses actions baissaient de l'autre côté. Il me fit entendre qu'il ne serait pas difficile sur la démolition d'Ehrenbreitstein, si l'on voulait consentir à la démolition de Kastel ¹ et à l'occupation de Kehl ². Je lui répondis qu'il ne fallait point s'attendre à une pareille condescendance. « Enfin, reprit-il, faites que nous puissions entrer dans vos intérêts sans nous commettre aux yeux de l'Allemagne. » Il est indispensable, mon cher Treilhard, si l'on veut abrégé et finir, que l'on tire la négociation de son insignifiance, J'ai entretenu une correspondance assez suivie sur ce qui se passe ici avec le ministre; mais sans doute ses lettres sont égarées ³, car je n'ai reçu de lui qu'une réponse, il y a un mois.

Sois assuré, mon ami, du désir ardent que j'ai d'achever un ouvrage qui est le tien; mais, s'il faut prononcer,

1. Petite ville de Hesse-Darmstadt, située sur la rive droite du Rhin, en face de Mayence, et comprise dans le système de ses fortifications. Au XVIII^e siècle, on orthographiait Cassel.

2. Ville du cercle d'Offenbourg (Bade), sur la rive droite du Rhin. Fondée en 1678 par les Français, pour servir de tête de pont à Strasbourg, elle revint à l'Allemagne en 1697. De nouveau française en 1808, elle fut donnée en 1815 au grand-duché de Bade. Elle est comprise aujourd'hui dans la ligne des forts de Strasbourg.

3. Il paraît plus probable que Talleyrand s'était abstenu volontairement d'écrire.

je veux au moins qu'il soit démontré à toute l'Europe que la modération fut du côté des vainqueurs et l'orgueilleuse résistance du côté de nos ennemis ; c'est ce que je dis positivement dans toutes les conversations que j'entretiens avec les Excellences. Je ne crois pas qu'elles se plaignent de mon inaccessibilité ; je les reçois à toute heure.

Lorsque le ministre te verra, je te prie de lui faire entendre qu'il m'est impossible de connaître si je vois les choses sous un jour vrai ou faux, si je suis dans la route ou si je me fourvoie, dès que, par le défaut de réponse, je ne puis rectifier mes observations sur les siennes.

Je te salue, je t'embrasse et te souhaite joie, courage et santé. Ma famille présente ses souvenirs et civilités à la tienne. Mille amitiés à Merlin.

Tout à toi pour la vie.

Que fait Villetard ? Je n'en entends point parler. Est-ce que Lamarque ne va pas en Suède ¹ ?

I. LAMARQUE (François), né le 2 novembre 1753, avocat en 1785, élu en 1790 juge à Périgueux ; en 1791, député de la Dordogne à l'Assemblée législative et, en 1792, à la Convention, où il vota la mort du roi. Il fut un des quatre représentants que Dumouriez livra aux Autrichiens, ce qui lui valut trente-trois mois de détention au Spielberg et en 1795 un siège aux Cinq-Cents. Le Directoire, qu'il soutint au 18 fructidor, lui paya son concours en le nommant, le 22 mai 1798, ambassadeur en Suède. Parti à la fin de juillet, le diplomate improvisé n'alla pas plus loin que Hambourg, le roi de Suède ayant signifié qu'il n'agrèerait pas un régicide. Lamarque tomba opportunément malade, demanda son rappel et rentra en France par Rastatt, où il arriva le 23 janvier 1799 et séjourna quelque temps. Réelu, le 14 avril suivant, aux Cinq-Cents, il adhéra au coup d'État du 18 brumaire et, en mars 1800, reçut la préfecture du Tarn. Il passa de là, le 10 août 1804, à la Cour de cassation. Banni en 1816, il se retira à Genève et ensuite en Autriche. Il rentra en 1819 et mourut le 13 mai 1839.

21. — LES MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A TALLEYRAND

Rastatt, 5 thermidor (23 juillet).

Citoyen ministre,

Nous avons reçu vos dépêches numérotées 53 *bis* et 54 ; à celle-ci étaient jointes une lettre originale des envoyés de Hesse-Darmstadt à Paris et copie de la réponse que vous y avez faite. Soyez convaincu qu'en nous occupant du travail relatif aux indemnités, nous ne négligerons rien pour nous pénétrer des vues du gouvernement et nous mettre en état de n'offrir à son examen que des résultats qui puissent mériter son approbation.

Nous aurons soin, ainsi que vous nous le marquez dans votre n° 53 *bis*, de vous communiquer les moyens que nous jugerons utiles pour l'amélioration du grand ouvrage qui nous est confié. Nous vous transmettrons avec le même zèle et la même franchise les renseignements locaux que la politique mystérieuse de ce pays-ci nous permettra de recueillir et qui seront propres à éclairer les décisions du Directoire exécutif. Dans ce moment, nous placerons sous vos yeux quelques questions sur lesquelles il nous a paru urgent et très essentiel que nous soyons invariablement fixés.

1° Suivant nos dernières instructions contenues dans votre dépêche numérotée 48, ceux des nobles immédiats qui sont en même temps comtes, princes, états d'Empire, ayant dans la diète voix individuelle ou collective, devront céder à la République leurs possessions sur la rive gauche et en être indemnisés sur la rive droite. Mais cette indemnité s'appliquera-t-elle uniquement à celles de leurs possessions qui constituent réellement leur titre de membre du corps germanique, ou sera-t-elle étendue indistinct-

tement à toutes leurs propriétés quelconques ? S'il nous est permis d'émettre une opinion à cet égard, il nous semble que ce dernier parti n'est pas tout à fait juste, puisqu'on traiterait ceux des nobles immédiats qui sont censés avoir voté la guerre plus favorablement que ceux qui, n'ayant point droit de suffrage dans les assemblées de l'Empire, se trouvent au moins à l'abri de cette présomption. Nous croyons ainsi que, comme la République se souciera peu d'avoir des membres de l'Empire possessionnés sur son territoire, il faudrait, en n'indemnisant les nobles immédiats dont il est ici question, que pour les possessions qui leur donnent voix et séance dans les diètes, les astreindre encore à vendre dans un délai déterminé les propriétés purement territoriales qu'ils conserveraient, comme l'autre classe d'immédiats. Au surplus, on doit compter que l'avis que nous venons d'indiquer serait fort goûté de la Députation de l'Empire, et cela pourrait nous servir à vaincre sa résistance dans des points bien autrement intéressants pour la République.

2^o D'après les instructions précitées, « les dettes dont seraient grevés les biens cédés à la République devront être transportées sur les biens donnés en remplacement ou échangés », disposition insérée dans toutes nos notes. Nous demandons si la somme de ces dettes doit entrer en considération dans la fixation des indemnités et dans quelle proportion. Il est à remarquer que les objets donnés en remplacement seront eux-mêmes plus ou moins grevés de dettes, et nous devons ajouter qu'on nous assure avec une grande apparence de raison qu'en général les biens ecclésiastiques sont très obérés en Allemagne, surtout depuis la dernière guerre.

3^o Conformément aux mêmes instructions, nous avons déclaré, dans notre note du 4 messidor dernier, « que les

dépendances, sur la rive gauche, d'établissements ecclésiastiques situés sur la rive droite demeureront à la République, et réciproquement que les dépendances sur la rive droite d'établissements ecclésiastiques situés sur la rive gauche resteraient à l'Empire. » Vous avez vu que la Députation de l'Empire, par son *conclusum* du 21 du même mois, demandait une explication sur cet article; elle a même présenté à ce sujet une série de questions dont quelques-unes peuvent mériter attention. Nous vous prions de vous faire représenter cette partie de la note des plénipotentiaires de l'Empire que nous vous avons transmise sous le n° 59, et de nous donner le moyen de lever les doutes qui se présentent.

4° Nous avons lieu de penser que la Députation de l'Empire consentira à l'abolition des péages, mais qu'en même temps, elle nous proposera de maintenir provisoirement la perception de ces droits jusqu'à l'établissement du nouvel ordre de choses pour lequel on fixerait un terme. Devons-nous acquiescer à cette proposition si elle nous est faite? Nous ne pensons pas qu'il y ait de l'inconvénient à l'accueillir, en prenant quelques précautions pour empêcher qu'on n'élude le principe; elle nous paraît surtout admissible sous ce rapport que la suppression subite des péages sans aucun remplacement peut compromettre l'entretien des ouvrages riverains et par suite interrompre la navigation.

Tels sont les objets sur lesquels nous avons dû vous consulter. Nous désirons que les instructions que vous jugerez convenable de nous adresser puissent précéder ou du moins suivre de près la réponse de la Députation à notre note du 1^{er} de ce mois.

Nous avons maintenant à vous rendre compte, citoyen ministre, d'une conférence que nous avons eue hier avec

M. le comte de Lehrbach et sur sa demande au sujet du Frickthal. Le ministre impérial nous a témoigné sa surprise de la demande que nous avons faite de ce territoire à la Députation de l'Empire; il nous a dit : 1° Que ce pays faisait partie du domaine particulier de la maison d'Autriche; c'était un objet étranger à la Députation de l'Empire, qui ne pouvait céder ce qui ne dépendait à aucun titre de l'Empire, ni abandonner des droits qu'il n'avait pas; 2° que sous aucun rapport le Frickthal ne peut être compris dans la cession de la rive gauche; 3° qu'à la vérité l'Empereur s'était engagé, par un article secret du traité de Campo-Formio, à céder ce district à la République française, mais sous la condition expresse d'une compensation proportionnelle en Allemagne qui fût à sa convenance.

A cela nous avons répondu que si l'Empire n'avait effectivement aucun droit à prétendre sur le Frickthal, la Députation ne manquerait pas de le déclarer, et qu'alors toute difficulté serait levée de ce côté; qu'il paraissait tout simple que ce territoire se trouvant sur la rive gauche et pouvant relever à quelques égards de l'Empire, on le considérât comme faisant partie de la cession faite par l'Empire à la République française de toutes ses possessions situées à la gauche du Rhin; que c'était par cette raison qu'en demandant la cession spéciale de ce pays, nous avons ajouté qu'il ne pouvait s'élever là-dessus ni doute ni difficulté; que quant à l'objection prise de l'article 6 du traité secret de Campo-Formio, ce serait renouveler la discussion qui avait eu lieu entre les plénipotentiaires français et M. le comte de Cobenzl, lorsque ce dernier avait réclamé une compensation pour la cession de l'entière rive gauche; que la légation française n'avait point changé d'opinion à cet égard; qu'elle regardait toutes les compensations pré-

tendues par la maison d'Autriche comme comprises dans celles formellement spécifiées par le traité de Campo-Formio ; qu'au surplus, la prétention qu'il venait de déclarer étant d'un ordre particulier, elle ne saurait dans aucun cas entraver la délibération de la Députation de l'Empire.

M. de Lehrbach a insisté. Alors nous avons donné à nos premières réponses tous les développements convenables. En le ramenant au traité de Campo-Formio, nous avons fait ressortir les avantages immenses qu'il assure à la maison d'Autriche ; nous l'avons forcé de convenir qu'elle avait besoin, pour entrer en possession de ces avantages, de l'appui et de la protection de la France ; qu'il fallait donc se rapprocher, s'entendre et savoir faire respectivement des sacrifices au bien général, à la paix.

M. de Lehrbach a paru partager nos sentiments en persistant, néanmoins, dans tout ce qu'il avait avancé. Il a fini par nous dire qu'il rendrait compte à sa cour de notre conférence, dans laquelle nous n'avons pas oublié de l'assurer de la fidélité du gouvernement français à tenir ses véritables engagements. Nous craignons un peu qu'il n'use de son influence pour retarder la délibération de la Députation de l'Empire jusqu'au retour du courrier qu'il aura, sans doute, expédié à Vienne. Nous tâcherons de rendre vaine cette tentative.

Salut et respect.

22. — JEAN DEBRY A SIEYÈS

Rastatt, 5 thermidor (23 juillet).

J'ai attendu à t'écrire, mon cher Sieyès, que j'eusse trouvé une voie sûre qui me permit de parler sans crainte d'être intercepté. Nous avons bien des chiffres ici ; mais j'ignore si vous les avez à Berlin.

Je te dirai donc, sans entrer dans de longs détails, que la négociation reste toujours en panne. Les prétentions de l'Autriche et l'indécision de la Prusse livrent entièrement cette affaire à des intrigalleries qui la déconsidèrent plus qu'une mauvaise volonté marquée; on se balance réciproquement, on ne veut pas s'expliquer le premier, peut-être n'en a-t-on pas le droit et se trouve-t-on absolument limité et entravé par les instructions. Tu connais, quant à nous, ce qui fait la difficulté de notre position; nous ne demandons que de pouvoir agir. Les agents prussiens m'ont fait entendre qu'ils ne s'éloigneraient pas de consentir à la démolition d'Ehrenbreitstein, si l'on accordait également celle de Kastel; cette condition me paraît inadmissible, car tant que le fort d'Ehrenbreitstein existe, la position de Coblentz est précaire, et si Kastel est détruit, Mayence est ouvert du côté de l'Empire. Au reste, tu sens que toutes ces difficultés élevées, soit par la Prusse, soit par l'Autriche, sont subordonnées à des solutions d'un intérêt beaucoup plus important, dont elles ne seront que les conséquences. L'Empire est nul; il est bien étonnant que ceux qui pourraient lui donner la vie à leur avantage ne se prononcent pas.

Nous t'avons fait passer notre dernière note; elle ranime un peu la négociation, et déjà l'article relatif au Frickthal a donné lieu à une conférence entre M. de Lehrbach et nous, dont nous faisons passer le résultat au gouvernement. Le Frickthal est à la rive gauche; ainsi il semblerait que c'est une affaire décidée, d'autant plus que le commissaire impérial a adhéré au *conclusum*; mais point du tout, l'Empereur est aussi archiduc d'Autriche, et en cette dernière qualité, il a voté contre la cession de la rive gauche. Tu vois par là comment la trinité autrichienne se tire d'affaire et conserve toujours des restrictions dont

elle se réserve l'usage en temps opportun. Ces subtilités font pitié; elles ne sont, au reste, que les accessoires de questions plus sérieuses que tu connais et dont il n'est pas, quoi qu'on en dise, aussi facile de se tirer. Il n'y a qu'une détermination bien combinée et fermement articulée qui puisse donner l'impulsion à cette affaire. La flotte est prête, mais les vents nous retiennent en Aulide.

Ma femme et mes enfants se rappellent à ton souvenir. Je te salue et t'embrasse de tout mon cœur. Nous avons lu ton discours au roi avec l'intérêt qu'il inspire; j'avais parié auparavant qu'il ne passerait pas vingt lignes d'impression ¹.

Tout à toi.

23. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 8 thermidor (26 juillet).

Citoyen ministre,

Je réponds à votre lettre du 2 de ce mois. Vous avez pu juger, d'après les détails contenus dans les lettres précédentes, de toute l'insignifiance et de la cauteleuse versatilité de la politique intérieure de Rastatt. Le compte que la légation vous a rendu, le 3 de ce mois, de la conférence que nous avons eue à M. de Lehrbach, vous aura fait connaître l'une des principales causes du peu de progrès que fait la négociation. Oui, cette lenteur tient principalement à l'exigeante prétention de l'Autriche, et malgré tout l'appareil de ses démonstrations hostiles et

1. Sieyès avait été reçu par le roi de Prusse le 19 messidor (7 juillet), et lui avait adressé un discours effectivement très court, dont la pensée dominante était celle-ci : « J'ai accepté cette mission, parce que je me suis constamment prononcé, au milieu de toutes les fonctions auxquelles j'ai été appelé, en faveur du système qui tend à unir par des liens intimes les intérêts de la France et de la Prusse. »

l'amertume de ses plaintes contre certains membres de la Députation qu'elle présume avoir un intérêt commun avec celui de la France, je crois que si nous entrions dans ses vues d'agrandissement, tout s'aplanirait bien vite. Reste à savoir s'il peut convenir à notre sûreté de fléchir sous l'ambition de cette puissance, et si l'accord apparent qui en résulterait pour nous ne nous placerait pas au moins, quant à la considération, sur la même ligne où nous avait mis le traité de 1756 ¹.

Cette réflexion, l'attente où nous sommes de la réponse de la Députation à notre note du 1^{er} de ce mois, l'espérance que nous conservons encore d'en obtenir le succès par la volonté éclairée de la majorité, et au moins sans l'intervention de l'Autriche, comme a été obtenue la limite de la rive gauche, tous ces motifs réunis ont fait penser à la légation que les questions insérées dans votre dépêche du 28 messidor seraient résolues d'une manière beaucoup plus positive lorsque l'Empire se serait expliqué, ce qui est l'affaire de quelques jours.

En attendant cependant, je me permettrai de vous marquer ce qu'une attention suivie me fait penser de tout ceci.

1^o Il est évident qu'au fond les observations du gouvernement français contenues dans le n^o 23 de la correspondance officielle, concernant les cessions faites à l'Autriche par les traités patent et secret de Campo-Formio, sont infiniment justes, et que cette puissance a obtenu toutes les compensations, tous les équivalents de ce qui nous a

1. Ce traité, conclu le 1^{er} mai 1756, entre la France et l'Autriche, en vue de contre-balancer la récente alliance de la Prusse et de l'Angleterre, stipulait un secours de 24,000 hommes en faveur de celle des deux puissances qui serait attaquée. Il eut pour conséquence d'entraîner la France dans la guerre désastreuse de Sep-Ans. En s'engageant ainsi à prêter aide et assistance à la maison d'Autriche, notre ennemie séculaire, le gouvernement royal avait fait preuve de la plus insigne faiblesse.

été cédé ou de ce que nous avons acquis; mais cette interprétation n'est point la sienne; le résumé de notre dernière conférence avec M. de Lehrbach vous en aura convaincu. Elle insiste sur la lettre du traité secret, elle exige, aux termes des articles 5 et 7, les compensations dont ces articles expriment l'obligation, l'une pour le Frickthal et l'autre pour l'excédent de notre limite.

Telle est notre position vis-à-vis de l'Autriche et la raison de ses préparatifs de guerre, des tentatives faites auprès des co-États pour savoir s'ils sont disposés à fournir leur contingent, la raison de ses étranges opérations financières, de ses clameurs auprès de la diète contre les députés qui ne votent pas dans son sens, cette raison, dis-je, se trouve naturellement dans notre dissentiment avec elle sur ce point important.

Or, dans ce cas, il n'est que deux moyens, selon moi, pour sortir d'embarras : ou nous rapprocher de l'opinion du cabinet de Vienne sur le traité secret et lui garantir un équivalent en Allemagne, ou lui déclarer formellement que, quelle que soit l'expression des articles 5 et 7, il n'a rien à prétendre de plus, que nous n'y consentirons jamais, et que nous allons fixer à la détermination de la Députation un terme passé lequel la négociation sera rompue.

Vous pouvez, citoyen ministre, beaucoup mieux que moi à tous égards balancer les inconvénients de l'un et de l'autre parti.

Mais peut-être est-il un moyen terme et pourrait-on communiquer au Congrès la spontanéité qui lui manque. Ceci ne peut avoir lieu que par la Prusse. Cette puissance à son tour exigera la teneur du traité secret du 18 thermidor an III ¹; mais ce serait déjà beaucoup que de l'avoir

1. Lire an IV. Ce traité était du 5 août 1796.

déterminée à s'expliquer. Elle craint de se voir engagée dans une guerre; sans aimer l'Autriche, elle la redoute et redoute encore plus la Russie, à qui ses frontières polonaises sont ouvertes. Ce qui serait plus conforme à sa politique timide, ce serait d'influencer quelques membres du Congrès, tels surtout que le député de Brême, et de leur persuader d'accéder en tout ou en partie à nos propositions. L'impulsion à cet égard doit partir de Berlin, car si, comme on me l'a dit, la légation prussienne à Rastatt n'est point d'accord entre elle, il n'y a qu'un ordre supérieur qui pût la faire marcher dans un sens identique. Cet ordre pourrait être le prix de quelques sacrifices. Au surplus, tout me porte à croire que la Prusse n'en est pas éloignée. Elle nous a déjà insinué qu'elle ne serait pas difficile sur la démolition d'Ehrenbreitstein. Il est vrai qu'elle y met pour accessoire la condition réciproque à l'égard de Kastel et du fort de Mars¹, opinion que, par parenthèse, des journaux français, instruits apparemment par un télégraphe inconnu, se sont empressés de consigner dans leurs feuilles, ce qui indique qu'ils ne sont du tout pas à la solde de Vienne ni de Berlin.

Je me trouve demain chez M. de Görtz; je tâcherai de m'assurer s'il est possible qu'il vienne à notre but; au reste, il est marqué que lui et ses collègues, depuis environ dix jours, se rapprochent sensiblement des Français.

Les renseignements que le gouvernement est à même de recevoir, soit indirectement de Vienne, soit directement de Berlin, peuvent lui indiquer la voie à prendre pour accélérer cette affaire et la lui indiquer d'une manière bien moins fautive qu'on ne pourrait le faire de

1. Le fort de Mars, situé sur la rive droite du Rhin, était un des forts de Kastel qui concouraient à la défense de Mayence.

Rastatt, où tout ce qui s'exécute n'est que le produit d'une impulsion médiate.

Quant à l'Empire, je sais que, calculant comme un corps subordonné ses chances de perte ou de gain sur les dispositions des deux grandes puissances, dont l'une jusqu'alors n'a témoigné qu'une volonté mauvaise et dont l'autre n'a laissé voir qu'une volonté nulle, il espère en tout événement obtenir une neutralité, parti qu'à mon avis je regarderais comme le plus mauvais de tous pour nous. Cependant, il est hors de doute que si, par une stipulation favorable, vous parveniez à décider la Prusse, son influence, jointe à la crainte de perdre les propriétés et les indemnisations qui, certes, ne seraient nullement accordées par l'Autriche, fixerait le vote de la majorité de la Députation en faveur de notre dernière note. L'article des dettes sera le plus difficile à emporter. Deux des membres, M. d'Albini et M. de Reden, s'occupent chacun à part à dresser un projet de traité que je crois, moi, un projet de contr'articles ; c'est surtout quand nous en aurons connaissance que nous pourrons fixer votre opinion sur la véritable opinion du Congrès. Le dernier est tout entier dans la main de la Prusse ; c'est toujours lui qui forme les majorités.

Tel est, citoyen ministre, le tableau que me présente Rastatt et l'aperçu des mobiles que nous pouvons employer. Je serais bien trompé, et certes je désire l'être de cette manière, si, dans le moment présent au moins, nous pouvons nous emparer exclusivement de l'explication, de l'interprétation des deux traités avec l'Autriche et avec la Prusse.

J'ajouterai, comme nouvelle particulière, qu'il y a quelques jours, M. de Metternich avait annoncé que M. de Cobenzl était envoyé à Berlin. Le fait est que cette dispo-

sition avait véritablement été arrêtée, mais qu'ensuite le cabinet impérial a changé d'avis.

Si, malgré ces diverses observations, vous pensez que la légation doive répondre sur-le-champ à votre lettre du 28 messidor, je vous prie de nous le mander en réponse à la nôtre du 3 thermidor. Un coup répété se sent mieux.

Salut et respect.

24. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 8 thermidor (26 juillet).

J'écris par le courrier, mon cher Treilhard, au ministre des relations extérieures pour lui détailler notre position ici. Nous avons lieu d'espérer que les six députés, en y comprenant Mayence et Brême, nous feront accorder nos dernières demandes, à quelques légères modifications près. Nous insistons dans nos conférences verbales pour les faire expliquer promptement. Leur réponse fera connaître au gouvernement quels sont les autres moyens à employer, si celui-ci nous manque. La Prusse semble se rapprocher; elle a tout pouvoir sur le député de Brême. Je désirerais beaucoup quant à moi, et je m'y emploie autant que le comportent le caractère personnel et l'indépendance de la légation prussienne, je désirerais, dis-je, que notre appui vînt de ce côté, où je trouve beaucoup plus de sûreté d'intérêt réciproque et conséquemment de bonne foi que du côté de l'Autriche. S'il faut que la détermination de la Députation soit dictée par Vienne, alors, comme je l'ai mandé au ministre, il faudra que le Directoire se décide à lui refuser nettement tout supplément d'équivalent et à courir les chances de ce refus, ou à entrer en discussion pour les objets de compensation que cette puissance demande aux termes du traité secret.

Certes, je voudrais bien que nous fussions les maîtres de l'interprétation de ce traité, mais je crains que cela ne se puisse. Cependant, lors de notre conférence avec Lehrbach sur le Frickthal, pour la cession duquel il exigeait la compensation portée en l'article 5, nous lui avons dit que nous ne pourrions que lui répéter ce qui avait été dit à l'Autriche lors de l'obtention de la rive gauche, et que nous pensions qu'il ne lui était rien dû. Il en a rendu compte à Vienne, et les choses en sont là. La solution définitive ne peut tarder; notre rôle maintenant est de presser la réponse à la note du 1^{er} de ce mois. Après quoi le gouvernement aura toutes les bases nécessaires pour asseoir sa décision. Il paraît, au reste, que l'Autriche redouble de préparatifs hostiles; toutes les nouvelles particulières, et spécialement celles de Bacher et d'Helflinger ¹, en font mention. Je la croirai frappée de vertige si elle déchire le traité de Campo-Formio; mais, malgré toutes ses démonstrations, je ne puis encore le croire.

Thugut va en Italie ²; Cobenzl devait aller à Berlin; mais l'on a changé : il reste à Vienne. Je crois que personnellement il ne veut pas la guerre. On dit aussi que l'impératrice est opposée au système anglo-russe dont Thugut est tout à fait l'âme damnée.

A revoir, mon ami; je suis entré dans plus de détails avec le ministre; j'ai voulu seulement te donner un résumé de ce que je lui ai mandé. Il y a eu de la part de Lehrbach des plaintes sur Albini, attendu son intimité avec Bon-

1. Diplomate de carrière, Helflinger était, dès 1788, chargé d'affaires dans le Valais. Nommé en la même qualité à Dresde, il y arriva le 2 mars 1798. Il passa de là à Hambourg et, en janvier 1800, à Darmstadt, où il représenta la France jusqu'en 1812.

2. En se démettant du ministère, il avait été nommé commissaire général et ministre plénipotentiaire, chargé de toutes les affaires concernant l'administration des nouvelles acquisitions de l'Autriche en Italie, Istrie, Dalmatie, etc.

nier, qui ne laisse pas de lui ouvrir les yeux sur le véritable intérêt de Mayence.

Mille amitiés à Merlin et à Barras, mes respects et ceux de ma famille à la tienne. Je t'embrasse de tout mon cœur.

25. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 8 thermidor (26 juillet).

Citoyen ministre,

Le peu de jours écoulés depuis mon arrivée à Rastatt, le désir que j'ai eu de connaître les opérations premières de la négociation, et le temps employé à observer les mobiles et le jeu des ressorts qu'emploient ceux qui ont intérêt à traiter avec la République française, m'ont empêché de vous écrire plus tôt et de remplir vos intentions. Je pourrai actuellement vous informer plus souvent et avec plus d'exactitude de quelques faits, énoncer une opinion et vous faire part de quelques vues, dont le rapprochement avec celles que vous communiquent mes collègues vous mettra à même de nous indiquer et de nous assurer une marche qui puisse accélérer le grand œuvre de la négociation.

Mon collègue Jean Debry vous prévenant de l'état actuel des choses dans sa dépêche de ce jour, je me bornerai seulement à vous donner quelques détails qui viendront à l'appui de ce qu'il vous a dit. Je crois que vous les trouverez de quelque intérêt.

Depuis quelques jours, nous nous apercevions que les ministres prussiens se rapprochaient moins des ministres impériaux, qu'il n'y avait plus un aussi grand concert entre eux. Ils nous avaient laissé entrevoir quelque mécontentement; ils paraissaient venir à nous, ils mettaient

plus d'ouverture dans leurs entretiens, enfin tout nous indiquait que leur système était changé.

Vous pensez bien que nous nous sommes empressés de seconder leurs intentions. Nous leur avons manifesté une confiance qui répondait à la leur, et nous leur avons déclaré que si nous étions secondés pour faire lever toutes les entraves et tous les obstacles qui s'opposent à la négociation, nous aurions bientôt conclu une paix qui fait l'objet de l'attente des vrais amis de l'humanité et qui tournerait à l'avantage de la Prusse.

Pour connaître plus complètement leurs desseins et juger mieux leurs intentions, nous sommes convenus de les voir particulièrement, et voici le sujet de l'entretien que j'ai eu hier avec M. Jacobi :

— « Eh bien ! me dit-il, aurons-nous une fois la paix ? »

— « Nous l'aurions demain, lui répliquai-je, si les puissances qui traitent avec la République la voulaient sérieusement, si elles consultaient sincèrement leur véritable intérêt, si elles se laissaient moins influencer et diriger par ceux qui ont intérêt à troubler perpétuellement le continent. »

— « Vous croyez donc que l'Angleterre s'oppose à la paix ? »

— « J'en suis assuré, lui répondis-je. Il faudrait être bien peu clairvoyant pour ne pas s'apercevoir que, depuis six mois, elle se sert de tous les moyens pour retarder nos négociations, exciter les puissances à une nouvelle coalition, disposer ou préparer l'opinion des peuples, tromper tous les gouvernements sur les intentions du Directoire exécutif en lui prêtant des vues indignes de sa loyauté. Je sais, à n'en pas douter, qu'elle a envoyé des émissaires dans toutes les cours, qu'elle a cherché à circonvvenir les cabinets, et que tous ses efforts tendent à

faire renouveler les hostilités pour assouvir sa haine contre les Français et affaiblir des États dont elle jalouse encore la puissance. »

— « Je sais, m'a-t-il dit, que l'opinion générale est telle, mais je vous donne l'assurance que le roi de Prusse¹ s'est toujours prononcé pour la paix. Je dois avouer que la Russie, alarmée sur le sort futur de l'Allemagne, a conçu quelques craintes, que l'on s'est rapproché; mais le résultat des propositions a été d'engager le roi de Prusse à se servir de son crédit, de ses forces pour maintenir le corps germanique dans son état politique, ce qu'il a promis et cru devoir promettre. »

— « Et d'où venaient ces craintes? lui répliquai-je. Quelle est donc la puissance qui a intérêt à voir dissoudre l'Empire? S'il en est, je n'en vois qu'une, l'Autriche. »

— « L'Autriche, peut-être, dit-il, mais on reproche aussi au gouvernement français de vouloir révolutionner l'Allemagne. »

— « Vous ne me persuaderez jamais, lui répliquai-je, qu'une pareille crainte ait pu exister, et moins encore qu'elle ait pu faire prendre un parti aux puissances. Cette inculpation est tellement surannée, elle est faite de si mauvaise foi, elle est tellement démentie par la conduite sage du Directoire, par la protection signalée qu'il accorde aux rois qui ont traité avec la République, par les efforts à contenir dans l'intérieur les personnes qui restent encore égarées, qu'on ne peut l'entendre sans indignation. »

— « Je ne le crois pas, m'a-t-il dit. Cependant cette opi-

1. FRÉDÉRIC-GUILLAUME III, né le 3 août 1770. Il avait succédé à son père, le 16 novembre 1797, à la veille de l'ouverture du Congrès. Il était favorable au système de neutralité adopté en 1795, et ni les instances du cabinet britannique ni la pression de la Russie ne l'en firent dévier à l'époque où se forma la deuxième coalition.

nion s'est répandue dans le nord, mais on voit bien le contraire à présent. »

— « Expliquez-moi, dis-je à M. Jacobi, pourquoi l'Autriche, qui a un si grand intérêt à faire la paix, qui a une influence sur la Députation, fait naître des obstacles, élève des difficultés sur des difficultés et empêche qu'on accélère les travaux de la négociation. Dites-moi pourquoi la Prusse, qui a intérêt de conserver le corps germanique, qui se dit amie de la France, qui ne doit pas voir sans inquiétude l'agrandissement de la maison d'Autriche, ne se prononce pas en ce moment et semble même quelquefois servir l'Autriche contre son propre intérêt. »

— « L'Autriche, m'a-t-il répondu, même dans les occasions où elle demande la paix, veut dicter les conditions en vainqueur. Vous lui avez beaucoup accordé. On dit même que vous lui avez assuré la Bavière ¹. Elle exigera encore et disputera sur tout. Quant à la Prusse, je dois avouer que nous avons été sur la réserve à votre égard. Ne sachant pas vos intentions, ne communiquant à la Députation de l'Empire que des propositions isolées, n'émettant aucun plan, ne sachant où vous en vouliez venir, nous étions inquiets sur vos desseins, sur vos projets, mais dès que vous nous assurez que vous voulez sincèrement la paix, dès que vous affirmez que vous voulez la conservation de l'Empire germanique, nous sommes à vous. »

— « Vous nous faites le reproche, lui dis-je, de n'avoir

1. L'article 5 de la convention secrète annexée au traité de Campo-Formio portait : « La République française emploiera ses bons offices pour que S. M. l'Empereur acquière en Allemagne l'archevêché de Salzbourg et la partie du cercle de Bavière située entre l'archevêché de Salzbourg, la rivière de l'Inn et de Salz et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. »

pas soumis à la Députation de l'Empire un projet de paix qui indiquât nos intentions; mais si nous l'eussions fait, c'était appeler à grands cris tous les ennemis de la République pour le commenter, l'interpréter, l'expliquer à leur manière, leur fournir l'occasion de prêter au gouvernement français des vues qu'il n'a pas, sonner le tocsin de la guerre et agiter tous les cabinets de l'Europe. »

— « Je me rends à cette raison, me dit-il; je conçois que cela serait arrivé dans ce cas. Vous avez sagement agi. Laissons toutes ces observations et parlons de nos affaires. »

M. Jacobi reprit :

— « Le roi de Prusse est sans ambition. Il est attaché à la France; son intérêt se trouve dans cette union. Il a promis de concourir à la conservation du corps germanique; il serait même disposé, s'il le fallait, à renoncer aux indemnités pour l'avantage de ce corps ¹. Agissons donc dans ses vues qui sont pacifiques; mais laissons-lui la satisfaction de persuader à l'Allemagne qu'il est le protecteur, l'appui du corps germanique, que c'est lui qui met le plus grand intérêt à sa conservation, et que toutes ses

1. Dans une conférence qui avait eu lieu le 21 mai précédent, les ministres prussiens, répondant à des ouvertures faites par Metternich, avaient traduit ainsi la pensée de leur maître : « Le roi n'hésite pas un instant à s'en tenir aux principes de modération et de désintéressement qu'il a déjà manifestés.... et quelque légitimes que soient ses titres d'indemnité, il préfère d'y renoncer en plein pour contribuer de son côté, autant que possible, au maintien de l'intégrité de l'Empire. Mais en faisant le sacrifice gratuit des provinces qu'il a perdues par la cession de la rive gauche du Rhin, il accepte très expressément la déclaration que la maison d'Autriche renonce de la manière la plus positive à toute indemnité et prétention aux dépens de l'Empire, et il s'ensuit, par conséquent, que S. M. l'Empereur se contentera, pour tout dédommagement, des extensions territoriales qu'il a obtenues en Italie par la paix de Campo-Formio, telles qu'il les possède actuellement.... » (*Report on the manuscripts of J. B. Fortescue, esq., preserved at Drogheda, à la date du 21 mai 1798*).

sollicitudes dans cette négociation se portent sur cet objet ¹. »

— « Que n'avez-vous manifesté plus tôt ses intentions? lui répliquai-je. Vous entrez dans notre plan. Nous voulons aussi la conservation de l'Empire, et nous en laisserons volontiers la gloire au roi de Prusse. Accélérons la paix, faites lever tous les obstacles, décidez quelques membres de la Députation sur notre dernière note, et vous aurez lieu d'être satisfait de nos dispositions. »

C'est à ce moment, citoyen ministre, que j'ai donné du développement aux avantages que retirerait le roi de Prusse de notre alliance. J'ai dit qu'étant menacé de l'Autriche et de la Russie au plus petit événement, il trouverait dans cette alliance un appui qui lui assurerait sa tranquillité. Je me suis étendu sur les avantages des relations commerciales, en établissant qu'elles allaient être plus directes, plus intimes, et qu'il fallait préparer la paix à l'Europe pour des siècles en mettant par là toutes les puissances dans l'impossibilité de s'attaquer.

Ces observations ont paru frapper M. Jacobi.

— « Le roi de Prusse, reprit-il, prend un intérêt bien grand au sort de plusieurs princes d'Allemagne, principalement au duc de Deux-Ponts ². Il ne peut pas croire que la Bavière soit promise et assurée à l'Empereur. »

— « J'ignore si la Bavière est cédée, je doute même par

1. Cette dernière phrase est entièrement soulignée dans l'original.

2. Le duc de Deux-Ponts était alors Maximilien-Joseph, né le 27 mai 1756, fils de Frédéric-Michel de Deux-Ponts, feld-maréchal autrichien, et de Françoise de Sulzbach. D'abord colonel-proprétaire du régiment de Royal-Alsace au service de la France, pourvu, le 9 mars 1788, d'un brevet de maréchal de camp, il se retira en 1790 et fit campagne dans les armées impériales. Il succéda à son frère Charles II, le 1^{er} avril 1795; mais sa souveraineté était purement nominale. La France s'était emparée en 1792 de ses États, et elle les conserva jusqu'en 1814, époque à laquelle ils furent réunis à la Bavière, dont Maximilien-Joseph était devenu roi.

plus d'un motif qu'elle le soit, lui dis-je. Ce démembrement de l'Empire, sollicité ou accepté de l'Empereur, le rendrait l'ennemi irréconciliable de l'Empire. Cela ne paraît pas avoir assez de vraisemblance. »

— « Nous le croyons cependant, » répliqua-t-il.

Revenant ensuite à notre dernière note, il me dit :

— « Je ne crois pas qu'il soit possible d'admettre en faveur de la France la possession de Kastel et le renvoi des dettes des pays cédés. Kastel est la clef de l'Allemagne. Vous y ferez une invasion lorsque vous le voudrez, et nous n'aurons plus de points défensifs. Le territoire de l'Allemagne est sous la dépendance des Français. »

Je ne vous rapporte pas tout ce que je lui ai dit à ce sujet : ma réponse serait trop étendue ; mais il m'a paru qu'après l'avoir convaincu de la nécessité où nous nous trouvons de conserver ce fort, et de notre intention bien formelle de ne pas nous en départir, on proposera de faire une tranchée à une distance déterminée du fort. par où l'on ferait passer l'eau du Mein ou du Rhin pour servir de défense à l'Allemagne. Je crois que cette proposition est si raisonnable qu'on ne peut s'empêcher d'y accéder.

L'article des dettes paraît inquiéter davantage les ministres prussiens ; cependant, nous ne désespérons pas de son adoption.

Voilà, citoyen ministre, le résultat de l'entrevue que j'ai eue hier avec M. Jacobi. Il m'a semblé que le roi de Prusse a pris l'engagement avec Paul I^{er} de protéger et conserver le corps germanique, qu'il serait très satisfait qu'on lui en attribuât le mérite, parce que, d'une part, il aurait rempli ses engagements avec la Russie, et que, de l'autre, il pourra, sans essuyer de reproches, conserver la portion des indemnités qui peuvent lui être dévolues.

J'entrevois enfin que l'Angleterre, n'ayant pu décider

le roi de Prusse à se coaliser, l'avait mis dans le cas de soutenir par ses armées le corps germanique, puisqu'il en avait pris l'engagement avec Paul I^{er} ¹, et que c'est dans cette vue qu'elle avait agi auprès du Russe pour déterminer sous ce rapport le cabinet de Berlin à prendre indirectement part aux événements et à la mesure qu'elle dictait à Vienne, de nous déclarer la guerre.

Salut et respect.

26. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 10 thermidor (28 juillet).

Sais-tu, mon cher Treilhard, ce que l'on prépare en réponse à notre note? Un beau traité de paix tout fait. Déjà l'un des faiseurs a son projet écrit; il ne contient que vingt-deux feuilles de minute; c'est une bagatelle. On le communique aux *fidèles* sous le manteau. Par exemple, il y est question de raser tous les points fortifiés des deux rives. Ainsi, adieu Mayence, Mannheim ², Strasbourg, Philippsbourg ³, etc.! C'est d'une bonne force. Après avoir

1. PAUL I^{er} Pétrovitch, empereur de Russie, né le 1^{er} octobre 1754. Il avait succédé à sa mère Catherine II le 17 novembre 1796. Influencé par l'Angleterre, ce prince, violent, mobile, parfois extravagant, adhéra à la coalition, sans autre but que d'écraser la République française et les principes qu'elle avait fait prévaloir. Les revers de ses armées, les desseins ambitieux de l'Angleterre et de l'Autriche, lui firent abandonner cette politique et, en 1800, il se déclara l'ami du Premier Consul. Il périt étranglé le 24 mars 1801.

1. Ancienne capitale du Palatinat, au confluent du Rhin et du Neckar, réunie en 1777 à la Bavière. Elle fut bombardée et prise en 1795 par les Français, et ses fortifications rasées en 1799. Le traité de Lunéville la donna au margrave de Bade.

3. Ville du cercle de Karlsruhe (Bade), sur la Saalbach. Elle était forteresse de l'Empire et appartenait au prince-évêque de Spire. Le 27 août 1799, Bernadotte en commença le blocus. Bombardée du 6 au 14 septembre, la ville fut en partie brûlée, mais l'approche des Autrichiens obligea les Français à lever le siège. Ils entrèrent dans la place l'année suivante et la démantelèrent.

ri de cette farce ridicule, ce que je vois d'insidieux dans cette idée de présenter un traité au lieu de présenter une réponse à notre note, c'est de chercher à quitter le terrain sur lequel nous avons placé la discussion pour l'attirer sur le leur et nous faire délibérer d'après leurs décisions. Je crois qu'il est aussi contraire à l'intérêt qu'à l'honneur de la République de souffrir que l'ordre des personnes et des choses soit ainsi interverti. C'est au parti vainqueur à présenter ses conditions; nous l'avons fait; qu'ils les débattent, mais qu'ils ne prétendent pas sortir du cercle où naturellement ils se trouvent placés pour nous faire entrer dans le leur. Les conférences verbales que Metternich avait proposées et que la discordance de la Députation n'a point laissées s'établir auraient échoué par la même raison; l'on voulait y donner un ton de solennité dont le commissaire impérial eût été le régulateur, et il nous aurait mis dans la nécessité ou de rompre avec éclat ou de nous subordonner à l'ordre de discussion qu'il aurait fixé.

Voici, non pas des nouvelles, mais des bruits de Rastatt :

Sieyès a proposé au roi de Prusse la sécularisation générale.

L'Empereur a accédé à la demande de la Prusse tendant à ce qu'aucun prince séculier ne fût démembré pour fournir aux indemnités (ceci regarde la Bavière).

M. de Görtz et M. de Jacobi, le premier du parti du roi, le second de M. d'Haugwitz ¹, avaient écrit l'un contre

1. HAUGWITZ (Chrétien-Henri Curt, comte de, né le 11 juin 1752, avait capté la confiance de Frédéric-Guillaume III et remplacé Jacobi comme ministre plénipotentiaire à Vienne. A la fin de 1792, il reçut le portefeuille des Affaires étrangères et en 1794 une mission à la Haye. Le 5 août 1796 (18 thermidor an IV), étant ministre d'État, de la guerre et du cabinet, il signa avec le plénipotentiaire français, Caillard, une convention secrète visant l'indemnité qui pourrait être accordée à la Prusse, si la rive gauche du Rhin était cédée à la France. Retiré du ministère en 1804, il rentra en 1806 aux Affaires étrangères et, adoptant une politique contraire à celle

l'autre à Berlin. Tous deux sont conservés, mais M. de Jacobi a essuyé une très verte réprimande. Ce dernier a encore sa maison et tout son train à Londres. Il était à Paris, hôtel et rue Grange-Batelière, peu avant le 18 fructidor. Je tiens ces faits de lui-même. M. de Hardenberg ¹ commence à rentrer en faveur et semble former à Berlin un troisième parti.

Quelques États particuliers voudraient que l'on réglât au Congrès le mode des traités que chaque État peut conclure, et qu'aucun ne pût avoir lieu qu'avec l'assentiment des ayants voix de chaque cercle.

Mais voilà assez d'on-dit pour une fois. Ce qui n'est pas un on-dit, c'est l'agiotage de la trésorerie qui ne nous fait passer qu'après la quinzaine expirée les traitements ordonnancés les 1^{er} et 15 de chaque mois. S'ils ont beaucoup de millions à faire travailler ainsi, cela doit au bout de l'an leur faire un *honnête* bénéfice.

Je t'embrasse, mon ami, ainsi que tout ce qui t'appartient, et te souhaite joie et santé. Mille amitiés à Merlin.

27. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 11 thermidor (29 juillet).

Citoyen ministre,

Le projet du chef de l'Empire de retarder la pacification

qu'il avait suivie, se prononça pour la guerre. L'écrasement d'Iéna montra ce que valait cette politique et le détermina à une retraite définitive. Il mourut à Venise en 1831.

1. HARDENBERG (Charles-Auguste, baron de), né le 31 mai 1750, était administrateur des États du margrave de Baireuth, quand ce dernier les céda, le 1^{er} juin 1791, au roi de Prusse. Ministre du cabinet à Berlin en 1793, plénipotentiaire à Bâle en 1795, il reçut en 1804 le portefeuille des Affaires étrangères abandonné par Haugwitz, se retira en 1806 et reprit le ministère après le désastre d'Iéna. Retiré de nouveau en 1807, il rentra aux affaires en 1812, signa la paix de 1814, et fut créé prince. Au congrès de Vienne, il se montra un des plus habiles négociateurs. Il mourut à Gènes le 26 novembre 1822.

et de l'éloigner par des incidents que ses ministres et ses adhérents savent adroitement faire naître, se manifeste toujours avec des développements qui établissent sensiblement le système adopté de temporisation.

Nous avons communiqué à la Députation de l'Empire, le premier de ce mois, une note qui contenait des réponses à ses observations, et des points fondamentaux sur lesquels devait se reposer le traité à conclure. Leur importance et la manière dont nous les avons présentés imposaient à la Députation le devoir de s'en occuper sans délai; nous l'espérions ainsi en déclarant à quelques membres en particulier que ces articles étaient de notre part une détermination positive dont nous ne pouvions nous départir pour quelque cause et quelque prétexte que ce fût.

On paraissait décidé à remplir nos intentions, et les premiers jours qui suivirent cette communication furent réellement employés à la discussion des articles qui présentaient le plus d'intérêt; mais M. le comte de Lehrbach demanda d'abord que l'article du Frickthal fût ajourné, ayant des observations particulières à faire sur cet objet, désirant, disait-il, consulter sa cour sur la marche qu'il avait à suivre dans cette question. Ce premier incident donna lieu à des retards. Nous en fûmes prévenus, et nous insinuâmes à quelques membres de la Députation de l'Empire qu'il fallait néanmoins continuer de délibérer. La question se réduisait à ce seul point de déclarer si ce territoire était de la dépendance de l'Empire ou de celle de la maison d'Autriche, comme possession spéciale et indépendante. Cependant, nous n'avons pas appris qu'on se fût occupé de cet objet.

Vous savez, et nous vous en avons rendu compte, que, sur la demande de M. de Lehrbach, nous eûmes avec lui une conférence à ce sujet. Vous en connaissez le résultat

par la lettre que nous vous avons écrite en dernier lieu.

Il y a trois jours qu'on nous rapporta qu'on était convenu, dans une des séances de la Députation de l'Empire, de s'occuper d'un projet de traité de paix. M. d'Albini fut chargé de le rédiger; d'autres membres, tels que M. de Reden, député du duché de Brême, se chargeaient d'en fournir de leur côté. Cette mesure, qui était inconvenante et qui nous paraissait extraordinaire, confirma l'opinion que nous avions, que l'on cherchait à retarder la négociation. Nous vîmes que le but principal de l'adoption d'un semblable parti était de prendre, d'une part, l'initiative de la négociation, de l'autre, de dénaturer les questions présentées à la Députation, d'enchevêtrer les propositions, de laisser du doute sur celles qui avaient été adoptées, et d'avoir le prétexte de passer un temps considérable à des discussions qui devaient nécessairement éloigner la négociation, de mettre enfin le vainqueur qui veut dicter ses conditions à la place du vaincu qui n'est là que pour les recevoir.

Cette ruse diplomatique était trop apparente et grossière pour qu'on pût croire que la légation française eût donné dans le piège. On s'attendait bien à notre refus d'accéder à un pareil projet; mais on se ménageait par là des prétextes et l'apparente raison que cette mesure pouvait tendre à un résultat satisfaisant, et on obtenait ainsi des délais peut-être justifiés pour éloigner une réponse précise et complète sur notre note. On se ménageait aussi le temps convenable de consulter les commettants afin d'avoir plus de fermeté dans la réponse à faire.

Révoltés de toutes ces intrigues, nous convinmes hier de nous rendre chez le ministre directorial M. d'Albini, et nous lui dîmes avec le ton de la franchise républicaine, avec des expressions qui manifestaient notre mécontente-

ment, que nous ne concevions pas comment la Députation de l'Empire osât ainsi se jouer de la légation française et entrer elle-même dans les projets de ceux qui veulent perdre l'Empire en lui empêchant d'agir pour sa conservation propre et son intérêt; que nous nous apercevions qu'on refusait la paix que nous venions généreusement présenter, et qu'on répondait, par des tergiversations déplacées et un refus oblique de traiter, à la marche loyale et franche de la légation, et qu'on perdait de vue l'attitude imposante de la République française, qui veut néanmoins, au milieu de ses triomphes, présenter l'olivier à ceux qui l'ont injustement attaquée.

M. d'Albini s'excusa mal; il nous dit qu'on avait généralement pensé qu'en adoptant cette mesure, ce serait un moyen plus expéditif de pacifier; qu'il l'avait cru lui-même; qu'il priait la légation française d'être persuadée de la pureté de ses intentions.

Nous lui dîmes : « Il est temps de réparer le mal qui s'est fait. Donnez des preuves que la Députation de l'Empire veut sincèrement la paix; retirez tous vos projets; convoquez la Députation; faites-lui part de notre intention; engagez-la, par tous les motifs que le salut de votre pays peut vous suggérer, à délibérer sur notre note du 1^{er} thermidor, à prendre un *conclusum*, pour qu'elle donne la preuve de son amour pour la paix. »

Nous nous retirâmes, et il nous promit de convoquer la Députation lundi, qui est le 12 de ce mois, en nous disant qu'il n'était pas possible qu'elle prit un parti le même jour, mais qu'il ne négligerait rien pour la faire accélérer.

Voilà, citoyen ministre, l'état des affaires en ce moment. Ce qui nous a fait conjecturer avec assez de probabilité que c'étaient les ministres impériaux qui cher-

chaient à entraver les négociations, c'est : 1^o l'incident élevé par M. de Lehrbach, et 2^o l'assurance qu'ils nous ont donnée, avec une sorte d'affectation, qu'ils étaient prêts à donner leur vote, et qu'on n'avait pas, dans cette occasion, à leur reprocher d'être en retard.

Je vous ai donné, dans ma dernière lettre, les détails de l'entrevue que j'ai eue avec M. Jacobi, ministre plénipotentiaire du roi de Prusse. Depuis ce moment, ses collègues et lui n'ont pas fait un pas de plus pour nous convaincre de la sincérité de leurs sentiments. Je ne peux pas encore dire que ce n'était qu'une ruse de leur part; je n'ai pas assez de données. Leur entretien est si tortueux qu'on ne peut se hasarder à dire qu'ils peuvent et veulent agir comme ils l'annoncent; mais je sais positivement qu'ils ont consulté leur cour, et qu'avant d'aller plus loin, ils veulent être positivement informés des desseins ultérieurs de leur cabinet.

Les princes qui ont traité avec nous sont tout à fait bien disposés: leurs agents ne nous laissent aucun doute à cet égard; mais les représentants des électeurs ecclésiastiques et la versatilité des députés des villes libres et impériales nous laissent toujours dans la perplexité et l'incertitude sur les résultats des séances de la Députation de l'Empire. Il m'a paru qu'il faut presque toujours menacer ou imposer par la crainte qu'on peut leur inspirer sur l'incertitude de leur sort, car ils sont, en général, si peu décidés que je me suis aperçu qu'ils étaient toujours balottés, et que le dernier qui leur parlait avait toujours raison.

Il y a une vérité bien grande dont vous vous êtes, sans doute, aperçu : c'est qu'on ne fait faire un pas à l'Autriche que lorsqu'on feint de se rapprocher de la Prusse, et qu'on ne meut celle-ci qu'en affectant d'être dévoué à

l'Autriche. C'est une chose vraiment inconcevable que la conduite de ces deux puissances ; elles se rivalisent et elles concourent à se nuire en se rapprochant, en paraissant d'accord sur leurs mesures respectives.

En terminant ma lettre, je reçois la vôtre du 6 thermidor ; je vais me conformer aux intentions du Directoire exécutif, et je dispose mon départ.

Salut et respect.

28. — LES MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A TALLEYRAND

Rastatt, 12 thermidor (30 juillet).

Citoyen ministre,

La Députation de l'Empire s'était assemblée le 10 du courant pour délibérer sur notre note du 1^{er}. Nous ne doutions pas que cette séance ne produise un résultat. Nous avons lieu de croire que s'il n'était pas entièrement conforme à notre vœu, au moins il s'en rapprocherait assez pour ne pas désespérer d'un succès complet. Quelle a été notre surprise, lorsqu'à l'issue de cette même séance, nous avons appris qu'elle s'était passée en conversation, qu'on s'était ajourné de nouveau et qu'on s'occupait maintenant de la rédaction d'un projet de traité qu'on prétendait faire servir de réponse à toutes les notes remises par la légation française jusqu'au 1^{er} thermidor inclusive-ment ! A la vérité, nous étions déjà prévenus sur ce dernier point ; mais nous avons pensé que ce n'était là qu'un travail préparatoire et qui ne serait produit qu'en son temps. Nous nous étions exprimés sur ce ton avec les personnes qui nous en avaient parlé, en déclarant bien que les ministres de la République ne souffriraient jamais qu'on intervertît sous des prétextes spécieux la marche de la négociation et l'ordre naturel des matières.

Les détails que nous venons d'exposer devaient donc appeler et ont fixé en effet toute notre attention. Il nous a paru, d'une part, que les lenteurs étudiées de la Députation devenant préjudiciables à l'intérêt de la négociation, il convenait de les faire cesser. D'autre part, nous avons jugé que la Députation de l'Empire ou plutôt ses meneurs secrets devaient se proposer pour but, dans le nouveau mode de procéder qu'on semblait vouloir introduire : 1^o de déplacer la négociation en nous faisant perdre l'initiative, de nous attirer sur le terrain pour s'emparer des avantages du nôtre; 2^o de remettre insensiblement en discussion les points déjà décidés en les mêlant avec ceux qui ne sont encore que proposés, et de faire revivre ainsi à l'égard des premiers les « exceptions », les « présuppositions » qu'on s'aperçoit aujourd'hui et qu'on regrette d'avoir trop négligées. Ce qui fortifie nos présomptions, c'est la proposition faite à notre insu par M. de Metternich à la Députation de l'Empire d'établir des conférences réglées, dont il ne s'agissait plus que de fixer le lieu et la forme. En cela, l'intention cachée était, suivant nous, de créer une députation dans la Députation même et de tâcher par là de concentrer dans quelques mains tous les moyens de direction. Si on n'avait pas eu ce dessein, à quoi bon la proposition de M. de Metternich, qui ne nous a pas été seulement communiquée? N'avons-nous pas jusqu'à présent demandé et accordé les conférences nécessaires?

Vivement frappés de la possibilité et des conséquences de ce plan, nous nous sommes rendus chez le ministre directorial de Mayence. Là, nous avons développé toutes les réflexions que la circonstance faisait naître et que nous venons d'indiquer. Aux réponses justificatives de M. d'Albini, nous avons répliqué « que si on avait un désir sincère d'accélérer la pacification, on n'aurait pas laissé

sans réponse, sans délibération pendant dix jours, une note aussi conciliatoire, aussi décisive que celle du 1^{er} thermidor, et cela pour s'occuper au hasard de projets vagues et de rédactions prématurées; qu'il n'était ni raisonnable ni même de bien bonne foi de songer à rédiger un acte quelconque, avant que tous les articles dont il se compose, que les articles principaux au moins fussent définitivement convenus et arrêtés; qu'il ne tenait pas à nous qu'on ne fût déjà arrivé à ce point de maturité; que la Députation ne devait s'en prendre qu'à elle-même, à son éternelle indécision; qu'au lieu de se plaindre sans raison que l'indépendance de l'Allemagne soit menacée par les prétentions de la République, les plénipotentiaires de cet empire avaient peut-être à défendre leur propre indépendance dans le sein de leur assemblée et à la préserver de l'influence des ennemis communs; qu'au surplus on ne parviendrait pas à faire dévier la légation française du principe invariable qu'elle s'était fait de traiter les objets successivement et dans un ordre naturel, seul moyen d'avancer et d'arriver au but sans être exposé à revenir sur ses pas ou à s'égarer; qu'elle s'opposerait surtout à ce que, par quelque détour que ce fût, on fît rentrer dans la discussion ce qui a été décidé, en le mêlant, contre tous les principes, avec ce qui est à décider.

En parlant ainsi à M. d'Albini, nous avons rendu justice à ses intentions, à celles de tous les membres de la Députation; mais nous n'en avons développé qu'avec plus de force les inconvénients qu'il y aurait à substituer un projet de traité intempestif et nécessairement imparfait à la réponse précise et catégorique que nous avions droit d'attendre sur nos dernières propositions et que nous demandions itérativement. Cela ne mènerait, lui avons-nous dit, qu'à obscurcir ce qui est fait et à retarder ce qui reste

à faire : deux choses également éloignées de l'intention de la Députation et de la nôtre. M. d'Albini a paru frappé de nos raisons, qu'il a faiblement combattues, s'excusant toujours, ainsi que ses collègues, sur l'idée où on était qu'un projet de traité rédigé serait un moyen d'accélération. Il nous a promis de convoquer pour aujourd'hui la Députation de l'Empire, qu'il instruirait de notre démarche et de nos demandes, et que de son côté il ne négligerait rien de ce qui dépendait de lui pour amener un résultat prompt et satisfaisant.

La Députation de l'Empire s'est effectivement assemblée ce matin; elle se sépare à l'instant. Il a été arrêté qu'en écartant tout autre objet, on s'occuperait de la réponse à faire à la dernière note des ministres français. M. d'Albini a proposé d'ouvrir à l'instant la délibération et d'entendre ceux des membres qui étaient prêts à voter. On a observé qu'il valait mieux prendre un jour ou deux de plus et terminer dans la même séance. Cet avis a prévalu. La Députation se réunira le 14 ou le 15, au plus tard le 16 de ce mois, et le *conclusum* sera pris. D'ici là nous veillerons. Nous pouvons, au surplus, nous assurer que notre démarche d'hier a fait effet, et qu'on commence à être bien persuadé, soit dans la Députation, soit en dehors, que le temps des tergiversations est passé.

Salut et respect.

PARTIE III

LES POINTS EN LITIGE

Voyage de Roberjot à Paris sous prétexte d'affaires personnelles. — La Députation consent à la démolition d'Ehrenbreitstein et rejette la demande concernant la cession du Frickthal. — Impression causée en Allemagne par la prise de Malte. — Jean Debry est satisfait des élections de l'an VI. — Roberjot reçoit à Paris de nouvelles instructions. — La Députation consent à la suppression des péages sur le Rhin, admet le thalweg comme limite, à la condition de conserver l'île de Buderich, et proteste contre le transport des dettes communales de la rive gauche à la rive droite. — Embarras des ministres français; demande instante d'instructions précises. — Caractère insociable de Bonnier.

Joie des Allemands à la nouvelle d'un prétendu désastre subi par la flotte française. — Difficulté de concilier l'exécution du traité de Campo-Formio avec celle du traité de Bâle. — La Députation demande la démolition de tous les points fortifiés de la rive droite; rejet de cette proposition par la légation française. — Roberjot, de retour, fait part à ses collègues des intentions du Directoire.

Metternich transmet à la légation française un *conclusum* volontairement tronqué. — Conversation de Roberjot avec Görtz. — L'Autriche veut la guerre et l'Allemagne soupire après la paix. — Prétendu voyage de Jean Debry à Paris; sa note pour le démentir. — La légation française persiste à demander la cession de Kehl, de Kastel et de l'île Saint-Pierre. — Elle fête l'anniversaire du 18 fructidor.

29. — ROBERJOT A JEAN DEBRY

Strasbourg, 13 thermidor (31 juillet).

J'avais demandé, citoyen collègue, en quittant Hambourg, au Directoire exécutif un congé de quelques jours pour me rendre à Paris, afin d'y terminer des affaires par-

ticulières. Le ministre des relations extérieures ne m'avait fait aucune réponse à ce sujet, et je n'y pensais plus.

Ma surprise a été bien grande en trouvant chez le directeur de la poste aux lettres à Strasbourg une dépêche à mon adresse, portant autorisation de me rendre à Paris pour trois jours seulement.

Je profite de cette permission, et je pars aujourd'hui pour Paris. Je resterai huit jours pour aller et revenir, ce qui portera mon absence à douze jours ¹.

Vous voudrez bien taire mon voyage, lui donner le prétexte que vous trouverez le plus convenant dans quelques jours d'ici. Ce sera le moyen d'empêcher les conjectures que l'on ne manquera pas de faire, ce qui nuirait à la liberté des délibérations de la Députation que nous avons intérêt d'accélérer.

1. Roberjot était allé à Strasbourg le 10 thermidor (28 juillet). Il y passa trois jours, pendant lesquels le télégraphe fut « dans une activité continuelle » (*Observateur politique* du 24 thermidor). Le 13, il partit pour Paris, prétextant, comme on le voit par cette lettre, un congé qui lui aurait été précédemment accordé pour affaires personnelles. En réalité, il avait été mandé par Talleyrand, ainsi que celui-ci en informait Sieyès le 14 thermidor. « J'écris à Roberjot qu'il se rende sur-le-champ à Paris, en ne donnant à son voyage que des motifs particuliers, qu'il nous apporte des notions exactes sur la position des choses, sur la tendance des esprits et sur les moyens qui peuvent conduire au dénouement. Trois jours de conférence avec le Directoire le mettront à même de retourner au Congrès, muni d'instructions tout à fait définitives et qui ne laisseront lieu à aucuns délais ultérieurs. » (PALLAIN, *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire*, p. 351). Pendant le séjour de Roberjot à Paris, Talleyrand présenta au Directoire un rapport où il signalait les diverses questions à résoudre et qu'il terminait ainsi : « Quelle que soit la décision du Directoire sur les points principaux, je ne saurais trop insister sur la nécessité de renvoyer à Rastatt le citoyen Roberjot avec des instructions décisives, afin de couper court aux éternelles discussions de la Députation de l'Empire, en lui mettant sous les yeux où peut la conduire l'influence autrichienne et en la forçant d'opter sans délai entre la paix ou la guerre » (*Allemagne*, vol. 675, fol. 531 à 540). En même temps, il écrivait, le 25 thermidor (12 août), à Bonnier et à Jean Debry : « Le Directoire a profité du voyage que le citoyen Roberjot a fait à Paris pour lui faire connaître particulièrement son opinion sur le plan de conduite qui est à suivre dans ces circonstances » (*Id.*, vol. 680, fol. 302).

Je ne manquerai pas d'aller voir les membres du Directoire exécutif et le Bureau des Relations pour savoir leur plan définitif, et si vous avez quelques articles intéressants à leur communiquer, écrivez-moi à l'adresse dessous; je me charge de les leur porter.

Je suis bien fâché de vous abandonner dans des instants aussi précieux; mais les intérêts que j'ai exposés au gouvernement, lorsque j'ai réclamé ce congé, sont si puissants qu'il a bien voulu déférer à ma demande.

Salut et fraternité.

30. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 14 thermidor (1^{er} août).

Citoyen ministre,

Ma lettre du 8 de ce mois vous aura fait assez connaître notre position ici. Celle de la légation d'hier vous a fait part de la démarche que nous avons faite à l'appui de notre note du 1^{er} thermidor et quel en était le résultat provisoire. Quoique la décision n'ait pas été aussi prompte que nous l'espérions, et que nous ne puissions l'obtenir que dans trois jours, cependant cette démarche a produit un très bon effet: elle a éveillé les craintes de la Députation, qui a pensé que nous étions près de rompre en lui laissant l'odieux du rejet de nos dernières propositions, dont la modération est généralement sentie en Allemagne.

Ce même motif a agi sur l'Autriche; il est, avec cet intérêt qu'a pour elle le traité de Campo-Formio, intérêt mal déguisé et qui perce à travers ses orgueilleuses démonstrations hostiles, il est, dis-je, l'un des liens les plus forts qui empêchent cette puissance d'éclater. Elle sent que si elle prenait sur elle les suites d'une rupture, tous les yeux, toutes les espérances se tourneraient vers la Prusse. Aussi,

en même temps qu'elle agglout^{it} l'ère en Italie ou Bavière, ses moyens d'attaque et de défense, ici elle épuise toutes les chances pour tirer la négociation en longueur et la faire changer de direction. D'abord elle avait demandé des conférences. Lorsqu'on m'en parla en particulier, j'y adhèrai, n'attachant à ce mot que l'idée d'une conversation plus grave et plus suivie; mais bientôt, et à notre insu, on proposa à la Députation d'en déterminer le lieu et la forme; ceci fut rejeté par le Congrès. Alors l'Autriche, pressée par notre note et sentant bien qu'il fallait s'expliquer, imagina un autre biais : c'est d'insinuer l'idée qu'il fallait, au lieu de nous répondre, faire un projet de pacification tout entier. Je vous laisse à penser si en suivant une pareille marche, [en laissant l'Autriche] maîtresse de régulariser la discussion, de l'embrouiller, d'en confondre à son gré les parties distinctes, de remettre en question ce qui aurait été décidé, d'ajouter aux interminables longueurs des formes les longueurs inévitables résultant de la cumulation de tant d'objets, le Congrès n'eût pas duré aussi longtemps que celui de Münster ¹. Alors on avait de la marge : en ayant l'attention de nourrir les débats, on pouvait attendre en paix un événement qui présentât une chance favorable, ou le résultat d'intrigues encore mal liées.

Si ces considérations, citoyen ministre, avaient besoin d'être confirmées, elles le seraient pleinement par l'exhibition des prétendus projets de pacification. L'un (celui qu'on avait suggéré à M. d'Albini de présenter et auquel il renonça bien vite, dès que nous lui eûmes fait sentir le faux d'une telle mesure) contenait trente-neuf articles, la

1. Les négociations du traité de Westphalie, commencées en 1646 et terminées par deux traités signés l'un à Osnabrück le 16 août 1648, l'autre à Münster le 8 septembre, avaient duré dix-huit mois.

plupart opposés aux bases arrêtées, aux lois françaises sur le culte et sur l'émigration. Un autre projet que l'on colportait et que je n'ai pu voir contenait vingt-deux feuilles de minute, et l'on en attendait la suite! On y proposait, entre autres choses « toutes simples », la démolition de tous forts et forteresses situés sur les deux rives : ainsi Strasbourg, Mayence, Philippsbourg, Mannheim, et tout était sagement rasé. Son auteur était un M. Martens, professeur à Göttingue ¹.

J'ignore encore précisément quels étaient les instigateurs directs d'un pareil plan rétrograde; mais je sais que ceux qui y avaient donné les mains en sont honteux au point de le nier. J'irai voir aujourd'hui les membres de la légation prussienne, et je tâcherai de profiter de la crainte qu'ils auront qu'on ne leur impute l'envie de retarder le traité définitif pour les engager à stimuler les députés dont ils disposent, eussent-ils tacitement approuvé la marche que l'on voulait tenir. Il suffit que le moyen ait échoué pour que, dans la vue d'écarter tout soupçon, ils fassent plus qu'ils n'auraient fait si les choses fussent restées à leur cours ordinaire. D'ailleurs, je crois qu'ils doivent sentir que, si l'Empereur reprenait les armes, son but ne serait plus celui qu'il se proposait au commencement de la guerre, mais bien : 1^o d'obtenir des conditions de paix plus avantageuses; 2^o de se rendre plus prépondérant en Italie et en Allemagne par la ruine et l'abaissement des petits princes et même par l'envahissement de leurs États à sa bienséance; 3^o arrivé à ce point, de chercher par tous les moyens à se débarrasser de l'inquiétude que lui donne la seule puissance qui le rivalise en influence dans le corps germanique, la Prusse, et peut-être de faire

1. Attaché, comme conseiller de chancellerie, à la légation du duché de Brême. Cf. *Introduction*, p. 50.

revivre d'anciennes prétentions que les traités ont couvertes, mais n'ont pas étouffées. Il me semble que pour n'être point troublée dans l'exécution d'un pareil plan, il suffirait à l'Autriche de ne point s'opposer aux vues d'agrandissement de la Russie en Orient.

Quoi qu'il en soit, la circulation de ces idées dans la légation prussienne ne peut que nous servir, et je les emploierai. Ils nous ont remis une note relative à des réclamations en faveur de quelques parties d'États prussiens réunis : nous leur promettons de les recommander au gouvernement. Ils nous répètent sans cesse que l'on ne saisit aucune occasion de montrer au roi par des faits cette intimité que l'on annonce vouloir établir entre les deux États. Si la séance du Congrès est favorable à nos propositions, il sera probable qu'ils y auront contribué ; ce sera le moment de leur donner au moins de ces assurances qui, sans rien changer, sont cependant de quelque prix. Dans le cas où le résultat ne répondrait pas à nos désirs, à notre attente, il n'y aurait alors, selon moi, ou que de s'expliquer nettement avec l'Autriche, soit ici, soit à Vienne, ou que d'agir efficacement et promptement à Berlin. Qu'importe par où et par qui l'on sorte d'incertitude, où et par qui le bien se fasse, pourvu qu'il s'opère ?

J'use de votre autorisation, citoyen ministre, en vous transmettant tous ces détails. Je vous prie de ne pas juger sévèrement des idées que le plus souvent, faute de documents précis, je suis forcé d'asseoir sur des présomptions, sur des conjectures.

31. — JEAN DEBRY A ROBERJOT

Rastatt, 14 thermidor (1^{er} août).

Puisque tu as cru devoir partir, mon cher Roberjot, il faut bien se faire à ton absence. Je ne puis cependant te

cacher que je crains qu'elle n'ait ici des suites fâcheuses, surtout si elle se prolonge. En vain chercherions-nous à la taire : on la sait à Strasbourg, on la saura donc à Rastatt, et ceux qui ne cherchent que des prétextes pour retarder la paix en trouveront un tout plausible dans la préoccupation que tu es allé chercher de nouvelles instructions. Leur refrain sera : « Que risquons-nous d'attendre ? » Quatre à cinq jours de plus, et nous aurions obtenu ce que notre démarche chez d'Albini nous permettait d'espérer. Enfin, c'est fait, et je ne t'en parle que pour t'engager, au nom d'un intérêt aussi majeur, à prolonger le moins possible ton séjour à Paris. S'il y a une nouvelle direction à donner, qu'on l'adresse à Rastatt plutôt que de la faire attendre, car les jours sont des mois, etc.

32. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 17 thermidor (4 août).

Citoyen ministre,

Ne voulant pas laisser partir le courrier sans vous donner un préavis de ce qui s'est passé hier, je me hâte de vous annoncer que la Députation a tenu séance. Tous les membres ont voté. Le *conclusum* sera rédigé après-demain. Une majorité de sept a consenti à la démolition d'Ehrenbreitstein, mais demande en même temps celle de Kasel et du fort de Mars, consent à la suppression des péages en donnant un délai, adhère aux articles concernant la navigation du Rhin, rejette ce qui concerne le Frickthal, comme n'ayant entendu comprendre dans la cession de la rive gauche que ce qui avait été occupé par les troupes françaises. Il est à remarquer que le député d'Autriche, M. de Lehrbach, est celui qui a parlé fortement contre la cession du Frickthal. Quant aux dettes et à la Noblesse immédiate, on présente des modifications

dont je n'ai point encore connaissance. Ce que je vous marque a été dit verbalement après la séance au secrétaire de la légation, que j'avais chargé de s'en informer.

Nous avons reçu hier une lettre du général Joubert, qui nous parle d'une disposition qu'il aura sans doute communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du ministre de la guerre ¹. Mais à l'instant où sa lettre du 15 nous fut apportée, la Députation délibérait sur notre note du 1^{er} que vous connaissez. Aussi, quand bien même nous eussions pu changer à ce que nos instructions nous prescrivaient, nous n'étions plus à temps de le faire; mais je pense que si un événement heureux secondait ses vues, le consentement donné à notre démarche étant conditionnel, il serait encore possible au gouvernement de tirer tout l'avantage désirable du succès que Joubert aurait obtenu.

Les journaux impériaux, fâchés de nous avoir vu rejeter le plan de temporisation que l'on nommait de pacification, nous prêtent d'avoir dit au ministre directorial que c'était à nous vainqueurs qu'il appartenait de rédiger le traité de paix. Il est inutile, je crois, que nous vous disions que cette brutale tournure est de l'invention de ces messieurs lesquels n'ignorent pas plus qu'en France tout le prix d'une calomnie et d'une absurdité.

1. JOUBERT (Barthélemy-Catherine), né le 14 avril 1769, engagé en décembre 1791, général de brigade le 23 novembre 1795 et de division un an après. La victoire de Rivoli (14 janvier 1797) fut en partie son œuvre, et la campagne de Tyrol acheva de mettre en lumière ses talents militaires. Nommé commandant des troupes stationnées en Hollande, il devint ensuite général en chef de l'armée de Mayence. Dans la lettre visée par Jean Debry, il manifestait l'espoir de voir bientôt capituler Ehrenbreitstein et engageait les plénipotentiaires à ne pas se presser de donner l'ultimatum, que ce prochain succès rendrait inutile. Ayant reçu le commandement de l'armée d'Italie, il s'empara du Piémont en trois jours. Des plaintes qu'il formula contre les exactions des agents du Directoire lui valurent une disgrâce. Réintégré en juillet 1799, il partit le 24, rencontra le 16 août, l'armée austro-russe à Novi et tomba sur le champ de bataille.

Pardonnez, citoyen ministre, si je termine par une observation qui m'est particulière : depuis le 30 du mois dernier, la légation n'a touché aucune partie de son traitement ¹.

Salut et respect.

Cette lettre n'a pu partir hier, et je ne vous l'adresse aujourd'hui qu'en raison du second alinéa.

33. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 18 thermidor (5 août).

Nous faisons passer aujourd'hui, mon ami, au ministre un précis de la délibération de la Députation, en attendant que nous lui adressions le *conclusum*, qui ne sera rédigé que demain. Une majorité de sept a voté pour des rapprochements sensibles, et ce qui le prouve, c'est la colère des agents autrichiens. L'on consent à la démolition d'Ehrenbreitstein; mais on exige celle de Kastel et l'occupation d'aucun point sur la droite. Pour la suppression des péages, on demande un délai; la navigation du Rhin, avec une *discrète et tendre* modification pour la République batave; modification également pour le transport des dettes; rejet du Frickthal. C'est sur la réponse même qu'il faudra juger ceci, mais c'en est l'esprit.

Ce qu'il y a de plus instant pour le moment, mon cher Treilhard, c'est de nous donner en réponse à nos dernières lettres une direction claire, détaillée et surtout très prompte, qui nous mette à même de suivre l'ennemi qui

1. Le traitement des ministres, fixé originairement à 5,000 fr. par mois, avait été élevé, par arrêté directorial du 8 pluviôse an VI (27 janvier 1798), à 7,000 fr. Ils avaient reçu, en outre, chacun 10,000 fr. comme frais de premier établissement. Rosenstiel, d'abord appointé de 2,000 fr. par mois, en reçut 2,800 en vertu du même arrêté. Il touchait de plus 1,000 fr. par mois pour frais de bureau.

recule. C'est ensuite de faire en sorte que nous ressentions ici l'influence amicale de la cour de Berlin ou que nous puissions parler clairement à l'Autriche. Nous envoyons son vote au ministre; il est très remarquable; les arrière-pensées sur les cessions obtenues y sont aussi à découvert que sa malveillance quant aux cessions demandées.

Tu sais que Cobenzl avait été envoyé à Berlin, puis contremandé, puis il est parti pour de là se rendre à Pétersbourg; du moins c'est ce que l'on dit. On donne pour motif la demande que la Prusse a faite, dit-on, au cabinet impérial : 1^o de ne faire contribuer aux indemnités à accorder aucun prince séculier; 2^o de n'en prendre aucune en Italie; 3^o de maintenir le *statu quo* en Franconie. Tout cela est-il vrai? Ou cache-t-on sous ces prétextes un partage de l'Allemagne, une nouvelle coalition si chère au baron de Thugut? C'est ce que notre position ici ne nous permet pas de juger. L'éloignement de l'Autriche et l'obliquité mystérieuse de la Prusse ne nous laissent pour données qu'un champ de conjectures. Faites que cela puisse cesser de manière ou d'autre.

Nous faisons part au ministre par ce courrier d'un petit incident qui me paraît tenir à une intrigue anglo-prussienne. Un envoyé batave arrive, prêt à déployer son caractère, même indépendant de la légation française, c'est-à-dire à se faire accréditer ici, à intervenir dans les demandes relatives à la navigation du Rhin, ainsi qu'on semble y inviter la République batave dans le *conclusum* de l'Empire, et ainsi donner à l'Angleterre et à la Prusse le spectacle de notre opposition réciproque et sans doute l'espoir de la soustraire à notre influence. Il est bon de remarquer qu'une grande partie des troupes de Prusse est portée sur les confins de la Hollande, et que tel poste où

il ne se trouvait, il y a six mois, que vingt hommes en contient deux cents et même plus; c'est une observation faite par Roberjot.

Je ne suis pas fâché, au reste, que le citoyen Buch s'en aille; je le crois un très mauvais sujet et à qui il ne manque que l'esprit pour faire le mal ¹.

Tu t'es trompé, mon ami, c'est Bonnier qui a rédigé notre note. Il est vrai que nous en avons préalablement discuté les bases pendant deux heures, comme ensuite nous discussions chaque alinéa de la rédaction. J'ai trouvé à mon arrivée cet usage établi par son activité; son amour-propre l'a suivi. Je ne l'ai point contrarié, persuadé qu'en fait d'affaires l'accélération tient à l'union, et qu'autant que faire se peut, tout motif personnel doit céder à cette considération. Je pense que tu m'approuveras, surtout connaissant ce pays où tout sert de pivot à l'intrigue. En général, je trouve qu'il ne donne pas assez d'étendue à ce qu'il écrit. Je le lui ai observé lors de la note du 4 messidor; mais nous n'étions que deux, et je viens d'éprouver le même inconvénient pour une réponse à une lettre du général Joubert dont je te parlerai dans quelques jours. Roberjot est à Paris, presse-le de revenir; je m'accommode fort bien avec lui, et nous allons en avoir un besoin essentiel; ses connaissances des localités me manquent absolument, et rien, pas même la carte, ne les supplée dans les discussions.

A revoir, mon cher Treilhard, compte sur mon entier dévouement au succès de *ton* affaire, de notre affaire commune, mais donnez-nous vite votre entière décision. Rappelle-moi au souvenir de Merlin; je ne lui écris pas, le

1. Ce chargé d'affaires de la République batave ne s'en alla pas et resta adjoint au ministre plénipotentiaire Van Grasveld, accrédité à Rastatt le 23 juillet 1798. Ils partirent tous deux le 3 novembre suivant.

sachant très occupé; d'ailleurs vous n'êtes pas à cent lieues l'un de l'autre.

Mille amitiés à ta famille de la part de la mienne. Nous serions morts de chaleur, si la pluie n'eût pas tombé aujourd'hui; mais à coup sûr nous mourrions de faim ou de dettes, si vous ne nous envoyez pas notre traitement, dont nous n'avons ni vent ni nouvelles depuis le commencement de ce mois. A cela près, vienne la paix et conserve-moi ton amitié.

Tout à toi pour la vie.

Dépêchez-vous de conclure avec la Suisse; c'est porter un coup mortel à l'Autriche. J'écris à Laharpe, que je connais beaucoup.

J'ai rouvert ma lettre pour te dire que Dohm sort de chez moi. Il m'a demandé si, dans le cas d'une rupture, nous connaîtrions assez mal nos intérêts pour accorder la neutralité à l'Allemagne. Je lui ai dit que jusqu'au traité nous étions en guerre avec l'Empire, et que la paix seule pouvait changer la position respective des parties. Cette idée m'a paru très conforme aux siennes. En général, ils se rapprochent, et la légation prussienne nous a servis pour le vote de Brème. L'on devrait saisir quelque occasion de prouver à la Prusse que nous l'avons senti.

34. — JEAN DEBRY A LAHARPE

Rastatt, 18 thermidor (5 août).

Citoyen directeur,

Je ne vous interromps, dans ces premiers moments de votre installation, que dans la crainte où je suis que ma lettre du 25 messidor, adressée à Aarau, ne vous soit pas parvenue. En félicitant votre patrie et la mienne du choix qui avait été fait de vous pour consolider le bonheur poli-

tique de l'Helvétie, je vous demandais, comme citoyen, comme philanthrope, la continuation d'une amitié dont je vous prie d'agréer les assurances réciproques. Mon vœu le plus cher est qu'elle puisse contribuer à établir entre les deux peuples des nœuds qui garantissent leur prospérité commune. Je vous le disais, et vous le savez, citoyen directeur : les torts des hommes passent ou peuvent être réparés, mais les suites d'un mauvais conseil donné à une nation sont souvent irréparables.

Je ne veux point vous distraire plus longtemps de vos occupations ; je désirais me rappeler à votre souvenir. Les marques m'en sont trop précieuses pour que je ne prévoie pas qu'une infidélité de la poste pouvait m'inculper d'inconvenance et de malhonnêteté.

Permettez que M^{me} Laharpe trouve ici l'assurance de mon respect et de celui de ma famille. Je vous prie, citoyen directeur, de croire à l'expression de mon inviolable attachement.

35. — JEAN DEBRY A JOSEPH BONAPARTE

Rastatt, 19 thermidor (6 août).

Il y a longtemps, mon cher Bonaparte, que je ne me suis entretenu un moment avec vous. J'ai pourtant grand besoin de rafraîchir un peu mes idées perdues dans l'inextricable dédale des prétentions germaniques. Tout importante qu'elle est, l'affaire qui me retient ici ne demanderait pas un mois de discussion entre gens allant directement au but de leurs intérêts. J'espère cependant que notre dernière note du 1^{er} de ce mois aura produit un rapprochement sensible. C'est ce que vous fera mieux connaître le *conclusum* que nous attendons sous quelques jours.

Il m'a fait grand plaisir de voir que, dans son discours

du 9 thermidor, votre président avait témoigné une juste impatience de la longueur de nos débats ¹. Ceci, venant à l'appui d'une démarche que nous avions faite, a produit le meilleur effet, malgré la malveillance exprimée de l'Autriche et l'inertie de la Prusse. En général, tout ce qui annonce l'harmonie entre les pouvoirs et l'envie d'une décision quelconque opère ici la double sensation de la peur et du désespoir. Ce mobile n'est pas à négliger; tout s'y commente, et l'on calque sa fierté ou sa bassesse sur le ton des nouvelles de France.

Quant à l'étonnant succès de Malte, c'est d'abord de la stupeur puis de la rage qu'il a excitée. J'ai été près de sept jours sans voir chez moi un seul partisan de l'Autriche. Il fallait auparavant reprendre contenance, ce qui n'était pas aisé. Un petit trait de malice de ma part, exécuté pendant cet intervalle, ne les aida point à se remettre. Vous saurez que le salon où M. de Metternich, commissaire impérial près le Congrès, reçoit les visites de cérémonie, est décoré du portrait en pied de l'empereur, placé sous un dais et au-devant duquel est mis un fauteuil retourné, pour que personne ne puisse lui tourner le der-

1. Élu président du conseil des Cinq-Cents le 2 thermidor (20 juillet), Lecointe-Puyraveau avait prononcé, le 9, le discours qui commémorait habituellement cette date. « Nous étions entourés d'ennemis, avait-il dit en terminant. Quels sont ceux qui restent debout? Le cabinet britannique. Se croit-il donc à l'abri de nos coups? Qu'il tremble; le foudre républicain s'apprête; jamais il ne menace en vain. Mais ailleurs quels sont donc ces interminables débats, ces obstacles sans cesse renaissants? Le traité de Campo-Formio serait-il fait en vain? Vaincus dans les combats, voudraient-ils vaincre par des trames? Mais je ne puis encore exprimer une idée. L'incertitude est un supplice pour les Français. La paix certaine ou la guerre! Ne veut-on pas la paix? Les Français vont courir aux armes et cette fois ils ne les déposeront que sur les cadavres sanglants des ennemis de la liberté des peuples et de l'humanité. *Les regards qui donnent la mort* sont l'emblème de la force des peuples; les tyrans, les oppresseurs, les conjurés de toute espèce sont perdus, quand les nations arrêtent sur eux leurs regards. » (*Moniteur* du 15 thermidor.)

rière et s'asseoir devant lui : c'est à merveille. De mon côté, je fis venir le portrait de quelqu'un que vous connaissez bien ¹ ; il est placé aussi dans mon salon, en conformité de l'article de notre Constitution, qui protège la liberté des cultes et de l'amitié. Le contraste doit rappeler quelques souvenirs à leur orgueil.

Je ne puis juger que très imparfaitement par les journaux du caractère du nouveau corps législatif : mais il me paraît que les amis de la liberté doivent en être contents. Il est ferme, sage et surtout républicain ; aussi n'est-ce pas seulement pour vous parler de l'insipide bulletin de Rastatt que je vous écris, mais pour vous prier de me dire si vous espérez bien de la composition des conseils. Me permettez-vous de vous observer que vous avez assez attendu pour monter à la tribune, que maintenant vous devez connaître le terrain, et qu'une occasion se présente à vous d'y paraître avec l'attitude qui vous convient ? C'est lors de la discussion du projet de Jourdan sur le recrutement ; cette question n'appartient pas seulement à la partie militaire et n'est pas circonscrite dans le cercle où le rapporteur l'a placée : elle tient aux premières habitudes à fonder dans la nation. C'est en développant tous ses principes, en appliquant toutes ses conséquences qu'on peut s'assurer une force toujours indépendante, toujours renouvelée, toujours instruite et exercée, et prévenir la funeste distinction du civil et du militaire.

Ce n'est point pour vous donner des conseils que je vous dis ceci. Vous verrez l'affaire sous plus de faces que je ne pourrais l'envisager, mais c'est parce que je désire que vous attachiez votre nom à un établissement qui doit être la principale racine de l'arbre de la liberté. Ne voyez,

1. Le portrait de Bonaparte.

je vous prie, dans cette observation, que l'amitié qui l'a dictée.

Chacun se demande où est Bonaparte. Ceux qui le connaissent se tranquillisent et savent qu'il ne peut être que là où l'intérêt de la République le demande.

A votre loisir, donnez-moi de vos nouvelles; elles me seraient encore chères, quand même elles ne varieraient pas l'insupportable monotonie de mes journées; à plus forte raison me le seront-elles dans la position léthargique où je me trouve.

Je présente mes respects à M^{me} Bonaparte; agréez les assurances de mon sincère attachement et conservez-moi une part dans le vôtre.

36. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 19 thermidor (6 août).

.... Je ne te manderai rien de plus sinon que l'on assure ici que la mission de Cobenzl est une disgrâce, que le parti Thugut a le dessus. que Repnine ¹ reprend à Berlin et, ce qui est vrai, que les fonds publics sont remontés à Vienne de 10 %. Cette dernière nouvelle ne doit pas surprendre: Sickingen m'a dit que, sentant l'impossibilité d'exécuter le dernier emprunt, l'on s'était

1. REPNINE (Nicolas Vasilievitch, prince), né vers 1734, neveu du comte Panine, ministre de Catherine II. Il prit part à la guerre de Sept-Ans et, en 1764, fut nommé ambassadeur en Pologne, où il exerça une véritable dictature. A deux reprises, en 1774 et en 1789-1791, il se distingua dans les campagnes contre les Turcs. En 1795, étant gouverneur de la Lithuanie, il concourut activement au troisième et dernier démembrement de la Pologne. Nommé feld-maréchal le 20 novembre 1795, il fut chargé en 1798 d'une mission secrète à Berlin, dont le but était de faire entrer la Prusse dans la deuxième coalition et de négocier le passage des Russes sur son territoire. Il y arriva le 18 mai. Ayant échoué, il s'en alla le 15 août, passa par Vienne et repartit le 10 septembre pour Saint-Petersbourg. Frappé de disgrâce, il reçut l'ordre de se retirer à Moscou, où il mourut en mai 1801.

tacitement relâché et que l'on avait donné toutes facilités aux créanciers....¹.

37. — ROBERJOT A JEAN DEBRY

Rastatt, 22 thermidor (9 août).

Je me suis rendu hier au Directoire, mon cher Debry, comme je te l'avais annoncé par ma précédente, et, après m'avoir demandé où en était le Congrès et avoir satisfait à toutes les questions qui m'ont été faites, il a été répondu :

1^o A toutes les questions que nous avons faites par notre lettre du 9 thermidor.

2^o Il a été aussi arrêté que dans le cas où la Députation de l'Empire refuserait d'accéder à notre dernière note dans tous ses articles ou seulement pour quelques-uns, l'on pourrait se départir de ceux qui l'arrêtent, à l'exception des dettes, ou du moins modérer ces mêmes articles.

3^o L'on a pris et adopté un plan, dans le cas où la Députation refuserait d'avancer les opérations, en nous traçant, à ce sujet, la marche que nous aurons à tenir.

Tu vois que mon voyage n'aura pas été sans utilité pour la chose publique, et que, s'il a fait naître quelques inconvénients, il aura fait beaucoup à notre légation.

Sieyès a écrit hier, en vingt lignes et sans entrer clairement dans des explications, que, si le Directoire consentait à quelques propositions relatives à la Souabe, il ne paraissait pas douteux que la Prusse ne nous aide beaucoup pour accélérer la négociation.

Je vous ferai part, en arrivant, du travail particulier

1. Extrait d'une lettre relative au secrétaire de Bonnier.

que nous aurons à faire et dont le Directoire m'a chargé verbalement.

Je me mets en route le 25, et je vous rendrai compte de tout ce que j'ai fait.

Je ferai tes commissions. Fais agréer mes hommages à tes dames. Mes compliments à notre collègue Bonnier.

Salut et amitié.

38. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 22 thermidor (9 août).

Citoyen ministre ,

Il me paraît hors de doute que l'Autriche ne met nulle bonne foi dans sa conduite avec nous. Votre correspondance avec les autres agents diplomatiques répandus en Allemagne vous aura convaincu de son incurable malveillance. Elle seule ici empêche la concession des objets que nous demandons, et lorsqu'elle se voit forcée d'y accéder, elle trouve cependant moyen d'infirmier, d'atténuer et de réduire jusqu'à rien le vœu de la majorité.

Le *conclusum* ne nous est pas encore remis. Je crois même que M. de Metternich affectera de nous le transmettre d'une manière insolite, et cependant les articles de cession sont, grâce aux clameurs de l'Autriche, tellement modifiés que je ne sais si on peut les qualifier d'articles accordés. Ainsi, l'on consent à la démolition *douloureuse* d'Ehrenbreitstein, sous la condition (*resolutiva et sine qua non*) de l'abandon de tous points sur la droite, de la remise à l'Empire de l'île de Saint-Pierre ¹ et de la levée

1. Cette île, étroite et longue, nommée Peters Aue, s'étend devant Mayence, à cinq cents mètres du Nouveau Pont du Rhin et du côté de la rive droite. Le 25 thermidor (12 août), Talleyrand écrivit aux ministres : « Ce qui est nécessaire, c'est d'obtenir que l'île Saint-Pierre nous soit laissée. Le Directoire y met une très grande importance, et on nous assure qu'avec un peu de ténacité nous l'obtiendrons » (*Allemagne*, vol. 680, fol. 303).

incontinent du blocus de cette forteresse. Si nous accédons à ces propositions, je suis sûr qu'à moins de les circonscrire de notre côté dans des termes *sacramentels* et incommutables, je suis sûr, dis-je, que l'Autriche trouverait encore dans leur énoncé de quoi fournir à des subterfuges qui définitivement ne nous laisseraient rien ; car depuis que je suis ici, j'ai appris à connaître le principe des démarches de cette puissance : c'est de ne regarder comme accordé que ce qu'elle accorde, sauf toujours la restriction mentale des explications et des chances futures.

Le général Joubert avait, comme je vous l'ai mandé le 17, écrit le 15 à la légation, qu'il espérait faire tomber Ehrenbreitstein entre nos mains, qu'ainsi nous ne nous pressions pas de donner notre ultimatum ; mais alors la Députation assemblée délibérait sur notre note du 1^{er} thermidor. Nous avons fait connaître hier à ce général le vote du Congrès, et je lui adresse aujourd'hui le *conclusum* imprimé en allemand, afin qu'en le comparant à notre note du 1^{er} thermidor, il puisse juger jusqu'à quel point notre situation antérieure à cette époque est changée, comment nos ouvertures de conciliation sont reçues, et se trouver ainsi suffisamment instruit pour agir conformément aux ordres que le gouvernement a pu lui transmettre et que nous ignorons.

Maintenant, citoyen ministre, il devient plus instant que jamais que nous recevions une direction déterminée et qui ne laisse pas aux intrigailleurs l'espérance de nous voir biaiser de nouveau. Harassé, fatigué par l'Autriche, épié par la Prusse, l'Empire, vu son état de débilité, a donné son dernier signe d'indépendance. On lui exagère à lui même la grandeur de ses sacrifices, et il m'est démontré qu'il ne fera plus rien, s'il ne reçoit une forte impulsion de

l'une des deux puissances prépondérantes. Je ne puis que me référer à ce que je vous ai mandé dans mes dernières sur les traits de physionomie qui caractérisent chacune d'elles, et j'insiste surtout sur ce que, les lumières que nous en recevons passant par un milieu avant d'arriver, c'est au foyer qu'il faut agir; ici, ça ne produirait que l'envoi des courriers. Il est d'autant plus essentiel, selon moi, de faire décider ou l'Autriche, ou surtout la Prusse, que, dans le cas de reprise d'hostilités, il nous importe de ne pas les voir se réunir et nous accuser toutes deux d'avoir enfreint les traités qui nous lient avec elles; d'autant qu'alors ce serait un faible auxiliaire que l'Empire, et que le traité auquel nous travaillons, fût-il très avantageux, ne serait au vrai qu'une stipulation de neutralité. Sans doute, en occupant les forts de la droite, nous n'aurions rien à craindre; mais outre qu'ils ne sont pas encore tous en notre pouvoir, c'est quelque chose que de passer dans l'opinion de l'Europe pour avoir recommencé la guerre et doublé le nombre de ses ennemis en manquant à des engagements positifs.

Cette opinion que le gouvernement français veut la guerre est chauffée avec persévérance dans toute l'Allemagne par l'Autriche, qui espère aussi nationaliser la haine qu'elle nous porte. Nous n'avons aucun moyen pour dissiper cette erreur. Rudler¹ est à portée de le faire et je suis persuadé que quelques écrits sages en allemand, ordonnés par le gouvernement, expositifs du véritable

1. RUDLER (Francisque-Joseph), né le 9 septembre 1757, administrateur, puis procureur général syndic du Haut-Rhin, élu, le 3 septembre 1791, député à l'Assemblée législative; nommé, le 4 novembre 1797, commissaire du Directoire chargé d'organiser les quatre départements réunis en deçà du Rhin; remplacé en 1799; préfet du Finistère le 23 janvier 1801 et de la Charente le 28 mars 1805. Retraité le 12 février 1810 et créé baron le 14 du même mois, il fut élu député le 3 juillet 1830. Il ne se représenta pas en 1831 et mourut le 13 novembre 1837.

état des choses et faits sans amertume, sans provocation à aucune espèce de changement, produiraient un excellent effet. Soyez convaincu, citoyen ministre, qu'aucun moyen de nuire n'est négligé. Je me garderai bien cependant de prononcer que l'on veut rompre, car auparavant il faudrait se demander : « Le peut-on ? » et l'affirmative ne serait pas sûre. Quant à nous, mon opinion particulière, si vous me permettez de vous la dire, ne sera jamais de courir qu'à la dernière extrémité les chances de la guerre. Je ne désire des succès, et notamment celui que Joubert nous a fait entrevoir, que pour pouvoir dicter d'une manière plus sûre les conditions de la paix. Je ne crois pas non plus que tous les points difficiles qui restent à lever méritent que nous les regardions comme des conditions *absolues* de la paix. Mais je vous avoue que d'après tout ce que j'en ai recueilli, ce serait avec la plus grande peine que je verrais abandonner nos prétentions sur Kastel et le fort de Mars. Mayence n'est rien sans eux et sans l'île de Saint-Pierre. Il avait été répandu, à cet égard, avec le *conclusum*, un bruit de propositions conciliatrices, telles que de faire en avant de Kastel une tranchée fortifiée et joignante jusqu'au Mein. Plusieurs personnes accréditées ou membres de la Députation disaient même assez hautement qu'il était hors de toute probabilité que la France se résolût à abandonner ces points, qu'ils lui étaient nécessaires. Les menaces de l'Autriche ont fait plier. La Prusse seule peut balancer son influence, mais jusqu'alors elle ne l'a employée qu'avec la plus grande réserve. Il faut convenir cependant que, quels que soient les derniers rapprochements, nous les lui devons en grande partie.

L'on vient de m'assurer que le *conclusum* ne nous serait officiellement transmis qu'après le retour d'un courrier

expédié à Vienne par le ministre impérial. C'est assurément beaucoup relever ce qui nous est accordé; l'on ajoute, au reste, que malgré leur démonstration d'opiniâtreté, ce n'est point encore là leur dernier mot. Il est bien évident pour moi que si nous leur parlons nettement et fermement, on leur en imposera. Déterminons la Prusse, et tout sera facile.

Comme il est possible, citoyen ministre, que le général Joubert nous consulte encore sur la suite de son projet, je vous prie de nous faire savoir s'il faut que nous agissions de concert. Nous ne voulons, nous ne devons vouloir ni approuver des mesures qui seraient intempestives ni entraver l'exécution d'un plan reconnu utile.

J'aurais désiré joindre à cette lettre une copie traduite du *conclusum*. Il n'en a été fait qu'une que le citoyen Rosenstiel adresse au directeur Treilhard, et le courrier va partir. Je vous demande avec instance de vous faire représenter nos dernières lettres tant officielles que particulières pour la réponse que nous attendons incessamment.

Salut et respect.

39. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 22 thermidor (9 août).

Rosenstiel te fait passer, mon cher Treilhard, la traduction du *conclusum*, lequel ne nous sera connu officiellement de quelques jours ¹. Tu verras que c'est nous tenir

1. 12^e note de la Députation de l'Empire (10 août-23 thermidor) : « La Députation rappelle à la légation française qu'elle n'a consenti à la première base de la paix que sous des conditions préalables qui excluent toutes les nouvelles demandes qu'on pourrait faire à l'Empire. Elle consent à l'insertion au traité de paix du résultat de ce qui aura été convenu relativement au commerce, à la navigation et à la suppression des droits de péage sur le Rhin, des droits d'étape et des corporations de bateliers.

la dragée haute. J'ai fait connaître au ministre dans une longue lettre que je lui écris aujourd'hui ce que je pensais de notre situation; tu en jugeras mieux que moi en te faisant représenter nos lettres officielles, particulières, et, les calquant sur ce dernier *conclusum* qui donne et retient à la fois. S'il faut allonger la courroie, il nous fournit matière; mais, s'il faut terminer, je t'en conjure, fais-nous donner une direction qui nous tire de cette position équivoque une paix prompte, solide, ou... je ne prononcerai pas ce mot, j'espère encore qu'on y réfléchira. Mais crois, mon ami, que l'Empire a donné son dernier coup de collier, à moins, toutefois, que la Prusse ne le pousse franchement.

C'est demain le 10 août; je célébrerai ce grand jour en famille. Roberjot est absent. Bonnier est malade, et les

à condition que cette abolition n'aura son effet que dans deux ans. Elle admet aussi que le cours principal et navigable du Rhin, appelé thalweg, forme la limite future entre l'Allemagne et la France, jusqu'à l'endroit où le Rhin quitte le duché de Clèves et passe en Hollande sous le nom de Waal, mais qu'on prendra dans ce duché pour le thalweg le canal qui coupe l'île de Bûderich. Elle adopte la proposition que les îles situées au côté droit du thalweg demeureront sous la souveraineté de l'Empire et que celles qui sont placées au côté gauche resteront sous la souveraineté française. Elle consent aussi que les îles au côté droit du thalweg qui étaient déjà sous la souveraineté française y resteront, mais à condition de la réciprocité pour l'Empire à l'égard des îles au côté gauche du thalweg qui, dans ce moment, se trouvent sous la souveraineté allemande. Elle admet encore la proposition que le changement futur du thalweg ne changera rien dans le droit de souveraineté sur ces îles. Elle décline de nouveau la demande pour l'établissement de nouveaux ponts commerciaux. Elle déclare comme contraire à l'équité la différence que la légation française établit entre les possesseurs de biens de noblesse immédiate situés à la rive gauche du Rhin et demande pour tous la levée des séquestres. Elle renouvelle ses représentations contre le transport des dettes des pays cédés à la gauche du Rhin sur des pays donnés en remplacement sur la droite. Elle déclare de nouveau qu'elle était disposée à faire les renonciations demandées aussitôt que la légation française se sera expliquée suffisamment sur cet objet, et sous la condition de réciprocité. Enfin, quant à la renonciation des prétentions de l'Empire sur le Frickthal, elle déclare qu'elle ne peut accéder à cette demande. »

envoyés des républiques sont à Strasbourg. Qu'il soit pour le gouvernement républicain le présage des triomphes que la cause de la liberté remportera sur les rois et les privilégiés !

C'est à la lecture du *conclusum* que l'Autriche a fait le diable pour modifier la clause de démolition d'Ehrenbreitstein par le *sine qua non* appliqué au refus de nos autres demandes, ce qui nous remet absolument ou à peu près au même état où nous étions avant le 1^{er} thermidor. Lors des votes, la réponse à chacune de nos propositions était divisée et isolée.

A te revoir, mon ami. je t'embrasse de tout mon cœur, ainsi que ta chère famille, à qui la mienne présente ses respects.

Ne me laisse pas passer l'hiver ici. S'il est aussi pénible que l'été, il y a pour en mourir. Le thermomètre était à l'ombre, ces jours derniers, à 29 degrés, et le lendemain il tomba à 9.

40. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND ¹

Rastatt, 24 thermidor (11 août).

Citoyen ministre,

Nous vous faisons passer aujourd'hui le *conclusum* en réponse à notre note du 1^{er} thermidor, que le commissaire impérial nous a transmis hier. Je ne vous écris que pour vous prier de remarquer l'apostille que ce commissaire a mise à l'article 3. Quoique l'acquiescement à la démolition d'Ehrenbreitstein soit conçu d'une manière absolument inacceptable, cependant ce commissaire, s'annonçant comme le délégué exclusif de l'Autriche, « se réserve de

1. Cette lettre, barrée sur le registre de correspondance, n'a pas été envoyée à destination.

donner sa déclaration sur cet article. » Une pareille conduite confirme les observations que je vous ai transmises dans mes précédentes lettres. Aussi je pense de plus fort qu'il faut parler nettement et fermement, et quand je réfléchis à la position de l'Autriche qui tient tous les points militaires de l'Italie vers la Cisalpine, je sens combien il importe à la sûreté des deux républiques et à la stabilité de la paix que nous puissions tenir cette puissance en échec, en occupant des points sur la droite. C'est aussi l'avis formel du général Joubert ¹.

Je vous prie instamment de nous renvoyer notre troisième collègue et surtout de nous donner la direction que les circonstances urgentes exigent et que sollicite notre correspondance tant officielle que particulière de ce mois.

La Prusse semble toujours se rapprocher; je pense qu'un témoignage de condescendance pour quelque-une de ses demandes, en ajoutant ici à son crédit, pourrait la déterminer davantage à agir dans notre sens.

Je serais d'avis que nous répondions sur-le-champ au *conclusum* en demandant un vote divis sur chacune des propositions de notre note; mais peut-être mon collègue ne se résoudra-t-il pas à cette mesure, si auparavant nous n'avons pas une connaissance formelle des intentions du gouvernement. C'est pour cela que je désire beaucoup le retour de Roberjot. Il faut profiter de l'occasion, et, en général, la peur est un mobile qu'il ne faut pas négliger, surtout ici.

1. « Le général Joubert, rapporta plus tard Jean Debry, insistait fortement près de nous, pour que, profitant de notre position, nous demandassions sur la rive droite des points fortifiés qui puissent couvrir et défendre au besoin la partie ouverte de la rive gauche, ce à quoi nous nous refusâmes » (Mémoire à Thiers).

41. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 28 thermidor (15 août).

Tu sais, mon cher Treilhard, que le *conclusum* de la Députation nous a été transmis tronqué par M. de Metternich, lequel a, de son autorité privée, sursis à répondre à l'article 7 de notre note du 1^{er}. La Députation accordait la démolition d'Ehrenbreitstein sous la condition de démolir Kastel et d'abandonner tous points sur la droite, etc. Nous avons remis une seconde note pour demander à la Députation de nous faire connaître les motifs de sa réticence; nous espérions la mettre aux prises avec le commissaire impérial et lui rendre un peu de vigueur; mais elle est morte et, comme l'un d'eux me le disait: « Si une puissance telle que la République croit devoir être circonspecte avec l'Autriche, combien plus devons-nous l'être aussi, nous qui relevons d'elle implicitement par la facilité qu'elle a de nous nuire! »

Notre démarche n'a produit et ne produira que l'envoi de M. d'Albini auprès de M. de Metternich pour l'engager à nous transmettre le *conclusum* tel qu'on l'a arrêté, et, pendant ces allées et venues, le bon sens arrivera de Vienne à M. le commissaire, comme jadis le Saint-Esprit arrivait aux Pères du concile dans la malle du courrier. Il y aura gagné de plus d'établir en usage son droit de scinder un *conclusum* à sa volonté. Mon ami, il est temps que le gouvernement français s'explique. Que pouvons-nous dire ici qui ne soit une répétition de ce que l'on a dit? Faites donc vos préparatifs; surtout concluez avec la Suisse et voyez si ce n'est pas le moment de prononcer à votre tour le *sine qua non*. Une situation équivoque finit toujours par déconsidérer. Je suis bien fâché que Rober-

jot ait fait le voyage de Paris. Je me suis douté qu'en le voyant ce serait une raison plausible pour retarder nos dépêches après lesquelles nous soupirons depuis un mois.

Au revoir, mon ami, mille compliments, amitiés à ta famille. Aussitôt que les excessives chaleurs qui nous tuent seront passées, nous ferons venir nos petits enfants pour varier un peu la monotonie de notre existence. D'après ce qu'on m'a dit, le ton de Rastatt est bien changé de ce qu'il était de ton temps. Je ne sais qui a rendu à tous ces messieurs l'insolence et l'espoir, mais la dose est complète.

A propos, dis-moi, j'ai reçu mon traitement de la dernière quinzaine de thermidor, et la première est ajournée. Était-ce aussi l'usage de ton temps? Fort mauvais usage, mon cher Treilhard, qui ne sert guère qu'à nourrir l'agiotage des commis de la trésorerie.

Je te salue et t'embrasse encore une fois; mille choses à Merlin et à nos amis. Tout à toi pour la vie.

Tu ne me dis pas un mot de la belle et « spirituelle » Gaudin.

Il se trame encore quelque intrigue devers la Suisse. L'ex-constituant Dandré¹ et d'autres Français de cet aca-

1. DANDRÉ (Antoine-Balthasar-Joseph), né le 2 juillet 1759, conseiller au parlement d'Aix le 29 avril 1779, élu, le 5 avril 1789, député de la noblesse aux États généraux et trois fois président de l'Assemblée constituante. Accusé en février 1792 d'intelligences avec les émigrés, il se retira en Angleterre. Plus tard, en 1796, il se rendit en Pologne, où il acquit l'entière confiance du comte de Provence. Il fut un des quatre directeurs de l'agence royaliste de Souabe qui, après avoir siégé, pendant le congrès de Rastatt, à Ueberlingen, près du lac de Constance, dut se retirer à Augsburg, puis à Baireuth. Il ne quitta l'Allemagne qu'en 1814. Louis XVIII lui confia aussitôt l'intendance générale des domaines de la couronne, puis, le 3 décembre, la direction de la police, qu'il abandonna le 20 mars 1815, pour reprendre, au retour de Gand, l'intendance des domaines de la couronne. Il mourut le 16 juillet 1825.

bit sont à Constance et aux environs. Tous les agents de Wickham ¹ restés dans ces contrées redoublent d'activité. Veillez, le crime veille.

42. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 28 thermidor (15 août).

Citoyen ministre,

La comparaison de la réponse qui nous a été transmise par M. de Metternich, avec le *conclusum* tel qu'il avait d'abord été convenu par la Députation, vous convaincra de plus en plus qu'à moins d'une détermination fixe qui embrasse l'ensemble et les détails de notre opération, nous serons arrêtés à chaque pas et que, même à défaut de prétextes honnêtes, on se servira de ceux que la délicatesse réprouve. Tel est celui que le commissaire impérial a employé et que l'on peut qualifier de faux matériel.

Nous nous sommes plaints hautement de cette soustraction scandaleuse de la réponse à l'article 5, mais, d'autre part, comme nous ne pouvons statuer que sur ce qui nous est transmis officiellement, nous avons, hier, mon collègue et moi, adressé une courte note à la Députation, pour la faire expliquer sur l'étrange omission résultant de sa réponse ². Quel que soit l'effet que nous obtenions,

1. WICKHAM (William), né en octobre 1761, ministre d'Angleterre près les Cantons suisses en 1795, remplit ensuite plusieurs missions dont l'objet était de diriger et solder les agents que son gouvernement entretenait en Europe pour multiplier les ennemis de la France. En janvier 1798, il rentra en Angleterre comme sous-secrétaire d'État. On le renvoya en Suisse au mois de juin 1799, puis en Allemagne, où il resta jusqu'en mars 1802. Nommé, à la fin de 1803, ministre à Stuttgart, il n'osa y séjourner après l'enlèvement du duc d'Enghien, et passa en Autriche. Il se retira en 1805 et mourut le 22 octobre 1840.

2. 12^e note de la légation française (26 thermidor-13 août) : « La légation française déclare à la Députation que ses dernières propositions sont des conditions de paix et qu'il n'y a plus matière à discussion ni à retardement, et demande une réponse catégorique et divise sur tous les points. »

il n'ira pas à la cession de Kastel et du fort de Mars. L'on ne cessera même, dans l'hypothèse la plus favorable, d'insister sur les dix-huit articles tant rebattus. L'on suivra la marche, utile aux temporiseurs, d'accorder avec des réserves, et lors de l'explication de ces réserves, de remettre en discussion ce qui aura été accordé et d'éterniser ainsi la négociation. Ceci est immanquable; je le parierais. Vous voyez donc que le seul moyen de sortir de ce dédale où nous tournons sans cesse et n'avancons pas, c'est de parler nettement et de prononcer à notre tour, après l'avoir bien calculé, le *sine qua non*. Nous espérions que la circonstance, où les droits de l'Empire se trouvent aussi pleinement méprisés, engagerait les députés particuliers à une démarche d'éclat envers la Députation; mais tout est mort ici, quand l'Autriche parle et que la Russie se tait.

Si le gouvernement a un plan définitif, qu'il fasse parler à tout prix cette dernière puissance; qu'un développement de forces appuie nos demandes, elles seront promptement accordées; ou que, dans tous les cas, on trouve le moyen de s'arranger soit à Vienne, soit à Berlin, sur les deux traités entre lesquels nous sommes froissés; car je regarde comme impossible d'en conduire de front la double exécution. Comptez, citoyen ministre, que l'intérêt de l'une et de l'autre nation n'a point encore étouffé la haine jalouse que leurs gouvernements portent au succès de la Révolution. Ce sentiment se manifeste ici de toutes manières et quelquefois sous des formes assez choquantes, pour pouvoir en apprécier l'intensité. Dans une pareille situation et après nos deux dernières notes, nous ne pouvons agir auprès de la Députation que sur les bases d'une direction nouvelle. C'est du gouvernement que nous devons la recevoir. Qu'elle soit dictée avec

modération et soutenue avec fermeté, on peut s'en promettre du succès, car la peur est un mobile qu'il faut compter.

Vous sentirez facilement, en vous faisant représenter notre correspondance de ce mois, combien nous avons à cœur de prendre ici la position qui nous convient. Il me semble au moins que, dans la circonstance actuelle, retarder de se prononcer, c'est jouer un rôle équivoque et peut-être même perdre la considération sans laquelle nous avons peu de succès à prétendre dans cette affaire.

L'on débite ici que les cours de Vienne et de Berlin en sont à la signature des préliminaires d'une alliance, que la Russie doit aussi y intervenir, qu'ainsi l'objet de la mission du prince Repnine est rempli et celui de l'envoyé français avorté, etc. Je regarde tous ces bruits comme tenant aux intrigalleries quotidiennes de Rastatt. Quoi qu'il en soit, il est fort difficile d'asseoir une opinion immuable sur la conduite tortueuse de la légation prussienne. Je me félicite beaucoup d'en être au point où il faut que de manière ou d'autre la chose prenne une couleur décidée.

Salut et respect.

43. — JEAN DEBRY A SIEYÈS

Rastatt, 28 thermidor (15 août).

Ta lettre du 16, mon cher Sieyès, m'est parvenue le 25. Je te fais part aujourd'hui d'une petite circonstance qui te mettra à même de juger quels sont les bons offices que l'Autriche nous rend dans cette affaire.

Le *conclusum* en réponse à notre note du 1^{er} thermidor accédait à la démolition d'Ehrenbreitstein sous la condition *sine qua non et resolutiva* de consentir à la démolition de Kastel, du fort de Mars, à l'inoccupation de Kehl, etc.

Eh bien ! de son autorité privée, le commissaire impérial, regardant la Députation et l'Empire comme un pédant voit les écoliers sous sa férule, met de côté l'article, quelque peu satisfaisant qu'il fût, et fait dire à la Députation, dans la transmission qu'il nous communique, que sous peu « l'on fera connaître sa déclaration sur ces objets ». Est-ce là se jouer de l'Empire et de nous ? Aussi avons-nous saisi l'occasion pour réveiller dans une note de ce jour l'amour-propre de la Députation qui, toute faible qu'elle est, aura honte de se voir traitée aussi insolument.

Je suis très satisfait de m'être rencontré avec toi. L'on ne cesse de me demander de Paris quelle est notre position à Rastatt. Notre position est insignifiante, entourée de petitesse et d'intrigues ; mais tout cela, je ne cesse de le mander au ministre et aux membres du Directoire, vient de la contradiction des deux traités qui nous lient, qui nous froissent et entre lesquels on veut que nous marchions sans toucher. Je ne sais quelle idée ils se font de nous à Paris ; ils nous regardent comme les souverains interprétateurs des traités, et il n'y a pas jusqu'à ce misérable Frickthal qu'on ne nous chicane d'une manière très impérative. Heureusement nos forces commencent à se déployer, et nos ennemis, malgré leurs démonstrations de parade, n'ont que très peu d'argent.

Voici ce que je mandais particulièrement au ministre (suivent la reproduction de l'avant-dernier paragraphe de la lettre du 14 thermidor (p. 262), la fin du deuxième et du quatrième paragraphe de la lettre du 22 thermidor (p. 275 et 276).

Tu vois que nous sommes parfaitement d'accord. La circonstance dont je t'ai parlé au commencement de ma lettre peut nous aider à sortir d'embarras. Si la légation

prussienne nous sert, tout s'aplanira et bien vite. Nous avons déjà pu observer quelques rapprochements entre elle et nous ; un peu de déférence de la part de notre gouvernement pourrait rendre ces rapprochements plus sensibles. Quel beau rôle cette puissance peut jouer ! L'alliance de la France peut la soustraire à la juste crainte que son défaut de frontières en Pologne lui donne à l'égard de la Russie, et tout à la fois la rendre absolument indépendante de l'Autriche, attitude qu'elle est loin d'avoir à Rastatt ¹.

Vu l'éloignement où nous sommes, mon ami, j'ai voulu n'en pas faire à deux fois. Lorsqu'il y aura quelque chose d'intéressant, nous te le manderons. Observe, d'ailleurs, que je suis dans une privation absolue et que je parle seul ma langue.

Mon ermitage te salue, et je t'embrasse de tout mon cœur.

44. — JEAN DEBRY A MERLIN ²

Rastatt, 30 thermidor (17 août).

Je t'écirais plus souvent, mon cher Merlin, si je ne

1. Sieyès, après avoir cru gagner la Prusse à ses vues, ne se faisait plus d'illusion. En répondant à Debry le 8 fructidor (25 août) : « L'aristocratie, écrivait-il, la seule aristocratie vient de tout renverser et de replonger la Prusse dans sa morne neutralité et sa douteuse amitié. C'est inutile de leur montrer leur intérêt ; ce n'est pas, disent-ils, à des républicains de prendre ce soin.... Le baron de Thugut et les deux femmes de Vienne et de Naples sont l'âme de l'aristocratie ; il paraît même qu'ils l'emportent sur le pur royalisme.... Sais-tu ce qu'il nous faudrait, à nous républicains de nom ? Des âmes républicaines. Nous pourrions conquérir l'estime, commander le respect, fixer le sort du monde ; mais obtenir doucement l'amitié ou l'approbation mielleuse de nos ennemis, espérer de changer leur passion ou le fond de leur âme, en leur rendant une force, une consistance, une influence qu'ils ne peuvent que vouloir tourner contre nous, c'est ridicule, c'est pitoyable, c'est absurde.... »

2. On lit en marge de la minute, de la main de Jean Debry : *Non envoyée.*

craignais, non pas de t'ennuyer — j'espère que ton amitié pour moi excuserait mes longueurs — mais de prendre quelques instants ou sur tes occupations ou sur tes heures de délassement. Au reste, comme il y a près d'un mois que je n'ai causé avec toi, j'ai moins à redouter aujourd'hui de commettre une indiscretion.

Nous sommes toujours placés ici entre la paix et la guerre, à peu près comme les poètes disent que Junon fut suspendue entre le ciel et la terre. Mais au moins la méchante déesse avait mérité sa punition, au lieu que je ne vois pas quel motif utile peut prolonger le malaise de notre situation. La guerre est le plus horrible des fléaux, sans doute, et c'est parce que je suis d'avis qu'il faut tout faire pour l'éviter, que je regarde comme un moyen éventuel de succès de paraître la défier.

Vos nouvelles particulières, vos conférences sur cet important objet t'auront sûrement convaincu de ce dont je me suis aperçu depuis mon arrivée, savoir la profonde haine de l'Autriche, l'insignifiance, peut-être la duplicité de la Prusse et la nullité de l'Empire. Changez donc cet état de choses ; je crois que vous le pouvez. Plusieurs fois les moyens en ont été exposés, soit aux ministres, soit aux membres du Directoire qui, d'ailleurs, a par-devers lui, sur les forces respectives et le meilleur parti à prendre, des documents plus précis et plus sûrs que je ne pourrais lui en transmettre.

C'est l'espérance d'un changement prochain, d'une décision quelconque, c'est l'idée que peut-être le besoin de la République exige encore quelques délais, c'est le désir ardent de signer la paix qui me fait supporter la monotonie et même les dégoûts dont n'est pas exempte une vie si différente de notre vie habituelle. Par exemple, il est un sacrifice que je suis obligé de faire presque tous les

jours, dont je ne parle pas en ce moment à l'homme public, mais dont je crois que me tiendra compte un ancien collègue, qui sait apprécier les jouissances de l'égalité, de l'indépendance et, je trancherai le mot, de l'amour-propre satisfait. Bonnier est l'ancien; à ce titre, il est en quelque façon comme le président de la légation, du moins il est regardé à Rastatt sous cet aspect. C'est chez lui que la plupart du temps nous délibérons, que les conférences ont lieu; les minutes, il les écrit, etc. Tout cela ne serait ni remarqué ni remarquable en France; mais dans ce pays où l'étiquette, les rangs, les préséances, sont la parure et la pâture des sots, quelquefois, malgré qu'on en ait, le rôle de conseiller assesseur ne laisse pas que de peser désagréablement. Vouloir en changer, cela ne serait pas très sûr, vu le caractère atrabilaire de notre cher collègue, qui, au reste, possède notre affaire, puisqu'il l'a suivie dès l'origine, connaît les individus et leurs intrigues, connaissance qui ne pourrait être suppléée que par un pouvoir prépondérant, soit de force, soit de députation, devant lequel tout disparaîtrait. Que faire donc? Tu te doutes bien, mon ami, que plutôt que de laisser percer même l'apparence d'un schisme dans la légation française, j'ai subordonné et je subordonnerai l'amour-propre le mieux fondé au désir de voir notre opération réussir.

Je te dis ceci parce qu'il n'est peut-être pas inutile que tu connaisses, si je peux parler ainsi, l'intérieur de notre ménage politique, et que d'ailleurs je ne suis pas fâché que tu me saches gré d'un acte conciliatoire que son motif justifie et qui, de ma part, n'est pas sans dévouement. Au surplus, je reporte l'emploi du temps que cet arrangement me laisse, soit à étudier les intérêts que je suis chargé de traiter, soit à faire connaître particulièrement au ministre les ressorts que l'intrigue fait mouvoir et la bio-

graphie du Congrès. Je ne crois pas qu'il se plaigne de mon silence ni de ma paresse.

Tu pourrais à plus juste titre te plaindre de mon bavardage, mais songe que c'est le défaut des solitaires. Je me rappelle avoir lu jadis les *Soliloques* d'Augustin; je me suis profondément endormi avant d'avoir pu achever le premier, et pourtant c'était un grand saint. Puisse une pareille mésaventure ne point arriver à un profane tel que j'ai l'honneur de l'être!

Je viens de recevoir une lettre très détaillée du directeur Laharpe. Ses idées sont noires; a-t-il tort? Je n'en puis juger. En résumé, il désire que la nation helvétique puisse connaître les conditions de l'alliance offensive que la France lui demande. A moins de motifs que je ne connais point, je crois cette proposition juste. Mais ce qui m'est démontré, c'est l'intérêt majeur dont ce pays est pour la République, c'est l'importance de toute espèce que nos ennemis mettent à soustraire son affection à notre influence. Ne perdons point de vue ni les républiques alliées ni surtout la Suisse. Quand les rois n'auront plus de moyens par eux-mêmes, ils chercheront à nous opposer entre nous, et l'amour-propre des nations est un volcan difficile à éteindre. Je continuerai ma correspondance familière avec Laharpe pour entretenir ses bonnes dispositions; il peut beaucoup nous servir, et je crois qu'il m'est attaché. Si tu pensais que sa lettre pût t'être utile, mande-le-moi, je te la ferai [passer]; c'est une espèce de mémoire de douze pages de minute.

Dans la crainte d'en faire un semblable, il faut terminer cette trop longue lettre. Je te dirai cependant auparavant et je te prie de dire à Treilhard, à qui je fais mille amitiés, que nous attendons toujours la réponse de la Députation à notre note du 26. Metternich, qui sent avoir

fait une sottise, nous a demandé hier une conférence, qui n'a abouti à rien, parce que nous lui avons dit dès les premiers mots qu'une proposition faite officiellement ne pouvait être répondue que dans les mêmes termes; il s'est retiré fort empêtré d'être aux prises avec l'Empire. Les députés particuliers allemands préparent un mémoire au Congrès, pour l'inviter à accélérer la pacification.

A te revoir, mon ami, présente mes respects et ceux de ma famille à M^{me} Merlin, et conserve-moi une part dans ton attachement.

1^{er} fructidor au matin (18 août).

Je comptais faire partir cette lettre par le courrier d'hier, lorsqu'une épouvantable nouvelle, supposée venir de Livourne, du 4 août, et insérée sans authenticité dans la *Gazette d'Augsbourg*, m'a fait tomber la plume des mains. Suivant cette annonce, accompagnée d'une circulaire aussi sans signature, il y avait eu un combat entre les deux flottes à la hauteur de Candie, sept vaisseaux français pris, le reste démâté, Buonaparte et son état-major prisonniers, Nelson tué, les deux vaisseaux amiraux coulés bas; plus trente-sept transports qui s'étaient rendus et que la férocité anglaise avait refusés, le surplus de l'armée réfugié à Candie, massacré par les Grecs, etc. ¹.

Quelque invraisemblable que fût une pareille nouvelle, il ne fallait pas avoir le cœur français pour l'entendre sans douleur, sans indignation. Roberjot, qui n'a rien ouï

1. Telle qu'elle était présentée, la nouvelle était fausse; mais le désastre de la flotte française n'était que trop réel. Contrairement aux ordres de Bonaparte, l'amiral Brueys l'avait maintenue dans la rade d'Aboukir. Le 1^{er} août, au soir, Nelson l'y surprit. Des treize vaisseaux qui la composaient, onze furent brûlés ou détruits. L'événement ne pouvait pas être connu à Livourne le 4 août, et la nouvelle n'en arriva que beaucoup plus tard en France. Ce fut seulement à partir du 25 septembre que les journaux publièrent quelques renseignements à peu près exacts.

de semblable, le courrier, qui ne nous a rien apporté de relatif à ces affreux détails, m'ont un peu tranquillisé ; si le gouvernement peut ajouter à ce calme, je le prie maintenant de le faire. Ne nous mandât-il qu'un mot par le télégraphe, nous pourrions nous en servir pour rabaisser la jactance de tous ces misérables qui affluent en ce pays et qui reçoivent une nouvelle désastreuse comme des chiens affamés se jettent sur des corps morts. Il faut sentir la République vous battre dans la poitrine pour apprécier ce que l'on souffre, lorsqu'à un tel spectacle on est obligé de se contraindre. Lâches bandits, qu'y aurait-il de commun entre une défaite maritime et les victoires de Fleurus, de Valmy, de Lodi et d'Arcole ? C'était hier soir une liesse, une fête dans les jardins de Rastatt ; on se groupait, on se félicitait, enfin l'on touchait à l'avènement du Messie, bien entendu qu'alors le quartier de la légation française était désert. Qu'un Stadion, qu'un croquant de prêtre, la face enluminée de luxure et d'impudence, fasse à ce sujet mille extravagances et vomisse mille ordures, il fait son métier et ne rend que ce qu'il possède ; mais que, sur la foi d'un gazetier d'Augsbourg, un M. Jacobi, que sa partialité pour l'Angleterre pourrait faire nommer le baron John Bull, affecte en cette occasion une joie indécente, un empressement public et scandaleux, j'avoue qu'il faut s'envelopper à triple tour du caractère de pacificateur pour ne point éclater. Je t'en prie, mon ami, ainsi que Treilhard, faites-moi dire un mot à ce sujet ; je ne sache pas de position plus cruelle que l'anxiété dans un pareil moment.

Tout à toi pour la vie.

Le frère de Sieyès ¹ m'a fait passer de Naples une lettre

1. François Sieyès, alors consul général à Naples. On trouvera plus loin

pour lui, où il lui détaille la conduite de la cour napolitaine. Elle est telle que sûrement le Directoire la connaît, inimitié pour la France, empressement pour l'Anglais. Il y rend compte aussi d'un combat livré par un vaisseau anglais à quatre frégates espagnoles : trois prirent la fuite, et la quatrième se laissa prendre.

45. — JEAN DEBRY A LAHARPE

Rastatt, 3 fructidor (20 août).

Citoyen directeur,

J'ai reçu vos deux lettres sous la date des 10 et 13 août. C'est avec un véritable plaisir que j'ai appris qu'enfin vous étiez au poste où la confiance de vos estimables concitoyens vous avait appelé. J'ai lu avec le même sentiment d'intérêt, vous n'en doutez pas, la grande partie des détails que vous me communiquez. Cependant, à l'égard de quelques points, permettez-moi de vous observer que peut-être vous donnez trop au ressentiment qu'a pu vous causer la conduite de quelques subalternes français en Suisse. Je vous avais fait la même observation à Paris. Par exemple, comment se fait-il que vous ne soyez jamais sans défiance à l'égard de la France ? Pouvez-vous supposer que l'on ait des vues de vous partager ? N'y a-t-il pas dans cette plainte injuste un sentiment d'amertume et d'aveuglement ? Car, enfin, le gouvernement français le voudrait en vain, la République française ne le voudrait pas.

D'un autre côté, vous vous plaignez encore de la station d'une armée française en Suisse, et vous-même en donnez la raison ! C'est parce que l'Autriche vous cerne, qu'elle

le récit de son odyssée en compagnie de Lacombe-Saint-Michel. Renvoyé à Naples en qualité de commissaire civil, il y resta peu de temps et obtint, en décembre 1799, un des cinq emplois de régisseur des postes, qu'il occupa pendant toute la durée de l'Empire.

accumule en ce moment ses forces sur vos frontières. Je vous le demande, serait-il bien prudent au gouvernement français de laisser dans une pareille circonstance l'Helvétie ouverte à toute la malveillance de son éternel ennemi, et en même temps à toutes les conjurations que pourraient tramer contre un gouvernement naissant les agents, prêtres et privilégiés de celui qui fut détruit ? Vous savez, citoyen directeur, ce que j'ai toujours pensé des actes arbitraires qui vous ont si justement fait gémir ; mais pourquoi en déverser tout l'odieux sur chacun des actes du gouvernement ? Et comment se fait-il que depuis la révolution opérée en Suisse, l'esprit de quelques-uns de ses plus chauds amis ait tout à coup changé et soit passé sans intermédiaire de la louange totale à la désapprobation universelle ? Si j'avais moins de véritable estime et de loyal attachement pour vous, citoyen directeur, je ne me permettrais pas de vous tenir ce langage ; mais votre caractère personnel et la noble franchise de votre nation m'y autorisent. Si je me trompe, ne voyez dans mes réflexions que le tribut d'un homme libre à un citoyen. Je fais passer par le courrier votre dernière lettre au directeur Merlin ; je lui dis que la tranquillité de la France et l'indépendance de la Suisse exigent, sous ce double rapport, que les deux nations soient solidement liées et marchent en s'entraidant vers leur prospérité commune. Sans cela, tout profite à l'Autriche.

Les lenteurs allemandes ici nous désespèrent ; il s'en faut pourtant que je renonce à l'attente de voir bientôt la paix s'établir. Si l'on met, je ne dirai pas de la bonne foi, mais un peu d'intérêt bien entendu, cela ira de soi et sans difficulté. D'exécrables papiers français servent encore de pâture à quelques valets d'émigrés ; mais que le char soit mis en train, et il ne sera pas arrêté par des grains

de sable. Surveillez ces hommes, ils abondent dans vos environs.

Que ne puis-je bientôt les parcourir, n'importe à quel titre ! Ce sera pour ma famille et pour moi une véritable jouissance d'aller saluer le gouvernant philosophe auquel je suis sincèrement attaché, ainsi que sa digne compagne. J'irai cueillir, le matin, le vulnérable et le génepi dans vos montagnes, et le soir nous dirons : Autrefois les oligarques, les prêtres, etc., voulaient nous faire égorger de nos propres mains, afin de pouvoir traiter en bêtes de somme les restes de notre population détruite ; ils ont disparu.

Agréez, citoyen directeur, l'assurance nouvelle de tous les sentiments que je vous ai voués.

46. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 4 fructidor (21 août).

Citoyen ministre,

J'ai attendu, pour vous écrire, depuis le 28 thermidor dernier, que mon collègue Roberjot fût arrivé et eût fixé, soit par des dépêches dont il était porteur, soit par des détails qu'il pouvait nous donner de vive voix, la marche que nous avions à tenir.

Fidèle à ce plan d'accorder d'abord et de transiger même sur des points essentiels, puis de temporiser, puis de reprendre une apparence d'activité, puis enfin de résister opiniâtrément lorsque l'on touche à la conclusion, l'Autriche, de concert avec la Députation, qu'elle intimide, avec les Prussiens, qu'elle joue, ne nous a pas encore remis la réponse à notre note du 1^{er} thermidor. Dans cette position, nous avons cru devoir en remettre une nouvelle hier, très pressante et très positive. Elle

aura le double avantage de les convaincre que nous tenons à nos demandes, et que Roberjot n'est pas revenu avec des modifications nouvelles, sur lesquelles on comptait pour recommencer à feindre d'agir et cependant toujours rester en panne. Je ne désespère pas d'obtenir la cession de Kastel; nous ferons tout pour cela. Les députés particuliers, que nous avons excités par la peur, doivent émettre leur vœu, et bien que l'incurable orgueil des grandes puissances frémisses de voir qu'une volonté quelconque puisse contrarier la leur, je crois que cette démarche ne sera pas sans effet.

Quelle que soit l'issue de tout ceci, citoyen ministre, et même en adoptant l'hypothèse la plus favorable, je vous prie d'observer qu'il restera toujours une énorme difficulté pour la solution de laquelle nous n'avons encore eu aucune donnée : c'est la question de savoir comment nous nous arrangerons avec l'Autriche pour les équivalents de nos acquisitions au delà de la ligne stipulée par le traité de Campo-Formio, et comment nous nous arrangerons avec la Prusse, vu le traité qui nous lie avec elle et sa contradiction avec l'article du premier qui lui est relatif. L'on ne peut, à mon sens, sortir de ce pas que par une convention additionnelle faite soit à Vienne, soit à Berlin. La mauvaise foi, la cupidité, l'intrigue, la malveillance, sont partout et se témoigneront plus ou moins en toute rencontre, mais l'embarras, le véritable embarras n'est que là.

Je pense qu'il faut que nous ne cédions sur les points contestés qu'en donnant notre ultimatum : d'ici là, soyez assuré que nous emploierons tous les moyens pour obtenir au moins une partie de ce que nous avons demandé. J'avoue qu'il ne nous en reste pas beaucoup, et toujours en suivant le principe dont je vous parlais plus haut, de

s'éloigner à mesure que l'on sent la conclusion approcher. Si la vérité de cette idée est confirmée par les difficultés dont on hérissé à plaisir le fond même de la négociation, elle ne l'est pas moins par l'attitude des personnes et par tout ce qui tient ici aux formes extérieures. Les rapprochements deviennent de plus en plus rares et distants l'un de l'autre. Dès mon arrivée, il fut évident pour moi, et je vous l'avais mandé, que l'on prenait la réciprocité d'honnêtetés pour des déférences, que du moins l'on se plaisait à les traduire ainsi pour rehausser son piédestal aux yeux des intéressés. Ces prétentions se sont aggravées au point qu'on semble ne nous voir actuellement qu'à la dérobée. Vous aurez su sans doute toutes les plaintes que MM. de Metternich et de Lehrbach ont adressées à la diète de Ratisbonne sur l'intimité que l'on supposait entre M. d'Albini et nous. Il paraît que la répétition de ces plaintes n'a pas été sans effet, soit que l'on redoute à l'excès l'Autriche, soit que l'on ambitionne plus les grâces dont elle n'est pas avare en promesses, qu'on ne craigne notre mécontentement, soit enfin que l'on veuille faire présumer qu'on ne nous cède qu'avec la dernière répugnance.

Voilà pour les personnes; voici pour les formes extérieures : un gazetier d'Augsbourg, digne d'être le collaborateur de tant de gazetiers soi disant français, avait répandu ici la nouvelle que notre flotte avait été complètement battue dans les parages de Candie, l'armée entière exterminée, Buonaparte et son état-major faits prisonniers, etc. Un bulletin manuscrit, adressé à tous les maîtres de poste pour que ces détails circulassent avec plus de rapidité, y ajoutait encore. Non, il est impossible de vous peindre l'empressement que l'on mit à les communiquer. Il était aisé de voir que ce n'était pas seulement

l'importance horrible d'une semblable affaire qui le causait, mais bien l'expansion d'un désir concentré et satisfait. Le soir, dans le jardin, c'était une joie, une liesse, des éclats, des groupes ; on se félicitait comme on eût pu le faire lors d'un bonheur public. Que la livrée de Rastatt se soit abandonnée à de telles indécences, je le conçois ; mais que des personnes accréditées ou tenant à la Députation aient scandaleusement marqué dans de semblables scènes, vous conviendrez, citoyen ministre, qu'il faut alors, lorsqu'un cœur français vous bat dans la poitrine, qu'il faut s'envelopper, non pas de son manteau, mais à triple tour du caractère de pacificateur pour ne point éclater. Je le fis sentir énergiquement à ceux qui vinrent chez moi, ou que l'on y envoya pour voir de quelle manière nous étions affectés. La nouvelle est fausse, leur ai-je dit, nous savons de quelle source impure elle est sortie, mais fût-elle vraie, vous devriez la pleurer, car n'oubliez pas que nous ne pouvons renoncer à la guerre maritime que pour pousser plus activement la guerre de terre.

Je vous donne ces détails, citoyen ministre, pour que vous puissiez apprécier les variantes de notre situation, et parce que je crois que, dans la pièce que nous jouons, c'est souvent derrière la toile qu'il faut juger les acteurs.

La correspondance des agents diplomatiques vous aura appris de quelle manière l'on travaille nos Républiques alliées. Veillez [sur] la Suisse surtout, elle est le point de mire des intrigues non moins que la Cisalpine. Je vous prie de nous mander comment il faut que nous agissions avec le ministre plénipotentiaire batave. Nous vous avons fait passer copie des pièces qu'il nous a remises. Un plus long retard semble nous donner à son égard, comme à lui envers nous, une attitude équivoque qu'il est utile de faire cesser.

47. — JEAN DEBRY A MERLIN

Rastatt, 4 fructidor (21 août).

Je te fais passer, mon ami, copie d'une lettre que Laharpe, directeur, m'a écrite et de la réponse que je lui ai faite. La Suisse est un point que l'on ne peut trop surveiller et qui, de tous ceux où nous avons porté la lumière, tient le plus à cœur à l'Autriche. Je ne te dis là rien que tu ne saches ¹.

Ici, toujours même stagnation. même rénitence. Nous avons remis une troisième note hier, pour obtenir réponse à notre article 3 du 1^{er} thermidor. Outre que cette insistance de notre part peut persuader à la Députation que nous tenons irrévocablement aux points mentionnés en cet article, elle servira à la convaincre que Roberjot n'a apporté de Paris aucune modification, car si elle pouvait le présumer, elle retirerait même son accession, toute conditionnelle qu'elle est. Rien n'égale la mauvaise foi de ces gens-là, si ce n'est la petitesse de leurs intrigues. On avait répandu ici d'Augsbourg la nouvelle de l'entière extermination de notre flotte et de la prise de Bonaparte, etc. J'ai cru que plusieurs d'entre eux en deviendraient fous de joie et de rage; ils étaient ivres positivement; le lendemain les dégrisa. Il est constant que la haine les aveugle encore et fait souvent taire leur intérêt. Malgré cela cependant, avec de la prudence et de la fermeté, nous pouvons espérer. Ils soupirent, au moins les grandes puissances, après le moment de la rupture. Mal-

1. Merlin lui répondit le 8 fructidor (25 août) : « Ta réponse à Laharpe est parfaite, et le Directoire, à qui je l'ai lue, y a beaucoup applaudi... J'espère que par ta fermeté et celle de tes collègues, nous obtiendrons enfin une décision quelconque de la Députation de l'Empire et de l'Empereur. »

heureusement leurs moyens ne répondront pas à leurs désirs. J'écris plus au long au ministre sur tous ces objets ; j'abrège avec toi, pour ne pas t'ennuyer, pour ne pas me répéter, et puis, parce que, soit rhumatisme, soit accident électrique, je peux à peine me servir du bras droit...

A revoir, mon ami, je te salue et t'embrasse de tout mon cœur.

Mille respects à ta femme ¹ et amitiés à nos amis.

48. — LES MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A TALLEYRAND

Rastatt, 5 fructidor (22 août).

Citoyen ministre,

Nous vous adressons copie de la note que nous avons passée, le 3 de ce mois, à la Députation de l'Empire, et de celle que M. de Metternich nous a communiquée hier ². L'infidélité de ce ministre impérial dans la transmission du *conclusum* qu'il nous a fait remettre le 23 thermidor avait été généralement blâmée par la Députation de l'Empire, aussitôt que connue. La Députation avait tenu à cette

1. Brigitte-Jeanne-Joséphine Dumonceaux, mariée le 21 janvier 1771, morte vers 1826.

2. 13^e note de la Députation de l'Empire (21 août-4 fructidor) : « Le plénipotentiaire impérial transmet à la légation française l'avis de la Députation au sujet de la démolition d'Ehrenbreitstein. Elle y consent à la condition que le gouvernement français remette à l'Empire en état de démolition tous les points fortifiés à la rive droite du Rhin et au côté droit du thalweg, tels que Kehl, Kastel, le fort de Mars et l'île Saint-Pierre, et qu'il renonce à toutes demandes quelconques sur ces points et autres au côté droit du thalweg. Ce plénipotentiaire se réserve de communiquer sa détermination au sujet de cet avis de la Députation. »

14^e note de la légation française (5 fructidor-22 août) : « La légation française rejette la proposition de la Députation, telle qu'elle est présentée dans son avis, et lui demande itérativement une réponse catégorique et divise sur tous les articles de ses notes auxquels elle n'aurait pas donné adhésion. »

occasion deux séances assez vives, et deux fois son directoire s'était transporté chez le plénipotentiaire de l'Empereur pour le requérir de réparer l'omission qu'il s'était permise. M. de Metternich résistait encore; le ton ferme que nous avons pris l'a décidé : ce qui est une sorte de succès que nous ne regardons pas comme indifférent pour le reste de la négociation. Vous trouverez donc dans cette dernière note de la Députation la restitution du texte qu'on avait altéré, et la réponse officielle à l'article 3 de notre note.

Vous remarquerez aussi que le ministre impérial, en se réservant à prendre et à nous faire parvenir sa détermination sur cette réponse, n'hésite pas à manifester ses prétentions au droit de sanctionner les actes émanés de la Députation de l'Empire. Cette prérogative, affectée par M. de Metternich ou fondée en raison, mérite de la part du gouvernement le plus sérieux examen. Nous comptons vous soumettre très incessamment nos observations à ce sujet.

Dans ce moment, nous avons surtout à cœur d'appeler votre attention sur notre manière d'être avec l'Autriche et la Prusse, sur le rapprochement équivoque de celle-ci, et sur l'état d'opposition dans lequel la première semble s'être constituée à notre égard. Il n'est presque pas douteux qu'on n'obtienne encore beaucoup de la Députation de l'Empire par le double motif de l'espérance et de la crainte, et par une activité dans la négociation qui ne lui laisse pas le temps de se livrer aux intrigues dont elle est environnée. Un ultimatum donné à propos et mêlé de quelques modifications achèvera de l'entraîner. Mais après ce succès très probable, en serons-nous réellement plus avancés? Peut-on réellement se flatter d'une heureuse conclusion de la paix, sans au préalable s'être mis d'accord

avec les deux puissances prépondérantes de l'Allemagne, ou tout au moins sans avoir pris un parti entre elles pour se servir ensuite de l'une contre l'autre? C'est là, c'est dans l'opposition du traité de Campo-Formio avec le traité de Bâle que réside à notre avis toute la difficulté de la négociation, et la solution n'en appartient qu'au gouvernement. C'est à lui seul à défaire le nœud ou à le couper.

Les Prussiens semblent, il est vrai, se rapprocher de nous; ils témoignent de temps en temps le désir de s'expliquer et de s'entendre avec la légation française. Mais comment engager des conférences, comment en espérer quelque fruit, lorsqu'il faut s'attendre qu'au premier mot ils nous demanderont, comme ils l'ont toujours fait, communication des articles secrets du traité de Campo-Formio, et lorsque nos instructions nous commandent un silence absolu sur ce point? Quant au ministre autrichien, notre embarras n'est pas moins pénible; l'objet seul en est différent, quoique le traité de Campo-Formio en soit également la cause. A l'entendre, l'Autriche est prête à accéder à nos demandes et à nous servir de tous ses moyens, excepté néanmoins en ce qui concerne l'occupation d'aucun point fortifié sur la rive droite du Rhin; mais avant tout il faut que la France exécute le traité de Campo-Formio et qu'elle ait convenu avec l'Autriche de la somme et du placement des équivalents et des indemnités que celle-ci a droit, suivant elle, de réclamer en vertu de plusieurs articles du traité. Cependant, citoyen ministre, nos instructions en cette matière sont ou muettes, ou insuffisantes, ou même inexécutables. Il est encore douteux pour nous si, depuis le départ de M. de Cobenzl, nous sommes autorisés à traiter avec M. de Lehrbach, qui se dit son successeur, et si nos démarches ne contrarieront pas ce qui est peut-être traité à Berlin. Il est donc de notre devoir de

vous exposer l'état des choses et notre propre situation. Nous l'avons fait avec toute la franchise et tout le zèle que le gouvernement a droit d'attendre de nous, persuadés que vous accorderez à cette dépêche l'attention qu'elle mérite par l'importance de son objet et par l'urgence des circonstances.

Nous vous prions aussi de nous fixer, ainsi que nous l'avons demandé, sur la conduite à tenir avec le nouvel envoyé de la République batave ; il pourrait se présenter telle occasion où il serait fâcheux pour nous de manquer de direction à cet égard.

Salut et respect.

49. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 6 fructidor (23 août).

Citoyen ministre,

Je dois vous déclarer que mes collègues ne peuvent pas encore revenir de la surprise où les a jetés le congé qui m'a été accordé par le Directoire. Ils conjecturent toujours sur les motifs de mon voyage ; ils le taxent d'inconvenant dans les circonstances, et sans être certains de la véritable cause qui me l'a fait entreprendre, ils soupçonnent que c'est pour d'autre intérêt que le mien propre. Je les désabuse cependant, et mes efforts ont produit une sorte d'incertitude qui finira, avec le temps, de laisser la chose dans l'oubli.

Je me suis empressé de leur rendre compte des conférences et de tout ce qui s'est dit dans nos entrevues pour accélérer la négociation ; mais leur plan est arrêté : c'est celui de ne rien faire que ce qui leur sera prescrit, voulant, disent-ils, sauver leur responsabilité, et quoique je leur aie observé qu'il était des circonstances où, pour le bien de la

chose même et, lorsqu'on connaissait les intentions du Directoire, l'on pouvait et l'on devait cependant saisir l'à-propos pour opérer avec plus de fruit, la réponse a été la même : « Nous ne voulons rien prendre sur nous ; nous ne nous permettrons jamais de dépasser la ligne qui nous est tracée. »

C'est d'après cela que leur opinion est de continuer les opérations qu'ils avaient commencées, de presser la Députation pour répondre aux notes communiquées le 1^{er} thermidor, et de gagner successivement du temps. Peut-être est-il bon de suivre cette marche en ce moment. L'Empereur ne veut pas la paix, son ministre le manifeste assez. Nos propositions ne paraissent pas exagérées aux habitants de l'Empire, et l'odieux de la guerre retombe sur lui. Le peu d'intérêt qu'il a mis pour l'Empire dans le traité de paix avec lui, ses vues d'ambition, la facilité avec laquelle il a évacué Mayence ¹ et les autres places du Rhin, ont fait une impression si forte sur les habitants qu'ils ne doutent pas que l'intention de l'Empereur est de commencer les hostilités, au risque même de sacrifier l'Empire, pour gagner ce qu'il a perdu en Italie et occuper les pays d'Italie qui composent la République cisalpine ². C'est là l'opinion générale.

1. Cette ville avait été occupée, le 21 octobre 1792, par Custine. Assiégée en avril 1793 par les Prussiens, la garnison française, réduite par la famine, dut capituler le 28 juillet. L'année suivante, Kléber la bloqua, sans réussir à s'en rendre maître, faute d'hommes et de matériel. Une nouvelle tentative fut déjouée, le 29 octobre 1795, par une manœuvre habile du général autrichien Clerfayt. L'évacuation à laquelle fait allusion Roberjot avait eu lieu en exécution du traité de Campo-Formio. Si l'Empereur l'avait opérée sans difficulté, c'est que la convention secrète livrait Mayence à la France.

2. Organisée par Bonaparte en 1797, la République cisalpine comprenait la Lombardie, les pays de Mantoue, Bergame et Brescia, les duchés de Modène et de Reggio, la Romagne et les légations de Bologne et de Ferrare. Milan était la capitale de cet État, dont la population s'élevait à trois millions six cent mille âmes.

Je crois que la Prusse nous trompe. Son plan est le même que celui qu'elle a observé depuis le commencement de la négociation. Nous ignorons ce qui se passe à Berlin. Ce qu'il y a de certain, c'est que, si la légation française fait quelques demandes à la Députation, les ministres prussiens sont les premiers à engager les membres au refus; ils ne cèdent sur rien, s'opposent à tout et finissent toujours par ces phrases convenues : « Notre maître veut être le protecteur des droits de l'Empire; il veut avoir cette gloire; c'est sa seule ambition; il n'a pas d'autre motif. Les propositions faites au citoyen Sieyès sont les mêmes que celles qui nous sont faites. La paix serait bientôt conclue, si l'on voulait relâcher les points de la droite. »

Je vous ai développé à Paris les motifs qui me faisaient pencher pour la Prusse. Son obstination à ne pas céder, même les articles qui me paraissent peu importants pour elle, me fait croire qu'elle nous joue ou qu'elle veut faire en sorte que nos avantages soient moins grands.

M. de Sandoz ¹ a écrit aux trois ministres près ce Congrès qu'il a eu une entrevue avec moi. Après avoir annoncé mes bonnes dispositions pour la Prusse et celles du Directoire exécutif pour faire droit aux réclamations des absents de la Gueldre prussienne, il leur dit qu'en conférant avec vous et moi, nous avons déclaré que pour les cessions faites par la Prusse à la rive gauche du Rhin, il serait fait une convention particulière entre Sa Majesté

1. SANDOZ-ROLLIN (David-Alphonse, baron de), né le 16 mars 1740, à Neuchâtel (Suisse), de Jean-Henri de Sandoz, conseiller d'État, et de Sarah-Élisabeth Rollin. Entré au service de la Prusse, qui possédait depuis 1707 le comté de Neuchâtel, il fut successivement conseiller de légation, secrétaire d'ambassade à Londres, puis à Paris, ministre plénipotentiaire à Madrid en 1784, ensuite, de 1796 à 1801, à Paris. Il prit une part importante aux difficiles négociations de cette époque troublée. Retiré à Neuchâtel, il y mourut le 28 mars 1809. Le roi de Prusse l'avait créé baron.

prussienne et la République française. Je n'ai pu m'empêcher de leur observer que c'était une opinion que nous pouvions avoir l'un et l'autre sur cette question, mais que je ne l'avais pas assez méditée, et qu'il ne faudrait pas prendre pour une chose décidée et convenue ce qui n'était qu'un propos, une opinion, une manière de voir particulière.

J'ai jugé qu'ils mettaient une grande importance à cette convention isolée. Ils en ont parlé à mes collègues, qui en ont été très surpris, et je les ai fait revenir de leur surprise en leur disant ce qu'il en était et comment les choses s'étaient passées.

Voici, citoyen ministre, les réflexions de mes collègues à ce sujet : ils pensent, et je serais volontiers de leur avis, que le but du roi de Prusse, en sollicitant un semblable traité, était de se réserver, dans l'occasion, une preuve réelle de son improbation de ce qui se faisait à Rastatt, en cherchant par d'autres faits à établir qu'il a fait ses efforts pour conserver à l'Empire tout ce qui peut lui ménager une existence politique plus considérable, ou bien qu'il n'a pas voulu participer au résultat de ce Congrès pour ce qui le concernait.

Je crois devoir vous faire cette observation : mes collègues ne sont pas d'avis de renvoyer après la conclusion du traité l'opération de régler les indemnités. Il est vrai que les raisons qu'ils m'ont données ne sont pas propres à être balancées par l'avantage d'un traité qui peut donner la paix au continent. Au surplus, si tel est le vœu du Directoire exécutif, il faudra bien s'y soumettre.

Ils attendent aussi avec impatience une réponse à la lettre que nous faisons parvenir aujourd'hui, qui renferme plusieurs questions que vous ne pouvez résoudre, cependant, que lorsque le citoyen Sieyès vous aura donné des

renseignements assez positifs sur la conduite à tenir à l'égard de la Prusse. Si vos occupations vous permettaient de leur écrire plus souvent, vous leur éviteriez la recherche des motifs qui vous empêchent de satisfaire à leur impatience. N'oubliez pas surtout les plus petits détails mis en question.

J'écris aujourd'hui au citoyen Sieyès, et je vais me mettre en relation avec lui ; l'opinion de l'Allemagne est que la guerre va avoir lieu.

Le bordereau du payeur général de Strasbourg, qui énonce les frais de mon voyage à Paris, a fait faire quelques observations à mes collègues, que j'ai dissipées en leur disant que c'était une erreur de copiste.

Vous m'aviez fait l'amitié de préparer et disposer les choses pour qu'on pût croire que l'accélération de la paix fût attribuée à la confiance qu'avait en moi le Directoire exécutif. Vous voyez que les circonstances empêchent cet effet. Je ne vous en ai pas moins une reconnaissance réelle, et je n'oublierai jamais les marques d'attachement que vous me témoignez. Recevez-en l'assurance bien sincère.

Salut et respect.

Permettez-moi de vous rappeler que tout ce que je vous dis ici est confidentiel.

50. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 6 fructidor (23 août).

Citoyen ministre,

Vous avez été prévenu par mes collègues, pendant l'intervalle mis à mon retour pour Rastatt, de la lenteur de la Députation de l'Empire à répondre à notre note du 1^{er} thermidor. Ils vous ont fait part des causes de ce

retard en vous annonçant les mesures qu'ils avaient jugé devoir prendre. Aujourd'hui nous vous instruisons, par une lettre faite en commun, de quelques autres détails et des motifs qui nous ont décidés à presser de nouveau la Députation pour avoir enfin une réponse catégorique, voulant épuiser tous les moyens de conciliation, de rapprochement, et sachant bien que l'Autriche n'attend que l'occasion de saisir le fait le moins important ou le motif le plus léger pour nous attribuer l'odieux d'une rupture qu'elle recherche et qu'elle désire depuis longtemps elle-même.

J'ai fait part à mes collègues du résultat des intentions du Directoire exécutif, lorsqu'il m'a fait l'honneur de m'appeler auprès de lui, et des conférences que j'ai eues avec vous. Ils ont été bien aises d'avoir les éclaircissements que vous m'avez donnés sur plusieurs points qui seraient dans le cas d'être contestés. Nous vous ferons part de quelques observations nouvelles sur quelques autres questions que nous croyons importantes, et nous pensons que, si notre note du 1^{er} thermidor peut être adoptée en entier ou avec de légères modifications, nous nous trouverons dans le cas de faire très promptement un traité.

Pour avancer les opérations, nous nous occupons des demandes en indemnité pour présenter au Directoire exécutif notre plan général, voulant faire délibérer la Députation de l'Empire sur le tout et avoir son *conclusum* sur l'universalité du travail, à moins que le Directoire exécutif ne renvoie cet objet après la conclusion du traité.

Je vais actuellement vous entretenir de quelques détails qui rouleront sur la conduite du ministre impérial, sur les conversations que j'ai eues avec les ministres prussiens.

On ne peut pas pousser l'impudence et l'orgueil plus loin que ne l'a fait le comte de Metternich dans les obstacles qu'il a fait naître pour empêcher la Députation de l'Empire à délibérer sur notre note et à nous donner son *conclusum*.

Pressée par la légation française, la Députation sortait enfin de son apathie et venait de donner un *conclusum* qui ne consentait, dans la vérité, à aucun article important de la note. La communication officielle devait en être faite à la légation française par le ministre impérial. Celui-ci a profité du pouvoir que lui donnent l'usage ou les formalités convenues, pour conserver le *conclusum* entre ses mains plus longtemps qu'elles ne le prescrivent.

Pressé cependant de répondre au vœu de la Députation, il prend sur lui de retrancher la réponse à l'article 3 de notre note et d'envoyer ce *conclusum* ainsi tronqué à la légation française, sans énoncer cette distraction, sans donner le plus léger motif qui l'eût déterminé à scinder ainsi un acte émané de la Députation. Il ose même se servir des expressions usitées : « Le ministre impérial uni à la Députation. »

La légation française, instruite de l'incomplet du *conclusum*, demande une réponse catégorique sur l'article 3 de sa note à la Députation. Celle-ci, indignée de la conduite du ministre impérial, lui envoie une députation de deux de ses membres pour lui demander qu'il ait à communiquer dans son entier le *conclusum* qu'elle a pris. Il répond qu'il a des observations à faire sur cette partie du *conclusum*; néanmoins, qu'il allait se mettre en mesure pour répondre au vœu de la Députation,

Cette démarche ne produisit aucun effet. La Députation enfin, lassée de ces retards et offensée de voir que le mi-

nistre impérial s'arrogeait une censure et des droits qu'il n'avait pas sur ses opérations, lui fit dire que s'il ne cédait aux intentions qu'elle lui avait manifestées par ses députés, elle viendrait en masse le requérir de communiquer son *conclusum* et prendre, à son refus, des mesures propres à faire connaître à la légation française le vœu qu'elle exprime par son *conclusum* sur les matières mises en délibération. Le ministre impérial promit de donner le *conclusum* sur-le-champ, d'une manière officielle. Néanmoins, il a retardé encore quatre jours, et nous l'avons reçu hier avec ses observations.

Vous remarquerez, citoyen ministre, les dernières phrases qu'il a employées, d'où l'on pourrait conclure que le vœu de la Députation de l'Empire est nul sans l'assentiment formel ou approbation du ministre impérial. Voyez la dépêche faite en commun.

Dans la nouvelle note que nous allons faire parvenir aujourd'hui à la Députation de l'Empire, pour qu'elle ait à répondre précisément et catégoriquement sur chacun des articles de la note de la légation française du 1^{er} thermidor, nous allons, de notre côté, faire nos réserves sur le contenu de la réponse du ministre impérial, pour l'empêcher de se prévaloir de notre silence et se faire un droit de la proposition qu'il a énoncée ¹.

Notre dessein même, lorsque nous serons prêts à faire le traité, est de faire décider cette question par la Députation ou la diète, afin de consolider les *conclusum* communiqués sur lesquels le ministre impérial s'est abstenu de se prononcer comme étant « uni » à la Députation, et

1. La dépêche porte ici en renvoi : « Après avoir réfléchi, nous avons pensé qu'il ne fallait pas énoncer cette réserve, dans la crainte que M. de Metternich ne se servit de cet incident pour temporiser, exigeant d'ailleurs de la Députation une réponse plus catégorique. »

pour ôter au chef de l'Empire tout prétexte, tout motif de revenir sur les opérations faites par là même que son assentiment formel n'a pas été exprimé.

Le mécontentement a été général sur la conduite de M. de Metternich. La Députation s'aperçoit que, par sa faiblesse ou par sa trop grande condescendance, elle s'est mise dans le cas de compromettre ses droits, ses privilèges et ses attributions constitutionnelles. L'amour-propre de ses membres a été blessé, et nous profitons de l'impression actuelle, qu'ils paraissent sentir bien vivement, pour exiger d'elle une réponse catégorique aux divers articles de notre note, au lieu de ces réponses évasives, conditionnelles. Nous espérons l'obtenir : jamais circonstance ne fut plus favorable.

Nous sommes aidés encore par la mesure que viennent de prendre plusieurs députés ou membres de l'Empire, en représentant à la Députation qu'il faut qu'elle consulte l'opinion et qu'elle cède au vœu des habitants de l'Allemagne, qui veulent à tout prix la paix. Des cantons entiers sont à la veille de faire les mêmes représentations. Les pays situés à la rive droite, où se trouve une partie de notre armée, se proposent de venir faire la même demande en nombreuse députation. Ce vœu général exprimé fera plus que tous les autres moyens. La conduite du ministre impérial, l'appareil militaire de l'Empereur, les préparatifs qu'il fait sur divers points de ses frontières, l'influence de M. de Thugut, l'éloignement de M. de Cobenzl de Vienne, ouvrent les yeux à l'Allemagne et font dire à tout le monde que l'Empereur veut recommencer les hostilités. L'alarme est générale; on sacrifiera tout pour la paix; nous l'aurons, citoyen ministre, et nous obtiendrons nos derniers articles dans leur entier, à l'exception de celui des dettes, sur lequel il sera pro-

posé des modifications ; c'est ce que j'ai lieu d'espérer.

Les députés des princes qui désirent la paix s'agitent, montrent de l'inquiétude sur l'avenir et pressent les membres de la Députation pour accélérer la négociation et consentir aux sacrifices que la légation française exige d'elle.

Il faut en convenir, la modération, la facilité de céder à quelques conditions proposées par la Députation de l'Empire, les dispositions de céder encore par d'autres modifications, persuadent à la Députation que les résistances, les temporisations, les conditions, sont de nécessité, et qu'elles produisent toujours pour elle des résultats plus avantageux. Jamais la Députation ne va mieux à notre but que lorsque nous paraissions fermes et décidés à ne rien relâcher des propositions émises, que lorsque nous persistons dans nos conditions de paix dans toute leur intégrité.

Mon retour de Paris à Rastatt avait donné l'espérance à quelques membres de voir la légation française se relâcher sur quelques points. Nous avons senti que si nous eussions, dans le moment même, paru plus faciles à nous départir de quelques conditions, nous eussions par là manifesté que le Directoire exécutif était disposé à faire de plus grands sacrifices encore. Nous avons donc cru qu'il fallait, soit par la note qui a suivi mon retour, soit par nos conversations particulières, montrer la même fermeté et annoncer que les sacrifices déjà faits étaient très grands et indiquaient d'une manière assez sensible que la République française, avec ses victoires et ses succès, avait donné des preuves très multipliées de condescendance et de générosité. Cette conduite nous servira beaucoup. Les Allemands ne paraissent, en général, se décider que par la crainte qu'on leur inspire, lorsqu'ils s'aperçoi-

vent qu'on n'est pas disposé à accéder à leurs demandes, à consentir aux adoucissements qu'ils proposent.

L'opinion générale de l'Allemagne est que les hostilités vont recommencer; mais il m'a paru, ainsi qu'à mes collègues, qu'on rejetait sur le cabinet de l'Empereur, et notamment sur M. Thugut, l'odieux de la rupture. On assure même que l'Empereur n'est pas en état de faire la guerre, qu'il est dénué des moyens de soutenir une nombreuse armée, qu'il n'a pas des généraux habiles, que l'archiduc Charles ¹ s'est prononcé pour la paix. qu'il y a enfin dans les chancelleries d'État et d'Empire à Vienne de nombreux partisans de la paix, que M. Thugut a eu l'adresse d'éloigner les personnes qui penchaient pour ce parti, et que le seul mobile de la guerre était le cabinet britannique, par l'intermède de ce ministre de confiance.

Il n'est plus étonnant que les négociations de Rastatt soient sans cesse retardées par les incidents et les manœuvres du ministre impérial. On sent bien que le commencement des hostilités se ferait avec plus de difficulté si on était à la veille de traiter et s'il existait un accord entre le ministre impérial et la Députation de l'Empire. Ainsi tout concourt au plan de l'Angleterre, celui de recommencer la guerre sur le continent.

Ne croyez pas, citoyen ministre, qu'en laissant tous les

1. CHARLES-LOUIS-JEAN-JOSEPH-LAURENT de Lorraine-Habsbourg, archiduc d'Autriche, né le 5 septembre 1771, fils de l'empereur Léopold II et frère puîné de François II, servit sous Cobourg en 1793. Nommé feld-maréchal et commandant de l'armée autrichienne, il força Jourdan à repasser le Rhin et Moreau à opérer, en septembre 1796, sa fameuse retraite. Envoyé en Italie et battu au Tagliamento, le 19 mars 1797, il dut signer les préliminaires de Léoben. Le 21 mars 1799, il gagna sur Jourdan la bataille de Stockach; mais ce fut son dernier succès. L'Autriche vit les désastres se succéder et, après Wagram, l'archiduc se retira définitivement. Créé duc de Teschen le 10 février 1822, il mourut le 30 avril 1847.

points contestés de la rive droite du Rhin, qu'en nous chargeant des dettes contractées à la rive gauche, qu'en réglant les indemnités d'après le vœu de l'Empire et de son chef, vous aurez par là même plus aisément la paix. Non, l'Empereur veut la guerre ; il ne met pas assez d'importance à la conservation des droits de l'Empire, au maintien de son existence politique, pour traiter avec la République ; il sourit en secret de voir que sa position à l'avenir le rendra moins populeux, moins étendu, et il convoite d'avance son démembrement ou sa réunion, dès que les circonstances le favoriseront.

Nous sommes au point où il faut obtenir une déclaration formelle de la diète ou de la Députation, ou une décision à cette question-ci : « L'Empire peut-il faire sa paix avec la République sans l'intervention de son chef, lorsqu'il persiste au refus de s'unir à lui et de consentir aux conditions ? » C'est cette décision qu'il faut avoir pour consolider notre traité, régulariser et légitimer les opérations de la Députation ; c'est le moyen dont je vous parle ci-dessus, qu'il faudra nécessiter, lorsque nous aurons obtenu ce qui nous manque encore pour avoir complètement les bases de la pacification.

Je reviens, citoyen ministre, à la conversation que j'ai eue avec les trois ministres prussiens. M. de Sandoz leur avait écrit qu'il m'avait vu à Paris, et que j'étais convenu de l'avantage qu'auraient la République et la Prusse, si elles voulaient s'entendre entre elles et faire respectivement des sacrifices pour terminer la paix avec l'Empire.

« Nous sommes sensiblement affectés et bien peînés, me dit M. de Görtz, de tout ce qui se passe à Rastatt ; nous voyons les malheurs les plus grands se répandre sur l'Allemagne. Tout nous présage une rupture prochaine. En vérité, je suis désolé d'être ministre de Sa Majesté au

Congrès. Que dira le roi de Prusse lorsqu'il apprendra que nous n'avons pas pu gagner la légation française à consentir ou à se relâcher de Kastel, de Kehl, à se charger des dettes? Je vous supplie, mettez dans votre note prochaine toute la modération possible: n'exigez pas si impérativement de la Députation. Le Roi ne pourra donc pas être le médiateur entre l'Empire et la République? Il n'a pas d'autre ambition que celle de passer pour le protecteur, le soutenir, le conserver aussi puissant qu'il peut l'être. Il veut se mettre à la place de l'Empereur, qui doit donner son appui à l'Empire et qui semble l'abandonner. Cédez tous ces points. Que le Rhin serve de limite, que le thalweg soit adopté pour ligne de séparation, et je vous assure que dans quinze jours le traité sera fait. »

— « Vous voulez, lui répliquai-je, que nous cédions Kastel? Mais en abattant le fort et les fortifications adjacentes, serez-vous par là satisfait? Vous demanderez encore le territoire, et vous exigerez qu'il ne nous soit accordé aucun point, quelque petit qu'il soit, pour garantir Mayence. Vous élèverez les mêmes prétentions ou vous exigerez le même abandon pour Kehl. Ces points, dans la supposition qu'ils soient obtenus, ne vous satisferont pas encore, car s'il était nécessaire de spécifier quelques autres objets pour rendre le traité plus complet, vous élèveriez par de nouvelles observations des obstacles aussi grands que pour des points importants. Consentiriez-vous aux arrangements qui pourraient être proposés pour prévenir des ruptures entre la République batave et la Prusse? Je ne dis pas que cela soit; mais je suis persuadé que vous vous montreriez avec une opposition plus forte que s'il était question de Kastel.

« Approuverez-vous la quotité des indemnités qui pourraient être accordées à tel ou tel prince? Ne voudrez-

vous pas diriger ces indemnités et entrer dans des détails qui ne seraient propres qu'à retarder les arrangements? Enfin, si le vœu de l'Empire et les intentions de la Députation étaient de convenir de quelques points qui pussent assurer et fixer mieux son indépendance, traiter ou décider quelques questions qui jettent cette Députation et la diète dans l'embarras et occasionnent des délais lorsqu'elle désire prendre des déterminations, ne taxerez-vous pas cette opération d'entreprise de renversement d'ordre établi, de système nouveau? Répondez, je vous prie; je jugerai par votre réponse des véritables intentions que vous avez. »

— « En demandant l'abandon des points situés à la rive droite, me dit M. de Görtz, nous n'entendons pas seulement la démolition du fort de Kastel, mais encore la cession du territoire. C'est pour assurer plus d'indépendance à l'Empire que nous désirons qu'il n'y ait aucun point de contact. »

Il recommença alors les triviales observations de la « limite naturelle », de la crainte que l'Empire ne soit envahi plus facilement, que son territoire ne devienne le théâtre de la guerre, etc. Il manifesta la même répugnance d'accéder à d'autres articles non présentés, mais qui pourraient apporter quelques changements favorables aux parties contractantes.

Les trois ministres prussiens nous voient très souvent, et nous allons aussi, de notre côté, les voir assez fréquemment. Nos conférences particulières ne nous ont pas fait gagner un pied de terrain. Ce sont les mêmes obstacles, la même obstination de leur part.

Jamais embarras n'a été plus grand pour la légation française. L'Empereur ne veut pas traiter ou coopérer à la pacification. Son ministre, dans les communications des

notes, laisse toujours apercevoir une arrière-pensée et une sorte de réserve qui le met à même d'établir que dans aucun cas son consentement n'a été formel et précis.

La Prusse dit vouloir la paix et ne fait rien pour l'accélérer. Vous trouverez dans le dernier *conclusum* plusieurs conditions dictées par elle, plusieurs réserves qui ne présentent aucun intérêt pour l'Empire ; mais elles servent d'obstacles, et c'est ce que l'on veut.

La Députation n'a pas toujours et sur tous les points une majorité qui puisse rassurer sur ses opérations ; elle n'adhère aux propositions de la légation française que lorsqu'elle y trouve des avantages majeurs ou qu'elle est déterminée par la frayeur, par une impulsion étrangère, par d'autres motifs que ceux qui devraient la diriger. En admettant cependant que nous la forçons de convenir avec nous de tous les articles propres à rédiger un traité, sommes-nous sûrs que la diète de Ratisbonne, influencée par le chef de l'Empire, qui fera agir, à cette époque, avec toute l'activité que son éloignement pour la paix peut susciter, ratifiera le traité convenu ? Et alors que deviendront nos efforts en cas de refus ? Quelle sera l'issue des négociations ?

Je ne vous parle, citoyen ministre, de ces circonstances que pour vous présenter les difficultés immenses que nous avons rencontrées et que nous trouverons encore.

Je suis persuadé que dans les circonstances nous ferons convenir la Députation de beaucoup d'articles, que nous ne pourrons jamais traiter qu'avec elle, et que, si une fois nous obtenons nos points principaux, l'opinion générale de l'Allemagne, qui est le désir de la paix, nous fera passer sur les obstacles et nous amènera à des conventions de paix qui n'en auront pas moins leur effet, malgré l'incertitude de la Prusse et la mauvaise volonté de l'Empe-

reur, quoique la première, sous les dehors de bonnes dispositions, et la seconde, avec sa haine connue pour pacifier, concourent à retarder ou à en faire disparaître le moment. La diète n'osera pas s'opposer à la ratification; c'est l'Allemagne entière qui la demanderait. Comment résisterait-elle à un vœu si unanime, si puissant, si impératif?

Vous voyez que le seul plan est de continuer nos opérations. Si nous obtenons quelques succès sur notre dernière note, qui n'est que celle du 1^{er} thermidor, nous serons à même de faire le traité. Si nous éprouvons le même refus à consentir, ce que je ne crois pas, ce que je ne prévois pas, nous donnerons alors notre ultimatum d'après les dernières instructions, et nous emploierons les moyens dont il a été convenu.

Ce qui nous a engagés à ne céder sur aucun des points de cette note, c'est qu'il est manifeste que les deux puissances, la Prusse et l'Empereur, ont fait intriguer et ont cherché à influencer la Députation pour donner une réponse conditionnelle évasive à cette note, et qu'il serait impolitique, dangereux de céder sur quelques points après de semblables manœuvres, ce qui les ferait toujours employer; c'est qu'il était convenant que mon voyage à Paris ne servit pas de prétextes pour faire croire que le système de la légation était changé, que le Directoire était disposé à se relâcher des premières conditions; c'est qu'enfin nous voulons savoir quelles seront les suites de ces réclamations, de ces inquiétudes, de ce vœu des différents États de l'Empire, qui commencent à se manifester.

Je dois vous ajouter que M. Jacobi m'a dit que le citoyen Sieyès avait eu une longue conférence avec le roi de Prusse, que le roi lui avait communiqué un mé-

moire en forme de déclaration des objets qu'il désire, que ce mémoire avait été communiqué au Directoire exécutif, et que l'on ne manquerait pas de nous en informer. Je crois bien que la chose est véritable; mais en rapprochant les réflexions que je viens de vous faire du contenu de ce mémoire, je suis certain qu'il n'est question que de sacrifices à faire pour la République et d'éloignement à consentir, même sur des points peu importants à la Prusse, par cela même qu'ils avanceraient la négociation. Je suis avec respect.

51. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 8 fructidor (25 août).

Citoyen ministre,

Je vous avais annoncé, dans ma précédente lettre, que le vœu des habitants de l'Empire, pour la paix, se manifestait de toutes parts. La conduite de M. de Metternich a contribué encore à augmenter ces dispositions, et l'on nous apprend que des divers points du territoire des réclamations pressantes vont être adressées à la Députation de l'Empire. Toutes les classes d'individus se prononcent; il n'y a plus qu'un cri : *la paix!*

Les députés de quelques princes avaient déjà franchi le pas, malgré les sollicitations et les manœuvres employées pour les détourner de la démarche qu'ils voulaient faire. A présent les députés nombreux de tous les États, villes, princes et comtes, s'empressent d'imiter les premiers. Ils présentent aujourd'hui à la Députation leur mémoire, et soit que ces princes soient placés à la droite ou à la rive gauche du Rhin, ils se sont réunis pour donner plus de force à leur réclamation, pour entraîner plus facilement les membres de la Députation et concourir par là à l'accélération de la négociation.

Demain, la Noblesse immédiate fait la même démarche et, si l'on en croit quelques personnes, on assure que leur demande est rédigée dans le sens le mieux prononcé et le plus propre à entraîner la Députation.

Cette mesure, commandée, sans doute, par la crainte, l'espérance des indemnités, peut-être aussi par la haine portée aux puissances qui veulent maîtriser l'Empire, produira le meilleur effet. Elle servira d'impulsion, de levier, pour faire mouvoir cette députation, qui est sans volonté, sans but et sans plan. Elle stimulera la Prusse, qui dit à tout moment qu'elle veut la paix et ne fait rien ou s'oppose à tout ce qui peut l'accélérer. Elle déroutera l'Empereur, qui se verra forcé, lors du traité, de donner son assentiment à cet acte auquel il répugne, et qui se trouvera dans le grand embarras d'être commandé par deux grands maîtres, l'opinion publique à laquelle il n'osera pas résister, ses engagements avec Pitt ¹ et la haine qu'il porte aux Français, qu'il n'osera rompre ou étouffer.

Cette démarche, qui sera bientôt générale, jette le comte de Metternich et son parti dans une sorte de désespoir. Jamais ses diners n'ont été plus nombreux, son accueil plus affable et ses sollicitations plus actives.

Depuis ce moment, ce parti a abandonné la légation française. Des gens qui s'approchaient de nous s'en éloignent, ne paraissent plus. Le mot de *paix*, le cri de *paix* ont produit une ligne de démarcation qui nous sert beaucoup, en ce qu'elle désigne les personnes qui ne la veulent pas.

1. PITT (William), né le 28 mars 1759, deuxième fils du célèbre ministre, député en 1781, chancelier de l'Échiquier en 1782, premier lord de la Trésorerie en décembre 1783 et de nouveau chancelier de l'Échiquier. La Révolution développa la haine qu'il portait déjà à la France. Il fut l'âme

Les ministres prussiens redoublent d'efforts et envoient près de nous quelques députés pour connaître notre façon de penser, nous assurer de l'envie de la Prusse pour terminer les négociations, et du désir ardent qu'ils ont d'attribuer au roi le mérite des succès. Ce langage tenu depuis si longtemps ne produit aucun effet, ou plutôt ne ressemble pas aux démarches des ministres prussiens, qui sont toujours les premiers à s'opposer à l'admission de nos notes, qui n'ont pas encore fait un pas pour la paix et qui manifestent dans toutes les circonstances l'obstination la plus déclarée à adopter des conditions qui ne les intéressent pas ou qui peuvent faire avancer la négociation.

Ces ministres sont autant attristés que ceux de l'Empereur; ils craignent que la Députation négocie elle-même; ils sont fâchés de voir que la chose peut se terminer sans eux, sans leur intervention, et ils redoutent les reproches de leur cour de n'avoir pas eu assez d'habileté pour s'emparer de la négociation et la conduire comme elle le désirait. Leur conversation, leurs propos annoncent également l'embarras dans lequel ils se trouvent.

Le parti que nous prenons ou plutôt le cours des choses va nous servir très efficacement. La Prusse se montrera moins récalcitrante; elle se prononcera, elle agira dans notre sens et, si l'on peut s'attendre à un refus de sa part, cette conduite nous mettra à même d'établir que ses démonstrations de paix n'étaient que simulées. Nous en

des coalitions successives et forma surtout celle de 1798, dans laquelle il sut entraîner l'Autriche, la Russie et la Turquie; mais les Russes furent battus à Zurich le 25 septembre 1799, et l'expédition anglo-russe en Hollande échoua. Le 5 février 1801, au moment de la paix de Lunéville, Pitt se retira. Replacé en mai 1803, il organisa sans plus de succès une troisième coalition qui aboutit à Austerlitz. Une courte maladie l'emporta le 23 janvier 1806. Il avait dirigé pendant vingt-trois ans, presque sans interruption, avec plus de talent et de ténacité que de bonheur, la politique du cabinet britannique.

aurons plus de facilités pour traiter avec la Députation, et nous nous trouverons dans le cas de terminer plus promptement.

Je vous avais observé, citoyen ministre, dans ma dernière lettre, que la diète de l'Empire, influencée, sans doute, par le chef, refuserait sa sanction au traité de paix. Depuis ce moment, j'ai consulté quelques personnes qui m'ont assuré que la diète ratifierait sans difficulté le traité. L'assentiment général, ou le vœu unanime des peuples, est une sanction contre laquelle l'Empereur ou le roi de Prusse n'oserait pas protester.

Je dois vous faire part d'un fait qui vous fera juger du désir qu'ont les habitants de quelques pays de l'Empire de faire la paix. Lorsque M. de Metternich eut jugé à propos de tronquer le *conclusum*, les journaux de Francfort et de l'Allemagne rendirent compte de ce fait et cherchèrent à en établir la légitimité. Les murmures et les mécontentements furent unanimes. Des paysans avaient résolu de venir, au nombre de mille et plus, auprès du ministre impérial à Rastatt, pour lui demander les motifs de son refus à communiquer à la légation française le *conclusum* tel qu'il avait été pris par la Députation, et le forcer à donner l'article tronqué. Les préparatifs de guerre inquiètent ces cultivateurs ; ils veulent la paix, et nous ne doutons pas que la manière prononcée des paysans ne produise un très grand effet.

Le ministre de Wurtemberg a ordre de nous communiquer le mémoire du prince adressé à la Députation pour terminer la négociation et conclure la paix.

Voilà, citoyen ministre, l'état actuel des choses dans l'étendue de l'Empire. Vous voyez que les circonstances et les événements peuvent nous servir très efficacement. Nous en profiterons et nous espérons achever nos opéra-

tions bientôt. Nous ne négligeons aucun moyen pour répondre à la confiance et aux intentions du Directoire exécutif. Dites-lui que l'opinion ne se méprend pas sur ses vues pacifiques : ceux mêmes qui sont intéressés à les nier se trouvent obligés d'en convenir. L'odieuse de la guerre retombe sur l'Empereur, et le parti autrichien qui veut la paix propage cette opinion.

La Députation s'est assemblée hier : elle doit s'assembler encore aujourd'hui. S'il arrivait qu'elle ne répondit pas positivement sur chaque partie de notre note, nous sommes assez informés pour vous assurer que notre ultimatum entraînera la Députation.

J'ai encore une observation à vous faire. J'ai appris hier que le motif qui engageait le roi de Prusse ou ses ministres à ne pas adopter l'article des dettes : c'est qu'il y a sur les domaines du duc de Deux-Ponts près de seize millions d'hypothèques, charge qu'on tait soigneusement à présent, que l'on voudrait faire passer sur la République. Ce sont des motifs particuliers et semblables qui dirigent la Prusse dans son obstination. Les propriétés du prince sont évaluées à dix-huit millions.

Nous vous transmettrons encore quelques questions, qui naissent du moment ou des circonstances, à résoudre ; nous vous prions de nous envoyer au plus tôt votre réponse.

Salut et respect.

P.-S. — J'apprends en ce moment que le mémoire des députés des princes et États contient une phrase à peu près conçue de cette manière : « Et s'il arrivait que le vœu des commettants des soussignés pour la paix ne pût pas déterminer la Députation, ils déclarent qu'ils feront leurs efforts pour déterminer une puissance prépondé-

rante, afin de les aider dans ce travail. » Ces expressions ou ce sens ont été inspirés par les ministres prussiens pour prendre acte, s'il faut le dire, de leur démarche pour prouver que le roi de Prusse est cette puissance, et que c'est par leurs efforts que les députés l'ont choisi.

Je vous le répète, le roi de Prusse ne cherchera à accélérer la paix, à y contribuer, à paraître y concourir, que lorsqu'il saura que nous pouvons nous passer de lui ; nous agirons toujours dans ce sens pour le faire avancer.

Salut et respect.

52. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 10 fructidor (27 août).

La Députation, mon cher Treilhard, est assemblée aujourd'hui pour délibérer sur notre note du 5 de ce mois, et nous avons la presque certitude que le résultat sortira le 12. Mais nous n'aurons point d'accession du ministre impérial, qui, dans la transmission de notre note à la Députation, a stipulé formellement « sauf la réserve exprimée ».

Nous sommes parvenus à déterminer plusieurs des députés particuliers à faire des remontrances à la Députation. Cette démarche peut avoir du succès; elle en aurait davantage s'ils l'eussent faite comme je l'avais conseillé à plusieurs d'entre eux et comme quelques-uns l'ont senti, c'est-à-dire privativement à l'égard du Congrès et non concurremment entre lui et la légation française. Quoi qu'il en soit, ils requièrent la Députation de faire tout ce qui, dans la position actuelle et critique des choses, pourra mener à l'amélioration de la paix entre l'Empire et la République, et de « donner place sans empêchement à une condescendance conciliable avec leurs devoirs et

proportionnée aux circonstances qui deviennent toujours plus pressantes ».

Ces expressions peuvent influencer sur la délibération, et j'espère encore que nous ne serons pas obligés de donner notre ultimatum. Le cas arrivant contre mon attente, nous aurons à vous consulter pour que notre opération soit aussi directe et aussi précise qu'elle doit l'être.

Observe bien, mon ami, qu'après cela nous n'en serons guère plus avancés, si nous ne trouvons le moyen d'éviter la sanction impériale et de forcer la ratification de la diète de Ratisbonne. Les équivalents à l'Autriche pour notre agrandissement conformément au traité, la communication entière avec la Prusse, tout le mal, tout l'embaras est dans ces deux points, et la décision de la Députation n'aura point levé la difficulté.

Tous les journaux ont répété d'après les feuilles allemandes que j'étais à Paris pour obtenir de nouvelles modifications ¹. Voici l'effet que ces inepties autrichiennes produisent ici. On ne croit pas que je sois parti, puisque l'on me voit tous les jours; mais on croit que vous remettez l'affaire en question, et l'on ne se presse pas d'avancer. Les journaux français qui répètent ces sottises arrivent à point nommé hier, et spécialement l'*Ami des lois* qui, paraît-il, dit m'avoir vu et nous savoir assemblés. Juge, toi qui connais ce pays, de l'effet que l'intrigue en tire. J'attendrai le résultat des notes pour écrire au ministre; jusque-là je ne pourrais que retomber dans des redites.

Je te salue, mon ami, et t'embrasse de tout mon cœur.

1. « Paris, 6 fructidor. Le ministre plénipotentiaire Jean Debry est arrivé à Paris. On assure qu'il apporte au Directoire la nouvelle que la Députation de l'Empire insiste à conserver Ehrenbreitstein dans l'état où se trouve actuellement ce fort, et que le gouvernement délibère en ce moment sur le parti à prendre » (*Moniteur* du 7 fructidor). Le même journal démentit cette nouvelle le 9.

Ayez un bon plan de finances, et vous ferez la loi à tous ces ennemis du nom français.

Tout à toi. Ton ami pour la vie.

53. — NOTE DE JEAN DEBRY

10 fructidor (27 août).

Le ministre Jean Debry n'a point quitté Rastatt, ainsi que plusieurs journaux de Paris l'ont répété d'après les feuilles allemandes intitulées *Journal de Francfort* et *Journal de Deux-Ponts*. Jamais il n'a été question à la légation française de provoquer une semblable démarche, tout au moins inutile.

Quel a donc pu être le but de cette nouvelle, redite avec une sorte d'affectation? Le voici. Chaque fois qu'une décision quelconque relative à la paix doit avoir lieu, les feuilles *véridiques* que nous venons de citer ne manquent pas de lancer une des mille impostures de leur magasin. Ainsi, dans la circonstance actuelle, il leur a paru utile d'insinuer malgré l'évidence que la légation française avait besoin d'un supplément d'instructions et d'autorisations pour traiter définitivement. d'où le prétendu voyage du citoyen Jean Debry. Assurément on ne croit point cette fable à Rastatt, puisqu'on l'y voit tous les jours; mais il reste toujours de ces bruits quelque doute dont on se sert pour engager les membres de la Députation à délayer, à temporiser de nouveau. S'il n'est point parti, ils ont écrit, et dans cet intervalle l'on espère voir arriver enfin, soit au dedans, soit au dehors, l'un de ces événements qui coûtent *si cher* à préparer et qui se font si longtemps attendre.

Le *Journal de Francfort* s'imprime avec privilège de Sa Majesté impériale.

54. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 11 fructidor (28 août).

Citoyen ministre,

C'est après deux délibérations successives que nous nous sommes déterminés à vous adresser la lettre de ce jour. Nous vous devons ces observations d'après la connaissance que nous avons de l'état des choses ici et de la répugnance du gouvernement français à reprendre les armes pour les points qui sont en litige. Il m'est démontré que nous ne pouvons espérer de succès de notre ultimatum à donner qu'avec quelques modifications sur les dettes et une explication sur l'article relatif aux émigrés (le VI^e des 18 fameux articles). Je suis persuadé qu'avec ces modifications nous avons tout lieu d'espérer sur l'obtention de Kastel, de Kehl et de l'île Saint-Pierre. Une lettre très précise du général Joubert insiste fortement sur l'occupation de quelques points sur la droite qui fassent l'équivalent des points militaires que l'Autriche tient en Italie, et qui empêchent la Prusse de menacer le Bas-Rhin, la Hollande et par suite les Pays-Bas et la Flandre, tandis que nous n'aurions aucun débouché sur le Weser et sur l'Elbe, où il faudrait pouvoir la frapper avant qu'elle vienne nous entamer. Ces considérations me paraissent mériter une sérieuse attention.

Peut-être, quant à moi, me serais-je résolu à exposer toute ma responsabilité pour agir d'après ce qui me serait évidemment démontré être le plus utile à la République, si je ne voyais des motifs suffisants pour que l'intervalle de dix jours qui doit s'écouler entre notre lettre et la réponse du gouvernement soit suffisamment rempli. Je vous prie instamment, citoyen ministre, de ne nous pas

laisser attendre votre réponse. Nous ne pouvons plus parler avec le ton qui nous convient que dans un ultimatum, et il ne faut pas qu'un délai sensible en atténue l'effet. Nous aurons ensuite à faire décider l'Autriche, l'Empereur ou la Prusse; mais c'est une question séparée et dont la solution tient aux réflexions que nous vous avons faites dans nos précédentes lettres. Il y a maintenant fort peu de rapprochements entre les membres accrédités ici et la légation française. Un acte de vigueur peut tout ramener.

Salut et respect.

55. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 11 fructidor (28 août).

Citoyen ministre,

La démarche que je vous avais annoncé devoir être faite par la Noblesse immédiate, les agents et députés des princes, auprès de la Députation de l'Empire pour l'inviter à accélérer les négociations, a réellement été faite; mais il s'en faut bien qu'elle ait été effectuée comme nous avions lieu de nous y attendre. La Prusse et l'Autriche, qui sentaient bien qu'elle devait nécessairement ébranler, décider quelques membres de la Députation, ont su en affaiblir, en atténuer l'effet, en faisant glisser à la fin du mémoire une phrase qui semblait annoncer que la démarche était autant dirigée envers la légation française qu'auprès de la Députation.

Justement indignés de la faiblesse de ces députés et de leur mollesse en se prêtant à tout ce qui peut retarder la négociation, nous n'avons pu nous empêcher de faire sentir à la plupart que leur condescendance à prendre un parti qui n'était pas celui qu'ils avaient adopté était une preuve de leur mauvaise foi, de leur intention à retarder la paix, de leur connivence avec les ennemis de la Répu-

blique, ne pouvant supposer une faiblesse aussi grande. Mais l'effet n'en a pas moins été produit, et malgré ces représentations, nous n'avons pu obtenir que la démolition du fort d'Ehrenbreitstein sans condition, rapport qui nous a été fait, très vraisemblable et dont nous ne pouvons pas garantir la certitude, objet néanmoins important. La Députation a persisté dans son refus de relâcher Kastel et Kehl, refus vivement sollicité, exigé de la Prusse et de l'Autriche.

Cette dernière victoire va nous forcer à donner notre ultimatum : mais permettez-moi de vous faire particulièrement quelques observations. Kehl et principalement Kastel sont des points de la plus grande importance pour nous. En consentant à la démolition des forts, article qu'il faudra absolument céder, il n'est pas indifférent de conserver le territoire ou de le relâcher. Kastel surtout est un point si important à l'égard de la Prusse qu'elle pourrait facilement nous attaquer par la Hollande et par Wesel, si nous n'avions pas la facilité de nous porter par ce point sur ses États méridionaux. C'est de là que, nous rendant en très peu de temps sur son territoire, nous la forçons à une diversion, mesure qui affaiblit ses efforts sur les frontières de la République batave ou qui la force à ne rien tenter. Cette facilité d'aborder son territoire force donc cette puissance à maintenir la paix, à ne pas être agressive, à conserver elle-même la tranquillité dans le nord.

L'empressement du Directoire exécutif à faire la paix l'a engagé à passer même sur le territoire de Kastel, à en consentir la cession, persuadé que cette générosité déterminerait plus facilement la Prusse et l'Empire. Il n'est plus douteux que cette puissance ne veuille pas mieux la paix que l'Autriche. Elle élèverait toujours d'autres diffi-

cultés, et les négociations n'en iraient pas plus vite pour cela.

J'ai cru devoir faire ces observations pour que le Directoire exécutif examine plus particulièrement cette question. Il nous fâche de céder sur un point aussi important que celui de Kastel, dont le territoire, une fois entre les mains de l'Empire, pourrait devenir un point d'attaque contre Mayence et un sujet de crainte continuelle, persuadés que la Prusse commencerait toujours les hostilités de ce côté-là.

Ce territoire est donc de la plus grande importance, et si le Directoire exécutif persiste à ce que nous donnions un ultimatum, je pense qu'il faudrait, du moins, se le réserver. Cette possession vous maintient la tranquillité sur vos frontières du nord, et en se relâchant, on ne nous accordera pas pour cela d'autres points qui sont moins importants.

Nous vous faisons passer, citoyen ministre, une lettre où nous vous prions de nous diriger sur notre ultimatum, et pour avoir la solution de quelques difficultés et le véritable point où nous devons nous prononcer sur les dettes et sur l'émigration. Rien n'est plus urgent que votre réponse. Vous pensez bien que les délais qui pourraient être apportés dans l'intervalle de la communication du *conclusum* à l'ultimatum ne pourraient que tendre à faire déconsidérer la légation française, à donner espoir à nos ennemis et à leur faire croire que la temporisation est un moyen assuré d'avoir des conditions plus avantageuses.

On vient de nous dire que l'on arme en Bohême et qu'on exerce des troupes et des milices, ce qui prouve que le plan du cabinet de Vienne est de commencer les hostilités et de tenter une guerre aussi opiniâtre que la précédente.

La Prusse ne met de l'obstination à empêcher la cession de l'île de Saint-Pierre que parce qu'elle veut en faire une condition pour avoir l'île, qui est en face de Wesel.

Les ministres prussiens, qui avaient sollicité, dans le principe, la médiation du roi, ont été les premiers à recommander aux députés de n'en pas parler. C'est qu'au premier moment, ils craignaient que cette mesure ne produisit un effet contraire à leurs vues, et que, s'étant assurés d'une majorité dans la Députation pour rejeter les articles de la légation française, elle devenait inutile.

Les ministres prussiens crient actuellement avoir donné l'idée de creuser un canal pour séparer Kastel.

Les députés de Francfort et d'Augsbourg votent toujours dans le sens de l'Autriche.

Ci-joint la note que vient de me remettre mon collègue Jean Debry.

Salut et respect.

[A la dépêche ci-dessus, était jointe la note suivante de Jean Debry :]

L'on dit à Rastatt : 1^o Que la Bohême est remplie de troupes, de camps et d'exercices ;

2^o Qu'un courrier parti de Vienne est arrivé à Londres ; qu'aussitôt il s'était tenu un conseil secret chez le roi ; que l'objet de cette dépêche est le renouvellement d'une coalition contre la République entre l'Autriche, l'Angleterre, la Russie, la Suède, Naples et la Turquie ;

3^o Qu'un courrier est parti de Vienne pour Paris, porteur de dépêches, dans lesquelles on demande au gouvernement français une réponse nette et précise aux trois questions suivantes :

a) Le gouvernement de la République entend-il exécu-

ter littéralement et ponctuellement le traité de Campo-Formio ?

b) Garantit-il qu'il ne sera fait, de la part de la France, aucune entreprise contre Naples et la Toscane ?

c) Veut-il faire cesser la tutelle dans laquelle il tient les Républiques suisse, batave, cisalpine, et ôter tout sujet d'inquiétude relative au changement de l'état politique des Grisons ?

L'on affecte également d'exagérer les sujets de plainte qui peuvent donner à des habitants de la rive gauche les exactions de quelques subalternes français, et d'en inférer que la République ne veut pas les garder, puisqu'elle les distingue d'une manière aussi odieuse des autres citoyens français.

56. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 11 fructidor (28 août).

Nous en sommes, mon cher Treilhard, au point de donner notre ultimatum, mais pour cela notre situation ici nous oblige de vous consulter et d'obtenir une réponse *prompte et précise*. Nous exposons nos questions succinctement au ministre, et je te prie instamment de le mander sur-le-champ et d'arrêter sans le moindre retard la solution que nous vous demandons. Nous aurons, dans trois ou quatre jours, en réponse à notre note du 5, la démolition d'Ehrenbreitstein, aussi détachée de conditions qu'il se puisse, mais rien de plus. Il n'y a donc qu'un ultimatum qui puisse nous tirer de là : il ne faut donc pas que son succès avorte. De ma part, j'aurais pris volontiers sur ma responsabilité ; mais puisque nous pouvons compter sur une dizaine de jours sans que l'affaire paraisse cheminer, il vaut mieux que nous ayons votre assentiment, d'autant qu'en donnant sur les articles rela-

tifs aux dettes et aux émigrés de Mayence des explications que je crois justes, nous pouvons, selon moi, nous relâcher moins que nous n'y sommes autorisés et prétendre à la conservation de Kehl, de Kastel et de l'île Saint-Pierre. Observez qu'il n'est plus question d'un canal à tirer du Mein au Rhin, au-dessus de Kastel. Cette insinuation de pure conversation n'a plus été relevée, et assurément elle serait très déplacée à faire de notre part. Je t'en prie, tâche qu'il nous soit fait réponse courrier par courrier. Je te salue et je t'embrasse.

57. — JEAN DEBRY A LAHARPE

Rastatt, 12 fructidor (29 août).

Citoyen directeur,

Loué soit le génie de la liberté ! Nous sommes dans toute la force du terme frères et amis. Que les rois en pâlisent ou que notre union les fasse rentrer chez eux ! Je regarde l'alliance entre la Suisse et la France comme un des plus mémorables événements de la Révolution. Je vous félicite de commencer une carrière suprême par un pareil acte : il marquera dans vos fastes et dans les nôtres. Nous n'abandonnerons jamais la Suisse. Ces sentiments, qui ne seraient que des vœux chez une nation sujette, acquièrent un autre poids lorsqu'un membre actif du souverain les manifeste. Je me ferai gloire et devoir de les proclamer en quelque place que je me trouve, et je tiens tellement à ce qu'ils prennent une inébranlable consistance que, si je n'étais retenu ici par le grand acte auquel j'espère encore concourir, je demanderais sur-le-champ à être envoyé chez vous, persuadé que le choix du ministre français ne peut pas être indifférent dans la circonstance actuelle. Le plaisir de vous voir entrerait aussi

pour beaucoup, n'en doutez pas, dans le désir que je formerais ; mais de manière ou d'autre, je me le procurerai. En attendant, je vous prie instamment d'y suppléer par votre intéressante correspondance.

Nous sommes ici en panne, mais ça ne peut pas durer. Il paraît que ce n'est pas vous qui avez été l'instituteur du père de votre élève ¹.

Je vous salue, citoyen directeur, et vous prie de recevoir et de présenter à M^{me} Laharpe les civilités respectueuses de ma famille et de moi.

58. — JEAN DEBRY A MERLIN

Rastatt, 12 fructidor (29 août).

Cette lettre, mon cher Merlin, t'arrivera, je l'espère, après la délibération du Directoire sur celle que nous lui avons adressée hier. Rien n'est plus instant que de nous faire parvenir votre réponse ; une explication sur des points tels que celui des dettes et de l'émigration nous donnera toute la latitude nécessaire pour tâcher de conserver Kastel et l'île de Saint-Pierre, et si, après avoir employé les conférences intimes pour préparer le succès de notre ultimatum, il se trouvait rejeté, nous serions alors dans la position la plus favorable pour justifier notre reprise d'armes aux yeux de l'Europe. Cette justification serait entendue des armées allemandes et du peuple, et je suis sûr qu'avec une grande modération, une justice sévère et la garantie sacrée des droits que nous rendrions aux opprimés, l'expédition à laquelle on nous aurait forcés serait suivie du succès le plus complet. Il ne serait pas aussi difficile qu'on le pense alors de donner à la

1. L'élève en question était le tsarévitch Alexandre, fils de Paul I^{er}, et dont Laharpe, choisi par Catherine II, avait été le précepteur.

Russie une secousse à laquelle on ne s'attend pas. La barbarie et l'ignorance du peuple, les regrets secrets des grands, la jalousie de Moscou et les intrigues d'une cour qui n'a de la civilisation que la dépravation, tout y contribuerait. A quoi a-t-il tenu que Sophie, en précipitant le czar Pierre, n'ait renfoncé cet État, qui ne demande pas mieux, dans les ténèbres de l'ignorance et de la nullité politique ¹ ? Ce qui a manqué une fois peut réussir une autre, et certes quand on voit ce que sont, pour le malheur du genre humain, des instruments aveugles et féroces dans les mains d'un pouvoir essentiellement corrompu, qui peut dire que ce ne soit pas pour servir les intérêts de l'humanité, que de faire passer les lumières graduellement et sans violence sur tous les points du corps politique, au lieu de les concentrer sur des gouvernants sans vertu et sans principes, pour qui elles ne sont qu'un moyen de plus de destruction et de tyrannie ?

Laharpe m'a fait savoir que le traité d'alliance offensive et défensive entre les deux Républiques était ratifié à Aarau. Je m'en réjouis de tout mon cœur ; c'est une bataille gagnée sur l'Autriche. Oh ! ne négligeons rien pour en conserver les fruits ! Si une fois le peuple suisse met son opinion à la sanction du traité, ce sera pour nous la plus indomptable avant-garde placée contre la tyrannie devers le Tyrol et la Souabe. Le ministre du gouvernement dans ce pays pauvre, au milieu d'une population

1. A la mort de son frère, le tsar Fédor III, en 1682, Pierre le Grand, alors âgé de dix ans, avait été placé sur le trône au détriment de son autre frère Ivan et de sa sœur Sophie, tous deux ses aînés. Sophie excita une révolte des Strélitz et se fit admettre avec Ivan au partage du pouvoir ; mais en 1689, Pierre, comprimant un nouveau soulèvement de cette milice, demeura seul maître et fit emprisonner sa sœur.

2. Ce traité, signé à Paris le 2 fructidor (19 août), avait été ratifié le 7 (24 août), à Aarau, siège provisoire du Directoire helvétique, par le Grand Conseil et le Sénat.

fière, mais confiante, peut y opérer ou beaucoup de bien ou beaucoup de mal. Bassompierre, qui sûrement n'était pas un génie, en fit tout ce qu'il voulut le siècle dernier ¹. Je suis, au reste, très content des sentiments expansifs que le directeur Laharpe, lequel a beaucoup d'influence sur ses compatriotes, me témoigne à cette occasion. Je ne négligerai pas de l'entretenir dans cette façon de voir et de calmer de temps à autre sa tête suisse, honnête, instruite, mais un peu ombrageuse.

A revoir, mon ami, j'attends avec la plus vive impatience une décision de vous qui remette à flot notre vaisseau, qui est à la bande. Si j'avais été seul ou même avec Roberjot, peut-être aurais-je pris sur moi de consulter plutôt la connaissance du terrain sur lequel nous marchons, la pureté de mes intentions et de mon zèle, que vos dernières dispositions. Mais puisque nous pouvons couler un intervalle de huit jours sans grand inconvénient, il est infiniment plus régulier que, dans une affaire de cette importance, notre ultimatum ne soit que l'expression textuelle de notre volonté éclairée.

Les maudits journaux allemands et français qui me font voyager, qui nous bercent de nouvelles affreuses comme ils assomment certains impériaux, tels que le comte Stadion, Lehrbach, Metternich, etc., de flagorneries ridicules, nous font un mal effroyable. L'opinion est sans cesse vacillante; c'est l'état d'un homme qui fait un mauvais rêve.

Je te salue et t'embrasse. Compte sur mon inviolable attachement.

1. Bassompierre (le maréchal de), envoyé extraordinaire de Louis XIII aux Liges grises (Grisons) (12 décembre 1625-26 février 1626), à l'occasion de la fameuse affaire de la Valteline. V. Ed. Rott, *Histoire diplomatique*, etc., t. III, p. 920 et sq.

59. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 15 fructidor (1^{er} septembre).

Le *conclusum* pris par la Députation de l'Empire, sur nos notes des 1^{er} thermidor et 26, 3 et 5 fructidor, nous a été communiqué hier par M. de Metternich, c'est-à-dire le surlendemain du jour de la remise qui lui en avait été faite par la Députation ¹.

Nous pensions qu'il aurait apporté dans la communication officielle cette lenteur qu'il avait mise lorsqu'il s'était décidé à retrancher de son propre gré la réponse de la Députation à l'article 3 de notre note du 1^{er} thermidor. Cette promptitude à nous la transmettre officiellement nous a fait conjecturer qu'il avait reçu des ordres positifs du cabinet de Vienne, pour ne pas arrêter par des prétextes aussi légers la communication du vœu de la Députation.

Mais en se pressant de nous le faire parvenir, il a continué d'exprimer ses réserves sur la réponse à l'article 3, mesure qui serait vraisemblablement celle qui aurait été continuellement employée, s'il n'avait reçu un courrier, hier au soir, après la remise de la note, qui lui a apporté une dépêche dont le contenu exprime le mécontentement du cabinet de Vienne sur le parti qu'il s'était permis de prendre.

Son grand embarras en ce moment est de savoir s'il

1. 14^e note de la Députation de l'Empire (31 août-14 fructidor) : « Le plénipotentiaire impérial répond que la Députation a donné dans son avis son assentiment à la démolition des fortifications d'Ehrenbreitstein, et de concert avec cette Députation, il demande à la légation française des explications précises sur les dettes et autres points auxquels elle n'a pas encore répondu, et notamment sur les propriétés particulières des absents et émigrés de la rive gauche du Rhin. Le plénipotentiaire impérial se réserve de nouveau de s'expliquer sur l'avis de la Députation concernant Ehrenbreitstein. »

doit exprimer son adhésion par un acte particulier, puisque le *conclusum* a été transmis, ou s'il doit l'énoncer au prochain *conclusum*. Nous attendons qu'il ait pris une résolution. Dans tous les cas, elle lèvera une difficulté majeure qu'il allait faire naître par la conduite qu'il a tenue.

Nous sommes encore à conjecturer sur les motifs qui ont décidé la cour de Vienne. Les plus vraisemblables sont qu'elle n'ignorait pas le mécontentement de l'Empire, qu'elle savait la démarche faite par les députés des princes et États pour solliciter la Députation de l'Empire à accélérer la négociation, qu'elle était instruite de l'opinion qui règne en Allemagne, que le chef de l'Empire est le seul qui se refuse à la paix.

Nous attendons avec impatience les réponses que nous vous avons demandées aux questions énoncées dans notre dernière dépêche, pour donner notre ultimatum. On s'attend, on croit que nous ne tarderons pas à l'adresser à la Députation. Il est certain qu'il accélérera la conclusion du traité. La Députation n'attend que cet acte de notre part pour avoir une raison plausible d'accélérer et de consentir à d'autres conditions qu'elle n'oserait admettre.

J'ai vu ces jours-ci les ministres prussiens : c'est toujours le même langage pour la paix et la même conduite pour l'éloigner. M. Jacobi m'a promis de me communiquer un mémoire du citoyen Sieyès dont il a copie, où sont énoncés les sacrifices que nous faisons dans le cas de paix, suivi des conditions ou moyens de traiter définitivement. J'ai lieu de croire que vous connaissez ce mémoire. Sans convenir que j'ignorais moi-même ce qu'il contenait, j'ai demandé à M. Jacobi de me le communiquer ; je dois le recevoir aujourd'hui.

Le mouvement de nos troupes contribue beaucoup à décider quelques membres de la Députation.

J'ai tous les jours la visite du député de la République batave, qui réclame une portion de territoire qui est le long de l'Ems. A l'en croire, rien ne serait plus convenable et plus juste que de faire consentir à la Députation de l'Empire la cession du territoire qui est à la rive gauche de l'Ems et à la droite de la Lippe. Si cette réclamation avait lieu et qu'elle fût communiquée à la Députation, elle retarderait nécessairement la négociation, et je sens qu'elle doit être mise de côté; mais je ne sais que répondre à ses pressantes sollicitations; il s'adresse à moi comme ministre plénipotentiaire à La Haye ¹.

Salut et respect.

Nous vous adresserons par le courrier de demain le *conclusum*.

60. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 18 fructidor (4 septembre).

Citoyen ministre,

Vous avez reçu à présent la dernière dépêche que nous vous avons adressée en commun, où vous avez trouvé le *conclusum* pris par la Députation de l'Empire. Vous avez vu que nous avons gagné deux points très importants, celui de la démolition du fort d'Ehrenbreitstein purement et simplement, et l'offre faite par la Députation de démolir les forts de Kastel et de Kehl.

N'ayant pas reçu la réponse à la dépêche où nous vous propositions quelques questions à résoudre afin de donner

¹. Roberjot restait, en effet, titulaire de ce poste, géré en son absence par le secrétaire de la légation.

notre ultimatum, nous nous sommes trouvés obligés de préparer une note dont vous avez reçu une copie 1.

C'est dans cet intervalle que M. de Metternich a reçu son courrier qu'il avait envoyé extraordinairement à Vienne ; il était porteur d'une dépêche de son cabinet qui blâme la mesure qu'il a prise de refuser son adhésion aux deux derniers *conclusum*, en lui prescrivant de manifester sans délai à la légation française son assentiment aux articles consentis par la Députation sur lesquels il avait apporté ses réserves et en quelque sorte ses protestations.

Nous avons reçu cet acte hier au soir 17, que nous ne manquerons pas de vous transmettre, lorsque la traduction de cette pièce sera achevée 2. L'effet qu'a produit cette dépêche sur les ministres impériaux, prussiens et députés voués à l'Autriche est difficile à rendre. Ce pas rétrograde fait juger à tout le monde que l'Autriche se trouve très embarrassée, et qu'avec ses préparatifs de guerre, elle est probablement très rapprochée de consentir à la paix. Cette circonstance nous a mis dans le cas de conserver la même attitude, et c'est encore un motif de plus qui nous a engagés à présenter notre dernière note en déclarant persister à nos demandes précédentes.

La Députation de l'Empire est abattue de ce coup imprévu. Elle a l'adresse de jeter sa consternation sur notre dernière note ; mais on n'est pas dupe de cette petite ruse.

1. 15^e note de la légation française (15 fructidor-1^{er} septembre) : « La légation française accepte le consentement pur et simple de la Députation à la démolition des fortifications d'Ehrenbreitstein, et persiste à demander la cession de Kehl, Kastel et appartenances de l'île Saint-Pierre. Elle persiste aussi dans ses autres propositions et déclarations et demande une réponse catégorique et prompte. »

2. Note du ministre plénipotentiaire impérial (3 septembre-17 fructidor) : « Le plénipotentiaire impérial informe la légation française qu'il vient de donner son adhésion au consentement que la Députation avait donné, sous des conditions inséparables de son assentiment, à la démolition des fortifications d'Ehrenbreitstein. »

Nous avons lieu d'espérer que nous obtiendrons purement et simplement la cession de l'île de Saint-Pierre, avant votre réponse.

C'est ici que je dois vous faire part des manœuvres des ministres prussiens pour engager la Députation de l'Empire à refuser ce que demande la légation française. Ce sont eux qui piquent l'amour-propre des membres de la Députation, en leur disant que nous sommes insatiables, que plus on nous accorde, plus nous exigeons, que notre fermeté est un plan bien établi de notre part de mener par la fêrule cette Députation, et qu'aux yeux de l'Allemagne elle a perdu toute considération.

Cette manœuvre commençait à produire quelque effet ; mais nous avons cherché à en empêcher les suites en conférant avec quelques membres, en les assurant de notre désir à accélérer la paix, en leur témoignant toute la considération que nous leur devons, en leur donnant l'assurance que nous sommes très prêts à terminer et à conclure la paix. M. d'Albini surtout était celui qu'ils avaient le plus enflammé ; il se croyait déshonoré ; mais nous avons ranimé ses espérances en lui disant que si la Députation consent à quelques-uns des articles que nous lui avons présentés, mais surtout si elle cède l'île de Saint-Pierre, elle aura lieu d'être satisfaite des moyens de rapprochements et de conciliation que nous avons à lui présenter.

L'Autriche semble rester passive ; cependant les repas se sont multipliés, l'accueil a été plus grand, les dehors sont plus affables. Cette conduite n'est pas sans but.

Nous n'avons encore reçu aucune lettre du citoyen Sieyès. Il est trop habile pour se laisser éblouir et entraîner par les témoignages de bonne volonté de la Prusse

pour accélérer la paix. Dans ce cas, le cabinet de Berlin se trouve plus franc que ses ministres.

Nous suivrons de point en point les avis et les instructions que vous nous donnez dans votre dernière lettre. Il est bien certain que la Prusse peut nous aider beaucoup, et qu'il est de l'intérêt de la République de se rapprocher de cette puissance, n'aurait-on d'autres motifs que ceux de jeter l'odieux sur le chef de l'Empire.

Vous devez être bien persuadé que nous ne faisons jamais remarquer aux ministres prussiens notre doute sur les dispositions qu'ils affectent de nous manifester ; mais notre conduite doit leur prouver que nous ne sommes pas dupes de tout ce qu'ils nous disent.

Vous voyez néanmoins que nous avançons à grands pas, et qu'en ballottant ainsi les deux puissances, en faisant espérer à ceux qui suivent notre cause des indemnités proportionnées au service qu'ils nous rendent, en pressant vivement la Députation, en l'intimidant quelquefois, en lui faisant insinuer qu'elle peut tout, qu'elle répond au vœu de l'Allemagne, qu'elle se couvre de gloire, nous faisons quelques progrès, et que nous nous mettons dans le cas de conduire la négociation à l'heureux point où tous devront trouver un intérêt de terminer.

Salut et respect.

Nous nous réunissons aujourd'hui avec les ministres des Républiques et quelques amis de la nation française, pour célébrer l'immortelle journée du 18 fructidor, journée reconnue par les ennemis de la liberté, en Allemagne, utile, efficace et propre à consolider la République, journée mieux appréciée dans l'étranger et qui sera reconnue plus nécessaire dans quelques années.

PARTIE IV

CONCESSIONS DE LA FRANCE

Nécessité de conserver Kastel à la France. — Articles déplacés du *Moniteur*. — Les exigences du Directoire relativement à la possession de points fortifiés sur la rive droite sont en contradiction avec le traité de Campo-Formio. — Pamphlets irritants. — La Députation déclare consentir à la cession de l'île Saint-Pierre contre la restitution de Kehl, de Kastel et du fort de Mars. — Continuelles intrigues des ministres prussiens. — Divergences apparentes entre Metternich et Lehrbach. — « Observations conjecturales » de Jean Debry. — La légation française fait des concessions ; elle renonce aux fortifications de Kehl et de Kastel, consent à ce que les dettes communales demeurent à la charge des pays cédés, et déclare que, moyennant la cession de l'île Saint-Pierre, les lois sur l'émigration ne seront pas applicables aux pays non encore réunis. Elle refuse le retrait des troupes françaises cantonnées sur la rive droite.

Nouvelle du désastre d'Aboukir et de l'entrée des Français au Caire. — Les Allemands se réjouissent de l'éloignement de Bonaparte qui augmente leurs chances de succès. — L'interdiction d'un journal par l'Empereur porte atteinte aux droits souverains des princes. — Rapprochement marqué des ministres prussiens. — Note conciliante de la Députation. — Jalousie réciproque de l'Autriche et de la Prusse. — Les ministres de cette dernière puissance réclament l'île de Buderich et se targuent des services qu'ils prétendent avoir rendus à la cause de la France.

61. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 19 fructidor (5 septembre).

Citoyen ministre,

Je ne vous ai point écrit depuis le 11, attendu que la réponse du gouvernement à la lettre de la légation du 12 pouvait seule donner une direction plus précisée à notre

affaire. Nous l'attendons : peut-être l'aurons-nous aujourd'hui. L'on avait beaucoup exaspéré la Députation à l'occasion de la note par laquelle nous acceptions la démolition pure et simple d'Ehrenbreitstein, en insistant sur tous les autres points de nos notes précédentes. Les insinuations qui ont été faites, les inductions que l'on tirait de notre opiniâtreté à ne rien relâcher, ont été, à ce qu'il paraît, l'ouvrage de la légation prussienne, qui veut absolument nous arracher Kastel. Nous avons cherché à présenter la chose sous son vrai point de vue dans quelques conférences que nous avons eues spécialement avec M. d'Albini, que l'on avait fort échauffé. Nous lui avons fait voir qu'en laissant deviner que la condescendance de la Députation sur des points qui nous intéressaient beaucoup serait le prix et le gage de celle que pourrait avoir le gouvernement français sur d'autres points litigieux, c'était lui indiquer suffisamment ce qu'elle avait à faire ; que sa note ne changeait rien à la réponse faite à celle du 1^{er} thermidor, hormis la soustraction du *sine qua non*.

Dans le fait, citoyen ministre, ayant présenté au gouvernement nos réflexions sur les points à demander ou à céder en définitif, il était impossible que nous nous avançassions davantage, puisqu'alors il se pouvait que nous eussions cédé ce sur quoi il nous serait commandé d'insister, et insisté pour deux objets dont il nous serait permis de nous relâcher. J'espère que la Députation, qui doit voter après-demain, aura entendu raison : peut-être obtiendrons-nous l'île de Saint-Pierre ; alors pourrions-nous traiter le surplus sans ultimatum ; mais si nous comptons, comme nous le devons, l'opinion pour quelque chose, l'opinion que, jusqu'ici, malgré nos demandes sur la droite, nous avons eue pour nous, il est indispensable que nous cédions de notre côté. Je ne vous redirai point

toutes les raisons qui doivent y engager le gouvernement : elles sont exposées dans la lettre de la légation du 12, et d'ailleurs les pièces dont Roberjot fut le porteur nous ont prouvé qu'il les avait senties. Il ne s'agit que d'appliquer notre condescendance à ce qui peut le plus faciliter la négociation : c'est sur quoi nous attendons impatiemment votre réponse.

Depuis environ dix jours, la Prusse semble nous *bouder*; effet ordinaire d'une conduite tortueuse, de n'être content de rien et surtout de se cabrer, lorsque l'on craint de voir marcher une affaire sans une intervention qu'on avait jugée aussi nécessaire qu'on l'employait peu.

L'ordre envoyé par le cabinet de Vienne au commissaire impérial de donner son adhésion à l'article soustrait du *conclusum* prouve, sinon son intention pacifique, au moins son impuissance actuelle.

Nous sommes toujours dans la même situation avec cette légation; il est difficile qu'elle change, au moins de quelque temps.

Salut et respect.

62. — JEAN DEBRY A JOSEPH BONAPARTE

Rastatt, 21 fructidor (7 septembre).

Je viens d'apprendre, mon cher Buonaparte, par une lettre écrite à ma fille aînée, que vous vous étiez présenté chez moi à Paris, croyant, ainsi que l'ont annoncé les journaux, que j'y étais arrivé. Je me hâte de vous détromper; j'ai trop à cœur que vous me conserviez votre estime pour vous laisser penser que j'irais à Paris sans vous voir. Assurément vous ne me devanceriez pas et, quelque peu de temps que j'y fusse, il faudrait que votre porte fût décidément fermée, pour que j'en partissem sans vous

embrasser. Ce sentiment, que vous m'avez inspiré, est vrai, croyez-le; mais je vous ai quitté trop tôt! Les journalistes m'ont fait voyager; le fait est que depuis mon arrivée, je n'ai point découché de Rastatt; de Rastatt, où j'écrivais au ministre, où je signalais chacune de nos notes dans le moment où l'*Ami des lois* disait m'avoir vu à Paris. J'ignore si j'ai un ménechme, mais il ne paraît pas plus civil que celui de Regnard. Le but de ces contes impériaux, mon ami, a été de faire croire que nous avions besoin d'instructions nouvelles, et d'engager par là la Députation à temporiser, et Dieu sait si elle s'en acquitte bien! Quatre-vingt-dix jours pour obtenir la démolition *conditionnelle* d'Ehrenbreitstein! Je reviendrai en béquilles et à lunettes de ce congrès, si je n'y meurs pas d'ennui.

Avant mon prétendu voyage, le mensonge à l'ordre du jour ici était la fameuse nouvelle de la défaite de votre frère et du massacre général de l'armée. Il fallait voir alors l'impudente allégresse de quelques bons amis que nous avons dans ce pays, pour juger des sentiments qu'ils nous conservent. Barons faits, barons nés, prêtres, comtes, laquais, c'était un désordre de joie et de félicitations dont vous ne vous faites pas l'idée. Je vous jure qu'il faut se souvenir alors qu'on est pacificateur, pour ne point éclater contre d'insolents faquins ou contre des marauds en tonsure, qui, dégrisés les jours suivants, viennent implorer la légation française pour qu'elle les délivre de leurs créanciers. J'avais chargé un de mes anciens collègues de faire insérer sur ces honnêtes impostures une petite note que je lui avais adressée; apparemment il la garde pour une meilleure occasion.

Malgré tout, cependant, et quoi qu'on puisse inférer des démonstrations hostiles de l'Autriche et de l'inconce-

vable inertie de la Prusse, je ne puis croire que ces puissances soient en état et, par conséquent, en volonté de reprendre les armes. L'Empereur, en donnant l'ordre au ministre impérial d'accorder son consentement à la démolition d'Ehrenbreitstein, vient de faire un pas rétrograde, qui met aussi bien à jour les défauts des moyens du cabinet de Vienne, que le surplus de sa conduite fait connaître sa profonde malveillance contre nous. La Députation est assemblée aujourd'hui. Quoique l'Empire n'ait pas une grande prépondération, c'est cependant quelque chose que d'obtenir son accession, puisque tout se fait en son nom. Si la Prusse le veut, nous réussirons ; quant à l'Autriche, il n'y faut pas penser en ce moment. Ce qu'il y a de sûr, c'est que si la guerre sur terre recommence, nous le devrons à l'une ou à l'autre de ces deux puissances.

Je vous apprendrai, comme un bruit de ville, que l'on mande de Berlin qu'il y a du trouble à Vienne, qu'on y crie : *La paix ! la paix !* Je croirai à cette nouvelle, quand Thugut sera dans le Danube. L'on a été obligé d'envoyer un détachement d'artillerie et des hussards pour enlever je ne sais quel contingent qui refusait absolument de marcher. La réclamation que j'ai suggérée aux députés particuliers de présenter à la Députation fait une vive sensation dans l'Allemagne méridionale. L'Autriche y est abhorrée ; elle a écrasé le pays beaucoup plus que les Français. Ne croyez pas que nous ayons demandé Wesel. C'est un conte absurde que nous ayons franchi la ligne de neutralité : rien n'est plus faux. Ne croyez pas surtout la belle conversation de M. de Metternich, de Bonnier et de moi, où je figure si spirituellement ; ce sont toutes gentillesse du genre des premières.

Je vous avais, mon cher Buonaparte, écrit le 19 du mois dernier ; je ne serais pas étonné que vous n'eussiez pas

reçu ma lettre, vu l'incertitude et même l'infidélité des postes; j'espère que celle-ci passera. Je vous prie de me le faire savoir dans un mot de réponse qui me donne de vos nouvelles, de celles de l'intérieur, et qui me paye par votre souvenir ceux de la franche amitié que je vous ai vouée. C'est d'ailleurs un devoir de charité *chrétienne* que d'adoucir l'insupportable ennui de mon exil.

Je vous embrasse de tout mon cœur, et je vous prie de présenter mes respects à M^{me} Buonaparte.

63. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 23 fructidor (9 septembre).

Enfin, mon cher ami, vous nous avez mis en état de marcher; je regarde maintenant la chose comme étant à notre entière disposition, car nous aurons quand nous voudrons l'île de Pierre, laquelle peut être un point de défense très redoutable. Nous l'aurions même obtenue dans l'une des dernières séances, sans la Prusse qui met le plus opiniâtre amour-propre à nous retirer Kastel et les autres points de la droite. Je sens bien assurément tout ce que l'opinion germanique doit trouver d'indigeste dans notre insistance à cet égard; mais cependant, lorsque je fais réflexion à ce que Kastel était pour Mayence, il n'y a absolument que la répugnance que tout homme sensé doit éprouver à voir reprendre les armes pour un pareil point, qui, après avoir épuisé tous les moyens de le conserver, m'engagera à céder. Si après cela ils tendent encore à la guerre, il sera bien clair qu'eux seuls la veulent, qu'ils la veulent à tout prix, contre toute raison, et alors il faut la leur faire bonne et pleine. Je sens bien que, dans une telle position, notre modération, notre condescendance ne sera rien moins qu'inutile au succès de nos armes, et

que tous ceux que ces messieurs appellent par mépris les « hommes d'Allemagne » ne feront plus cause commune avec eux. Au surplus, je te le répète, ce ne sera qu'après avoir essayé de tous les moyens que nous nous résolvons à céder. Si nous n'avons pas Kastel, ne l'imputons qu'à la Prusse; Wurzbourg même nous l'aurait accordé. La politique tortueuse de cette puissance nous entrave autant que la malveillance autrichienne. Chaque fois qu'on approche d'une décision, elle arrive, et puis les *si*, les *mais*, les *car*; « il faut que l'on donne au roi de Prusse des témoignages d'attachement, etc. », et eux ne font rien ou très peu de chose pour nous.

Vos journaux sont de bien plats coquins. Le *Moniteur*, n'ayant plus de panégyrique à faire des membres de l'Empire, tombe sur ce pauvre comte Sickingen à qui il reproche sa plate tyrannie, parce qu'il a donné le premier le signal des récriminations des députés particuliers, qu'il s'est hautement prononcé pour la cession de Kastel et qu'en ma présence, interpellé par le comte de Görtz, il lui dit nettement que nous avons toute raison de le prétendre ¹. Ainsi ceux que leur intérêt porte ici à concourir au nôtre sont fouettés en France, d'après les ordres de l'Autriche et de la Prusse. *O stolidum pecus!*

Votre traité avec la Suisse fait le meilleur effet dans l'Allemagne. Les Excellences en frémissent de colère et disent avec l'accent sardonique que nous avons rendu les Suisses libres, prévoyant qu'ils allaient se jeter dans les

1. « Si des soupers fins et des vins excellents sont une preuve ou un supplément de mérite, le comte de Sickingen est un personnage distingué. Il n'a marqué à Rastatt que par cette espèce de luxe à l'aide duquel l'opulence vient quelquefois à bout de couvrir une entière nullité, et par beaucoup de gaucherie dans sa carrière diplomatique » (*Moniteur* du 17 fructidor an VI) Et le journal le cite comme le type achevé des comtes de Souabe, cantonnés dans leurs domaines, autoritaires, et n'ayant d'autre emploi de leur activité que la chasse.

bras de l'Autriche. Je ne reçois pas depuis quelque temps de lettres de Laharpe. C'est une tête facile à égarer; il m'écrira, sans doute, lorsqu'il croira devoir se plaindre. J'ai reçu de Sieyès une lettre qui me fait beaucoup de peine et qui justifie tout ce que je te dis de la conduite versatile des Prussiens. Malgré tout cependant, la Prusse, me dit-il, craint et ne veut pas la guerre; on la berce d'une neutralité avantageuse, etc. Ayez des finances, et tous ces gens-là seront à vos genoux.

A revoir, mon ami; je t'embrasse de tout mon cœur, ainsi que Merlin. Mille civilités et respects de ma femme et de mes filles à ta chère famille. Tout à toi.

64. — JEAN DEBRY A JOSEPH BONAPARTE

Rastatt, 23 fructidor (9 septembre).

Je vous écrivais, mon cher Bonaparte, le matin du jour où j'ai reçu votre lettre du 18. Vous concevrez facilement tout le plaisir qu'elle m'a fait, si vous faites attention à l'impatience très naturelle que j'ai de connaître dans ce pays quelques détails de l'intérieur, et surtout au prix que j'attache à votre amitié. Quand je vous demandais au Conseil si je devais accepter la place que j'occupe actuellement, et que je vous témoignais le regret de me séparer de vous au moment où je commençais à vous connaître, soyez bien assuré que cette expression d'un cœur aimant et franc n'avait rien de commun avec ces formules banales qu'on reçoit et qu'on donne sans y attacher la moindre valeur. J'ai vivement partagé le sentiment qui, dites-vous, vous a *irréfléchiment* rapproché de moi; je l'ai éprouvé à votre égard, et je suis certain que si vous m'eussiez détourné de venir à Rastatt, je serais encore au Conseil. Je plains beaucoup ceux à qui cette manière de voir et de

sentir est étrangère et qui pensent qu'à un certain âge ou dans de certaines places, il faut que le cœur soit mort pour que la tête soit plus libre. Quelque importante que soit la carrière que nous parcourons, je crois pour moi que je la trouverais bien vide, si je ne me formais point quelques jouissances de réserve, indépendantes des affaires, qui peuvent mal tourner, des événements, qui peuvent nous contrarier, et des hommes, sur lesquels il faut si peu compter. Aussi voyez-vous que je suis mon plan; j'ai ma famille avec moi, j'ai quelques livres, et j'ai besoin de causer avec vous. Lorsqu'on voit qu'une année, souvent un mois ne ressemble point à celui qui le précède, l'on sent la nécessité de soustraire quelque chose de soi à ce déplacement continu.

Vous allez dire, en lisant ce bavardage, que je ressemble aux solitaires, lesquels moralisent à perte de vue. Je suis effectivement fort isolé; c'est avec une peine infinie que l'orgueil des puissances se plie à la nécessité de traiter avec nous, et, hormis l'officiel, il n'y a aucun rapprochement. Nous traitons de la paix; mais le fond est tout à fait hostile à quelques exceptions près, peu marquantes, mais que vous saurez bien apprécier; tout est renfermé dans les bornes de la plus étroite politesse.

Ne croiriez-vous pas, ou que les fondateurs de la République ont été trop tôt mis en regard avec l'aristocratie, laquelle est moins brisée que la royauté, ou qu'on ne les a pas assez astreints à cette fierté de conduite qui commande le respect et fait sentir toute la supériorité des principes que la raison avoue sur les formes et les institutions de l'inégalité? Alors c'est le porte-cordon qui se trouve humilié. Je puis vous assurer que, sous ce dernier rapport au moins, la République n'a point à se plaindre. Je me pique de recevoir avec la plus grande affabilité. Il

arrive cependant que souvent en venant chez moi, soit pour y causer d'affaires, soit pour y traiter toute autre matière littéraire ou philosophique, l'on quitte auparavant les hochets monarchiques, sauf à les revêtir quand on est sorti, et je sais même que cette singularité n'a d'autre motif que celui que je vous donne.

Tout paraît être à la guerre, et pourtant je crois à la paix. Les points que nous débattons ne sont plus d'un intérêt à nous faire reprendre les armes. La partie méridionale de l'Allemagne est épuisée et prête à se révolutionner de désespoir; les coffres sont vides, malgré les avances de l'Angleterre, qui, dit-on, a déjà fourni des subsides à l'Autriche; mais entre un subside pour payer les temporisations et un subside pour payer la guerre, il y a une grande différence. N'est-ce donc pas beaucoup pour l'Angleterre que de nous tenir une armée en échec sur le Rhin? Je crains infiniment pour l'Italie, mais bien moins qu'avant notre traité avec la Suisse. L'harmonie des grands pouvoirs pour les objets majeurs fonde tout l'espoir des républicains. C'est, mon ami, au dehors qu'il faut être pour apprécier l'effet de cet accord; vous en avez sûrement jugé ainsi.

Nous aurons, sous quatre ou cinq jours, une réponse à notre note un peu sèche du 15 de ce mois; on la dit douce et conciliante; mais c'est toujours le même refrain: cédez-nous, nous vous céderons. J'espère cependant que nous en sortirons. Croyez que je ne négligerai rien pour y parvenir; ce sera servir à la fois ma patrie, mon amour pour la véritable gloire et, puisque vous y prenez part, puisque vous m'y encouragez, satisfaire aux devoirs de l'amitié. Il m'importe de justifier votre attachement. Et vous, ne paraîtrez-vous point à la tribune? Vous avez été dans la patrie de Pline, vous pardonnerez donc aux sentiments

que je vous ai voués, si je vous dis avec lui : « Je sais bien que vous n'avez pas besoin d'être excité; mon amitié m'avertit pourtant de vous animer dans votre course, comme vous m'animez vous-même dans la mienne. O la noble ardeur que celle de deux amis qui, par de mutuelles exhortations, allument de plus en plus en eux l'amour de ce qui est honnête et utile ! »

Il est temps que je finisse cette longue lettre ; je m'oublierai facilement en causant avec vous ; mais je ne dois point oublier qu'il y a de l'indiscrétion à tant jaser, lorsque de la campagne on écrit à Paris. Quant à vous, écrivez-moi à votre loisir. Mon cher ami, plus vos lettres sont longues, plus elles m'occupent agréablement. Donnez-moi des nouvelles du général, quand vous pourrez me les donner ; je ne serai jamais étranger à sa gloire et à ses succès. Mille respectueuses civilités à votre épouse et croyez-moi sincèrement votre ami pour la vie.

P.-S. — L'on étouffe de chaleur, ici. Est-ce de même à Paris ? Le thermomètre était, le 21, à trente degrés de chaud.

65. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 23 fructidor (9 septembre).

Citoyen ministre,

Votre lettre, qui nous est arrivée hier, en réponse à celle de la légation du 11, nous donne toute facilité pour avancer; nous en ferons usage avec prudence, tâchant de conserver le plus qu'il nous sera possible sur les points même où il nous sera nécessaire de nous relâcher. Je suis assuré que nous aurons l'île de Pierre ou Saint-Pierre, et dès ce moment je la regarde comme immuablement à nous. Je le dis à regret, nous aurions pu nous flatter de

conserver Kastel démantelé ou même fortifié, sans l'obstination de la Prusse. Quant à Kehl, je ne prévois pas de moyen qui nous le conserve, à moins qu'on n'en compense l'occupation avec la cession de Kastel. Mais tout cela est fort incertain, et en général il faut convenir que la demande de points sur la droite semble contredire les principes que nous avons posés d'abord sur la limite naturelle, et que cette considération range du côté de nos ennemis l'opinion de l'Allemagne. Tous ces motifs cependant ne m'empêchent point de dire qu'il ne faut pas moins que le désir de la paix et l'éloignement où nous sommes de rengager la guerre pour le point de Kastel, qui puisse, qui doive nous engager à le céder. Si après cela leurs démonstrations hostiles se réalisent, il sera évident que nous ne ferons que nous défendre, et cette évidence est de quelque poids dans l'opinion.

Le traité d'alliance avec la République helvétique a fait dans l'Allemagne un excellent effet. On a vu que la France victorieuse savait, lorsque les circonstances le lui permettaient, pratiquer à l'égard des nations les principes d'égalité qui font la base de sa liberté. L'aristocratie germanique, plus dangereuse peut-être et moins humiliée que la royale, en a frémi de rage et n'a eu d'autre ressource que de publier qu'il nous était impossible d'empêcher autrement les Suisses de se jeter entre les bras des Autrichiens.

Ce pays et en général l'Allemagne méridionale fourmillent de pamphlets français ou allemands, plus ou moins perfides les uns que les autres, où nos intentions, nos démarches sont dénaturées de la manière la plus impudente. Ces productions des émigrés forcenés et des prêtres « sécularisables » font un effet qu'il serait facile de neutraliser, car on en est accablé, et la moindre

réponse se ferait lire avec avidité. J'écrirais un volume si je voulais vous mander toutes les absurdités qui se débitent ici. Si c'est une des règles prescrites aux hauts envoyés de chercher ainsi à fourvoyer l'opinion, on peut assurer que c'est la partie de leurs instructions qu'ils remplissent le plus fidèlement. Les pauvres députés particuliers qui ont réclamé près de la Députation sont en quelque façon à l'index, et notamment le comte Sickingen, qui avait ouvert la tranchée et que le docile *Moniteur* vient de « levrauder »¹ aussi bêtement qu'il avait encensé la foule des hauts barons.

Excusez-moi, citoyen ministre, si je vous écris sur cette demi-feuille; je ne fais que m'en apercevoir, et le courrier va partir.

Salut et respect.

66. — JEAN DEBRY A LAHARPE

Rastatt, 24 fructidor (10 septembre).

Citoyen directeur,

J'imagine bien que le commencement de votre exercice présente assez d'embarras pour qu'il ne vous soit pas loisible d'étendre beaucoup votre correspondance. Cependant l'intérêt très vif que je mets aux affaires de votre pays m'engage à vous prier de m'en donner des nouvelles le plus souvent qu'il vous sera possible. Je crois qu'il doit être maintenant sensible aux bons peuples de l'Helvétie et à ses sages magistrats que la protection de la France est l'appui d'une sœur et non la tutelle d'une marâtre. Voyez dans quelle situation différente aurait pu vous placer, et pour longtemps, un aveugle ressentiment des injus-

1. Levrauder : poursuivre quelqu'un comme un lièvre (Littré).

tices subalternes que vous avez pu essayer, toutes criantes qu'elles sont; la colère est un mauvais conseiller pour les particuliers, mais c'est bien pis pour les États. L'identité de système et le rapport d'intérêt réciproque, voilà ce qui est immuable; tout le reste est changeant et transitoire.

Je vous donnerai peu de nouvelles de ce pays, les formes germaniques sont si lentes! Mais je puis vous dire que je suis bien éloigné de renoncer à la paix, malgré toutes les apparences hostiles. Je parle pour mon saint, cela est vrai; je serai très fidèle à son culte, mais je raisonne sur mes motifs de foi. Nous attendons aujourd'hui un *conclusum*, qui, je l'espère, nous mettra à même d'avancer. Au moins, si l'on rompt, il sera démontré qu'on l'a voulu et qu'on le voulait de tout temps. Que dites-vous de vos Russes et surtout des ukases du très grand Paul? Encore une fois, ce grand homme ne fut point votre élève. Il sera bientôt aussi sublime que ce chef de noirs qui, lorsqu'il avait mangé son pilou, faisait crier en avant de sa tente de peau de chèvre : « Tous les rois de la terre peuvent dîner. »

Je vous prie de présenter mes respects et ceux de ma famille solitaire à M^{me} Laharpe; agréez les assurances nouvelles, citoyen directeur, de tous les sentiments d'attachement et d'estime que je vous ai voués.

67. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 25 fructidor (11 septembre).

Citoyen ministre,

Les réponses que vous avez faites aux questions que vous a présentées la légation française vont enfin sortir la négociation de cet état de langueur dans lequel les

efforts combinés des deux grandes puissances d'Allemagne l'avaient jetée ¹.

Vous avez vu que nous avons été obligés de présenter une note pour nous ménager le temps de recevoir les instructions du Directoire exécutif, espérant aussi que nous obtiendrons quelques points de la Députation pour la pacification de l'Empire. Nos espérances viennent d'être remplies. La Députation a pris avant-hier un *conclusum* que nous a transmis hier le ministre impérial avec son adhésion, dans lequel on nous offre la cession de l'importante île de Saint-Pierre ². La rédaction tortueuse de la chancellerie ferait croire qu'il n'y a dans le fait aucune cession; mais, dès qu'on en connaît les détours, on ne doute plus que ce n'ait été le vœu de la Députation.

Ces dispositions nous facilitent d'autant plus pour présenter notre prochaine note, qu'elles annoncent de la part de la Députation des intentions non équivoques d'accélérer la négociation, et qu'elles nous mettent à même de les donner comme motif principal dans les adoucissements que nous allons présenter.

Nous avons pensé qu'il était convenant de se relâcher

1. Talleyrand avait répondu, le 17 fructidor, aux questions que lui posait la légation dans sa dépêche du 11. Les instructions du Directoire étaient celles-ci : 1° Renoncer à demander la démolition des fortifications de Kehl et de Kastel, moyennant que, de son côté, l'Empire démolisse Ehrenbreitsstein ; 2° affirmer la volonté irrévocable de garder l'île Saint-Pierre ; 3° transporter les dettes des pays cédés sur les pays donnés en dédommagement ; 4° accepter que les lois sur l'émigration ne soient pas applicables aux habitants des pays cédés et non réunis, y compris Mayence.

2. 15^e note de la Députation de l'Empire (11 septembre-25 fructidor) : « La Députation déclare qu'elle est disposée à céder l'île Saint-Pierre, à condition que, par forme de compensation, le gouvernement français restitue Kehl, Kastel et le fort de Mars ; qu'il renonce à toute autre possession quelconque à la rive droite du Rhin et qu'il se prête à un arrangement équitable pour les autres points qui ne sont pas encore arrêtés. »

16^e note de la même Députation (même date) : « La Députation renouvelle sa demande pour la retraite des troupes françaises de la rive droite du Rhin et la cessation des contributions militaires. »

sur quelques points successivement, afin d'exciter la Députation à faire des sacrifices encore, et pour qu'elle s'aperçût que notre condescendance n'en était dans ses effets que la suite et le prix.

Avec tous autres que des Allemands, nous terminerions la négociation dans un mois; mais il est si difficile de les faire expliquer clairement, de leur inspirer de la confiance, de les faire marcher à leur intérêt, qu'avec le vif désir d'accélérer un pareil ouvrage, on se trouve nécessairement arrêté.

Il n'y a pas d'intrigues qu'on n'emploie pour arrêter la négociation. Elles viennent toutes des ministres impériaux et prussiens. Ceux-ci, qui veulent à tout prix faire conserver Kastel et Kehl à l'Empire, et qui mettent à la conservation de l'île de Saint-Pierre le plus grand prix, ont redoublé d'efforts pour empêcher que la Députation exprimât son vœu pour la cession d'une manière positive. Nous aurions Kastel et ses dépendances sans la Prusse. Les États n'y mettent pas une grande importance, il n'y a que le roi de Prusse qui y apporte des obstacles, parce qu'il craint d'être un jour attaqué par les Français dans ses États voisins de ce fort.

Les sollicitations des ministres prussiens auprès de la légation française sont toujours les mêmes; elles se réduisent à quatre phrases qu'ils répètent depuis dix mois : « Le roi veut la paix; faites des sacrifices, il sera reconnaissant, il se prononcera, il veut être le protecteur de l'Empire, etc. » Et en nous quittant, ils se rendent chez les membres de la Députation pour les engager à résister à nos demandes, en leur disant qu'ils seront déshonorés aux yeux de l'Allemagne entière, s'ils sont si faciles, qu'ils seront soutenus par le roi de Prusse, qu'il saura apprécier leurs efforts, leur courage, etc,

Nous mettons au courant le citoyen Sieyès, mais nous ignorons quel succès peuvent avoir ses négociations. Ce qui me fait présumer qu'il est joué par le cabinet de Berlin, c'est qu'il est échappé un jour, en ma présence, à M. de Görtz, que le cabinet ne leur avait transmis rien de positif à ce sujet, quoiqu'il m'eût dit le contraire quelques jours auparavant, et que, lui faisant apercevoir quelque surprise de la pressante sollicitation qu'il me faisait de faire relâcher Kastel, il ne put s'empêcher de me dire qu'ils avaient reçu des ordres du roi pour s'approcher de la légation, la presser, la conjurer de faire ce sacrifice pour Sa Majesté. Cet aveu, confirmé par les fréquentes visites que nous avaient faites les ministres prussiens, me fit croire, d'une part, qu'ils ne faisaient suivre en cela que les ordres de leur cour, et de l'autre, que les négociations avec le citoyen Sieyès n'étaient pas aussi avancées qu'ils nous l'avaient dit précédemment, qu'ils ne s'approchaient de nous que parce qu'on n'avait rien gagné à Berlin, présumant que nous serions plus faciles et plus disposés à nous contenter de promesses et de protestations de zèle.

Nous vous avons transmis l'adhésion contournée et équivoque de M. de Metternich à la réponse de la Députation à l'article 3 de notre note du 1^{er} thermidor. Nous n'avions pas cru devoir lui en accuser la réception, parce qu'il était notoire qu'elle était rédigée de manière à se ménager quelques difficultés qu'il aurait fait valoir en temps et lieu : mais ayant appris qu'il se formalisait de ce silence et qu'il l'attribuait à un manque d'égards, nous nous sommes déterminés à la lui faire passer comme un accusé simple de réception.

Le ministre impérial et le ministre autrichien ont joué deux rôles différents auprès de la Députation pour la pacification de l'Empire, lors de sa délibération à notre

dernière note. M. de Metternich faisait dire à chaque député de refuser formellement l'île de Saint Pierre ; M. de Lehrbach leur disait : « Soyez conciliant, approchez-vous de la légation française ; cédez à son vœu. » Il est difficile de découvrir les motifs qui les font agir quelquefois en sens contraire. J'ai pensé que c'était une ruse combinée de leur part et difficile à établir : que, dans le fond, ils avaient vu avec peine que les ministres prussiens se rapprochaient de nous, et qu'il fallait alors déterminer la Députation à céder l'île, pour faire apercevoir à la légation française qu'elle ne l'a obtenue qu'à la sollicitation du ministre impérial, éloigner par là les ministres plénipotentiaires français de la légation prussienne et faire échouer les efforts de cette légation pour n'avoir aucun mérite auprès de celle de la République française.

Je dois vous avouer que la détermination du Directoire exécutif, sur les points que nous lui avons soumis, va faire prononcer l'Allemagne en sa faveur. On ne peut se figurer jusqu'à quel degré de mécontentement et d'inquiétude étaient portés les esprits sur l'émigration. Le sacrifice fait par le gouvernement français lui conciliera un grand nombre de partisans, qui deviendront les ennemis de tous ceux qui s'opposeront à la négociation. Le ministre directorial lui-même en sera enthousiasmé, et je ne doute pas qu'il n'emploie tous ses moyens et ne fasse les plus grands efforts pour entraîner la Députation, lorsqu'elle sera indécise, et pour la porter à se prononcer contre le ministre impérial, lorsqu'il voudra résister à ses intentions.

Mais le grand effet que produira cette marque de générosité, c'est qu'elle va entraîner la désertion des soldats trévirois, colonois, palatins et mayençais, qui sont originaires du territoire de la rive gauche et se trouvent encore

dans les lignes de défense que fait réparer le chef de l'Empire, principalement en Bavière et sur les frontières de la Bohême.

En prenant le parti, citoyen ministre, de diviser notre travail en deux notes, pour nous ménager quelques propositions convenantes à l'intérêt de l'Allemagne, nous avons voulu, d'un côté, répondre par des sacrifices aux sacrifices faits par la Députation, et de l'autre, nous réserver des matériaux pour donner un ultimatum, si la Députation se trouvait encore arrêtée par les intrigues des deux grandes puissances de l'Allemagne.

Soyez bien persuadé que si nous n'avancions pas aussi rapidement que le désire le Directoire exécutif, c'est que nous éprouvons sans cesse des contrariétés de la part de la Prusse et de l'Autriche, que notre zèle et nos efforts ne se ralentissent pas pour cela. Si nous pouvions lui donner des preuves de notre activité, il verrait que nous ne cessons de solliciter, de presser, de stimuler la Députation, et que nous nous trouvons véritablement dans la position de la pousser malgré elle au terme qu'il est de son intérêt de vouloir et d'approcher.

Salut et respect.

68. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 25 fructidor (11 septembre).

Citoyen ministre,

L'on traduit en ce moment le *conclusum* pris hier. Je sais qu'il est fort conciliant et qu'il donne des ouvertures pour que de notre côté quelques adoucissements soient le prix des cessions qu'on nous laisse entrevoir. C'est sur cela que nous allons régler notre réponse. Je tâcherai qu'elle soit faite de manière à convaincre l'Allemagne et la France de la loyauté des intentions du gouvernement.

Je sens qu'elle peut produire un excellent effet. Nous ne négligerons rien pour que ce but soit rempli. Déjà et à l'avance nous avons conféré à cet égard sur tous les points de votre dernière lettre. Je crois, après y avoir mûrement réfléchi, qu'il est tout à fait de l'intérêt de la chose, que nous réservions l'abandon des territoires de Kehl et de Kastel pour servir en quelque sorte de monnaie et de prix aux derniers points que nous récapitulerons. Si, après avoir expliqué l'article des dettes, celui de l'émigration, et consenti la démolition des fortifications de Kastel et de Kehl, comme nous allons le faire dans notre prochaine note, la Députation nous refusait l'île de Saint-Pierre et la démolition non conditionnelle d'Ehrenbreitstein, propositions indivisibles et dépendantes l'une de l'autre, comme nous avons l'intention de le dire et d'exiger *sine qua non* que la cession de l'Empire soit le prix de la nôtre, il serait clair alors que son parti serait pris, et que toute cession ultérieure nous compromettrait sans aucun fruit, et je serais le premier dans ce cas à conseiller au gouvernement de ne se relâcher sur rien, car il me semble qu'en affaires, il vaut mieux montrer une fierté même exagérée que la modération, lorsqu'on la prend pour faiblesse.

Mais, d'après toutes les données actuelles, ceci ne me paraît nullement à craindre. L'on m'a même dit que le comte de Lehrbach avait opiné, dans la dernière séance, de la manière la plus douce et avait insisté sur une rédaction qui peut donner lieu à des rapprochements entre la République et l'Empire. Cette conduite du député d'Autriche contraste singulièrement non seulement avec celle du commissaire impérial, qui, il y a peu de jours, prit la peine de solliciter lui-même plusieurs députés de ne plus rien accorder absolument, mais elle est encore tout à fait

opposée aux violentes déclamations qui remplissaient, il y a moins d'un mois, tous les votes de ce même M. de Lehrbach. Quelle peut être la cause d'un changement aussi subit ? *Timeo Danaos*. Je croirais plutôt à une modification dans le plan Thugut, qu'à une cessation de surveillance. Voudrait-on reconquérir un peu de l'opinion germanique ? Aurait-on le dessein de relier la négociation qui était prête à se rompre, pour se ménager la facilité de participer aux troubles qui semblent placés exprès sur les confins du royaume de Naples. et pour préparer une nouvelle conflagration de l'Italie ? Vous pouvez, citoyen ministre, connaître infiniment mieux que moi la raison de ceci ; mais ce qu'il y a de constant, c'est que le fait existe et qu'assurément il n'est point naturel.

On pourrait aller loin sur ce sujet, de conjectures en conjectures. J'ai réuni, dans un moment de loisir, les miennes ; je devais à vous et aux sentiments que vous me témoignez de vous les communiquer ; vous les trouverez dans le mémoire ci-joint, quoique depuis sa date les dispositions des esprits semblent être devenues plus pacifiques. Ce peu de tenue et cette versatilité sont précisément des motifs pour moi de ne pas changer de vues, car demain peut ramener l'opinion au point où elle était avant la variation de la veille. Je vous prie, citoyen ministre, de ne voir dans cette esquisse incorrecte que l'expression d'un homme qui pense que tous ses instants et toutes ses affections sont dus à son pays.

L'on parle beaucoup ici de troubles prochains en Italie ; j'espère qu'ils mentiront. Au reste, l'amour-propre des nations, quand il est allumé, est un volcan difficile à éteindre ; mais, comme je vous le mandais dans ma dernière, l'exemple de ce que le gouvernement vient de faire pour la Suisse est une excellente réponse à ces calomnies,

qu'on ne sème à profusion que parce qu'on espère que quelqu'une au moins portera du fruit.

Salut et respect.

P.-S. — M. de Metternich, en nous transmettant sa note personnelle, dont nous vous avons adressé copie, espérait nous engager dans la discussion des droits qu'il s'arroge, et retarder par cet incident la décision et l'avancement de notre affaire. Nous avons trompé son espoir, en lui adressant simplement un accusé de réception avec la formule d'usage.

J'ai vu la traduction du *conclusum* pris hier. Il n'y en a qu'une copie de faite, que le secrétaire de légation envoie à Treilhard. Nous vous ferons passer celle qui sera calquée sur la transmission officielle. Le *conclusum*, citoyen ministre, n'est pas tout à fait aussi conciliant qu'on nous l'avait annoncé. Cependant, en l'examinant bien, j'y trouve assez d'ouverture pour que notre réponse ait, comme je vous le disais, un plein succès ou que nous soyons dans le cas de donner dans une seconde communication notre ultimatum, dont l'effet ne serait douteux ni en France, ni en Allemagne. Reste à savoir si le commissaire impérial ne va pas nous faire attendre. Nous allons toujours nous préparer à l'avance et, s'il faut le pousser, nous emploierons par le moyen de notes vives et pressantes l'intermédiaire de la Députation.

69. — A la dépêche ci-dessus était joint un mémoire daté des 15 et 16 fructidor an VI (1^{er} et 2 septembre 1798).

OBSERVATIONS CONJECTURALES

[« Le temps est à la guerre. Quels en sont les auteurs? Quelles en seront les suites? » L'Empire y conduit par sa faiblesse et sa nullité systématique; de même l'Autriche,

qui a signé la paix malgré elle, et que l'Angleterre « paie pour nous fatiguer diplomatiquement », la Prusse, qui se laisse « paralyser », l'une et l'autre qui adhèrent au plan russe de rétablir partout le « despotisme » et la « superstition ».

Exposé des difficultés que l'Autriche aurait à surmonter, si elle était victorieuse. Aperçu sur les mesures à prendre dans l'Empire si c'est la France qui l'emporte. « La question n'est plus maintenant des trônes aux Républiques, elle est du système privilégié héréditaire au système d'égalité représentative. » Regrets de ce que le Congrès, au lieu d'être le théâtre des « fureurs calculées de l'aristocratie européenne », ne soit pas la réunion des « délégués de l'humanité et des dépositaires du bonheur des nations. »]

70. — JEAN DEBRY A SIEYÈS

Rastatt, 26 fructidor (12 septembre).

J'ai reçu, le 19, mon cher ami, ta lettre du 8, ce qui fait onze jours de route. Quel est l'itinéraire de correspondance ? Je l'ignore. Celle-ci est la troisième que je t'écris. Je l'eusse fait par Grouvelle ¹, si j'eusse eu autre chose à te faire connaître qu'un insipide bulletin d'allées, de venues d'hommes qui rêvent. Je ne pense pas que rien égale l'imposture des fabricateurs de nouvelles. Il faut

1. GROUVELLE (Philippe-Antoine), né le 27 février 1757, secrétaire de Chamfort, puis secrétaire des commandements du prince de Condé, publiciste et auteur dramatique. Nommé, après le 10 août 1792, secrétaire du conseil exécutif provisoire, ce fut lui qui donna lecture à Louis XVI de son arrêt de mort. En mai 1793, il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Copenhague, où, sauf de 1794 à 1796, il resta jusqu'au Consulat. Choisi ensuite par le Sénat, le 28 mai 1800, pour représenter le département de la Seine au Corps législatif, il y siégea jusqu'en septembre 1802. Il mourut le 30 septembre 1806.

croire que l'absurdité a bien des attrait pour notre pauvre espèce. On a débité entre autres que j'étais parti pour Paris. Eh bien ! quoique chaque jour on pût me voir, quoique tous les actes de la négociation aient eu ma participation et ma signature, n'importe, on a répété pendant un mois le même conte, et il n'a été abandonné que lorsqu'il a cessé d'être utile et pour faire place à un autre qui sûrement ne vaudra pas mieux. Il n'y a pas un mot de vrai dans les journaux, règle générale qui souffre bien peu d'exceptions.

La prétendue défaite de Buonaparte avait produit aussi une *fort aimable* sensation dans ce pays. J'ai cru que certains messieurs illumineraient. Quel dommage que la confirmation officielle ait manqué à un espoir si chèrement payé ! Cependant, depuis quelques jours, les apparences de paix semblent se reproduire. Nous recevons un *conclusum* conciliant et qui nous fera des ouvertures ; nous devons y répondre en donnant des facilités sur les dettes, en exceptant des lois de l'émigration jusqu'au temps de la réunion les habitants des provinces transrhénanes. J'ai dit formellement à M. de Dohm que la condescendance que nous aurions serait due à notre désir de resserrer nos liens avec la Prusse. Sa légation paraît tenir avec une invincible opiniâtreté à reprendre Kastel, dont nous offrirons aussi le démantèlement. J'aurai beaucoup de regret de le rendre, mais plus encore de voir recommencer la guerre pour cet objet. Si nous cédon, il faudrait qu'au moins la Prusse nous en tint compte à son égard. Quel que soit le motif de sa répugnance à reprendre les armes, c'est, au reste, une disposition très précieuse et que nous cherchons à entretenir ici le plus qu'il nous est possible.

Nous aurons assez facilement maintenant les bases

essentielles de notre paix avec l'Empire. Mais ce n'est point là l'objet difficile ; il est dans les équivalents et les sécularisations. L'Autriche nous attend et se prépare ; les troubles de la République romaine me paraissent être la fumée de la bombe. Laharpe ne m'a rien encore mandé de positif du côté des Grisons ; mais ce qui m'indiquerait plus que tout le reste que le plan est arrêté, c'est l'espèce de facilité même que, depuis quelques jours, semble mettre au Congrès l'Autriche, qui naguère bataillait sur un fêtu. Le ministre impérial a reçu de Vienne l'ordre d'accéder à la démolition d'Ehrenbreitstein. Lehrbach, député de l'Autriche, ne hurle plus dans les conférences ; Wurzburg semble accorder. Ce laisser aller n'est point naturel. Est-on pressé par l'opinion de l'Allemagne ou ne veut-on que gagner du temps ? C'est une étrange manière de traiter que de ne pouvoir compter sur rien, excepté sur l'irrésolution, la faiblesse et la haine. Il est ici des gens qui portent de la haine et de l'envie, comme un poirier porte des poires. Aussi je vis fort isolé et je m'en trouve bien : on ne me traduit pas.

Les réflexions de ta lettre m'en ont fait faire une, c'est que nous eussions beaucoup plus sûrement réussi en traitant avec les anciens tyrans de la Grèce et de l'Orient qu'avec ces fantômes de rois, qui, n'ayant pas même l'énergie du vice, ne sont autre chose que les mannequins de comités aristocratiques que l'on nomme ministères. Les hommes qui composent ces sortes d'États généraux de la noblesse ont toute l'activité de l'intérêt en danger, toute la fureur rancuneuse de l'orgueil blessé. Les aristocrates n'ont pas assez perdu, ils ne craignent pas autant que les rois. Ce n'est qu'à ce point que nous pourrions leur imprimer l'idée de ce qu'ils sont et de ce qu'ils nous doivent. D'ici là, chaque fois qu'une bouche française prononce

les noms de M. le baron, M. le marquis, ils croient l'entendre abjurer la République et leur vanité ployée se redresse avec violence contre l'homme libre dans lequel ils ne voient plus qu'un roturier rebelle.

J'ai reçu une lettre de J. Buonaparte, qui me dit que tous les courriers envoyés à son frère ont été interceptés par les Anglais, mais ont jeté leurs dépêches à la mer, de manière que depuis son départ l'escadre est sans nouvelles de France. On n'en a point reçu non plus d'officielles à Paris, mais son débarquement à Alexandrie est indubitable.

Toutes les prétendues violations de territoire par nos troupes sont autant de mensonges commandés pour exaspérer et égarer l'opinion. J'en dis autant d'une prétendue conversation « authentique », où l'on me fait figurer; n'étant point contredit, l'on écrit ce que l'on veut. Nous suivons notre affaire sans nous engager dans ces débats aussi ridicules qu'odieux. Alquier est passé ici, il y a quinze jours; il est à Munich. Mille choses affectueuses et senties, mon ami, tant de moi que de ce qui m'entoure. Je t'embrasse de tout mon cœur. Voilà bien les quatre pages.

71. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 27 fructidor an VI (13 septembre).

Nous avancerons, mon cher Treilhard, cela est hors de doute, c'est-à-dire avec la Députation de l'Empire. Son *conclusum* t'aura fait voir qu'on nous offre une facilité pour nous rapprocher. Nous y répondrons aujourd'hui, et j'espère que le ton conciliant de cette réponse produira son effet, tant auprès de la Députation que dans l'opinion de la France et de l'Allemagne. Nous l'adresserons demain ou après au ministre.

En attendant, le roi de Bohême et de Hongrie continue ses armements; la Suisse et l'Italie, l'Italie surtout, sont ses points de mire, et cela est indubitable. Les troubles de Circeo¹ seront, si le sort seconde les projets impériaux, la mèche de l'incendie. Quelques personnes pensaient que le gouvernement français devrait faire expliquer le cabinet de Vienne sur la nature et l'objet de ces préparatifs et le forcer ou l'engager à désarmer. Je ne dirai rien sur les difficultés d'exécution que présente une pareille idée. C'est au gouvernement à les résoudre, et je crois bien qu'avec une nation telle que la nôtre, elles s'aplaniraient; mais au fond, pour qu'une semblable démarche fût utile autant qu'elle doit l'être, il me semble qu'on doit en déterminer le moment avec la plus scrupuleuse précision; elle serait aussi mauvaise faite prématurément que faite après coup. Or, je crois qu'actuellement, où les rapprochements avec l'Empire n'ont pas encore d'effet sensible, une demande de cette nature, à laquelle il ne serait fait qu'une réponse hostile, aurait le grave inconvénient d'identifier de nouveau, en apparence, les intérêts de l'Empire avec ceux de l'Empereur, tandis que, si elle a lieu lorsque, par des cessions mutuelles, la paix entre la République et l'Empire sera à peu près convenue et que chacun pourra raisonnablement se flatter de l'espoir d'une conclusion qui ne tiendra plus qu'à la rédaction des articles, si, dis-je, alors la réponse du cabinet de Vienne est repoussante, il se charge seul de l'odieux de la guerre, et la rupture est exclusivement attribuée dans toute l'Allemagne à l'ambition de son prétendu protecteur. Je ne

1. Le département du Circeo, chef-lieu Anagni, était un des huit départements formés avec les États pontificaux. Des mouvements insurrectionnels, fomentés par des agents napolitains, y avaient éclaté en juillet 1798, et Macdonald avait dû le mettre en état de siège. Ces troubles recommencèrent au commencement de l'hiver et furent encore réprimés.

sais si, dans une lettre rapide et incorrecte, j'explique nettement cette idée, mais elle me paraît de nature à être examinée.

J'entends dire aussi qu'il est à craindre que la paix ne soit pas durable; mais il fallait choisir entre deux partis, et je pense que le gouvernement a pris le meilleur: ou conserver tous les points militaires de la droite et rompre les négociations plutôt que de les céder; mais, pour cela, il fallait être en force; mais c'était servir le projet de Thugut et de la Russie, mais c'était faire jouer le beau rôle à nos ennemis, et il était fort probable que c'était leur rallier l'opinion et la volonté de l'Allemagne: ou il fallait mettre cette opinion de notre côté par la justice et la modération manifeste de nos intentions, profiter de l'intervalle pour corroborer notre système et nos moyens. C'est le parti qu'a pris la République; je doute encore qu'elle ait jamais à s'en repentir. Je ne sais même si, en ce point, l'événement contraire pourrait me convertir.

Je ne te dirai rien, mon ami, du Congrès *dans son domestique*. C'est toujours de même: de la défiance, peu de bonne foi, des commérages, des plaisirs où l'on ne s'amuse point, et des macédoines de hauteur et de platitude. Tout cela ne vaut point l'encre que j'emploie à le tracer. Albini passe pour le jacobin de la Députation; il voit clair à tout ceci. Metternich ressemble toujours à ce ministre dont il est question dans les *Lettres persanes* et duquel Usbeck disait: « Si je représentais comme cela, quand je gouvernais en Perse, je représentais un grand sot. » Lehrbach fait le mort; les premiers intriguent; quand on approche d'une conclusion, ils viennent à la traverse. Nous verrons s'ils se conduisent de même dans cette occasion. Je crois que l'amour-propre de cette cour est flatté de paraître aux yeux de l'Europe comme le cen-

tre où tous les ressorts de la politique semblent aboutir. Du reste, nous allons notre train, et je ne crois pas que tous ces messieurs trouvent la moindre ressemblance entre notre allure et la leur.

Je te parlerais bien de ton excellent discours du 18¹, mais puisque je suis négociateur, j'aime mieux te dire tout le plaisir que m'a fait ta lettre au Directoire batave. Elle a été parfaitement saisie en ce pays; elle doit produire un effet semblable à celui du traité avec la Suisse. Ce sont de pareils actes qui, beaucoup mieux que des armées et souvent que des lois, rasseyent un gouvernement naissant sur sa base.

A revoir, mon ami. Tout m'indique que nous passerons ici l'hiver. Mettons l'hiver pour nous dans nos négociations, mettons-le dans les points qu'occuperont nos armées et attendons l'événement. Je t'embrasse de tout mon cœur, ainsi que ceux de mes anciens amis qui te parlent de moi. Mille respects et amitiés à ta famille, de la part de la mienne. Nous faisons venir ici nos petits enfants.

Ton ami pour la vie.

72. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 29 fructidor (15 septembre).

Citoyen ministre,

Vous recevrez par le courrier de ce jour une copie de la note² que nous avons remise hier à la Députation pour

1. C'est comme président du Directoire que Treilhard avait prononcé, le 18 fructidor, ce discours commémoratif, longue déclamation pompeuse et vide qu'on trouve au *Moniteur* du 22 fructidor.

2. 16^e note de la légation française (28 fructidor-14 septembre) : « La légation française renonce, au nom de la République, aux fortifications de Kehl et de Kastel, et ne réserve pour elle que leurs territoires. Elle consent à ce que les dettes provinciales et communales, à l'exception de celles qui auraient été contractées à l'occasion et pour les frais de la

la pacification de l'Empire. Quoique la cession de l'île fortifiée de Saint-Pierre n'ait pas été faite de la part de la Députation d'une manière formelle et précise comme elle nous l'avait promis, nous n'avons pas cru devoir relever le mode qu'elle a employé pour nous manifester son vœu. Étant déterminés à fournir les moyens d'accélérer la négociation, nous avons saisi le côté favorable de cette note ou de ce *conclusum* pour n'avoir pas l'air d'avoir fléchi à la résistance de la Députation. Nous lui en avons fait, au contraire, une sorte de mérite, en envisageant ce *conclusum* comme une disposition louche en quelque sorte.

Nous avons délibéré à la réception de votre lettre, que nous regardons comme une instruction relative à la circonstance, si nous présenterions par une seule note l'universalité de nos propositions, ou si nous nous ménagerions une seconde époque pour donner, en cas de refus, notre ultimatum. Ce dernier avis a prévalu, et nous nous y sommes déterminés, parce que nous avions le dessein de faire expliquer la Députation sur quelques *conclusum* qu'elle n'avait pris que d'une manière conditionnelle ou avec présuppositions. Il fallait éclaircir ces difficultés, ne laisser aucun louche sur ce qui avait été consenti et connaître par là plus facilement l'arrière pensée de la Députation. Enfin, nous voulions préalablement disposer l'opinion générale de l'Allemagne en faveur du gouvernement

guerre, demeurent à la charge des pays cédés, et elle déclare que les lois sur l'émigration ne sont point applicables aux pays cédés et non réunis même à Mayence. Elle fait ces déclarations sous la condition que l'île fortifiée de Saint-Pierre sera cédée sur-le-champ à la République, et que toutes les conditions mises à la démolition d'Ehrenbreitstein et autres demandes seront annulées. Elle déclare enfin qu'elle regarde les articles de la Députation joints à la note du 3 mars, ainsi que ses présuppositions, comme des propositions isolées et indépendantes de toute autre, et qu'elle s'oppose à tout usage qu'on voudrait en faire pour infirmer et pour éluder les points convenus. »

français et faciliter par là ou aider des cessions qui n'auraient pas été aussi aisément accordées. Je pense que le Directoire exécutif approuvera notre opération, et qu'il voudra bien se convaincre de la solidité des motifs qui nous ont déterminés à agir ainsi.

En m'occupant de l'examen des réclamations pour obtenir des indemnités, j'ai aperçu des difficultés bien grandes dans l'application du principe déjà admis d'indemnisation. Ce point, que nous sommes à la veille de traiter, va nécessairement servir à la malveillance pour reculer nos opérations. Le rapprochement de l'Autriche et la fatigante indécision de la Prusse nous font conjecturer que ces deux puissances nous attendent à ce moment. Nous prévoyons déjà les manœuvres qu'elles vont mettre en train pour nous arrêter au point du dénouement.

Nous vous ferons part de ces obstacles, des difficultés que nous apercevons, et nous vous exposerons notre avis sur la manière de terminer, lorsque nous en serons venus à ce point. Ce travail fastidieux sera bientôt prêt; vous l'examinerez en entier, et nous vous prierons à cette époque de nous aider de vos lumières, en nous indiquant les moyens les plus expéditifs à employer.

La demande de la Députation de l'Empire pour nous engager à retirer les troupes qui sont à la rive droite a été renouvelée de sa part avec une sorte d'affectation. Vous verrez par la note qui est relative à cet objet, et dont nous vous envoyons également une copie, de quelle manière nous leur répondons ¹. Nous avons cru devoir employer quelques expressions propres à lui persuader que

1. 17^e note de la légation française (28 fructidor-14 septembre) : « La légation française déclare de nouveau que l'abandon des positions militaires à la rive droite du Rhin sera la première conséquence d'une pacification effectuée, et invite la Députation à l'achever promptement. »

nous ne sommes pas dupes des motifs qu'elle emploie à cette sollicitation. Les bruits exagérés et malignement répandus d'une prochaine invasion des Français dans le territoire de l'Empire viennent de l'Autriche et de ses ministres. La publicité de cette pièce arrêtera nécessairement leurs projets sans cesse renaissants de vouloir nous attribuer l'initiative d'une rupture.

Les ministres prussiens passent pour n'être pas d'accord entre eux, en fait d'opinion. M. de Görtz s'est retiré pour plusieurs jours à Bade, et c'est M. Jacobi, connu par son penchant pour l'Angleterre, qui paraît avoir la confiance de son gouvernement. M. Dohm est passif dans toutes ces tracasseries : il passe pour avoir une opinion favorable à la France ; nous nous en sommes d'ailleurs assurés en conversant avec lui.

C'est une véritable comédie que la conduite de ces ministres et des ministres autrichiens. Dès que les uns s'approchent de nous, les autres font les mêmes efforts et cherchent à émettre une opinion contraire à celle des premiers pour paraître plus favorablement disposés en faveur des Français.

La légation prussienne, qui redouble de prévenance et de visites, a déterminé momentanément la légation autrichienne à quitter sa morgue et sa hauteur en cherchant toutes les occasions de nous voir. Nous voit-elle dans le jardin du château ¹, elle prépare une heureuse rencontre ; nous aperçoit-elle de loin, elle se presse en salutations, avec ces démonstrations amicales qui peuvent faire croire à la légation prussienne qu'elle est bien loin d'être avec cette intimité et cet accord où nous nous trouvons avec

1. Ces beaux jardins, où deux longues allées de châtaigniers prêtaient leur ombre discrète aux entretiens des diplomates, ont été rasés et convertis en « exercierplatz ».

elle. C'est une véritable comédie, dont nous profitons pour faire avancer notre affaire.

Les démarches des Prussiens s'expliquent aisément par l'aveu que m'a fait M. de Görtz; celles des Autrichiens sont faciles à deviner depuis qu'ils ont reçu l'ordre de leur cour de consentir à tout ce qu'ils avaient refusé, il y a quelque temps. Des lettres de Vienne, dont vous avez eu connaissance, annoncent que la démarche des députés des États et princes pour presser la Députation à accélérer les négociations a fait une sensation très forte dans cette ville et surtout au cabinet.

Il n'est donc plus surprenant que les ministres autrichiens tiennent une conduite différente. L'Empereur est jaloux de conserver l'opinion de l'Allemagne pour lui, de persuader qu'il veut la paix aussi sincèrement que la Prusse, et de détruire la mauvaise impression qu'a faite sur les esprits la conduite de son ministre, qui s'était permis de tronquer un *conclusum*.

La note que nous avons communiquée hier fait la plus grande sensation. Ceux qui ne tiennent pas au territoire de Kastel la regardent comme un présage certain de la paix; ils exaltent la générosité et la grandeur du gouvernement français; ils font valoir les sacrifices que nous faisons; tout est allègement et faveur pour l'habitant de l'Allemagne. Vous présumez bien, d'après cela, combien elle va disposer les esprits en faveur des Français.

M. d'Albini, qui avait une nombreuse famille intéressée à voir la question sur l'émigration résolue, est flatté de cette réponse. Nous lui faisons croire qu'elle n'est faite que pour lui donner des preuves de l'intérêt que nous lui portons. Nous lui imposons par là l'obligation de faire marcher la Députation dans notre sens, et nous espérons

en retirer de grands avantages dans les moments les plus difficiles.

Il n'y a que les ministres prussiens et autrichiens qui affectent de ne pas apprécier notre note.

Salut et respect.

73. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 29 fructidor (15 septembre).

Notre note est remise, mon cher Treilhard; je compte sur son bon effet, tant en Allemagne qu'en France. Nous l'adressons aujourd'hui au ministre. Tu verras qu'à l'article concernant l'application des lois de l'émigration aux pays réunis, *même à Mayence*, nous n'avons joint aucun motif, parce que ce motif, ne pouvant se tirer que du texte même de la loi, aurait détruit ici le mérite de notre condescendance. On nous eût répondu, on nous répondra peut-être : Vous cédez sur ce point parce qu'il ne vous est pas permis de faire peser les lois relatives à l'émigration sur des étrangers, et que le délai pour rentrer n'a pu être utile aux fugitifs de Mayence *réunie*, qui fut assiégée et reprise incontinent. Si cet article de notre note était critiqué en France, le gouvernement pourra facilement le justifier; alors il aura produit son effet.

Je te fais passer ci-inclus un mémoire que j'ai déjà adressé au ministre ¹. Les circonstances paraissent changées, mais, vu la variation de notre température politique, elles peuvent revenir ce qu'elles étaient à l'époque de la date de cet écrit. Je suis bien aise d'ailleurs que tu voies que je ne perds pas au Casino les intervalles que me laisse la lenteur germanique. Je le mets sous le couvert du ministre; c'est une prudence d'auteur, pour que

1. *Observations conjecturales*. Cf. n° 69.

les frais de port ne surpassent pas la valeur de l'ouvrage.

A revoir, mon ami, mille civilités respectueuses à ta famille.

L'Autriche semble vouloir se rapprocher *un peu*. Nous jugerons tout cela dans la réponse qu'ils nous feront.

Tout à toi pour la vie.

74. — JEAN DEBRY A MERLIN

Rastatt, 29 fructidor (15 septembre).

Tu trouveras ci-joint, mon cher ami, l'extrait d'une lettre de Laharpe sur des coquins que je désirerais bien pouvoir pincer. Danican ¹. dont il est question, et qu'il dit à Paris, porte aussi le nom d'Auguste. Je souhaite que Lecarlier ² puisse lui faire mettre la main dessus, et que

1. DANICAN (Louis-Michel-Auguste), né le 28 mars 1764, soldat aux régiments de Barrois et de Quercy de 1782 à 1787, colonel de hussards le 23 mai 1793, général de brigade le 30 septembre suivant; destitué le 27 novembre; remis en activité le 22 avril 1794; démissionnaire le 11 septembre 1795. Au 13 vendémiaire (5 octobre), il prit parti pour les sections parisiennes et s'échappa quand elles eurent été dispersées. Condamné à mort, il devint l'agent des Bourbons. Il était aux environs de Rastatt pendant le Congrès, sous les noms d'Auguste, Berton, Berty, etc. La légation française ayant réclaté, le 14 décembre 1798, l'expulsion de tous les émigrés, il passa en Suisse. On l'accusa sans preuves d'avoir trempé dans l'assassinat des ministres. Lors de l'enquête commencée à Villingen, le 7 mai 1799, sur l'ordre de l'archiduc Charles, le colonel Barbaczy, après avoir essayé de « laver son régiment de soupçons épouvantables et déshonorants », ajouta : « Je veux de plus faire allusion aux suppositions émises à Rastatt même par les Français échappés à la catastrophe qui, tous, ont soupçonné un colonel émigré, l'auteur du livre bien connu *Kassandra*, d'avoir organisé et dirigé le complot contre la vie de ces malheureux » CRISTE, *op. cit.*, p. 247, procès-verbal de la Commission). Danican protesta contre cette accusation par des lettres à la *Gazette de Munich*, à la *Poste impériale de Francfort* (28 mai), offrant de prouver qu'il était ce jour-là à 60 milles de Rastatt (480 kilomètres). De vaines intrigues occupèrent le reste de sa vie errante. Il mourut le 6 décembre 1848, à Itzeboe (Holstein).

2. LE CARLIER D'ARDON (Marie-Jean-François-Philibert), né le 20 novembre 1752, procureur du roi au présidial de Laon, acquéreur en 1781 d'une charge de secrétaire du roi, maire de Laon, élu, le 22 mars 1789, député du bailliage du Vermandois aux États généraux; le 6 septembre 1792, député de

l'on trouve aussi moyen de faire déguerpir d'André et sa clique.

L'homme qui m'a apporté la lettre de Laharpe avait en même temps mission de déployer, soit auprès de nous, soit auprès de la Députation, un caractère authentique au nom de la République helvétique ¹. Je n'ai pas voulu choquer ces idées entreprenantes d'une république qui vient à la vie et qui a faim; je l'ai parfaitement reçu, puis je l'ai fait convenir que, dans ce moment, une pareille démarche était au moins prématurée, qu'il était convenable que son Directoire s'entendit à cet effet avec le Directoire français, puisqu'il en réclamait l'intervention, qu'ainsi je lui conseillais de retourner en Suisse pour de là se rendre à Paris auprès du ministre des relations extérieures. Il parut goûter mes réflexions : il nous remettra la lettre de son gouvernement; nous vous la ferons passer. Je sens assurément qu'il ne faut point heurter un gouvernement naissant qui peut nous être de la plus grande utilité. J'applaudis, au fond, à l'envie de s'arrondir, bien naturelle à un État qui veut qu'un profit quelconque justifie

l'Aisne à la Convention, où il vota la mort du roi, et, le 12 avril 1797, membre du conseil des Anciens. Le Directoire le nomma son commissaire près l'armée française en Suisse et le chargea d'organiser la République helvétique. Le 1^{er} novembre 1797, Le Carlier fut appelé au ministère de la police, qu'il occupa jusqu'au 29 octobre 1798. Réélu par son département le 12 avril 1799, il mourut le 22 août suivant. Ce fut Jean Debry qui prononça, le 24 (7 fructidor), son éloge funèbre. Il dénonça, à cette occasion, « la froide insouciance » avec laquelle on procédait alors aux inhumations. « Certes, dit-il, il y a un milieu entre le faste du catholicisme et ce cruel abandon. Nos pratiques funéraires accusent l'état actuel de la législation.... » Et il fit adopter la nomination d'une commission « chargée de présenter ses vues » sur ce point (*Moniteur* du 11 fructidor).

1. La lettre de Laharpe, datée du 4 septembre, débute ainsi : « Citoyen ambassadeur, le porteur de la présente, le citoyen Stokar, président de l'administration du canton de Schaffhouse, est envoyé de notre part auprès de l'ambassade française à Rastatt, pour lui exposer de bouche tout ce que nous ne pourrions lui mander par écrit qu'imparfaitement. Veuillez, citoyen ambassadeur, présenter le citoyen Stokar à vos collègues. »

son changement de régime. Mais on peut atteindre ce but sans s'exposer à compromettre ses propres engagements et sans passer sur des défauts de convenance que n'excuse pas même le sentiment de la liberté.

Notre note est remise d'hier soir, avec deux autres; j'espère que le Directoire en sera content. Toutes les propositions en ont été arrêtées entre nous, après un mûr examen, et il n'y a pas une expression qui n'ait été scrupuleusement pesée. Je crois encore et fortement à la paix; on ne se résout pas facilement à déchirer un traité de Campo-Formio.

Je t'embrasse, mon ami, ainsi que ta famille, et te salue de tout mon cœur.

Je suis fort content, depuis notre traité avec la Suisse, du ton et du fond des lettres de Laharpe.

Une lettre du chargé d'affaires de Dresde mande que l'Autriche a reçu soixante quintaux d'or de subsides d'Angleterre. Rien n'est plus variable que notre thermomètre politique.

75. — JEAN DEBRY A SIEYÈS

Rastatt, 1^{er} jour complémentaire an VI (17 septembre).

Tu as pu juger par notre note du 28 que nous t'avons adressée, mon cher ami, que nous étions prêts à nous relâcher sur l'occupation de Kastel; cela dépendra de la réponse que nous fera la Députation. La légation prussienne paraît mettre un vif intérêt à notre cession sur ce point. Ne serait-il pas possible de s'en faire un mérite à Berlin, pour rappeler la seconde des conventions dont tu me parles dans ta lettre du 8 fructidor, et obtenir de la Prusse la garantie du traité futur? Un pareil acte nous dédommagerait bien de la perte de quelques points mili-

taires, que nous saurons saisir quand il le faudra. Mais à te dire le vrai, je crains que les deux grandes puissances germaniques nous laissent longtemps flotter avec ce fantôme d'Empire, de qui nous ne tiendrions rien, quand même il nous aurait accordé tout. Quand il conviendra à l'Autriche, elle rompra sur un prétexte, si elle ne peut sur un motif, et la Prusse la verra faire, en attendant son tour. Les ministres prussiens ne cessent de nous demander de faire quelque chose qui fasse apprécier à leur roi l'amitié que nous voulons établir entre les deux États, et lui, que fait-il pour nous ? Ce serait véritablement conclure le traité que l'amener à cet acte de garantie, et comme il peut s'écouler quelques jours avant que nous soyons amenés à nous expliquer définitivement sur Kastel, peut-être aurais-je le temps de recevoir sa réponse, si le cabinet de Berlin voulait voir clair et vite.

L'Autriche paraît tenter de se rapprocher ; ses agents désireraient bien que nous ne cédions pas Kastel, mais ils ne veulent pas nous appuyer pour l'obtenir. Ceci s'explique : laisser à la France l'odieux d'une rupture et ôter à la Prusse le mérite de l'intégrité de la rive droite 1.

76. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 1^{er} jour complémentaire (17 septembre).

Citoyen ministre,

Nous ne sommes pas encore convenus du moment où nous donnerons l'ultimatum à la Députation de l'Empire. Notre dernière note, sur laquelle elle délibère, va nécessairement lui fournir des moyens de rapprochement. C'est

1. « MM. de Prusse veulent persuader que c'est à leurs efforts que l'Empire devra l'intégrité de la rive droite, et que sans eux la République aurait tout dévoré... » (Sieyès à Debry, 15 vendémiaire an VII-6 octobre).

done sur le *conclusum* prochain que nous déterminerons notre ultimatum, si la réponse que nous attendons ne répond pas à nos espérances.

La sensation que notre dernière note vient de faire est impossible à rendre. Le mystère dans lequel nous nous renfermions sur son contenu faisait conjecturer à quelques membres qu'elle serait l'ultimatum de la légation française. Jugez de l'impression qu'elle a faite lorsqu'on l'a connue et qu'on a pu se convaincre des intentions pacifiques et conciliantes des ministres plénipotentiaires français.

Les imprimeurs de Karlsruhe et de Rastatt qui l'avaient rendue publique n'avaient plus d'exemplaires une heure après la vente des premières feuilles. Elle a été envoyée dans toute l'Allemagne, et notamment à Vienne et dans les possessions autrichiennes voisines de la Suisse avec profusion. Des députés particuliers en prenaient pour leur compte trois à quatre cents exemplaires.

C'est dans ce moment que la République française peut se flatter d'avoir l'opinion de l'Allemagne pour elle ; c'est dans cette circonstance que le gouvernement donne une preuve convaincante de son amour pour la paix et de sa répugnance à commencer les hostilités ; c'est par la publicité de cette note qu'on pourra juger de quel côté se trouvent la bonne foi et les intentions pacifiques.

Si la joie qui se manifeste sur tous les visages est un présage certain du bon effet qu'elle a produit sur quelques personnes, elle a en même temps fourni l'occasion de connaître celles dont elle contrarie les vues et les projets.

Les ministres autrichiens ne veulent pas en paraître affectés ; mais il est très sûr qu'elle a produit sur eux un effet en sens inverse, et l'impression est d'autant plus profonde qu'ils ne s'y attendaient pas. Les ministres prus-

siens s'en attribuent le mérite en répandant que c'est à leur sollicitation que la légation française s'est montrée plus conciliante. En vérité, ils auront bientôt la hardiesse de dire hautement que le traité tout rédigé est dans leur portefeuille.

M. de Fersen, qui est fixé à Karlsruhe, est venu à Rastatt pour s'assurer de ce qu'il en était; il est reparti le même jour.

Nous avons appris hier, et j'ai vu, au jardin du prince, le frère de l'ambassadeur russe résidant à Vienne ¹. Je le fais suivre pour savoir ce qu'il fait et ce qu'il se propose de faire. L'apparition d'un frère de l'ambassadeur russe à Vienne n'est pas sans motif. Si je peux découvrir ses projets, nous l'aurons bientôt forcé à quitter Rastatt.

La nouvelle, en quelque sorte inopinée, d'une descente en Angleterre a surpris quelques membres de la Députation. Les premiers succès des troupes françaises les ont inquiétés davantage ². S'ils se multiplient, nous ne doutons pas que leur annonce ne jette le découragement dans le parti d'opposition pour la paix, et nous, de notre côté, en saisissant l'instant où la crainte commençant à produire quelque effet, nous nous proposons d'en profiter en ne laissant pas reprendre haleine à la Députation.

Les ministres autrichiens paraissent fâchés de nous avoir abandonnés pendant un temps; ils cherchent à se

1. Cet ambassadeur était le comte, plus tard prince Rasoumovsky (André Cyrillovitch), qui avait été ministre de Russie à Naples en 1774, puis à Stockholm. Son gouvernement le rappela en février 1799. Il revint à Vienne en 1804 et fut de 1812 à 1817 ministre de l'instruction publique.

2. Il s'agit de l'expédition commandée par le général Humbert, qui débarqua, le 20 août 1798, sur la côte d'Irlande, avec quinze cents hommes, et s'empara de Killala. Il remporta d'abord quelques succès; mais cerné bientôt par des forces dix fois supérieures, il fut obligé de mettre bas les armes le 8 septembre.

rapprocher. Nous ne serons pas inexorables, mais nous croyons qu'il convient de nous faire désirer.

Nous espérons que nous aurons le *conclusum* de la Députation avant le premier de l'an VII. Pour l'avoir plus avantageux pour nous, nous faisons sentir aux membres de la Députation qui viennent à nous, que s'il ne répond pas à notre attente, nous saurons prendre un parti qui fera accélérer la conclusion de la paix.

Je me suis permis, citoyen ministre, de vous entretenir de ces petits détails; ils ne sont pas à négliger pour juger des personnes et des choses dans le cours d'une négociation.

Salut et respect.

77. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 5^e jour complémentaire (2 septembre).

Citoyen ministre,

J'ai reçu votre lettre du 25 fructidor; je me conformerai ponctuellement à ce que vous désirez.

La fâcheuse nouvelle de la perte d'une grande partie des vaisseaux qui ont servi au transport de l'armée confiée au général Bonaparte ¹ a été connue à Rastatt le même jour que nous l'avons apprise par une lettre écrite à Jean Debry par le citoyen Treilhard, directeur ². Comme vous devez bien le penser, elle a causé une grande joie aux ennemis de la République; mais cette

1. Roberjot écrivait Bonna parte.

2. Le désastre d'Aboukir, survenu le 14 thermidor (1^{er} août), ne fut publié en France qu'au bout de six semaines. Le *Rédacteur*, journal officieux du Directoire, l'annonça seulement le 29 fructidor (15 septembre). Le 1^{er} vendémiaire an VII (22 septembre), Roberjot écrivit à Talleyrand pour appeler son attention sur un mode de construction de bâtiments, à la fois ingénieux et économique, qu'il avait vu employer à Altona par un sieur Docquet, d'origine française. Cette longue lettre, pleine de détails techniques, avait un caractère trop spécial pour être reproduite.

joie ne s'est pas exaltée en éclats, en démonstrations offensantes et scandaleuses : elle a été concentrée. Dans les cercles des amis de la guerre et principalement chez le ministre impérial, on se félicitait secrètement, on montrait de la gaieté, mais sans affectation.

Les membres les plus sages de la Députation n'ont vu dans cet événement rien qui pût arrêter la négociation, et moins encore le moyen de forcer la légation française à se relâcher de ses propositions.

D'après les informations que nous avons prises, il ne paraît pas que les votes recueillis hier aient été contraires à ce qu'ils devaient être dans le principe, et nous espérons encore que le *conclusum* de la Députation sera pris dans le sens que nous désirons. Je fais traduire ces votes et je serai à même, dans ma prochaine lettre, de vous mander d'une manière positive ce que contiendra le *conclusum* sur la dernière note que nous avons donnée à la Députation de l'Empire.

Il nous a paru que la légation prussienne avait fait quelques démarches pour former une majorité dans la Députation sur nos dernières propositions; mais je les crois intéressées. Elle a des vues particulières. Ce qui me le fait croire, c'est qu'elle a fait insérer dans le vote du député de la régence de Brême, qu'il serait convenable, en cédant l'île Saint Pierre, purement et simplement, à la nation française, de conserver et de maintenir au roi de Prusse le Büderich, île factice faite pour conserver la forteresse de Wesel ¹.

Les ministres prussiens se flattent partout d'être d'accord avec les ministres français; ils vont même jusqu'à

1. En face de Wesel, place forte de la province du Rhin, le fleuve se partage en deux bras de largeur inégale qui embrassent l'île de Büderich. Cette île, de forme triangulaire, est aujourd'hui fortifiée.

affirmer que c'est à leur sollicitation que les articles de notre note relatifs aux dettes et à l'émigration ont été accordés. Il est vrai que pour avancer la négociation, nous leur avons déclaré que s'ils se prêtaient à faire accélérer la paix, nous leur donnerions, en retour, des preuves de nos bonnes dispositions pour eux sur des points très intéressants à Sa Majesté le roi de Prusse. Nous les laissons dans cette opinion, parce que leurs démarches peuvent être encore très efficaces, et qu'elles font indirectement prononcer la Prusse et la lient aux négociations dont elle voulait s'écarter, malgré ses protestations d'amitié et de bonne volonté.

M. Jacobi, qui m'avait promis, il y a quelques jours, de me communiquer les notes présentées par le cabinet de Prusse au citoyen Sieyès, s'est présenté seulement hier; il me les a remises, mais il a refusé de me les confier; je n'ai pu qu'en prendre une lecture rapide. Je n'ai vu que les mêmes expressions et le même témoignage de rapprochement, donnés à la légation française depuis le commencement de la négociation. Ces notes sont très claires lorsque le cabinet s'explique sur les articles qu'il réclame et qui lui tiennent à cœur; mais elles sont insignifiantes et sans clarté, lorsqu'il est question de ce que fera ce cabinet pour faire avancer la négociation, pour assurer en retour quelques articles où sa médiation peut être utile. Elles se terminent sans résultat; il n'y a que des assurances de bonnes dispositions, style de diplomatie du xvi^e siècle, où l'on trouve tout et où l'on ne trouve rien.

Les membres de la Députation et les ministres autrichiens, qui manifestent le plus de joie de la perte de nos vaisseaux à Alexandrie, ont vu avec peine que le débarquement des troupes s'était effectué, que l'Égypte et le

Caire étaient à la disposition des Français ¹. Ils croient que ces troupes vont être dirigées, par l'Arabie, dans les Grandes-Indes, pour s'emparer des comptoirs anglais, situés aux côtes de Coromandel et de Malabar. Ils regardent cette entreprise comme très hardie et bien funeste aux Anglais, qui perdront par là ce qu'ils possèdent aux Grandes-Indes.

Mais, d'un autre côté, ils se réjouissent de voir cette armée et son général s'éloigner de l'Italie. Ils s'attendaient que l'expédition d'Égypte ne devait être que momentanée; ils craignaient Bonaparte, qui pouvait, d'un instant à l'autre, paraître en Italie et se joindre aux armées républicaines, pour se porter ensuite avec plus de force contre la maison d'Autriche, à qui le reproche d'agression aurait été fait. Ils se flattent à présent que le cabinet de Vienne peut commencer les hostilités, qu'il va prendre incessamment des mesures, qu'il n'y a jamais eu d'instant plus favorables, et ils conjecturent que le gouvernement britannique va lui-même décider le cabinet de Vienne à agir hostilement sans délai.

Tels sont, citoyen ministre, les propos qui m'ont été fidèlement rendus; ils ne sont pas sans vraisemblance.

Le Russe, frère de l'ambassadeur Rasoumovski à Vienne, est un aventurier qui traîne son oisiveté depuis quelque temps dans différentes villes d'Allemagne. Il y a quelque temps qu'il a épousé la fille d'un négociant de Constance; il l'a abandonnée et l'a laissée à Bâle. Il offre trente mille roubles à celui qui voudra l'épouser; il attend que quelqu'un se présente pour divorcer. Cet homme est généralement mésestimé. Il ne se mêle pas d'affaires politiques. Depuis trois mois, il est à Bade, où il joue beau-

1. Bonaparte était entré au Caire le 5 thermidor (23 juillet), deux jours après la bataille des Pyramides.

coup; il vient de quitter Rastatt pour retourner à Bade.

Je dois vous prévenir, citoyen ministre, que le député du prince de la Tour-Taxis ¹ s'est rendu à Paris auprès du ministre des finances pour régler quelques articles relatifs à la direction de la poste de l'Empire avec la France. La poste de l'Empire, confiée à la surveillance et donnée en propriété au prince La Tour, est sous la main du chef de l'Empire, qui en abuse à chaque instant, sans consulter la diète. L'Empereur se permet d'ordonner que tels journaux ne seront pas transportés dans l'intérieur de l'Allemagne. Dans ce moment, il vient de faire cette défense pour le journal patriote allemand portant pour titre *Die neueste Weltkunde*, par Posselt, à Stuttgart ².

1. Charles-Anselme, prince de la Tour-et-Taxis, né le 2 juin 1733, avait succédé, le 17 mars 1773, à son père, Alexandre-Ferdinand. On sait que le chef de cette maison avait obtenu, le 20 mai 1747, à titre de fief, la dignité de maître général des postes du Saint-Empire. Le baron de Vrintz-Berberich, que Charles-Anselme avait envoyé à Paris, avait pour mission de faire valoir les droits que le prince prétendait conserver sur la direction des postes de Wissembourg, Haguenau et autres localités réunies à la France. Il reçut un assez bon accueil, car une lettre de Talleyrand, du 13 brumaire an VII (3 novembre 1798), lui annonça, en réponse à sa demande d'indemnité, « que les liens qui unissent la Maison de la Tour à Sa Majesté Prussienne seront d'un grand poids dans cette circonstance et contribueront à lui assurer tout l'intérêt du gouvernement français » (*Allemagne*, vol. 680). La mère du prince régnant était fille du margrave de Brandebourg-Baireuth, qui avait épousé, en 1731, une sœur de Frédéric-Guillaume I^{er}, roi de Prusse.

2. POSSELT (Ernest-Louis), historien et publiciste, né à Durlach (Bade), le 22 janvier 1763. Il avait achevé ses études à Göttingen et conquis à l'Université de Strasbourg le grade de docteur en droit civil et politique. Nommé professeur de droit et d'éloquence à Karlsruhe, il reçut bientôt le titre de secrétaire privé du margrave. La Révolution française l'enthousiasma et il s'en fit l'apologiste. En 1798, sur les instances de son ami le libraire Cotta, de Tübingen, il prit la direction d'un journal intitulé : *Die neueste Weltkunde* (les plus récentes nouvelles du monde). Cette feuille, qui paraissait deux fois par semaine en petit format, s'intitula, en 1800, l'*Allgemeine Zeitung* (*Gazette universelle*) et plus tard la *Gazette d'Augsbourg*, devenue un des journaux les plus importants de l'Europe. Dénoncé en 1799 au général autrichien Sztáray, comme ayant critiqué amèrement ses opérations, il réussit à se justifier en communiquant à l'archiduc

Cet écrit périodique renferme habituellement des principes de liberté favorables à la nation française. L'auteur est généralement estimé. Cette feuille est très recherchée et répandue dans toutes les parties de l'Allemagne. Sa suppression rendra les journaux autrichiens plus influents sur l'opinion, et lorsque le prince a envoyé M. de Vrintz à Paris, c'est pour agir avec plus d'efficacité dans l'Empire, lorsqu'il existera des conventions entre le gouvernement français et le propriétaire de cette direction.

Cette surveillance exclusive est une atteinte portée aux droits des princes de l'Allemagne, qui, par la supériorité territoriale qu'ils ont dans les pays qu'ils régissent, ont nécessairement la faculté d'établir et de diriger des postes sur leur territoire. Plusieurs princes se sont déjà plaints à la légation française de cette usurpation. L'autorité du chef de l'Empire, disent-ils, ne s'étend pas sur les objets d'administration; il a encore moins celle d'exercer une censure sur les ouvrages et de faire la police dans leurs États.

Les négociants de Hambourg et surtout les Français sollicitent depuis longtemps l'établissement d'une poste pour la France à l'instar de celle qui a été accordée à la Prusse, au Danemark et à la Hollande. Il serait peut-être convenable de profiter du séjour de ce député à Paris pour le forcer à consentir à un pareil établissement. Cet objet est de la plus grande importance pour le commerce français, dont les relations vont nécessairement être plus intimes

Charles les articles incriminés. Il se démit néanmoins de ses fonctions à la cour du margrave et se voua désormais aux travaux historiques. Lié avec le général Moreau, il prit peur quand, en février 1804, celui-ci fut arrêté pour crime de haute trahison. Il quitta Bade et, atteint de la manie de la persécution, erra de ville en ville pour se soustraire à des poursuites imaginaires. Arrivé à Heidelberg le 10 juin, il se jeta, le lendemain, d'un troisième étage et se brisa la tête.

et plus étendues avec les villes hanséatiques après la paix avec l'Empire.

Le *conclusum* a été arrêté hier. On vient de nous assurer que l'on nous cédait sans restriction, sans condition, l'île de Saint-Pierre, que l'on consentait de la même manière à la démolition de la forteresse d'Ehrenbreitstein, mais que l'on soumettait à la légation française quelques observations relatives aux dettes et à l'émigration. On nous a dit également qu'on supprimait dans les *conclusum* précédents les présuppositions qui semblaient faire des conditions; cependant, quoique cela soit très vraisemblable, je ne vous donne aucune assurance positive, n'ayant pas reçu le *conclusum*. Il est probable que nous ne le recevrons que demain. Le dimanche est pour ces messieurs un jour de partie et de fête pour aller à Bade.

Salut et respect.

78. — JEAN DEBRY A TREILHARD

Rastatt, 2 vendémiaire an VII (28 septembre).

Je n'ai point répondu plus tôt, mon cher ami, à la lettre où tu m'annonces le malheureux événement de notre flotte, parce que je voulais auparavant voir l'effet qu'il produirait ici et en juger par le *conclusum* en réponse à notre note du 28 fructidor. Il a été pris hier. M. d'Edelsheim, qui est venu me voir le soir, m'a dit qu'on nous cédait sans condition l'île de Saint-Pierre et la démolition d'Ehrenbreitstein; mais je prévois, comme je l'ai déjà dit, que nous ne pourrons garder ni Kehl ni Kastel. Nous nous en ferons un mérite pour balayer toutes les questions incidentes ou arriérées.

L'événement d'Alexandrie n'a pas fait à Rastatt une trop publique sensation. On s'est contenu, mais tu juges

bien que le diable n'y a rien perdu, surtout parmi les prêtres. J'en ai parlé nettement et de manière à fermer la bouche aux complimenteurs. Il n'est bruit ici que de Russes, de Turcs qui s'allient avec eux, et d'une conflagration générale pour arrêter nos continuels envahissements. La question est non seulement des trônes aux Directoires, mais des républicains aux privilégiés héréditaires. Ce qui les inquiète, c'est l'opinion, qu'ils n'ont pas pour eux, que nous pouvons conquérir encore plus, et la propagande, éternel objet de leurs frayeurs. Faisons la paix, mon ami, mais songeons à la guerre. Puissions nous surtout réussir en Irlande ! Cette affaire tracasse nos anglomanes ; ils n'en parlent pas.

Les Prussiens se rapprochent d'une manière marquée. S'ils se liaient une bonne fois, je les croirais ; mais ils ont tant de fois joué ce rôle ! Dès qu'ils sont en froid avec l'Autriche : *Vivent les Français !* Je ne leur épargne pas la vérité à cet égard : ils ne m'épargnent pas les protestations, et nous sommes quittes. Quoi qu'il en soit, s'ils jouent au fin, sois sûr que nous connaissons leur écart.

J'écris plus au long sur tous ces points au ministre par le courrier de ce jour. Nous ferons la paix, cela est hors de doute, à moins qu'ils ne prennent sur eux de rompre sur une tête d'épingle ; ils le feraient sans vergogne, s'ils étaient en moyens. Ainsi avis à nous, mon ami, de cimenter cette paix et par des garanties, si nous pouvons en obtenir, et par des alliances et par les divisions de nos ennemis. Le ministre te communiquera ma lettre ; ainsi je ne te répéterai pas ce que je lui marque.

C'est bientôt la Saint-François. Est-ce la *Saint-François de Vienne* ou la *Saint-François Metternich* ? Il y a à choisir. Grands préparatifs ; on désirerait beaucoup

que la légation française.... Ah ! si vous voulez fêter le 21 janvier, nous transigerons.

Il nous eût été bien agréable, mon cher Treillard, d'avoir pu goûter hier la joie pure de notre plus bel anniversaire, mais l'idée de notre désastre revenait involontairement obscurcir nos affections. Enfin, nous ne sommes point abonnés avec la victoire, et nous ne serions pas faits pour la prospérité, si nous nous laissions abattre par un revers. Ces coquins d'Anglais, que je les hais ! *Dieu damne le roi et sauve l'Irlande !*

Je t'embrasse de tout mon cœur, et je présente mes respects et ceux de ma famille à la tienne.

79. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 2 vendémiaire an VII (23 septembre).

Vous recevrez par le même courrier une copie de la traduction du *conclusum* de la Députation de l'Empire que nous a transmise hier sans délai le commissaire impérial ¹.

Vous serez satisfait, sans doute, du ton de modération et de sagesse qui règne dans son contenu. On y voit clairement que notre dernière note a produit parmi les membres de la Députation une satisfaction et l'espérance bien

1. 17^e note de la Députation de l'Empire (23 septembre-2 vendémiaire an VII) : « La Députation accepte la renonciation de la légation française aux forts de Kehl et de Kastel, et réclame en même temps la restitution des territoires de ces forts, que cette légation avait réservés pour la République. Elle insiste que toutes les dettes communales quelconques contractées avant ou pendant cette guerre restent à la charge des communes, et analyse les dettes provinciales sans donner à ce sujet une réponse catégorique. Elle accepte enfin la déclaration que les lois françaises sur l'émigration ne seront point appliquées aux pays cédés, même à Mayence ; mais elle veut étendre ce bienfait aux pays réunis, qu'elle ne regarde comme tels que lorsque la cession sera effectuée, et aux terres que des Etats d'Allemagne, des membres de la Noblesse immédiate et d'autres sujets de l'Empire possèdent dans la Lorraine, dans l'Alsace et le reste de la France. »

fondée de voir bientôt la paix suivie des sacrifices respectivement faits. On ne parle que d'une paix prochaine à Rastatt, on ne se voit pas sans se féliciter, d'un ton qui annonce qu'on en est véritablement pénétré, sur le terme des négociations et sur une conclusion très rapprochée. Je fais exception, comme vous devez bien le penser, de ceux qui ne trouvent leur bonheur que dans la continuation de la guerre.

Les observations que la Députation nous soumet, en répondant à l'article des dettes, nous mettront dans le cas de délibérer mûrement sur ce point, pour présenter ensuite à la Députation un résultat qui soit dans les vues du gouvernement sans contrarier celles de l'Empire. Nous nous réunissons dans un instant pour cet objet, et d'après ce que nous nous sommes mutuellement dit, il y a lieu de croire que nous ne ferons qu'une seule voix pour énoncer l'opinion de la légation française.

L'article de l'émigration n'a été mis là que pour éviter les reproches de quelques personnes qui sollicitaient depuis longtemps la Députation pour se faire comprendre dans l'article d'exception que nous serions dans le cas de faire. La Députation sent bien elle-même que la proposition n'est pas admissible. Elle ne mettra aucune obstination, lorsque nous déclarerons que la demande ne peut être prise en considération par les ministres plénipotentiaires français.

Nous sommes bien près d'arriver au but si désiré, et nous nous occupons d'un travail qui finira par nous assurer l'opinion de l'Allemagne. Je ne peux pas vous dire si notre prochaine note sera un ultimatum. Nous cherchons à voir quarante (*sic*) membres influents de la Députation ¹, et

1. La Députation de l'Empire ne se composait que de dix membres.

si nous pouvons obtenir par un seul jet les propositions que nous avons à faire, nous réserverons, lorsqu'il sera question des indemnités et de l'application du principe de sécularisation, d'en faire usage. Le moment sera plus convenant; son effet sera plus général, plus certain; il déterminera plus facilement à des sacrifices dans la crainte de perdre le fruit d'une négociation aussi difficile. L'opinion publique sera plus impérieuse, parce que dans les débats, il ne sera question que d'intérêts privés, position qui nous laissera nécessairement maîtres du champ de bataille et qui mettra les opposants dans la nécessité de céder à des motifs aussi puissants que la paix et l'intérêt général.

Je ne sais que penser des ministres autrichiens dans cette circonstance. Je crois que si on leur présentait le traité tout rédigé à signer, ils seraient disposés à y ajouter cette dernière marque d'adhésion. Il n'y a plus de réserve de leur part, il n'y a plus d'obstacles; ils sont toujours unis à la Députation.

Ces dispositions me paraissent avoir un but bien médité de leur part. Il est notoire que l'Empereur veut commencer la guerre; il est certain qu'il agit de concert avec Naples, qu'ils réunissent leurs forces pour inquiéter les républiques d'Italie. Ce pays devant être le prochain théâtre de la guerre, et l'Empereur se promettant des succès, il ne peut les voir s'effectuer qu'en portant toutes ses troupes sur les frontières de ces républiques.

Il a donc par là, pour être tranquille dans les pays héréditaires, un intérêt de faire avancer la négociation avec l'Empire ou du moins de ne pas élever des obstacles pour l'arrêter. Il se persuade, sans doute, qu'avec le sys-

Roberjot doit comprendre ici dans cette dénomination les envoyés particuliers des États qui, sans en faire partie, pouvaient peser indirectement sur ses résolutions.

tème de neutralité tant de fois proposé ou avec la paix avec l'Empire, ses pays vont être à l'abri de l'invasion des armées françaises, et qu'il pourra porter des coups plus terribles à ces républiques naissantes dont il a juré la perte depuis le jour même du traité de Campo-Formio.

Le bruit se répandait hier à Rastatt que le Directoire exécutif avait déclaré la guerre à la cour de Naples ¹. Cette nouvelle, si elle est vraie, nous annonce que l'Empereur va sur-le-champ prendre fait et cause et, qu'ayant déjà préparé des mouvements de levées, il y mettra un complément en attaquant sur ces mêmes frontières.

Salut et respect.

80. — JEAN DEBRY A TALLEYRAND

Rastatt, 2 vendémiaire (23 septembre).

Citoyen ministre,

J'ai su hier en substance que le *conclusum* pris en réponse à notre note du 28 fructidor était pour le foud tel que nous pouvions le désirer, c'est-à-dire que, pour nous payer notre cession sur les dettes et sur les fugitifs des provinces transrhénanes, on nous accordait purement et simplement l'île de Saint-Pierre et la démolition non conditionnelle d'Ehrenbreitstein. L'on insiste sur la remise des points à la droite, et je vois, comme je vous l'ai mandé, qu'il nous sera impossible de les garder. Je doute même qu'aucune condescendance pût nous les faire obtenir, fût-ce dans un ultimatum. La Députation, quels qu'en soient le moteur et le motif, met à cet égard une opiniâtreté insurmontable. Je regretterai beaucoup l'abandon du territoire de Kastel, quoique cependant l'île fortifiée de Saint-Pierre

¹. Ce bruit était prématuré. La guerre ne fut déclarée que le 16 frimaire (6 décembre).

puisse en quelque façon suppléer à l'avantage dont ce point est pour Mayence. Nous allons dans une prochaine note rassembler tous les articles laissés indécis et les lier à la question de Kastel et de Kehl, afin de pouvoir passer sans obstacle à l'application du principe des sécularisations. Mais avant d'en être là, nous aurons encore beaucoup de difficultés de détail. Ce sera par le plus ou moins d'importance qu'on leur donnera, que nous pourrons juger et faire connaître à l'Allemagne si véritablement ses délégués ont voulu la paix, ou si les diverses transactions dont se compose la négociation n'ont été pour eux que des moyens de tromper notre impatience et de temporiser en attendant l'événement.

Celui qui malheureusement concerne notre escadre, bien qu'il ait satisfait beaucoup d'envies et épanoui bien des visages, n'a pas produit ici l'effet scandaleux et insultant qu'avait fait la fausse nouvelle débitée à ce sujet, il y a un mois, par le gazetier d'Augsbourg, et lorsque nous vous ferons passer le *conclusum*, je crois, citoyen ministre, que vous jugerez que ce désastre n'a pas influé d'une manière sensible sur la détermination de la Députation. J'ai été le premier à en parler à ceux qui vinrent chez moi et, sauf quelques délectations impériales, anglaises ou sacerdotales conservées *in petto*, j'ai cru voir que tous les hommes raisonnables sentaient, non pas seulement que l'expédition marchait vers son but, mais qu'il n'y avait aucune connexité entre la rade d'Alexandrie, les plaines de Fleurus, le camp de Grandpré et la digne d'Arcole, qu'ils sentaient, dis-je, que leur affaire était d'avancer la paix, et qu'un insuccès maritime atténuait très peu les moyens qu'avait de pousser la guerre de terre une nation qui, d'une seule loi, place tous les ans six cent mille hommes dans les cadres de ses armées. Le débarquement effectué

en Irlande balance aussi un peu la joie que causait notre échec et ne laisse pas d'inquiéter, quelque mine que l'on fasse. Puisse-t-il n'avoir pas été opéré trop tard !

Mais ce qui, plus que ces conjectures, me prouve que l'annonce de cette malheureuse défaite n'a point relevé l'orgueil des grandes puissances ni calmé leurs inquiétudes, ce sont les bruits dont on alimente la curiosité des oisifs du Congrès : vrais ou faux, ils indiquent le besoin où ils sont d'un contrepoids. L'on assure que 65,000 Russes sont entrés en Galicie, que trente autres mille les suivent et doivent s'avancer sur le Rhin, que la Russie et l'Angleterre ont déterminé la Porte à agir offensivement contre nous. Ainsi, grâce à l'Autriche, la digue est rompue, et les Tartares et les Cosaques sont appelés à défendre les contrées méridionales et orientales, éternel objet de leur cupidité. Le grand politique que ce M. de Thugut et la basse opération, surtout pour la Prusse, que le partage dernier de la Pologne !

Quoi qu'il en soit, citoyen ministre, de ces jactances et de leurs accessoires, soyez convaincu que l'espoir de les réaliser existe vivement dans le cœur de tous ceux que nos armes ont fait fléchir. Ils sont coalisés d'intention ; s'ils pouvaient éclater demain, ils le feraient. Ils se plaisent dans l'idée que nous serions isolés, que nous n'avons pas d'alliés, que, dans l'état actuel des choses, notre système nous empêche d'en avoir, et qu'au surplus, en disant, comme ils l'ont fait au commencement de la guerre : « Qui n'est pas pour nous est contre nous », ils détacheraient facilement toute puissance tentée de courir notre fortune ; mais la crainte de la propagande les retient et, quoi que leur soufflent et l'Anglais et leur propre aversion pour la liberté, l'irruption de 60,000 missionnaires armés les effraie. La paix à laquelle nous travaillons ne sera vérita-

blement une paix et non une trêve, comme tant d'autres, qu'autant que, profitant de l'intervalle pour régulariser nos moyens de défense, notre attitude intérieure leur en imposera. Des alliances habilement ménagées déconcertent leur plan ; une plus grande somme de bonheur versée par la République leur fera craindre le danger de l'exemple, et des rivalités adroitement fomentées et entretenues entre eux les occuperont assez de leurs affaires pour les empêcher de se mêler des nôtres, ou peut-être même, nous rendant leurs arbitres, replaceront, comme il doit l'être, comme il le fut autrefois, le système républicain au premier rang et le système monarchique au second rang de l'échelle politique.

Pardon, citoyen ministre, si je me laisse entraîner à vous faire part de toutes ces idées, et surtout à vous parler de moyens dont le cercle d'intrigues où je roule teint nécessairement mon imagination. Rien n'est plus variable que la température politique de Rastatt. Je vous parlais de jalousie, de rivalité. Celle de l'Autriche et de la Prusse acquiert une intensité marquée. Dans l'avant-dernière séance, M. de Lehrbach s'éleva avec violence contre une prétention insinuée par la légation prussienne au député d'Hanovre, concernant une réserve à son profit de l'île Büberich (que l'on ait, a dit le ministre autrichien, une déférence pour la République française, cela se conçoit, le désir de la paix la commande, mais la Prusse, etc.). Peut-être est-ce à cette opposition autant qu'au désir de recouvrer Kastel qu'il faut attribuer le rapprochement de la légation prussienne ; il est marqué. J'ai cherché à mettre cette disposition à profit pour le succès de notre affaire, leur répétant en termes positifs que l'intention du gouvernement français est de resserrer les liens naturels qui doivent exister entre les deux nations. M. de Jacobi

eut *la bonté* de me faire lire à cet égard le mémoire remis à Sieyès et dans lequel il est question de l'île Büderich et de quelques autres points. Je le lui rendis en ajoutant qu'il me paraissait que sa cour songeait éminemment à elle. Je n'entrai dans aucun détail ; je me bornai à des protestations générales exprimées franchement et dont nous pourrions toujours nous acquitter très largement lors de la remise de Kastel. Si cet article, important pour la Prusse et que nous ne manquerons pas de lui faire valoir, pouvait l'engager à *garantir* le traité futur, ce serait, je crois, un précieux dédommagement pour la République. J'en ai fait part à Sieyès ; il peut mieux que moi juger de la possibilité de cette idée et de son degré d'utilité.

Ces sentiments vrais ou affectés de la légation prussienne l'ont conduite à m'écrire particulièrement (après m'en avoir prévenu) pour une réclamation relative à la ville de Wetzlar ¹. Je vous transmets copie de leur lettre. S'il se fût agi d'un objet plus important, je me fusse bien gardé d'admettre cette confidence exclusive ; mais j'ai cru que, dans le moment présent, il pouvait être utile sous plusieurs rapports que je me prêtasse à cette espèce de coquetterie, dont assurément je ne suis pas la dupe. Je pense qu'il convient que la réponse leur soit ou transmise à Paris ou, par l'intermédiaire de la légation *entière*, à Rastatt.

Je ne finirai point cet article et cette longue lettre sans vous dire un mot d'une foule de réclamations qui s'élèvent soit contre la surcharge des troupes, soit contre des vexations subalternes. Quant au premier point, dès que notre

1. Ancienne ville impériale, siège de la Chambre impériale qui connaissait des causes entre les Etats d'Empire, actuellement chef-lieu de cercle, province du Rhin (Prusse occidentale), à 67 kilomètres nord-est de Coblenz.

principale affaire sera convenue, il me semble que nous recueillerons un excellent effet dans l'opinion, non pas en retirant nos troupes, puisque l'Empereur ne désarme pas, mais par une distribution moins écrasante. A l'égard des vexations subalternes, je joins aussi à la présente une pièce dont mon collègue Roberjot a adressé au général Joubert le double, et qui, si elle est exacte, vous convaincra de la nécessité de faire quelque exemple à cet égard. Ce n'est jamais par l'intention d'un gouvernement populaire que la haine s'acquiert, mais par la cupidité effrontée de quelques misérables qui, entre deux moyens de succès, sont portés par caractère à choisir le plus odieux. Il n'y a que trop d'individus de cette espèce.

J'aurais dû, citoyen ministre, traiter en lettres séparées les divers objets dont celle-ci est remplie; je l'eusse fait, si cette forme plus méthodique ne m'eût point paru avoir une apparence officielle que ne comporte point la correspondance que vous m'avez autorisé à suivre avec vous.

81. — ROBERJOT A TALLEYRAND

Rastatt, 5 vendémiaire (26 septembre).

Citoyen ministre,

Je m'aperçois chaque jour qu'il est dans le système politique des ministres prussiens de nous faire croire que nous n'obtenons de la Députation de l'Empire son consentement à quelques propositions que par leurs sollicitations et leurs démarches, et de profiter de la persuasion où ils croient nous laisser qu'ils font tout, pour exiger, en paiement de services, de la légation française, le sacrifice de quelques points très importants à la Prusse.

Le consentement pur et simple de la Députation pour la démolition d'Ehrenbreitstein et la cession de l'île Saint-

Pierre n'a pas été connu qu'à l'instant les ministres prussiens se sont rendus chez nous pour nous vanter leur service, exagérer les peines qu'ils ont eues pour décider des membres de la Députation que nous savions être déjà décidés, et nous présenter en réciprocité la demande de cession de l'île factice de Büderich. Chaque ministre s'était chargé de voir un ministre français : ce fut M. Dohm qui vint auprès de moi.

Je vous avoue qu'il eut l'air embarrassé en me proposant cette cession. Plus franc dans ses démarches, il ne fit pas valoir les services prétendus de la légation prussienne ; il se borna à vouloir me persuader que cette île convenait au roi de Prusse.

Je lui répondis qu'elle convenait davantage à la France ; je lui donnai quelques détails de localités qui me servirent à lui prouver qu'en abandonnant cette île, c'était laisser au roi de Prusse une enclave qu'il est de l'intérêt de la République de ne pas permettre.

Je lui observai que le canal peu profond et peu large qui devait, suivant lui, servir de limite, n'était alimenté que par l'effet d'un épi¹, placé à la droite du fleuve, qui est toujours à la disposition de la Prusse, que cet épi demande des réparations fréquentes et dispendieuses, et qu'en les négligeant le canal serait bientôt à sec, de manière que l'île Büderich deviendrait contiguë au territoire français et donnerait à la puissance prussienne la facilité de se porter sur ce territoire, sans obstacles quelconques.

Je lui observai aussi que les murs de la forteresse de Wesel étaient éloignés du fleuve, qu'on y avait fait des

1. En termes d'architecture hydraulique, l'épi est un ouvrage de charpente, de maçonnerie ou de fascines établi sur le bord d'un cours d'eau et s'étendant en long ou en travers.

glacis pour les garantir, et que l'île Büderich devenait par ce moyen entièrement inutile pour le maintien et la conservation des murs.

J'entrai avec lui en explications plus détaillées, parce que je connaissais la forteresse de Wesel, l'île et le canal, pour les avoir visités lors de ma mission dans ces pays, de sorte que M. Dohm vit bien que, connaissant les avantages de conserver pour limite le grand fleuve, qui d'ailleurs est toujours navigable, la légation française ne se laisserait pas abuser plus longtemps, et qu'il était inutile de s'occuper de cet objet et croire que des motifs aussi peu fondés décideraient la légation.

Comme ils nous ont donné l'éveil et que leurs démarches auprès des membres de la Députation pourraient nous donner, à la première réponse de la Députation, un peu de tablature, nous nous sommes mis à prévenir, de notre côté, les membres de cette Députation, en les invitant à écarter de leur *conclusum* prochain tout objet étranger à l'intérêt de l'Empire.

Nous nous sommes convaincus par là que les démarches des ministres prussiens sont toujours intéressées, qu'ils ne considèrent dans cette négociation que ce qui a trait à la Prusse, que ce qui lui donne quelque avantage, et que l'intérêt de l'Empire n'est pas toujours l'objet qu'ils ont spécialement en vue.

Aussi adroits qu'eux, nous feignons de croire qu'ils nous sont très utiles, par le double motif d'avancer ces négociations et de lier la cour de Berlin aux opérations du congrès, afin de la placer dans la position qui la force à maintenir son ouvrage et à faire croire qu'elle s'unit à la République française.

Je vous ai annoncé, citoyen ministre, dans ma dernière dépêche, que nous allions nous préparer à donner une

note qui renfermerait toutes les propositions indécises et jetterait dans la réponse de la Députation ce jour et cette clarté propres à pouvoir rédiger un traité, ou du moins nous mettre à même de ne nous occuper que de la seule et dernière question des indemnités.

Nous avons déjà tenu plusieurs conférences à ce sujet, et j'ai lieu de croire que cette dernière note sera présentée demain. Je vous observe que nous avons cru devoir ne la présenter en ultimatum que lorsque la réponse de la Députation nous aura démontré que cette mesure est nécessaire. Nous croyons d'autant mieux que le moment n'est pas venu de donner notre ultimatum, qu'en exigeant par notre note des explications et des réponses catégoriques de la Députation, nous donnons et cédon, pour les sacrifices qu'elle a encore à faire, les territoires de Kehl et Kastel, objets qui sont d'un prix infini pour la Prusse et pour plusieurs membres de la Députation, qui se croiraient déshonorés s'ils ne pouvaient, en compensation d'autres objets, obtenir ces territoires. Ce sera une condition *sine qua non*.

C'est donc d'après ces considérations que nous exigeons :

1^o La suppression de la clause de réciprocité du *conclusum* où la Députation consent à nous laisser les côtes du Rhin déjà appartenant à la République;

2^o La conservation des ponts commerciaux existants et la faculté d'en établir dès que les riverains y trouveront leur intérêt;

3^o Une explication très positive sur le Frickthal, ou une déclaration portant que l'Empire, en ce qui le concerne, cède ses droits;

4^o Une renonciation des droits de suzeraineté que l'Empire aurait en Italie, conformément à l'article 2 du traité

secret de Campo-Formio, article sur lequel la Députation n'a pas répondu clairement ;

5° Le maintien de l'existence politique des villes hanséatiques, la suppression du péage d'Oldenbourg et l'abolition des exigences de la régence hanovrienne sur la ville et le territoire de Brème, et conformément aux engagements pris avec ces villes, sur Francfort et Augsbourg ;

6° En donnant une explication aux mots « dépendances ecclésiastiques » ;

7° En répondant aux explications données par la Députation sur la nature et la différence des dettes des pays cédés ;

8° En élaguant sur l'article de l'émigration toutes les demandes étrangères aux pays cédés ;

9° Plusieurs autres éclaircissements peu importants sous certains rapports, mais qui sont cependant nécessaires pour prévenir tous les obstacles que l'on pourrait encore faire naître lors de la rédaction du traité.

Vous voyez que notre but est de terminer par cette seule note tout ce qui a quelques rapports à la négociation, d'arrêter la calomnie et ôter aux malveillants le prétexte de répandre que la légation française est insatiable, qu'on ne connaît pas le terme de son ambition, et que plus on accorde, plus elle exige. Cette note, présentée de cette manière, donnera un degré de plus à l'opinion pour nous, et cette opinion contribuera à déterminer cette Députation à ne pas élever de difficulté sur le contenu de notre note. Nous en attendons donc le meilleur effet.

On est généralement persuadé ici que la guerre aura lieu entre l'Autriche et la République française ; on se fonde sur ce que, la cour de Naples étant alliée avec l'Autriche, et la première ayant manqué à ses engagements avec la République, celle-ci ne pourra l'empêcher de se

plaindre, de demander des réparations qu'on est disposé à refuser, et que par là la rupture aura lieu nécessairement. On est inquiet sur les suites de la négociation avec l'Empire; on craint que ces pays ne soient de nouveau le théâtre de la guerre. Cette alarme nous servira; nous l'utiliserons dans nos projets, et nous ferons tout au monde pour déterminer la Députation à accélérer sa réponse et à la présenter d'une manière convenable aux circonstances et à nos désirs.

Les ministres autrichiens sont toujours mal avec les Prussiens; ils se visitent politiquement; mais ils se font réciproquement des reproches. Les premiers désireraient bien nous voir plus assidûment. Leur motif serait d'établir que l'Empereur ne pense pas à nous faire la guerre, puisqu'ils sont très unis avec la légation française. Je vous affirme que c'est la seule considération qui leur fait rechercher un rapprochement: ils redoutent les effets de l'accord qui règne entre les ministres français et prussiens; il n'est pas de moyen qu'ils n'emploient pour le rompre. Et pour vous donner une idée de l'empressement qu'ont les Autrichiens de paraître unis à la légation française et combien ils sont avides d'en rechercher les occasions, je ne vous citerai qu'un fait: nous exigeâmes du directeur de la Comédie de faire jouer le premier jour de l'an VII. Il devait y avoir relâche: le spectacle eut lieu. Tout ce qui tenait à la légation autrichienne s'y rendit, même M. de Lehrbach, que je n'y avais pas encore vu. Il était curieux de les voir participer à la fête de la République.

Salut et respect.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	I
-----------------------	---

PARTIE I

DISCOURS PRÉLIMINAIRE ET HISTORIQUE

Objet de ce travail : le détail des négociations de Rastatt. — Situation pénible des plénipotentiaires français. — Politique louche du Directoire, absence de plan. — Metternich et la Députation de l'Empire. — Attitude équivoque de la Prusse. — Ses plénipotentiaires : Görtz, Jacobi, Dohm. — Le cérémonial autrichien. — La limite du Rhin. — Les indemnités aux princes dépossédés. — Bonaparte à Rastatt ; motifs de son départ précipité. — Insulte à Bernadotte, ambassadeur à Vienne. — Exigences outrées du Directoire.

Les élections de l'an VI. — Nomination de Jean Debry. — Conférences de Selz. Elles avaient pour but secret de faire trancher les questions déjà soumises au Congrès. — Pusillanimité de la Députation de l'Empire. — Relations de Jean Debry avec les ministres étrangers. — Ultimatum du 16 frimaire. — Abus des réquisitions. — Albini ; sa conduite lors de l'attentat du 9 floréal. — Le château de Bade. — Le margrave. — L'approche des Russes. — Départ successif des membres du Congrès. — Les ministres français reçoivent l'ordre de rester. — Assassinat de Bonnier et de Roberjot. — Jean Debry se défend contre des accusations de complicité. III

PARTIE II

CORRESPONDANCE DES MINISTRES FRANÇAIS. — LA LIMITE DU RHIN

SOMMAIRE DES NOTES ÉCHANGÉES DU 19 JANVIER AU 22 JUIN 1798. — Arrivée de Jean Debry. — Politique aveugle de la Prusse. — L. de Cobenzl. — Conversation avec Dohm. — Jean Debry se démet de son mandat législatif. — Görtz. — Bonnier. — Stadion. — Reprise des négociations.

- Note du 4 messidor contenant quelques modifications à la note précédente de la légation française. — Entretien avec Jacobi. — « Essai sur l'intérêt comparé de la République française. » — Malveillance visible de l'Autriche; ses avances à la Prusse. — Décrépitude du corps germanique. — Bade et les souterrains de son château. — Lehrbach remplace Cobenzl. — Relations tendues entre Jean Debry et Bonnier.
- Arrivée de Roberjot. — L'affaire Le Grand. — La Députation adopte en principe le milieu du Rhin comme limite entre les deux États. — Lehrbach et Thugut, ennemis déclarés de la République française. — Jean Debry félicite Laharpe de son élection au Directoire helvétique. — La légation française, en admettant le thalweg pour partage du Rhin, prétend réserver pour la République plusieurs îles; elle réclame les forts de Kastel, la démolition d'Ehrenbreitstein et la cession du Frickthal. — Demande d'instructions au Directoire. — Ambition de l'Autriche; indécision de la Prusse. — Conférence de Roberjot avec Jacobi; les intentions du roi de Prusse; son vif désir de sauvegarder le corps germanique. — Projets de traité auxquels la légation française refuse d'accéder; sa conférence avec Albini. — Intrigues et menées pour remettre en discussion les points admis 169

PARTIE III

LES POINTS EN LITIGE

- Voyage de Roberjot à Paris sous prétexte d'affaires personnelles. — La Députation consent à la démolition d'Ehrenbreitstein et rejette la demande concernant la cession du Frickthal. — Impression causée en Allemagne par la prise de Malte. — Jean Debry est satisfait des élections de l'an VI. — Roberjot reçoit à Paris de nouvelles instructions. — La Députation consent à la suppression des péages sur le Rhin, admet le thalweg comme limite, à la condition de conserver l'île de Bûderich, et proteste contre le transport des dettes communales de la rive gauche à la rive droite. — Embarras des ministres français; demande instante d'instructions précises. — Caractère insociable de Bonnier.
- Joie des Allemands à la nouvelle d'un prétendu désastre subi par la flotte française. — Difficulté de concilier l'exécution du traité de Campo-Formio avec celle du traité de Bâle. — La Députation demande la démolition de tous les points fortifiés de la rive droite; rejet de cette proposition par la légation française. — Roberjot, de retour, fait part à ses collègues des intentions du Directoire.
- Metternich transmet à la légation française un *conclusum* volontairement tronqué. — Conversation de Roberjot avec Görtz. — L'Autriche veut la guerre et l'Allemagne soupire après la paix. — Prétendu voyage de Jean Debry à Paris; sa note pour le démentir. — La légation française persiste à demander la cession de Kehl, de Kastel et de l'île Saint-Pierre. — Elle fête l'anniversaire du 18 fructidor 257

PARTIE IV

CONCESSIONS DE LA FRANCE

Nécessité de conserver Kastel à la France. — Articles déplacés du *Moniteur*. — Les exigences du Directoire relativement à la possession de points fortifiés sur la rive droite sont en contradiction avec le traité de Campo-Formio. — Pamphlets irritants. — La Députation déclare consentir à la cession de l'île Saint-Pierre contre la restitution de Kehl, de Kastel et du fort de Mars. — Continuelles intrigues des ministres prussiens. — Divergences apparentes entre Metternich et Lehrbach. — « Observations conjecturales » de Jean Debry. — La légation française fait des concessions; elle renonce aux fortifications de Kehl et de Kastel, consent à ce que les dettes communales demeurent à la charge des pays cédés, et déclare que, moyennant la cession de l'île Saint-Pierre, les lois sur l'émigration ne seront pas applicables aux pays non encore réunis. Elle refuse le retrait des troupes françaises cantonnées sur la rive droite.

Nouvelle du désastre d'Aboukir et de l'entrée des Français au Caire. — Les Allemands se réjouissent de l'éloignement de Bonaparte qui augmente leurs chances de succès. — L'interdiction d'un journal par l'Empereur porte atteinte aux droits souverains des princes. — Rapprochement marqué des ministres prussiens. — Note conciliante de la Députation. — Jalousie réciproque de l'Autriche et de la Prusse. — Les ministres de cette dernière puissance réclament l'île de Büderich et se targuent des services qu'ils prétendent avoir rendus à la cause de la France. 345

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

En vente à la librairie A. PICARD ET FILS, rue Bonaparte, 82.

Au prix de 8 fr. le volume

Correspondance de M. et M^{me} de Raigecourt avec M. et M^{me} de Bombelles (1790-1800), publiée par M. DE LA ROCHETERIE, 1892. 1 vol.

Captivité et derniers moments de Louis XVI. Récits originaux et documents officiels, publiés par le marquis DE BEAUCOURT, 1892. 2 vol.

Lettres de Marie-Antoinette. Recueil des lettres authentiques publié par MM. DE LA ROCHETERIE et DE BEAUCOURT, 1895-1896. 2 vol. T. I épuisé.

Mémoires de Michelot Moulin sur la chouannerie normande, publiés par le vicomte L. RIOULT DE NEUVILLE, 1893. 1 vol.

Mémoires de famille, de l'abbé Lambert (1791-1799), publiés par M. GASTON DE BEAUSÉJOUR, 1894. 1 vol.

Journal d'Adrien Duquesnoy, député du tiers-état de Bar-le-Duc (mai 1789-avril 1790), publié par M. R. DE CRÈVECŒUR, 1894. 2 vol.

L'invasion austro-prussienne (1792-1794). Documents publiés par M. LÉONCE PINGAUD, 1895. 1 vol. avec héliogravure et carte.

18 fructidor. Documents inédits publiés par M. VICTOR PIERRE, 1893. 1 vol.

La déportation ecclésiastique sous le Directoire. Documents inédits publiés par M. VICTOR PIERRE, 1896. 1 vol.

Mémoires du comte Ferrand (1787-1824), publiés par le vicomte DE BROC, 1897. 1 vol. avec héliogravure.

Collectes à travers l'Europe pour les prêtres français déportés en Suisse (1794-1797). Relation publiée par M. l'abbé JÉRÔME, 1897. 1 vol.

- Mémoires de l'abbé Baston, chanoine de Rouen*, publiés par M. l'abbé J. LOTH et M. CH. VERGER, 1897-1899. 3 vol. 1 héliogravure.
- Souvenirs du comte de Semallé, page de Louis XVI*, publiés par son petit-fils, 1898. 1 vol. avec héliogravure. *Épuisé.*
- Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand*. Recueil de documents inédits publiés par MM. E. ROMBERG et ALBERT MALET, 1898-1902. 2 vol.
- Mémoires du comte de Moré (1758-1837)*, publiés par M. GEOFFROY DE GRANDMAISON et le comte DE PONTGIBAUD, 1898. 1 vol. 5 héliogravures. *Épuisé.*
- Mémoire de Pons de l'Hérault aux puissances alliées*, publié par M. L.-G. PÉLISSIER, 1899. 1 vol. avec héliogravure.
- Correspondance de Le Coz, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine, archevêque de Besançon*, publiée par le P. ROUSSEL, 1900-1903. 2 vol. 1 héliogravure.
- Souvenirs politiques du comte de Salaberry (1821-1830)*, publiés par le comte DE SALABERRY, 1900. 2 vol. 1 héliogravure.
- Kléber et Menou en Égypte (1799-1801)*. Documents publiés par M. FRANÇOIS ROUSSEAU, 1900. 1 vol. avec carte.
- Kléber en Vendée (1793-1794)*. Documents publiés par M. H. BAGUENIER-DESORMEAUX, 1907. 1 vol. avec carte.
- Lettres de M^{me} Reinhard à sa mère*, traduites de l'allemand et éditées par M^{me} la baronne DE WIMPFEN, 1901. 1 vol. 2 héliogravures.
- Mémoires de Langeron. Campagnes de 1812, 1813, 1814*, publiés par L.-G. F., 1902. 1 vol. avec carte. *Épuisé.*
- Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804), et documents sur son enlèvement et sa mort*, publiés par le comte BOULAY DE LA MEURTHE, 1904-1910. 3 vol. 3 héliogravures et 2 cartes. T. I *épuisé.*
- Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne (1808-1813)*, publiée par M. GEOFFROY DE GRANDMAISON, 1905-1911. T. I-V (avril 1808-décembre 1811), avec 2 héliogravures.
- Souvenirs du marquis de Bouillé (1769-1812)*, publiés par M. P.-L. DE KERMAINGANT, 1906-1910. 3 vol. avec 3 héliogravures. T. I *épuisé.*

Journal politique de Charles de Lacombe, député à l'Assemblée nationale, publié par M. l'abbé A. HÉLOT, 1907-1908. 2 vol. 2 héliogravures. T. I épuisé.

Anecdotes historiques par le baron Honoré Duveyrier, publiées par M. MAURICE TOURNEUX, 1907. 1 vol.

Souvenirs d'une mission à Berlin en 1848, par Adolphe de Circourt, publiés par M. GEORGES BOURGIN, 1908-1909. 2 vol.

Lettres d'Alphonse d'Herbelot à Charles de Montalembert et à Léon Cornudet, publiées par ses petits-neveux, 1908. 1 vol.

Paris pendant la Terreur. Rapports des agents secrets du ministère de l'intérieur, publiés par M. PIERRE CARON, 1910. T. I (août-décembre 1793).

Les patrons, les ouvriers et l'état. Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830. Recueil de textes publiés par MM. GEORGES et HUBERT BOURGIN, 1912. T. I (mai 1814-mai 1821).

Le Congrès de Rastatt. Correspondance et documents publiés par MM. P. MONTARLOT et L. PINGAUD, 1912. T. I, avec un portrait.

Au prix de 4 fr. le volume

Les Étapes d'un soldat de l'Empire (1800-1815). Souvenirs du capitaine Desbœufs, publiés par M. CH. DESBŒUFS, 1901. 1 vol.

Mémoire sur ma détention au Temple (1797-1799), par P.-Fr. de Rémusat, publié par M. VICTOR PIERRE, 1903. 1 vol. avec plan. Épuisé.

Journal de M^{me} de Cazenove d'Arlens, Paris-Lyon (février-avril 1803), publié par M. A. DE CAZENOVE, 1903. 1 vol. avec héliogravure.

Souvenirs de mon dernier voyage à Paris (1795), par Henri Meister, publiés par MM. PAUL USTERI et EUGÈNE RITTER, 1910. 1 vol.



GENERAL BOOKBINDING CO.

11 3WP 280

71

3

QUALITY CONTROL MARK



39353001553294